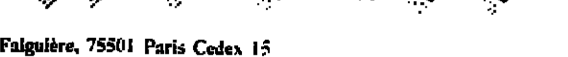
Supplément Arts et Spectacles

Le Monde



15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – Nº 14627 – 6 F

JEUDI 6 FÉVRIER 1992

FONDATEUR HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Alerte au Venezuela

LE Venezuela vient de connaître une alerte que d'autres pays d'Amérique latine pourraient subir à leur tour dans les années qui viennent. On pensait que les coups d'Etat appartenaient à l'Histoire sur ce continent où ils faisaient figure, il n'y a pas si longtemps, de mode de désignation classique des autorités suprêmes. Haïti excepté, qui confirme ainsi son statut de nation la plus arriérée économiquement et politiquement de la région, tous les pays situés au sud du Rio Grande ont fait le choix de la démocratie, même si celle-ci est parfois bien formelle.

Le coup de main d'un groupe de militaires, dont on connaît mal, il est vrai, les origines et les motivations, ressemble à s'y méprendre à un avertissement. Le Venezuela a longtemps joui d'une situation politique privilégiée. La démocratie y est à peu près respectée depuis plus de trente ans grâce à l'alternance au pouvoir des démocrates-chrétiens et des sociaux-démocrates. Les deux partis ont des bases sociales diversifiées même si, pour l'essentiel, les sociaux-démocrates recrutent parmi les catégories les plus pauvres. Les uns et les autres acceptaient jadis, avec de fortes nuances, le principe qu'il valait mieux subventionner, grâce aux revenus de la manne pétrolière, les produits de première nécessité destinés à la population.

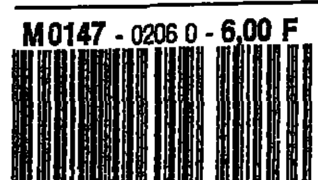
CETTE doctrine valait en particulier pour... les dérivés pétroliers eux-mêmes. Il était possible, il y a quelques lustres encore, d'acheter un litre d'essence pour l'équivalent de quelques dizaines de centimes. Accoutumés aux facilités relatives du boom pétrolier des années 70, les Vénézuéliens ont subi le choc de la politique néolibérale appliquée, après un revirement idéologique considérable, par le social-démocrate Carlos Andres Perez. Le temps de l'essence bon marché était passé. L'Etat s'est progressivement désintéressé de tout un secteur d'activités visant à maintenir à un prix artificiellement bas les services et les produits courants.

Les émeutes de février 1989, moins de trois semaines après le retour au pouvoir, célébré avec éclat, de M. Perez, étaient déjà un sévère avertissement. Il y en a eu d'autres.

LE plan d'austérité, comme le chef de l'Etat le rappelle sans cesse, a certes eu des effets très positifs sur l'économie générale du pays, avec pour conséquences une réduction sensible du taux d'inflation, une augmentation des réserves en devises et une croissance des investissements étrangers. Mais la baisse sensible du pouvoir d'achat de la majorité de la population a alimenté une grogne quasi générale, qui a finalement touché l'armée elle-même.

Ce sont des officiers et des soldats, qui avaient vu comme les autres catégories leurs revenus réels diminuer et qui se disaient écœurés par la corruption, y compris celle touchant l'entourage direct du président, qui ont décidé de tenter ce qui paraissait jusqu'ici incongru et même absurde : un coup d'Etat militaire au nom d'une restauration de valeurs telles que l'honnêteté et la bonne gestion des richesses nationales. L'événement est humiliant pour M. Carlos Andres Perez lui-même. Il est inquiétant pour l'évolution de l'ensemble du sous-continent.

Lire page 3 les articles de notre envoyé spécial MARCEL NIEDERGANG



M 0147 - 0206 0 - 6,00 F

La session extraordinaire du Parlement sur l'affaire Habache

L'opposition déposera une motion de censure contre le gouvernement

M. François Mitterrand a annoncé, mardi 4 février, la convocation du Parlement en session extraordinaire le 7 février pour entendre une déclaration du premier ministre, Mme Cresson, après les remous provoqués par le séjour en France de M. Habache. «Il n'y a plus d'affaire Habache», a déclaré, néanmoins, le président de la République, qui estime que cette affaire «n'est pas grave». L'opposition en juge autrement, qui déposera une motion de censure contre le gouvernement.



Mauvais présages

par Jean-Marie Colombani

«*O rage, ô désespoir...*» Manifestement, M. Mitterrand, plus «*démonté*» qu'il ne l'admet par l'affaire Habache, plus remonté qu'il n'était raisonnable, enrage de voir l'opinion tourner le dos à ce qu'il considère comme l'essentiel, à savoir les succès qu'il rencontre sur la scène internationale et la façon dont la France, finalement, tient son rang. M. Mitterrand devrait pourtant être le dernier surpris du décalage qui peut exister entre la situation réelle d'un pays, les données objectives qui permettent de l'appréhender, et l'état psychologique et politique de ce même pays. 1955 : c'est la meilleure année économique de la IVe République; elle est suivie, en 1956, par la vague poujadiste (au sein de laquelle prend place, déjà, M. Le Pen). 1967 : c'est l'année la plus riche du gaullisme; elle est suivie par l'explosion de mai 1968. 1988-1990 : ce sont, objectivement, les années les plus prospères que le pays ait connues depuis le déclenchement de la crise pétrolière en 1973.

Lire la suite page 8

ÉDUCATION ◊ CAMPUS

Les enseignants s'éloignent de la gauche

Un sondage réalisé par SCP Communication pour le Monde *la Ligue de l'enseignement et France Info*

Si des élections présidentielles avaient lieu aujourd'hui, la gauche serait nettement minoritaire au premier tour dans le monde enseignant. Et Michel Rocard, candidat «*virtuel*», n'obtiendrait au second tour la majorité des voix des profs que d'extrême justesse (51 %). La chute est de plus de 20 points en dix ans, dans ce bastion qui paraissait inexpugnable.

Toutes catégories confondues, la désillusion des instituteurs, des professeurs ou des universitaires à l'égard des «années Mitterrand» est impressionnante : il ne s'en trouve que 1 % pour déclarer que la gauche a tout à fait répondu à leurs attentes; les trois quarts d'entre eux affichent au contraire leur déception. Les critiques atteignent de plein fouet le Parti socialiste : 4 % seulement des enseignants croient à ses chances de progression électorale d'ici à l'an 2000.

Pourtant, les enseignants ne désespèrent pas de la politique 60 % en attendent encore quelque chose, et ils sont une majorité à souhaiter que la société française change «*beaucoup*». Ce n'est cependant plus la gauche qui semble porteuse d'avenir, mais plutôt les Verts. Quant au Front national, il peut compter sur 6 % des voix enseignantes. Cela aurait été impensable il y a quelques années encore.

Entre les enseignants et la gauche, c'est donc la fin d'une longue idylle qui avait résisté, depuis plus d'un siècle, à tous les orages et se nourrissait de combats et d'engagements communs. Dix ans de pouvoir socialiste auront gommé cette singularité du paysage politique et social français : plus nombreux et plus divers, les profs ne se distinguent plus. Ils rentrent dans le rang, et les valeurs qui faisaient leur singularité se sont effritées.

Ainsi les enseignants ne croient-ils plus à la grande ambition de la gauche de lier progrès social et développement de l'éducation. Plus des trois quarts d'entre eux jugent impossible de conduire 80 % des jeunes au niveau du bac.

Lire pages 15 à 17

▶ **Les résultats de ce sondage font l'objet d'une émission « Le téléphone sonne » sur France-Inter, mercredi 5 février à 19 h 15.**

Les revanches de Boris Nikolaevitch

Le président Eltsine n'en finit pas de savourer sa victoire sur Mikhaïl Gorbatchev

Poursuivant ses visites dans les capitales occidentales, le président de la Russie, M. Boris Eltsine, était attendu à Paris, mercredi 5 février dans l'après-midi, pour une visite d'État de trois jours en France. Il aura pendant son séjour deux entretiens en tête à tête avec M. François Mitterrand et signera un traité et plusieurs accords de coopération, notamment dans le domaine de la sûreté nucléaire.

par Jan Krauze

Boris Eltsine est écroulé sur son pupitre, comme incapable de se relever. C'est l'automne 1987, la séance du «Gorkom», l'organisation du Parti communiste de la ville de Moscou vient de s'achever. Sa défaite est consommée, il est limogé de ses fonctions de premier secrétaire : malade, tiré presque de force de son lit d'hôpital, il a été contraint d'écouter les intervenants se succéder pour instruire son procès, ou plutôt de participer à la curée. Mikhaïl Gorbatchev – l'homme qui a organisé sa chute – le prend alors doucement par le bras et l'aide à sortir de la salle.

Août 1991 : devant un Mikhaïl Gorbatchev médusé, Boris Eltsine vient d'annoncer la suspension du Parti communiste, autant dire la «fin du monde», de ce monde où le secrétaire général a toujours vécu et qu'il a essayé de réformer. M. Gorbatchev essaie encore de donner le change, de répondre aux questions toujours plus hostiles des députés de Russie. M. Elstine met fin à ses tourments, le fait applaudir, lui passe un bras autour de l'épaule et l'accompagne vers la sortie...

La vie de Boris Eltsine est ainsi faite «*de hauts et de bas*», comme il l'expliquait lui-même à la BBC, peu après avoir été, selon sa propre expression «*mis KO*». C'est aussi l'histoire d'une étonnante revanche, une revanche qu'il n'en finit pas de goûter.

Lire la suite et nos informations pages 4 et 5 ainsi que l'article de JEAN PERRIN « Nostalgies du côté de la rue Daru... »

L'agonie yougoslave

I. – *Une communauté fragile*

Edgar Morin nous livre ses réflexions après son séjour dans les républiques yougoslaves.

par Edgar Morin

La Yougoslavie était un microcosme euro-méditerranéen. Composée en majorité de Slaves, elle constituait en fait une association d'Ouest et d'Est-Européens. Croatie et Slovénie relevaient de l'histoire occidentale, latine puis italienne et germanique. Serbie et Macédoine relevaient de l'histoire orientale, byzantine puis ottomane. La Yougoslavie appartenait à la fois à l'aire mittel-européenne, à l'aire danubienne, à l'aire balkanique, à l'aire méditerranéenne. En 1989, ses populations catholiques, orthodoxes, islamiques, juives semblaient vivre ensemble dans une paisible convivialité. Sa fédération, devenue confédération, semblait un modèle, une promesse. Elle préfigurait à l'Est ce vers quoi l'Ouest européen s'acheminait lentement et difficilement. La Yougoslavie avait échappé à l'emprise de l'empire soviétique dès 1947. Son système totalitaire s'était quelque peu libéralisé économiquement *via* l'expérience, ratée, d'autogestion, et culturellement en ouvrant progressivement une place aux débats d'idées. Le noyau dur de l'Etat-parti demeurait certes intact, mais la lente évolution depuis 1947, accélérée après la mort de Tito (1980) et la mise en œuvre de la Constitution fédérale de 1974, avec collégialité et rotation des présidences, semblait devoir éviter à l'ensemble yougoslave les ruptures et les crises qui affectèrent brutalement à partir de 1989 les pays de l'empire soviétique et provoquèrent le désastre de ce dernier.

Lire la suite page 2 et nos informations page 6

Le service national et les beurs

Le Haut Conseil à l'intégration estime que les jeunes Franco-Maghrébins devraient remplir leurs obligations militaires en France.

Lire page 14 l'article de PHILIPPE BERNARD

Le Front national vingt ans après

III. – La guerre culturelle.

Lire page 12 l'article de MICHEL GUERRIN

La lutte contre le chômage

L'ANPE va proposer une solution individuelle aux 500 000 personnes qui se trouvent sans emploi depuis plus d'un an.

Lire page 20 l'article d'ALAIN LEBAUBE

«Sur le vif» et le sommaire complet se trouvent page 28

« Le Monde des carrières », page 21
« Le Monde immobilier », pages 22 et 23

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 8 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,60 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 $ CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 190 PTA; G.-B., 65 p.; Grèce, 220 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 $. USA (others), 2,50 $.

L'agonie yougoslave

Suite de la première page

Et pourtant les causes mêmes de l'apparente réussite furent celles de l'échec, ou plutôt, disons-le déjà, du désastre : la communauté yougoslave des nations et ethnies, parce qu'elle était constituée d'éléments issus de destins historiques très divers, a été trop fragile et récente pour se cristalliser en communauté de destin. Or c'est le sentiment d'une communauté de destin, nourri par une histoire vécue en commun, des valeurs, croyances, rites, coutumes partagées, qui donne substance et consistance à une identité et une entité nationales.

Prenons l'exemple crucial des Serbes et des Croates. Apparemment, ce sont des frères slaves du Sud (yougo-slaves), ayant pratiquement une langue commune dont la seule différence est dans l'alphabet, latin là, cyrillique ici. Mais c'est la petite différence qui trahit la grande différence de destin. Dès l'arrivée dans les premiers siècles de notre ère, les tribus croates ont été intégrées dans l'aire latine (l'antique Dalmatie romaine), devenue catholique, puis, après avoir constitué un Etat indépendant durant le dixième siècle, la nation croate a été soumise à la Hongrie au onzième siècle, puis aux Habsbourg de 1519 à 1918. La Slovénie, qui, comme la Croatie, a traversé les siècles dans l'aire occidentale et sous domination des Habsbourg, n'avait jamais pu constituer un Etat indépendant. Hitler l'avait partagée, en 1941, entre l'Allemagne, l'Italie et la Hongrie.

Le microcosme de la Bosnie-Herzégovine

La Serbie, elle, s'est formée dans l'aire byzantine, où elle embrassa la foi orthodoxe. Elle constitue un Etat autonome à la fin du douzième siècle, puis un empire sous Etienne Douchan (1331-1355), résiste aux Turcs, se fait écraser à Kosovo (1389), et va subir l'occupation turque, qui recouvre tout l'ex-Empire byzantin après 1459 (prise de Constantinople). Toutefois, à l'occasion d'incursions autrichiennes durant le dix-septième siècle, une partie de la population serbe (désertant le Kosovo, qui va être repeuplé par des Albanais) se réfugie dans l'actuelle Croatie et l'actuelle Voïvodine, fournissant des troupes aux armées des Habsbourg avec le rêve de reconquérir Belgrade (1). Dès le début du dix-neuvième siècle, la nation serbe se révoltait, s'émancipait (1806-1815), puis, avec l'aide de la Russie, devenait le premier Etat souverain émancipé des Ottomans.

La Bosnie-Herzégovine fut sous domination ottomane jusqu'en 1878, où l'Autriche arracha aux Turcs un mandat administratif sur son territoire, puis l'annexa en 1909. Véritable mosaïque d'ethnies et de confessions, elle est en elle-même un microcosme de la Yougoslavie, comptant une majorité islamique (essentiellement des Serbes islamisés ayant sans doute été antérieurement persécutés par les chrétiens en tant que bogomiles), un tiers de Serbes, un cinquième de Croates. Ajoutons que la Macédoine, population linguistiquement slavisée, comporte en son sein une population albanaise musulmane, et que celle-ci se trouve concentrée au cœur de la nation serbe, dans le territoire autonome du Kosovo.

Une période horrible

L'aspiration yougoslave, née en Croatie et en Slovénie à l'occasion des révolutions de 1848, ne s'est réalisée qu'en 1918. Mais les peuples ainsi rassemblés l'ont été sous la houlette de la monarchie serbe, qui leur a imposé sa domination centralisatrice. Après que trois députés croates eurent été abattus par balle au Parlement de Belgrade, en 1928, Ante Pavlevic fonde, en 1930, l'Oustacha, dont le but est de créer un Etat croate indépendant. Un attentat oustachi abat à Marseille le roi de Yougoslavie. L'Etat indépendant d'Ante Pavlevic est créé en 1941 par Hitler pour devenir, dès 1942, un protectorat allemand et italien.

La Yougoslavie est ainsi démembrée et occupée de 1941 à 1945. Mais, surtout, la nouvelle situation exacerbe les tensions et transforme en antagonismes les diversités ethniques et religieuses. L'Etat oustachi entreprend la croatisation de sa partie serbe selon le précepte de Pavlevic : « *Un tiers de conversions, un tiers d'exils, un tiers de tués* ». Les Serbes évaluent à sept cent mille le nombre des leurs massacrés par les oustachis (2). Ce chiffre, contesté par l'actuel président croate Tudjman, pourrait être révisé en baisse. Dans l'autre sens, des Serbes ont massacré des Croates après la libération du territoire. Les Croates ont fourni aussi des partisans à la résistance de Tito, qui était croate. Les Tchetniks serbes royalistes, attaqués par les partisans communistes, ont eux-mêmes établi des accords avec les troupes allemandes pour éviter l'anéantissement. Des Musulmans, enrôlés par les SS ou par Pavlevic, ont massacré des Serbes et des Tchetniks ont massacré des Musulmans. Des Croates, Slovènes, Musulmans ont été « pro-Allemands » pendant la guerre parce qu'anti-Serbes, et ont vu pendant un temps leurs nouveaux oppresseurs en libérateurs.

Cette période horrible, dont on n'a pas encore objectivement évalué les entre-assassinats, aurait sans doute empêché toute reconstitution yougoslave si les partisans communistes n'avaient pris en main la constitution d'une seconde Yougoslavie. L'Assemblée « antifasciste » de 1943 décide que la Yougoslavie sera un Etat fédéral. Cet Etat est institué à la libération. Le Parti communiste détermine alors les frontières au détriment de la Serbie, de façon à empêcher le retour d'une domination serbe. Ainsi la Croatie se vit attribuer une grande partie de la côte dalmate, l'Istrie (vidée de ses Italiens) ; la Constitution titiste de 1974 créa, au cœur du territoire serbe, les provinces autonomes du Kosovo (peuplé d'Albanais musulmans) et de Voïvodine.

L'unité de cette Yougoslavie fédérale est maintenue non seulement par le corset de fer de l'Etat-parti totalitaire, mais aussi par le sentiment unanime de résistance à l'énorme pression de Moscou contre la Yougoslavie rebelle. On a alors, et jusqu'aux années 80 incluses, l'impression que Tito a réussi à établir une unité yougoslave sur la base d'une fédération de six Républiques. De fait, la Yougoslavie a existé. Elle a existé non seulement pour un à deux millions de « métis » (sur vingt-deux millions d'habitants) issus des diverses ethnies (dont de nombreux Serbo-Croates). Elle a existé pour la majorité de ses habitants, qui ont assumé leur double identité sans que l'une semble devoir menacer l'autre, et qui ont vibré aux exploits de l'équipe yougoslave de football. Elle s'est établie sur le refoulement des souvenirs fratricides de 1941-1945. Elle s'est établie sur l'acceptation des nationalités les unes par les autres, la mise en sommeil des nationalismes revendicateurs et la répression des chauvinismes ethniques. La communauté de destin s'est donc mise à exister, mais elle était récente, donc fragile. Ratée une première fois sous la royauté serbe, elle paraissait pourtant devoir réussir désormais et s'implanter dans l'histoire.

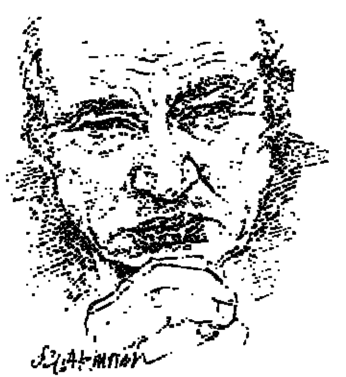
Il semble que la triple crise qui déferle dans le bloc soviétique à partir de 1989 doive épargner la Yougoslavie, puisque celle-ci s'est depuis longtemps dissociée de ce bloc et a entrepris sa propre évolution libéralisante. Mais c'est l'impact de cette crise qui va susciter le désastre yougoslave.

« Le stade suprême du communisme »

La crise est triple parce qu'elle est politique (inachèvement et fragilité de toutes neuves démocraties), économique (perte des sécurités de l'ancien système et non-acquisition des avantages attendus du nouveau) et nationale (possibilité de réaliser les aspirations à la souveraineté, mais dans un contexte où les minorités enkystées dans chaque territoire sont aussitôt persécutées, ce qui suscite de part et d'autre les virulences nationalistes). Ainsi, dans toutes les régions de l'empire commence une ère de troubles, de turbulences et peut-être de chaos.

Cette triple crise semble devoir frapper de façon atténuée la Yougoslavie. Mais l'Etat-parti, qui maintenait l'unité yougoslave, va se décomposer en blocs différents sous l'effet conjugué et rétroactif de la crise du communisme et des poussées nationales. Son effondrement ne laisse qu'une Constitution confédérative très lâche, où peuvent jouer les forces centrifuges. La disparité économique pousse les Républiques riches du Nord, Slovénie et Croatie, à se détacher des Républiques misérables du Sud, Bosnie-Herzégovine et Macédoine. Dans chaque République, la démocratisation s'effectue en surface et les élections favorisent les mouvements nationalistes, dans lesquels se sont rapidement reconvertis les apparatchiks, qui y consolident leur ancien pouvoir dans une nouvelle popularité.

En Yougoslavie comme dans les ex-démocraties populaires et dans l'ex-URSS, le nationalisme surgit, selon l'expression d'Adam



Michnik, « *comme le stade suprême du communisme* ». Le réveil du nationalisme est aussitôt agressif, nourri des rancœurs du passé. Les apparatchiks, devenus nationalistes, ont gardé leur mentalité autoritaire et leur rigidité intellectuelle, leur incapacité de se plier spontanément au débat argumenté. Les médias demeurent en grande partie contrôlés par les anciens/nouveaux pouvoirs. La police d'ancien régime a survécu. On réprime très brutalement les manifestations d'opposition, comme le 9 mars 1991 à Belgrade.

Les frontières qui séparent les Républiques sont à la fois naturelles et artificielles. Ou plutôt elles sont artificielles, mais, vu les minorités imbriquées dans chaque République, il n'y en aurait pas de naturelles. La frontière ouest de la Croatie correspond *grosso modo* à la frontière historique stabilisée entre l'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman comme à la frontière catholique-orthodoxe, mais l'Ouest croate (Slavonie, Krajina) englobe les minorités serbes ancestrales tandis que Zagreb compte 100 000 Serbes. La Bosnie-Herzévgovine suit la frontière austro-ottomane de 1878. Le Montenegro est délimité par une frontière de 1912. Partout, sauf en Slovénie, il y a des minorités diverses, dispersées ou concentrées.

Ainsi donc, à la fin des années 80, tout est prêt pour que le bouillon de culture des nationalismes se réchauffe jusqu'à ébullition. En 1990, la Ligue des communistes de Yougoslavie éclate en partis nationaux. Ceux-ci se convertissent en partis réformateurs nationalistes (Serbie), tandis que des dirigeants ex-communistes animent les nouveaux partis nationalistes (Croatie). Tous se disent démocratiques. Les élections donnent la victoire aux nouveaux partis en Slovénie et en Croatie et à l'ancien parti réformé en Serbie. Des référendums, en Slovénie et en Croatie, donnent plus de 95 % des voix pour la souveraineté nationale. Le 25 juin 1991, la Slovénie et la Croatie proclament leur indépendance et leur dissociation de la Fédération yougoslave.

Des négociations se nouent, notamment entre le leader croate Tudjman et le Serbe Milosevic, pour trouver un compromis confédéral, mais à chaque fois l'intransigeance de l'un, qui n'est pas toujours serbe, conduit à l'échec. Ainsi, le 21 juillet 1991, Tudjman appelle à la mobilisation des forces croates à la veille de la réunion d'Ochrid (discours d'Osijek), puis refuse la résolution d'Ochrid.

L'énorme machine de l'armée

Mais déjà a éclaté la « guerre de Slovénie », qui dure du 27 juin au 18 juillet 1991. L'armée fédérale intervient en Slovénie pour y garder ses frontières extérieures (la Slovénie contrôle 650 kilomètres de frontières externes, dont les segments italiens et autrichiens), puis bat en retraite. Cette « petite guerre » où l'armée fédérale a échoué encourage les Croates, mais elle encourage aussi l'armée fédérale à ne pas lâcher la Croatie, où les minorités serbes appellent son intervention.

Désormais, le yougoslavisme va s'appuyer sur deux forces, lesquelles vont s'appuyer l'une sur l'autre : l'armée fédérale et l'Etat serbe.

L'armée fédérale est une machine énorme constituée pour résister à une éventuelle agression de l'URSS. Elle s'est quasi autonomisée avec la dissolution du parti-Etat qui la contrôlait. Ses cadres forment une caste qui ne peut sauver son existence et ses privilèges qu'en maintenant la Yougoslavie. La Serbie, elle, est la principale victime des forces centrifuges. Belgrade est condamnée à perdre son statut de capitale fédérale. D'importantes minorités serbes sont éparses ou concentrées en Bosnie et en Croatie. Le territoire de la Serbie est troué par deux provinces autonomes, le Kosovo et la Voïvodine.

En cas de sécession, la Serbie perd son accès vers l'Ouest continental et maritime, le plus gros de la côte dalmate ayant été attribué à la Croatie. La Serbie est donc la République qui, par sentiment et intérêt, se sent la plus yougoslave. Son alliance avec l'armée fédérale, qui, de plus, lui sert de paravent yougoslave, l'encourage à refuser le sécessionnisme.

EDGAR MORIN

(1) Il faut lire à ce sujet l'admirable roman de Cernanski, *Migrations*, un chef-d'œuvre de la littérature européenne (L'Age d'homme).

(2) Qui ont liquidé aussi des juifs et des tsiganes.

Prochain article :

LE CIRCUIT INFERNAL

COURRIER

La France en Hongrie

Une amie hongroise, professeur de français dans un lycée de Budapest, me fait part de sa tristesse, de son amertume, de son inquiétude devant la perte de « popularité » de la langue française, au bénéfice de l'anglais et de l'allemand. Elle rend notre gouvernement en partie responsable de cet abandon : « *Les écoles ainsi que notre lycée ne peuvent pas bouger sous l'énorme quantité de livres, cassettes, vidéos reçus en cadeaux pour faciliter l'enseignement de ces deux langues* », alors qu'ils ne reçoivent rien de la France et manquent de moyens pour acheter les supports indispensables à l'enseignement du français. « *Les Français dorment sur les ruines de leur gloire de jadis* », écrit-elle encore.

Force est de constater que les actes ne sont pas en accord avec les discours; les grandes réunions de la francophonie ne sont que des événements médiatiques. Le maintien de notre langue, le rayonnement de la culture française et la promotion de nos entreprises à l'étranger sont pourtant intimement liés.

MICHELINE SCHAPIRA
Albi

Au-delà du présent

Si l'on veut aller au-delà du présent, l'accroissement de la population, les progrès irréversibles de l'interdépendance créent des nécessités auxquelles il faut s'intéresser. Un recyclage complet de l'instinct de conservation s'impose. Il n'y a plus la droite d'un côté et la gauche de l'autre ou le Nord et le Sud, les siens et les autres. Il y a le présent et l'avenir, et *tous d'un côté* ou *tous de l'autre*. Les querelles, quelles qu'elles soient, sont le présent et le pauvre futur. Ceux qui cherchent la victoire dans la confrontation pour réaliser leur rêve se trompent, ils sont en retard d'une guerre. Toutes les haines, les tensions et les désaccords qui en résultent sont aussi le présent. Voir jusqu'au bout de son nez, même si l'on possède celui de Cyrano, ne suffit pas. L'ère vers laquelle nous nous acheminons s'appellera *tous* ou *personne*.

Le mode de recrutement est en cause, et avec lui le destin de l'humanité. Aux postes-clés, il faut des femmes et des hommes de foi qui ne sont pas prêts à sacrifier les uns aux autres, le présent à l'avenir ou l'avenir au présent; qui ne cherchent pas les solutions à tout hasard, mais en sachant qu'elles existent et que, quand elles n'existent pas, c'est qu'ils ne les ont pas trouvées.

MARCEL CANETTI
Meudon

Cuba

Les fusillés de Fidel Castro

par Jacobo Machover

EDUARDO DIAZ BETANCOURT, fusillé à l'aube du 20 janvier à La Havane, fait désormais partie de la longue liste d'opposants exécutés par Fidel Castro au cours de ses trente-trois années de pouvoir absolu. Il était accusé, ainsi que deux de ses compagnons (qui ont eu, eux, plus de chance : ils n'ont été condamnés qu'à trente ans de prison), de s'être introduit clandestinement dans l'île avec des armes et des explosifs pour faire sauter, selon la version officielle, « *une papeterie, une usine de boissons, une centrale thermoélectrique, ainsi que des cinémas, des théâtres et autres lieux de divertissement* ».

Depuis quand un commando de trois personnes est-il capable de réaliser ce qu'une armée entière aurait du mal à faire ? Mais le souci de vraisemblance n'a jamais fait partie des préoccupations du régime.

Le jugement a été sommaire : moins de vingt-cinq jours se sont écoulés entre l'arrestation, le 29 décembre, de Eduardo Diaz Betancourt, et son exécution. Personne n'a été tué au cours du « débarquement » manqué. Rappelons que, en 1953, l'attaque de la caserne Moncada par Fidel Castro s'était soldée par des dizaines de victimes aussi bien dans les rangs des insurgés que dans ceux de l'armée. Celui-ci avait alors été condamné à quelques années de prison, puis relâché au bout d'un an et demi à la suite d'une loi d'amnistie promulguée par le dictateur Batista.

Cela fait trente-trois ans que les mots « grâce », « pardon », « clémence » ou « amnistie » ont été bannis du vocabulaire de la révolution. Les exécutions n'ont jamais cessé, ainsi que les peines de vingt-cinq ou trente ans. « *A Cuba, on colle vingt ans à un homme pour n'importe quoi* », disait Jorge Valls, un ancien prisonnier politique qui en avait fait l'amère expérience. Ou encore trente ans, comme à Patricio de la Guardia, frère de l'un des condamnés à mort du « procès Ochoa » en juillet 1989, ou à Mario Chanes, emprisonné en 1961, récemment libéré après avoir purgé *intégralement* sa peine.

Le régime se débat actuellement dans des contradictions insurmontables. L'arrêt des livraisons en provenance de l'ex-URSS et des anciens « pays frères » provoque une pénurie totale d'énergie et des produits alimentaires de première nécessité. Le mécontentement s'exprime de partout. Les principaux dissidents sont systématiquement arrêtés (c'est le cas de la poétesse Maria Elena Cruz Varela et du journaliste Yndamiro Restano, et de bien d'autres) ou intimidés par les attaques « spontanées » de hordes vociférantes organisées dans des « Brigades d'action rapide ».

Une seule chose est certaine à présent : Fidel Castro entend maintenir coûte que coûte son propre pouvoir (mais pour quoi faire, au juste ?). Comme Franco à la fin de sa vie, il a choisi la mort des autres comme élément essentiel à sa propre survie. Son slogan « Le socialisme ou la mort », est, malheureusement, tristement adapté à la situation.

Après Eduardo Diaz Betancourt, sept personnes (cinq hommes et deux femmes) risquent d'être fusillées dans les tout prochains jours. Elles sont accusées d'avoir tué trois policiers alors qu'elles tentaient de voler un bateau pour quitter clandestinement l'île, ce que font quotidiennement des dizaines de personnes pour échapper au désespoir. Certaines d'entre elles seront fusillées si rien n'est fait pour les sauver.

Le gouvernement français, l'Eglise catholique et les autres confessions religieuses, les intellectuels, les médias, tous ceux qui ont voix au chapitre au « pays des droits de l'homme », se doivent de sortir de leur silence honteux pour éviter que Cuba ne sombre dans l'horreur d'un bain de sang souhaité, préparé et provoqué par la folie d'un homme. C'est désormais une évidence : l'ancien leader charismatique, le chef révolutionnaire adulé des foules n'est plus qu'un tyran sanguinaire. Mais en a-t-il jamais été autrement ?

➤ **Jacobo Machover est un journaliste cubain résidant à Paris.**

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

PRINTED IN FRANCE

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

COURRIER

La France en Hongrie

Au-delà du présent

ABONNEMENT

VENEZUELA : le coup d'Etat manqué

Les affrontements entre militaires putschistes et loyalistes ont fait des dizaines de morts

Les militaires qui ont tenté de prendre le pouvoir dans la nuit du lundi 3 au mardi 4 février au Venezuela avaient réussi à soulever plusieurs garnisons de province, et l'ampleur du mouvement semble considérable, ce que confirme le nombre des victimes. Les affrontements entre militaires putschistes et loyalistes ont fait des dizaines de morts, voire plus d'une centaine. Les objectifs politiques des mutins, qui dénonçaient la «corruption» du pouvoir, paraissent confus.

CARACAS

de notre envoyé spécial

Caracas, ville morte. Pas une âme dans les rues désertes. Pas de transports, pas de commerces. Succédant au fracas des tirs d'armes automatiques, un silence sépulcral troué de rares coups de feu est retombé pendant la nuit de mardi à mercredi sur cette métropole scintillante de tous ses feux, mais comme vidée de ses habitants. Pendant toute la journée, ceux-ci sont restés enfermés chez eux à l'écoute de la radio.

Une ville en état de choc, stupéfaite, inquiète, qui a assisté en spectatrice à l'affrontement d'une douzaine d'heures entre une poignée de putschistes et les forces régulières, et qui hésite encore à reprendre un cours de vie normal. Mardi soir, le président Carlos Andres Perez, encore tendu mais plus serein, a lancé un appel pressant pour que ce retour à la normalité soit aussi rapide que possible. Il a fait un éloge de l'armée *«dont l'immense majorité est restée fidèle»*; *«c'est le dernier putsch de notre histoire*, a-t-il dit, *parce que les forces armées en ont décidé ainsi»*. Et il s'est félicité de *«l'impressionnant soutien international»* qu'il a reçu.

Officiellement, tout est terminé. *«Tous les putschistes ont été arrêtés»*, a dit le président Perez, relayé par le général Ochoa, ministre de la défense. Les mutins, maîtres mardi matin de la base aérienne de La Carlota, dans la capitale, se sont rendus dans la soirée. Leur chef, le lieutenant-colonel Hugo Sanchez, béret rouge de para, est apparu brièvement à la télévision pour demander à ses camarades soulevés à Maracaibo, à Maracay et à Valencia de se rendre à leur tour : *«Pour cette fois*, a-t-il ajouté bizarrement, *nous avons échoué...»*.

Des francs-tireurs en civil ont continué de tirailler mardi soir autour du palais présidentiel de Miraflores dont la façade est criblée d'éclats d'obus de mortier. C'est la garde d'honneur du Palais qui a réussi à repousser les chars des assaillants. Bilan de cet affrontement, confirmé par M. Perez : une quinzaine de morts et de blessés du côté de la garde. A Maracay, des étudiants se sont joints aux militaires rebelles. Dans la capitale, ce qui frappe, c'est l'absence totale de participation de la population. Une apathie apparente qui ne manque pas d'intriguer et de préoccuper bien des observateurs.

Le gouvernement du Zulia, dont Maracaibo est la capitale, séquestré par les rebelles puis libéré dans la soirée, a insisté sur *«la nécessité de réfléchir sérieusement aux causes de l'insurrection»*. Même ton chez Rafael Caldera, ancien président démocrate-chrétien, qui a demandé au gouvernement une *«rectification profonde»* et a mis en doute la thèse officielle selon laquelle les militaires soulevés voulaient assassiner le chef de l'Etat. *«Nous n'avons pas de preuve»*, a-t-il affirmé au cours de la session solennelle du Parlement qui, à l'unanimité, condamnait avec vigueur la tentative de putsch et approuvait la suspension des garanties constitutionnelles. *«Mort aux traîtres!»*, a conclu le leader de l'Action démocratique, M. Lepage. Une suspension qui devrait contraindre les enseignants en grève à reprendre le travail. D'autre part, la censure est instaurée.

Qui sont les putschistes? *«Des irresponsables*, dit M. Perez avec amertume, *des fous qui n'ont pas compris que l'heure des coups d'Etat en Amérique latine était terminée»*.

Un putsch de gauche ?

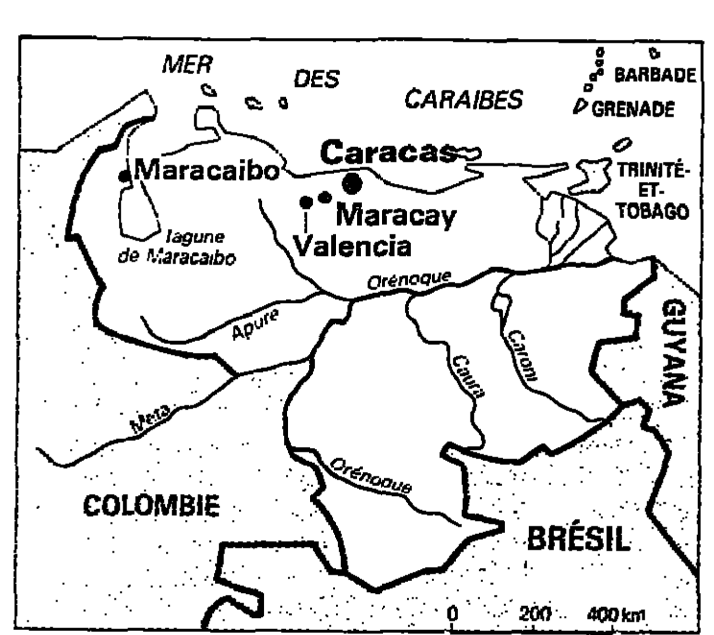
Etrange putsch en tout cas, qualifié de gauche par certains parce que le lieutenant-colonel Arias, leader des mutins à Maracaibo, se réclame d'un mouvement révolutionnaire bolivarien – inconnu à ce jour – et critique le Fonds monétaire international, responsable, dit-il, de la misère du peuple.

Un coup d'Etat mal préparé, mal exécuté, dont les auteurs ont oublié d'investir tous les moyens de communication, permettant à M. Perez d'apparaître et de parler à plusieurs reprises, mardi matin, à la télévision. Une phase sans doute décisive de la journée de mardi.

Que voulait les insurgés? Tuer le président? Prendre le pouvoir? Les deux, estime le général Penalosa, ancien commandant en chef de l'armée, qui précise avoir bien connu les chefs de l'insurrection, *«excellents professionnels»*, selon lui, avoir deviné leur projet de conspiration et en avoir informé ses supérieurs, ministre de la défense et chef de l'Etat.

Le général Penalosa affirme que la conspiration de ceux qui n'étaient alors que des capitaines remonte à 1989. Leurs plans étaient déjà, dit-il, tombés à l'époque entre les mains des autorités. Cependant, trois d'entre les principaux meneurs, dont le lieutenant-colonel Hugo Chavez et le lieutenant-colonel Contreras, avaient été promus commandants de bataillons parachutistes. Ceux qui se sont soulevés justement. *«Une douzaine de bataillons seulement sur les cent vingt de l'armée ont été impliqués dans le putsch»*, précise le général, qui qualifie le lieutenant-colonel Chavez de *«Rambo charismatique»*. *«Nous savions*, ajoute-t-il, *que le coup devait avoir lieu en février mais sans connaître la date exacte.»* Il ajoute en avoir averti *«deux importants dirigeants du parti gouvernemental Action démocratique»*. Le général se félicite bien sûr de l'échec du complot, ce qu'il appelle curieusement *«la nuit triste des insurgés»*, car, dit-il, *«ces fous fanatiques voulaient simplement pendre des généraux, fusiller tous les dirigeants, civils et militaires jugés corrompus, et pour reprendre leur formule : laver dans le sang l'honneur perdu de la nation»*.

MARCEL NIEDERGANG



Le président Carlos Andres Perez

«L'homme qui bouge» dépassé par la situation

C'est le «Monsieur 100 000 volts» du Venezuela. Toujours actif, en mouvement, en voyage aux quatre coins de son pays, et plus souvent encore – beaucoup trop souvent, affirment les opposants – à l'étranger. *«Cet homme bouge vraiment»* : le slogan électoral de sa première campagne présidentielle en 1973 collait parfaitement au Carlos Andres Perez vigoureux, dynamique qui l'emportait alors largement, frôlant la majorité absolue, sur son adversaire social-chrétien.

Seize ans plus tard, en 1989, le président, qui s'installait pour la seconde fois au Palais de Miraflores, n'avait guère changé. A soixante-sept ans, cet Andin né en 1922 dans les montagnes du Tachira, à la frontière colombienne, paraissait toujours aussi combatif et entreprenant. Mais ce qui était possible et logique, dans les années 70, pour le dirigeant d'un pays pétrolier important, étroitement associé à la fondation de l'OPEP et qui pouvait prétendre jouer un rôle sérieux dans le concert des nations, l'est beaucoup moins dans les années 90 à l'heure des plans d'austérité draconiens plus ou moins imposés par le Fonds monétaire international et de leurs coûts sociaux élevés.

Intelligent et pragmatique, il n'a pas hésité à effectuer un virage à 180 degrés. On l'avait connu populiste, avocat résolu du développement *«Hacia Adentro»* (vers l'intérieur) et promoteur, en 1975, de la nationalisation du pétrole vénézuélien. On le retrouvait en 1989 décidé, malgré lui, à accepter les grandes lignes de la politique néo-libérale à la mode : austérité, libération des prix, des taux de change, libéralisation progressive du commerce extérieur. Mais la hausse immediate du prix de l'essence à la pompe – et par conséquent des tarifs des transports publics, sujet sensible dans tout le sous-continent – allait faire exploser le mécontentement populaire. Les émeutes étudiantes de l'automne 1991 annonçaient la tentative de putsch du 4 février.

M. Andrez Perez affronte cette nouvelle épreuve avec son courage et son aplomb habituels. Andin, il a la réputation d'avoir une poigne ferme ; politicien grandi dans le sérail du Parti démocratique (de tendance sociale-démocrate), il a connu les prisons, l'exil, les combats clandestins.

La crise vénézuélienne n'est cependant pas seulement politique, militaire, économique et sociale. Elle est aussi morale. Les affaires de corruption, qui touchent l'entourage présidentiel, sont là pour le rappeler. L'optimisme chevillé au corps de «CAP» l'a peut-être empêché d'apprécier l'ampleur de la grogne civile et militaire et d'en discerner les véritables dangers.

M. N.

HAÏTI

Washington va assouplir ses sanctions

Au grand dam de certains milieux de l'Organisation des Etats américains (OEA), qui y voient une concession à la junte militaire au pouvoir à Port-au-Prince, les Etats-Unis ont annoncé, mardi 4 février, qu'ils allaient assouplir les sanctions économiques décidées à l'encontre d'Haïti.

WASHINGTON

de notre correspondant

Officiellement, la porte-parole du département d'Etat, Mme Margaret Tutwiler, n'a pas parlé d'assouplissement mais de modification de l'embargo décrété cet automne, à l'unanimité, par les membres de l'OEA (dont les Etats-Unis). Il s'agissait alors de faire pression sur les putschistes, qui se s'étaient emparés du pouvoir fin septembre, et de les forcer à accepter un retour négocié du président élu, M. Jean-Bertrand Aristide (aujourd'hui réfugié au Venezuela). Selon plusieurs sources officielles, dans l'administration comme au sein de l'OEA, citées par le *Washington Post*, la décision du département d'Etat risque de conforter la junte de Port-au-Prince, de lui laisser penser que les Etats-Unis ont fini par se résigner à sa présence au pouvoir et ont abandonné tout espoir d'obtenir un retour du président Aristide.

Aux termes de la résolution adoptée en novembre par l'OEA, l'application de l'embargo dépendait de chacun des Etats membres. Les Etats-Unis, selon Mme Tutwiler, veulent «ajuster» l'embargo de manière qu'il ne pénalise plus les pauvres. Les Etats-Unis vont ainsi lever toute restriction aux importations de produits manufacturés en provenance de Haïti – comme les battes de base-ball – et aux exportations de produits américains nécessaires à ces industries manufacturières. En revanche, l'administration va s'efforcer d'identifier *«ceux qui aident ou soutiennent financièrement le régime»*, par exemple en gelant leurs avoirs aux Etats-Unis.

L'intention de l'administration est de soulager les plus pauvres des Haïtiens, durement frappés par l'embargo, afin d'enrayer leur exode vers les Etats-Unis. Elle intervient au moment où les gardes-côtes américains – après une décision de la Cour suprême – ont commencé de rapatrier de force certains des quinze mille malheureux qui ont fui Haïti depuis le coup d'Etat et ont trouvé refuge sur la base de Guantanamo.

L'argument de l'administration est qu'ils ne peuvent bénéficier du droit d'asile aux Etats-Unis puisqu'il s'agirait, pour la plupart, de *«réfugiés économiques»* – qui ont fui la misère – et non de *«réfugiés politiques»*. C'est une thèse contestée par de nombreuses organisations de défense des droits de l'homme aux Etats-Unis. Elles font notamment valoir que les milliers de Cubains qui gagnent la Floride sont eux aussi tout autant des *«réfugiés économiques que politiques»*, poussés à l'exil autant par la misère que par la dictature castriste, mais qu'ils n'en reçoivent pas moins automatiquement le droit d'immigrer aux Etats-Unis.

Le gouvernement américain est quelque peu désemparé devant l'évolution de la situation en Haïti. La semaine dernière, il a rappelé son ambassadeur, M. Alvin Adams, pour «consultations». Les Etats-Unis semblent éprouver autant d'impuissance que d'impatience devant l'impossibilité de trouver une formule assurant un retour négocié du président Aristide – retour qu'ils affirment souhaiter tout autant aujourd'hui qu'au lendemain du coup d'Etat.

ALAIN FRACHON

Selon un rapport de la Chambre des représentants

Treize sociétés américaines ont contribué au programme d'armement nucléaire irakien

Selon le président du comité de la Chambre des représentants pour les affaires financières, le démocrate Henry B. Gonzalez, cité par le *Los Angeles Times*, treize sociétés américaines au moins ont fourni à l'Irak une technologie de pointe pour l'aider dans son programme d'armement nucléaire.

Les enquêteurs du comité, a affirmé M. Gonzalez, ont découvert des preuves concernant la fourniture par ces sociétés d'équipements destinés à la fabrication d'un missile. L'enquête se poursuit en ce qui concerne d'autres sociétés, a-t-il ajouté, en soulignant qu'il était possible que les firmes incriminées aient ignoré l'usage qui serait fait de leurs fournitures.

M. Gonzalez a souligné par ailleurs, dans une lettre au président Bush, que les conclusions de son comité contredisaient clairement le contenu d'un rapport classifié de l'administration affirmant que les sociétés américaines n'avaient pas directement contribué au programme d'armement nucléaire irakien. *«En fait*, a-t-il souligné, *de nombreuses compagnies ont fourni une contribution cruciale au programme d'armement irakien, y compris en ce qui concerne les missiles.»*

DIPLOMATIE

La première visite d'Etat

Paris espère lever certaines ambiguïtés sur les questions de sécurité

La France accorde, selon les porte-parole officiels, *« une énorme importance »* à la première visite d'Etat à Paris du président russe, qui était reçu mercredi 25 février, cette fois-ci, avec tous les honneurs. La diplomatie française, apparemment pas mécontente de parler d'autre chose que de l'affaire Habache, paraît soucieuse d'effacer, à grand renfort de garde républicaine et de « dîners d'Etat », la désastreuse impression laissée à Boris Elstine par son passage en avril 1991 *(lire ci-dessous)*.

Visite *« importante »*, car il s'agit de redéfinir le nouveau cadre juridique des relations avec un grand de ce monde. Le traité *« d'entente et de coopération »* franco-soviétique, signé le 30 octobre 1990 à Rambouillet par MM. Mitterrand et Gorbatchev et jamais ratifié par le Parlement français, est mort-né, faute d'Union soviétique. Le nouveau traité n'est pas *« d'amitié »*, mais, sobrement, un *« traité entre la France et la Russie »*. M. Elstine aurait lui-même insisté, explique-t-on, pour que l'intitulé comme le texte soient débarrassés du conformisme et de la rhétorique creuse qui marquaient les relations franco-soviétiques. Une quinzaine de textes, protocoles, accords culturels, administratifs, consulaires, économiques, financiers, seront aussi signés.

La France espère, d'autre part, lever avec M. Eltsine certaines ambiguïtés sur les questions de sécurité. Paris veut réitérer ses offres d'assistance pour le démantèlement des armes stratégiques soviétiques, offres qui avaient été un peu boudées par les Russes lors de la tournée, fin janvier, de M. Roland Dumas dans la Communauté des Etats indépendants (CEI). On fait valoir du côté français que, si le commandant en chef des forces armées ex-soviétiques, le maréchal Chapochnikov – qui est du voyage, – ne s'était guère montré enthousiaste, Moscou n'avait pas non plus opposé un refus définitif.

Avant la réunion sur les questions militaires des chefs d'Etat de la CEI, le 14 février à Minsk, les autorités françaises voudraient bien aussi y voir plus clair dans les intentions russes en matière de défense. Notamment afin de pouvoir faire avancer le projet français de réunion des puissances disposant d'armes nucléaires en Europe. La France aimerait obtenir un feu vert russe, si possible, et pour une fois en accord avec les autres Etats nucléaires de l'ex-URSS (Ukraine, Kazakhstan, Biélorussie). Signe des préoccupations françaises, le nouveau traité, qui supprime beaucoup des commissions franco-soviétiques, prévoit la création d'un «groupe de travail» sur les questions de sécurité nucléaire, et l'accord de coopération culturelle et technique devrait permettre d'héberger en France des scientifiques du programme d'armement nucléaire de l'ex-URSS.

Pour le civil, la direction de la sécurité nucléaire et le tout nouveau comité russe de sûreté nucléaire vont signer un accord de coopération technique et d'information. Les questions financières et économiques seront aussi au premier plan. Un des accords signés entre les ministres français et russe des finances, MM. Bérégovoy et Gaïdar, doit fixer le régime des crédits accordés à la Russie : le volume n'en a pas été annoncé, mais Paris sait que la demande sera *« très importante »*. D'autant que l'ex-URSS doit à la France près de 60 milliards de francs (dont 40 milliards aux banques privées). Dans le même temps, Paris a accusé en 1991 un déficit commercial de près de 9 milliards de francs avec Moscou, principalement à cause des importations de gaz et de pétrole.

J.-B. N.

Les revanches de Boris Nikolaevitch

Suite de la première page

Boris Eltsine poursuit cette revanche aujourd'hui encore à Paris où il a exigé d'être reçu en grande pompe, avec exactement tous les honneurs réservés jadis à Mikhaïl Gorbatchev.

Aujourd'hui, Boris Eltsine est en «haut», tout en haut. Il revient tout juste d'un sommet américano-russe auquel il a pris un plaisir évident, et il entre en chef d'Etat dans un palais de l'Elysée dont, il y a moins d'un an, il avait presque dû forcer la porte. En quelques mois, il a occupé, l'un après l'autre, tous les bureaux qui l'avaient été jadis par Mikhaïl Gorbatchev, que ce soit dans l'immeuble de l'ex-comité central ou au Kremlin. Quelques années plus tôt, il avait même occupé son imposante datcha officielle des environs de Moscou, mais dans de tout autres circonstances. Le couple Gorbatchev, ne trouvant pas la bâtisse à son goût, en avait fait construire une nouvelle, beaucoup plus grande, et l'ancienne avait échu à celui qui était alors premier secrétaire du parti pour la ville de Moscou.

Baptême... et vodka

La course poursuite est-elle terminée pour autant, ou va-t-elle recommencer, en sens inverse? *« Je ne te permettrai plus jamais de te mêler de politique »*, annonçait, en 1987, M. Gorbatchev à un homme qu'il avait empêché de toucher complètement le fond en lui concédant la modeste fonction de ministre de la construction. *« Quand nous nous sommes dit au revoir, il m'a donné sa parole qu'il ne s'occuperait plus de politique, et j'espère que je peux croire en sa parole »* : cette fois, c'est Boris Eltsine qui parle, dans un tout récent entretien accordé à la chaîne ABC. Confiance naïve, aussi naïve que celle qu'affichait M. Gorbatchev quand il était persuadé d'avoir domestiqué ce rival indocile mais fragile? *« Je suis émotif. Je prends tout à cœur, particulièrement ce qui ne marche pas. Je suis toujours à 95 % mécontent de mon travail et satisfait à 5 % seulement. »*. Voilà comment Boris Eltsine s'est un jour décrit, au micro de la BBC.

Son autobiographie (1) est pourtant tout sauf modeste. C'est une véritable vie de héros qui vient à bout de tous les obstacles, se tire de toutes les aventures, survit à tous les dangers (pendant son baptême, il a failli être noyé par un officiant qui avait abusé de la vodka). C'est l'enfance d'un chef, mais une enfance pauvre, dans une famille paysanne des environs de Sverdlovsk, à une époque où, dans l'Oural comme dans le reste de l'URSS stalinienne, il s'agit plus de survivre que de vivre. Lorsque la vache meurt, en 1935, c'est une véritable catastrophe ; la famille doit abandonner son lopin, emménager dans une méchante baraque en planches, à six, sans oublier une chèvre.

Boris, l'aîné, est élevé au ceinturon, mais il travaille bien à l'école, et très tôt il apparaît comme un meneur. Il est délégué de classe, il emmène ses camarades dans toutes sortes de jeux dangereux, traverse des rivières glacées en sautant de tronc d'arbre en tronc d'arbre, perd deux doigts en démontant une grenade volée dans une église transformée en dépôt d'armes, entreprend de longues explorations dans l'Oural qui manquent de tourner au drame. Forte tête, il est renvoyé de l'école, mais ne s'avoue pas vaincu : il réussira à obtenir le renvoi du professeur principal, une femme qui *« bafouait la dignité des enfants »*. Ensuite, il entreprend des études à l'Institut polytechnique de l'Oural, section construction, mais pas avant d'avoir rempli la condition imposée par son grand-père : prouver qu'il est capable de construire quelque chose de ses mains – en l'occurrence une « bania », variante russe du sauna.

Il parcourt l'URSS en tous sens, sans ressources, voyageant sur le toit des wagons, dort n'importe où, se débrouille pour vivre, fût-ce en donnant des leçons de mathématiques à un colonel qui doit préparer un examen, à raison de *« vingt heures par jour »* (les journées de Boris Eltsine ont toujours été exceptionnellement longues, depuis l'époque où il s'entraînait *« de six à huit heures par jour au volley »* et étudiait la nuit, jusqu'à son existence d'ajourd'hui où, à en croire son interview à ABC, il travaille *« dix-neuf ou vingt heures par jour »*, après sa gymnastique et sa douche froide quotidiennes).

Les exploits ne s'arrêtent pas là : une nuit, en pleine tempête – et en caleçon, – il monte en haut d'une grue en train de glisser sur ses rails et parvient *in extremis* à empêcher le drame. En une autre occasion, il brave un détenu qui brandit une hache au-dessus de lui et déconcerte son agresseur en lui intimant l'ordre de déguerpir... Il tient également tête à des adversaires autrement redoutables : ses supérieurs, que ce soit à l'usine ou au sein du parti.

Contremaître (avant de prendre le poste, il a tenu à exercer lui-même, successivement, tous les métiers manuels de ceux qu'il aurait à commander), il déclare *« la guerre aux vols »* dans l'entreprise. Ingénieur en chef, il se heurte à un directeur despote qui lui inflige blâme sur blâme, puis à un responsable du parti dont il n'accepte pas le ton de *« grand seigneur »* – beaucoup plus tard, il encaissera difficilement la manière qu'a M. Gorbatchev de tutoyer tout le monde. A Sverd-lovsk, à l'époque où il est premier secrétaire, c'est-à-dire *« un tsar »*, *« un dieu »*, il n'a en tête que le bien de ses administrés : *« Je me suis efforcé de toujours profiter du pouvoir pour venir en aide aux autres, jamais pour moi-même. »* De fait, il acquiert vite une réputation de dirigeant efficace et honnête, qui lui vaudra d'être appelé plus tard à Moscou par Egor Ligatchev, son futur ennemi juré. C'est aussi un homme à poigne : *« Les gens, dans l'ensemble, me trouvaient dur, et c'était vrai. »*

C'est pourtant ce chef sans peur et sans reproche qui, d'une voix qui se brise, demandera humblement, lors de la conférence du parti de l'été 1988, sa *« réhabilitation politique »*. Toujours pas remis du coup de massue qui lui a été asséné neuf mois plus tôt, il découvre alors le défaut de sa cuirasse devant cette assemblée d'apparatchiks : *« Je souffre beaucoup de ce qui s'est passé. »*

Au moral comme au physique, l'homme fort a des coups de faiblesse. Un corps massif (aussi grand que M. Bush, mais le double en largeur), une allure de bûcheron, une puissante énergie, mais aussi des difficultés cardiaques qui remontent à l'époque de sa jeunesse, et puis ces étranges dépressions qui interrompent çà et là ses activités. Simple besoin de repos d'une machine surmenée, ruse politique d'un homme qui veut prendre du champ pour observer ce qui se passe en son absence, coups de cafard ? Ou encore contrecoup d'une consommation excessive d'alcool, dans les périodes de trop grande tension?

« Comme Allende »

La rumeur est ancienne, et peut-être colportée à dessein par tous ceux qui ont des comptes à régler avec Boris Eltsine, mais elle vient aussi d'autres sources et trouve même un écho dans les milieux de l'administration américaine. Interrogé à ce sujet (aurait-on seulement osé poser une question aussi irrespectueuse à M. Gorbatchev ?), l'intéressé dément bien entendu, faisant valoir, au micro d'ABC, que *« l'alcool et le sport ne sont pas compatibles »*, ce qui règle apparemment la question (joueur de volley de bon niveau dans sa jeunesse, il pratique désormais le tennis, avec plus de vigueur que de style). Mais ce sportif ajoute tout de même qu'il n'est pas un *« ascète »*. Et, dans son autobiographie, il a cette réflexion, à propos du méchant article publié par *La Repubblica* à l'issue de son premier voyage aux Etats-Unis : *« Je dois dire que l'auteur manquait d'imagination »* pour ce qui est des *« quantités »* de whisky consommées : *« Il y avait juste là de quoi faire rouler sous la table un pauvre Occidental. »* C'est une boutade, bien sûr, mais peut-être aussi une assez bonne approche de la vérité : après tout, Boris Eltsine est un Russe qui se respecte, et il a du coffre.

Fort ou faible? Fort assurément, courageux en tout cas. L'épisode du char l'a définitivement fait entrer au panthéon des héros contemporains, même s'il a bien entendu été déformé par la légende : le char sur lequel Boris Eltsine est monté, en août dernier, pour haranguer la foule et lire un décret déclarant illégales toutes les actions entreprises par les putschistes, n'était pas l'instrument d'une force hostile, mais un char « ami », faisant partie d'une unité venue défendre la « Maison Blanche » (le siège du Parlement à Moscou) et le président russe. Il n'empêche : quelle qu'ait pu être la tournure des événements, M. Eltsine était déterminé à résister jusqu'au bout, *« comme Allende »* (le président chilien), a-t-il expliqué après coup. Et il était aussi prêt à entreprendre les actions les plus aventureuses, comme aller chercher lui-même M. Gorbatchev en Crimée – avant d'obtempérer à un vote du Parlement de Russie lui demandant de rester sur place et de confier la mission à quelqu'un d'autre (en l'occurrence le vice-président Routskoï).

« Dans notre famille, c'est moi le chef! »

Courage aussi (inconscience, diront ses ennemis) que cette manière de se lancer dans une réforme économique comme on se jette à l'eau sans gilet de sauvetage et sans rivage en vue. Courage pour dénoncer les privilèges devant une assemblée de privilégiés – sa fameuse intervention au plénum d'octobre 1987, pour braver toute la machine de la propagande du parti et affronter les électeurs à Moscou, alors qu'il aurait été tellement plus facile de se faire élire député par les habitants de Sverdlovsk. Courage enfin que cette manière de se faire des ennemis sans souci du lendemain, de – selon sa propre expression – *« marcher sur les pieds »* de tant de gens.

Reflet de son enfance difficile, ou plus vraisemblablement de son caractère rebelle, Boris Eltsine a toujours été heurté par l'inégalité de classe, particulière aux régimes communistes, par cette manière qu'avaient les membres de l'appareil de vivre dans un luxe totalement hors d'atteinte pour le commun des mortels. Et, contrairement à M. Gorbatchev qui a toujours paru parfaitement à l'aise dans ce système et a largement profité de ses avantages, Boris Eltsine s'est, lui, montré plus sensible au sort des gens, à leurs conditions d'existence, et, apparemment, malgré la la distance créée par le pouvoir, il l'est resté. Certes, on ne le voit plus guère prendre l'autobus, comme à l'époque où, nouveau premier secrétaire à Moscou, il préférait parfois les transports en commun au confort de sa «Zil» pour visiter les usines (sans oublier bien entendu de convier la presse pour l'occasion, comme il sied à tout homme politique). Mais il fait encore à l'occasion des descentes surprises dans les magasins, comme au cours d'une récente tournée en province où il a pris grand soin d'aller là où on ne l'attendait pas et de s'indigner de ce qu'il a vu.

Proche des gens, de cette population russe encore tout imprégnée de soviétisme, il l'est aussi resté par ses manières rugueuses, ses propos carrés, sa façon de dire brutalement et en peu de mots ce qu'il pense, là où *« le bavard »* (Gorbatchev) se perdait en circonlocutions infinies qui ne séduisaient que les Occidentaux ou quelques apparatchiks haut de gamme. L'homme ne prétend être ni raffiné ni cultivé : certains affirment l'avoir vu se «se soulager» plus ou moins discrètement sur un terrain d'atterrissage américain, pendant sa visite de 1989. L'automne dernier, à Rome, interpellé par des badauds alors qu'il faisait quelques pas dans la rue, il a répondu par un *« Nicht verstanden ! »* qui résume assez bien sa connaissance des langues étrangères. Et il ne fait pas semblant d'avoir des idées à la mode : quand on l'interroge sur le rôle de sa femme Naïna, *« une femme douce, qui convient parfaitement à mon tempérament »*, il répond le plus clairement possible : *« Dans notre famille, c'est moi le chef ! »* Il a deux filles et, à sa grande déception, pas de fils, bien qu'il ait suivi les conseils de *« spécialistes »* et placé *« une hache sous l'oreiller »*, comme il le raconte lui-même plaisamment dans son autobiographie.

Bref, d'un point de vue parisien voire washingtonien, et même s'il fait le baise-main aux jeunes filles qui lui offrent des fleurs, l'homme paraît un peu mal dégrossi. Ce qui fascinait autrefois chez un Nikita Khrouchtchev est considéré aujourd'hui avec moins d'indulgence : l'époque a changé, et on s'était habitué aux manières policées de M. Gorbatchev. On n'a toujours pas tout à fait digéré, à Paris, l'outrecuidant procédé par lequel il avait requis une audience à l'Elysée (par le biais d'une interview à Antenne 2). Et il n'est pas sûr que le général Bent Scowcroft lui pardonnera jamais d'avoir paru ignorer son nom et son rôle éminent. Négligeant le chef du Conseil de sécurité, qui devait le recevoir en 1989 à Washington, M. Eltsine n'avait pas voulu entendre parler d'autre chose que d'une rencontre avec le président Bush. Cela peut déplaire, mais il faut prendre Boris Eltsine comme il est, et savoir qu'il est difficile de lui résister, même quand il est au creux de la vague : lors de la conférence du parti, en 1988, s'apercevant qu'on s'arrangeait pour ne pas lui donner la parole, il s'est avancé vers la tribune comme on charge une position ennemie, et tout le monde a vite compris qu'on ne réussirait pas à l'empêcher d'intervenir.

Populisme et démagogie

Homme du peuple, proche du peuple, populaire, il est aussi *« populiste »*, comme on dit en Russie, c'est-à-dire un peu démagogue : il promet beaucoup, y compris que la situation économique commencera à s'améliorer d'ici à six mois, ce que – à tort ou à raison – pas un économiste n'est prêt à croire.

Devant un parterre d'officiers réunis au Kremlin, il annonce monts et merveilles, des terrains et *« 1, 2 ou 3 milliers de dollars »*, c'est-à-dire une véritable fortune, pour que chacun de ces guerriers sans toit puisse se construire une maison. Tout étonné de n'être pas remercié par un tonnerre d'applaudissements, il interrompt son discours : *« Alors, ça ne vous plaît pas...? »* En janvier, au cours de sa tournée dans des villes de la Volga, il annonce publiquement qu'il signe *« sur le champ »* un décret qu'il sait populaire. Le décret, en fait, n'est pas prêt, et on lui tend à la hâte une feuille blanche... Pendant cette même visite, il tonne contre les directeurs de magasin coupables d'avoir porté leurs prix à des hauteurs astronomiques, menace les responsables locaux, limoge à tour de bras. Jamais il n'a hésité à sabrer ceux qu'il jugeait incapables ou corrompus : plus des deux tiers des secrétaires d'arrondissement de la ville de Moscou l'ont appris à leurs dépens quand il est devenu premier secrétaire de la capitale.

Quelques années plus tôt, dans l'Oural, il avait invité les dignitaires de la région à inaugurer avec lui, à bord d'un autobus, une nouvelle route. Chaque fois que l'on abordait un tronçon non terminé, le responsable local était prié de descendre et laissé ainsi en rase campagne... C'était, il en convient lui-même, une manière d'agir *« typiquement autoritaire et administrative »*, mais c'était aussi efficace. Et puis il a été *« élevé dans ce système »* : *« Ce style de direction, j'en suis imprégné, comme l'ensemble de mes concitoyens. »* Les lois du «système» expliquent aussi qu'il ait dû appliquer une décision du bureau politique l'enjoignant de faire raser la maison où fut assassiné Nicolas II et la famille impériale. Et même qu'il ait commis naguère un ouvrage dont chaque chapitre s'ouvrait par une citation du secrétaire général du parti de l'époque, Leonid Brejnev...

Mais Boris Eltsine fut aussi ce que Mikhaïl Gorbatchev ne fut jamais : un véritable opposant, un homme qui ose défier un appareil déterminé à le détruire. Peut-être l'a-t-il fait à une époque où l'opposition était devenue possible (il n'est pas question là de dissidence, mais de lutte politique à l'intérieur du système et contre lui). Il a éprouvé la puissance d'une machine qui a bien failli le broyer, mais à laquelle il a résisté. Et dont il s'est toujours méfié.

A l'époque où il écrivait son livre, il cachait un jeu d'épreuves, au cas où... Et en juin 1991, au cours d'un long entretien à Novo-Ogarevo avec M. Gorbatchev et le président kazakh, Noursoultan Nazarbaev, il se lève soudain, pris d'une intuition : *« Nous sommes écoutés. »* Ses interlocuteurs, surpris, apprendront plus tard qu'il avait raison.

Dans « le Monde diplomatique » de février

Dérapages en Algérie

Le coup d'Etat de l'armée en Algérie n'instaure pas la dictature, mais stoppe la démocratisation. Les élites modernistes n'ont pas admis que le Front islamique du salut (FIS), ce « parti des gueux », incarnant les espoirs des pauvres et des déshérités, arrive au pouvoir après sa nette victoire électorale. Dans *le Monde diplomatique* de février, *Lahouari Addi*, *Jacques Berque* et *Zakya Daoud* analysent les fondements de cette grave crise et expliquent pourquoi l'islamisme s'enracine si puissamment dans les sociétés du Maghreb.

Alors que la situation internationale reste marquée par la morosité économique, *Jacques Decornoy* dénonce une politique que n'inspire aucune vision à long terme et *Frédéric F. Clermonte* décrit les impitoyables conflits d'intérêts qui minent le négociations du GATT. Autre crise de notre temps, le délabrement des villes : *Ingrid Carlender* a enquêté chez les « guerriers de la paix » qui luttent contre l'enfer new-yorkais, tandis qu'*Edouard Bailby* décrit la vie dans une insolite cité du Brésil.

L'Europe de l'Ouest assiste à la montée de l'extrême droite. En Belgique, la xénophobie s'installe dans les coulisses du pouvoir *(Frédéric Larsen)*. Ailleurs, la dévalorisation de l'Etat et de la politique est encouragée par certaines campagnes publicitaires *(Pierre Guislain)*, tandis que la nouvelle télévision flatte les pires penchants démagogiques *(Ignacio Ramonet)*.

Dans ce même numéro : El Salvador, une guerre oubliée *(I.R.)* ; la Pologne veut changer de cap *(David Warszawski)* ; un plan Marshall pour les pays de l'Est ? *(Bernard Cassen)* ; la Géorgie livrée aux luttes de clans *(Amnon Kapeliouk)* ; équilibre précaire en Bosnie-Herzégovine *(Catherine Lutard)* ; malaise dans l'Etat-nation *(Alain Bihr)* ; l'avenir compromis des Palestiniens *(Paul Kessler* et *Joseph Parisi)* ; la démocratie introuvable au Tchad *(Jean-Louis Triaud)* ; les réfugiés haïtiens à l'assaut de l'Amérique *(André Corten)* ; un contrat mondial pour une nouvelle humanité *(Riccardo Petrella)* ; les Jeux olympiques d'Albertville *(Christian de Brie)*.

Enfin un important texte du dramaturge *Armand Gatti* : « Donner la parole aux exclus du langage ».

Avril 1991 à Strasbourg : un bien mauvais souvenir...

« Démagogue », *« irresponsable »* : le président du groupe socialiste au Parlement européeen, M. Jean-Pierre Cot, avait été un peu rude, sinon impoli et grossier, avec M. Boris Eltsine, en visite *« privée »* en France et invité à cette occasion par le groupe socialiste du Parlement européen à Strasbourg le 15 avril 1991. M. Cot lui avait aussi montré *« la porte, si vous ne souhaitez pas entendre des choses désagréables »*. Mais celui qui n'était alors que le président du Parlement de Russie, et non pas M. Gorbatchev *« avec qui nous nous sentons davantage en sécurité »*, en avait beaucoup entendu pendant ces trois jours. Pour un peu, le président russe, qui insistait pour y être reçu, serait resté à la porte de l'Elysée. Mais à la fin de sa tournée, riche en rebondissements et annulations, M. Eltsine avait, finalement, été reçu au palais présidentiel. Officiellement par son secrétaire général, M. Jean-Louis Bianco. Selon la version officielle de la présidence, M. Mitterrand s'était *« joint à la fin de l'entretien »*. Les autres rencontres de M. Eltsine s'étaient cependant déroulées normalement, notamment sa réception à la mairie de Paris par M. Jacques Chirac, son audition par les commissions parlementaires des affaires étrangères et de la défense du Sénat. A l'issue de son séjour, M. Eltsine s'était finalement déclaré *« satisfait »*. C'est lors de ce séjour que M. Eltsine avait demandé pour la Russie un siège aux Nations unies. Aujourd'hui, elle a un siège permanent au Conseil de sécurité.

DIPLOMATIE

de M. Eltsine en France



Le chef du KGB, Krioutchkov, actuellement sous les verrous, n'avait pas tardé à recevoir l'enregistrement de la conversation. On l'a comparé à Lech Walesa, et le rapprochement est tentant : les origines paysannes, la confiance en soi, l'obstination, le flair politique et le goût de la foule. Et puis aussi un talent plus rare, plus déconcertant : cette espèce d'insolence à l'égard de l'histoire.

Quand Walesa signe en août 1980 les accords de Gdansk, il le fait avec un gigantesque stylo «gadget», donnant un aspect vaguement loufoque à un événement de dimension exceptionnelle. Onze ans plus tard, et au lendemain du putsch, Boris Eltsine interrompt les débats du Parlement russe : *« Maintenant, pour nous détendre un peu, je vais signer un décret suspendant les activités du parti. »* Cette fois, c'est la mort du système, expédié en une pichenette, *«pour se détendre»* : la boucle est bouclée, par deux hommes qui ont en commun de n'avoir jamais accepté de jouer selon les règles et de s'être attaqué à des adversaires infiniment plus forts qu'eux.

Le parallèle s'arrête là : l'un est essentiellement un apparatchik qui a fait éclater un moule trop étroit pour lui, l'autre un ouvrier rebelle qui a endossé un costume de président. Mais l'ex-dignitaire a définitivement renié le communisme, qu'il considère désormais comme une malédiction de l'histoire, dont la Russie fut à ses yeux la première victime : la Russie, la «grande Russie», qu'il semble parfois sacraliser à manière d'un slavophile du siècle passé, en même temps qu'il l'engage résolument sur le chemin de la démocratie et des réformes.

Recevant récemment un ministre occidental, il évoquait devant lui la capacité de la Russie à surprendre le monde, à aplanir les *«vagues»* qui engloutiraient d'autres pays. L'exemple cité n'était peut-être pas très convaincant, mais la conviction est profonde.

Cette foi en une Russie capable de toutes les régénérations, de tous les miracles, conduit parfois à certains dérapages, à des déclarations à l'emporte-pièce, qui résonnent très désagréablement aux oreilles des autres dirigeants de la Communauté (*«la flotte de la mer Noire a été, est et restera russe»*). Il y a aussi cette manière de s'approprier l'héritage de l'empire, de traiter cavalièrement partenaires et voisins : tout cela étonne un peu de la part d'un homme qui a tant lutté contre un «centre» que personnifiait M. Gorbatchev, mais qu'il incarne à son tour. La fonction fait-elle l'homme, ou les pesanteurs du passé sont-elles trop fortes? Boris Eltsine n'a-t-il pas suffisamment reproché à M. Gorbatchev d'accumuler tous les pouvoirs? Il a pourtant ajouté à ses fonctions de président celles de premier ministre, il réclame des pouvoirs d'exception et gouverne par décrets (que le Parlement annule parfois, quand ils sont trop «énormes» – par exemple, celui qui ordonnait la fusion du ministère de l'intérieur et du KGB).

Lui qui était parti en guerre contre la corruption et jurait de *«vider toute cette boue»* est à la tête d'un pays où tout semble à vendre, et la municipalité de Moscou, où il avait entrepris un grand nettoyage, est plus que jamais le temple de la concussion. Hercule, certes, n'a pas renoncé, mais les écuries d'Augias sont décidément immenses.

Un homme imprévisible

Boris Eltsine a de larges épaules. M. Gorbatchev l'avait jugé *«politiquement immature»* et *«irresponsable»*, et une savante étude publiée en juin dernier par la *Pravda* diagnostiquait chez lui *«un désir hypertrophié du pouvoir»*, la *«primauté de l'émotionnel sur le rationnel»* et, pour tout dire, *«un caractère féminin»*, avec en prime une forme de *«messianisme»* et la certitude d'être le *«sauveur»*... La *Pravda* est aujourd'hui une feuille d'opposition, M. Gorbatchev dirige une «fondation», et Boris Eltsine est au pouvoir et, en des circonstances extraordinairement difficiles, assume son rôle sans le moindre complexe.

Certains responsables occidentaux ne lui donnent guère plus de six mois d'existence politique, d'autres quelques années, mais certainement pas plus : homme d'une autre époque dans un monde nouveau, il serait, forcément, une figure de transition. Peut-être, sinon que l'homme a toujours déjoué tous les pronostics, a toujours été aussi imprévisible, aussi déconcertant que ce visage qui change subitement d'expression : fermé, sévère, autoritaire, avec des traits épais, une bouche dure, un regard froid, jusqu'au moment où un sourire apparaît, qui change tout. Les yeux se font espiègles, les traits s'allègent, le front s'illumine, et c'est un autre homme qui se révèle soudain. Chaleureux, complice. Et presque rassurant.

JAN KRAUZE

(1) *Jusqu'au bout*, Clamann-Lévy, 1990 (voir *le Monde* du 9 mars 1990).

Après son voyage à Paris

Le président russe va accorder la priorité à la réforme économique

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

La «visite d'Etat» que le président de la Russie entamait mercredi 5 février à Paris mettra un point final à ses voyages à l'étranger pour au moins six mois afin qu'il puisse se consacrer à la réforme économique. M. Boris Eltsine a donné lui-même cette précision lors d'une rencontre, mardi au Kremlin, avec les directeurs des médias russes, dont le quotidien *l'Indépendant* a donné un compte rendu. En échangeant quelques mots avec l'ambassadeur d'Israël à Moscou, M. Arieh Levin, dont il a reçu les lettres de créance avant de partir pour Paris, M. Eltsine a également estimé que les mois de février et mars seront *«critiques»* pour l'avenir de la Russie.

Selon M. Vitali Tretiakov, rédacteur en chef de *l'Indépendant*, M. Eltsine paraissait *«en pleine forme»* et a surpris les directeurs des médias par sa bonne connaissance des dossiers du désarmement. *«Malheureusement*, poursuit M. Tretiakov, *ses explications étaient moins claires et moins précises concernant la réforme économique où il semble s'orienter plus difficilement qu'en politique étrangère et à propos de laquelle il a indiqué que des mesures n'entrant pas dans le cadre des mécanismes de marché devront être appliquées pour freiner la hausse des prix.»*

De telles mesures, affirme par ailleurs mercredi *l'Indépendant*, ont été décidées par M. Eltsine et le président du Parlement russe, M. Khasboulatov, *«inquiets de leur impopularité»*, contre l'avis de M. Egor Gaïdar, le responsable de la réforme économique russe, dont le sort semble ainsi en danger.

S. Sh.

Nostalgies du côté de la rue Daru...

Voici donc, au cœur de la capitale, le pré carré de la «Sainte Russie». Un bout de Paris entre les rues du Faubourg-Saint-Honoré et de Courcelles, dans le huitième arrondissement, sillonné par des petites artères guindées portant les noms de Daru, Pierre-le-Grand, et de la Neva.

Après la révolution d'Octobre, les anciens officiers de l'armée blanche qui avaient troqué l'uniforme chamarré des hussards pour la casquette grise des chauffeurs de taxi venaient rue Daru – le G7 était stationné avenue de Wagram – boire des verres de vodka, manger des *pirojki*, ces feuilletés à la viande dont ils étaient si friands. Cette première vague d'immigrés, à l'aube de l'an 2000, se meurt. Mais le quartier ne les a pas oubliés, même si leurs héritiers et ceux qui sont venus les rejoindre au cours des années froides ont choisi, pour vivre, d'autres secteurs de Paris, notamment le quinzième arrondissement.

Agé de quarante-neuf ans, Grégoire tient boutique rue Pierre-le-Grand. Ses ramifications familiales le rattachent à Saint-Pétersbourg, à Moscou et à l'Ukraine. Le temps s'est arrêté dans ce vaste caravansérail venu des steppes. On y respire la bonne odeur de la cire et des livres aux couvertures en carton. Le visiteur trouve ici les *matriochka*, ces poupées qui s'emboîtent les unes dans les autres, des samovars, des lampes en porcelaine ravissantes et des icônes. On feuillette *la Pensée russe* et *le Point du jour*.

Accrochés aux murs, de vieux cadres présentent les photos jaunies et surannées du tsar Nicolas II, de l'impératrice et des princesses Olga et Tatiana. En dessous surgit le dernier *ataman* (officier supérieur des cosaques du Don). Il s'appelait Bogaïevski. Il est mort, loin de chez lui, à Paris. Les murs sont tapissés d'étagères sur lesquelles voisinent les œuvres, écrites en cyrillique, de Tolstoï, Dostoïevski, Pouchkine.

Cheveux rejetés en arrière, la prunelle fiévreuse, le manteau boutonné, Grégoire estime que *«là-bas, ça finira mal. C'est le chaos et la réaction blanche risque de prendre le pouvoir»*. Tel un personnage de Saltykov, il poursuit : *«Eltsine a mis la charrue devant les bœufs. D'abord la politique, puis l'économie. C'est le contraire qu'il fallait faire. Il n'en a pas pour longtemps.»*

La cathédrale au cœur du pré carré

Le cœur du pré carré, c'est, bien sûr, Saint-Alexandre-Nevsky, la cathédrale russe située au 12, rue Daru. Les souvenirs les plus tristes, les espérances les plus folles et l'histoire millénaire du vieux pays de l'Oural convergent vers cet édifice dont la première pierre a été posée en 1859. Hormis les sanctuaires de la Grèce, «l'Hellade éternelle», c'est le centre orthodoxe le plus important de l'Occident. Ici, en pays latin, Byzance a pris ses quartiers.

Dominée par cinq bulbes surmontés de croix, la cathédrale, dont la restauration devrait commencer prochainement, a été bâtie par Kouzmine, architecte à la cour impériale, et Strohm, membre de l'Académie des beaux-arts de Saint-Pétersbourg.

Entre le souvenir et l'espoir

L'autel est dressé en direction de l'Orient, les icônes, qui représentent une vision religieuse avant d'être œuvre d'art, abondent. Le dernier chef d'Etat russe à se rendre à Saint-Alexandre-Nevski a été, en 1896, Nicolas II, alors invité par la France de Félix Faure

«Ce qui se passe en Russie est intéressant et est marqué par le retour aux valeurs traditionnelles dans l'orthodoxie», confie Serge, l'intendant de la cathédrale. Sa mère est née à Saint-Pétersbourg, son père est originaire d'Odessa. Il évoque les différentes vagues d'émigrés dont la plupart sont venues se recueillir rue Daru. Il révèle qu'aux alentours des années 80, certains touristes et certains membres des troupes artistiques de passage à Paris sont venus se faire baptiser à la cathédrale. Son avis sur Boris Eltsine? Il attend pour juger.

Le son de cloche est tout à fait différent à la rédaction de *la Pensée russe*, un hebdomadaire installé au deuxième étage d'un immeuble de la rue du Faubourg-Saint-Honoré, face à la salle Pleyel. *«Confiance à Eltsine»*, lance Irina, trente ans, née à Moscou et une des six journalistes de cette publication fondée en 1947, riche de six mille abonnés. Ici, on croit à *«la renaissance de l'église»* au pied du Kremlin.

A quelques pas de ce petit monde qui tangue entre le souvenir et l'espoir, Sacha Tolstoï, l'arrière-petit-fils de Léon Tolstoï, a ouvert, avenue de Wagram, une boutique où l'on trouve tout ce que l'amateur de «pêche au gros» peut désirer. L'homme, qui *«ne veut pas se servir de son nom, mais le servir»*, s'est rendu à plusieurs reprises en Russie.

Il constate que *«le début de libéralisme que connaît le haut de l'échelle gouvernementale a bien du mal à se traduire sur le terrain, quadrillé par des petits chefs. Mais le temps viendra, c'est sûr»*. Il ajoute : *«Qui peut dire qui est Eltsine et quel est son avenir? Il faut lui faire confiance. Nous n'avons pas le choix.»* Aujourd'hui, la demeure familiale d'Iasnaïa Polania (La clairière lumineuse) a été transformée en musée. Dans la propriété repose l'auteur de *Guerre et paix*. Signe des temps, Sacha Tolstoï a été invité, au cours de l'été 1991, à occuper une aile du musée.

JEAN PERRIN

Devant le Conseil de l'Europe

Le président Lech Walesa se déclare «déçu» par l'Occident

Le président polonais, M. Lech Walesa, a reproché, mardi 4 février, aux Occidentaux d'avoir inondé son pays de leurs produits, mais de ne pas avoir suffisamment investi dans les nouvelles démocraties de l'Est. La *«vision d'une seule Europe a fort pâli»*, a-t-il ajouté lors de son premier discours devant le Conseil de l'Europe depuis l'adhésion de la Pologne à cette organisation qui réunit à présent vingt-six pays.

«Le niveau économique des Etats divise l'Europe d'une façon nette et déterminante», a expliqué le chef d'Etat polonais, ajoutant que les citoyens d'Europe de l'Est ont l'impression *«que l'Europe nantie se ferme à eux»*, qu'elle devient *«un club exclusif»*. Il a notamment reproché à la diplomatie occidentale de troquer *«l'aide alimentaire contre le désarmement militaire»* dans l'ex-URSS. Grâce au *«pistolet d'alarme atomique, les pays possédant des ogives nucléaires peuvent forcer l'obtention d'une aide économique. Or la Pologne ne possède pas de tels arguments»*, a-t-il regretté.

«C'est la révolution polonaise qui a permis de franchir les murs du Kremlin, a déclaré le Prix Nobel de la Paix. *Nous étions bons comme instruments pour faire éclater le vieux système. Or c'est à vous que la révolution a permis de faire des affaires (...), l'aide économique se limitant à drainer notre marché. Avons-nous aujourd'hui perdu votre sympathie?»*

□ **La Finlande envisage de présenter sa candidature à la CEE.** – La Finlande prévoit de présenter sa candidature officielle à la Communauté européenne à la mi-mars, a annoncé, mardi 4 février, à Helsinki, le ministre finlandais des affaires étrangères, M. Paavo Vayrynen. La coalition conservatrice du premier ministre, M. Esko Aho, doit auparavant discuter de cette question le 27 février, afin de dégager une majorité en faveur d'une candidature à la CEE. Si le gouvernement obtient un soutien suffisant de la part de la coalition, il informera la CEE de son projet, le 2 mars. Selon un récent sondage, les Finlandais restent divisés sur la question d'une candidature de leur pays à la CEE : 51 % y sont favorables et 38 % hostiles. – *(AFP.)*

CEI : selon une enquête du gouvernement russe

Le rôle du KGB dans le coup d'Etat manqué du 18 août est confirmé

Ecoutes téléphoniques, désinformation, entraînement d'unités spéciales : le rôle du KGB et de ses principaux dirigeants dans le coup d'Etat manqué du 19 août 1991 a été confirmé par une enquête du gouvernement russe présentée, mardi 4 février, aux députés de la Fédération. Selon le président de la commission, M. Sergueï Stepachine, la préparation du coup d'Etat remontait au moins à l'automne 1990. La répression à Vilnius en janvier 1991, les tentatives de déstabilisation de Boris Eltsine, relevaient d'une stratégie globale de la hiérarchie du KGB, mais les officiers subalternes n'ont pas suivis. Les services secrets soviétiques se sont employés à fournir des renseignements inexacts aux dirigeants du pays, notamment à M. Gorbatchev, afin de les persuader de la nécessité d'instaurer l'état d'urgence, a déclaré M. Stepachine, cité par l'agence ITAR-Tass.

L'enquête a établi que le KGB avait placé sur écoutes les téléphones de M. Boris Eltsine ainsi que ceux de la quasi-totalité des dirigeants russes. Détail cocassse : même les téléphones de deux des « putschistes », le vice-président soviétique, M. Guennadi Ianaev, et le président du Parlement soviétique, M. Anatoli Loukianov, étaient écoutés... Des ordres de surveillance signés par l'ex-président du KGB, M. Vladimir Krioutchkov, aujourd'hui poursuivi pour « conspiration », ont été retrouvés dans le coffre-fort du chef de l'appareil présidentiel, M. Valery Boldine.

Selon l'enquête, l'ordre d'attaquer le Parlement russe dans la nuit du 20 au 21 août n'a jamais été donné à l'unité Alpha (groupe de mission spéciale), qui avait pourtant été spécialement entraînée pour cet assaut. Aucun des responsables du KGB cités dans ce dossier, à l'exception du chef du KGB, n'a été poursuivi. Selon les *Nouvelles de Moscou*, plusieurs d'entre eux ont conservé leurs fonctions ou se sont vus confier de nouvelles responsabilités. – *(AFP, ITAR-Tass.)*

La visite du président Leonid Kravtchouk à Bonn

L'Ukraine se déclare prête à accueillir les « Allemands de la Volga » sur son territoire

Lors de la visite du président ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, à Bonn, l'Ukraine et l'Allemagne ont décidé, mardi 4 février, de favoriser l'installation des Allemands de souche de l'ex-URSS dans le sud de l'Ukraine, et notamment en Crimée. Selon le secrétaire d'Etat à l'intérieur, M. Horst Waffenschmidt, un groupe de travail germano-ukrainien tiendra une première réunion vers la fin du mois à Kiev afin de mettre au point des projets de réimplantation d'Allemands en Ukraine.

Le président Kravtchouk a déjà pris un décret qui autorise ces implantations, a indiqué M. Waffenschmidt, qui est responsable du dossier des Allemands de souche. Le gouvernement allemand a promis une aide technique et financière pour ces projets. L'Allemagne, qui craint une immigration massive des quelque deux millions d'Allemands de souche de la CEI, cherche par tous les moyens à leur assurer de meilleures conditions dans l'ex-URSS. Le gouvernement de Bonn fait pression sur la Russie pour qu'elle restaure la « République des Allemands de la Volga » abolie en 1941 par Staline, mais le projet est dans l'impasse, les conditions posées par le président russe Boris Eltsine étant jugées inacceptables par Bonn.

Un croche-pied à M. Eltsine

Selon des données officielles de l'Allemagne, il y a actuellement 40 000 Allemands de souche en Ukraine contre 400 000 avant leur déportation en Asie centrale après l'invasion de l'URSS par les nazis en 1941. Le président Kravtchouk a proposé d'installer des Allemands *« sur de bonnes terres »*, dans le sud de l'Ukraine et notamment en Crimée, un territoire récemment revendiqué par le Parlement russe. Toutefois, certains commentateurs à Bonn refusent d'être dupes : *« Il faut comprendre cette proposition comme un croche-pied à Eltsine »*, écrivait mardi la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*. *« Cela trouve son explication dans les relations tendues entre Kiev et Moscou, mais ne doit pas empêcher l'Allemagne de prendre Kravtchouk au mot. »*

Après avoir rencontré le chancelier Helmut Kohl en milieu de journée, et s'être entretenu avec plusieurs chefs de parti, M. Kravtchouk a rappelé au cours d'une conférence de presse que son pays avait fermement l'intention de rembourser la part de dette de l'ancienne URSS qui lui échoit (16,3 % du total), et assuré que l'Ukraine se débarrassera à terme de ses armes atomiques. Il a promis que toutes les armes nucléaires tactiques auront quitté le sol ukrainien à l'été 1992 et que *« les armes stratégiques seront éliminées d'ici à 1994 »*.

Si le chancelier Helmut Kohl a promis la conclusion d'un traité bilatéral de coopération, le président ukrainien a quitté Bonn comme Boris Eltsine deux mois plus tôt : sans engagement formel sur le montant d'une éventuelle aide allemande.

Au cours de la visite, le ministre ukrainien des affaires étrangères Anatoli Slenko a encore annoncé l'ouverture prochaine d'une ambassade à Bonn, suite logique de l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays le 17 janvier. – *(AFP.)*

ITALIE

La petite-fille de Mussolini candidate aux élections législatives

Alessandra Mussolini, vingt-huit ans, petite-fille du fondateur du fascisme italien, a annoncé qu'elle sera candidate, à Naples, aux élections législatives des 5 et 6 avril, sur les listes du Mouvement social italien (MSI, néo-fasciste).

Nièce de l'actrice Sophia Loren, la petite-fille de l'ancien dictateur, médecin et actrice, n'a jamais caché ses sympathies pour le MSI qui cultive les nostalgies de l'ère mussolinienne. – *(AFP.)*

Dans l'éventualité du déploiement d'une force de l'ONU en Yougoslavie

La France propose d'envoyer 2 500 « casques bleus » en Slavonie orientale

La France est prête à installer environ deux mille cinq cents « casques bleus » en Slavonie orientale dans l'éventualité d'un déploiement par l'ONU d'un contingent de ses forces pour le maintien de la paix en Yougoslavie. Le ministre français de la défense, M. Pierre Joxe, l'avait expressément dit à M. Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général de l'ONU, qui l'a reçu lundi 3 février à New-York.

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Trois jours après la réunion du Conseil de sécurité à laquelle a participé la semaine dernière M. François Mitterrand (*le Monde* daté 2-3 février), MM. Joxe et Boutros-Ghali sont convenus du fait que l'ONU risque d'être désormais confrontée de plus en plus à des opérations de maintien de la paix dans des conflits internes, et plus seulement dans des crises entre Etats.

C'est le cas de la Yougoslavie, pour laquelle il est envisagé l'envoi de dix mille à vingt mille « casques bleus » lorsque le cessez-le-feu sera totalement respecté sur l'ensemble du territoire, et si tous les partenaires en présence acceptent la médiation des Nations unies. Mais c'est aussi le cas du Cambodge, où l'ONU étudie la plus ambitieuse des opérations de paix jamais montée, depuis son existence, c'est-à-dire le déploiement de vingt mille personnes (« casques bleus », policiers civils et fonctionnaires internationaux) jusqu'aux élections d'avril 1993, pour une dépense totale qui ne sera pas inférieure à 2 milliards de dollars.

A ce jour, les Nations unies ne mobilisent pas moins de onze mille « casques bleus », dont sept cents Français, dans des opérations de maintien de la paix qui intéressent une dizaine de territoires différents.

Réactiver le comité d'état-major

Avec la Yougoslavie comme avec le Cambodge, si ces deux missions vont jusqu'à leur terme, l'institution « onusienne » devra changer de vitesse et d'échelle. *« L'époque artisanale des Nations unies, avec des capacités opérationnelles limitées* dit-on dans l'entourage du ministre français de la défense, *est sur le point de s'achever. Ce sont maintenant des missions beaucoup plus lourdes qui se profilent à l'horizon. Ce sont aussi des opérations qui traduisent une extension du droit international garanti par l'ONU et pour lesquelles s'imposent des modes d'intervention plus souples. »*

M. Joxe a répété à cette occasion à M. Boutros-Ghali que, dans le cas de la Yougoslavie, la France était *« complètement disponible »* pour l'envoi de 2 000 à 2 500 hommes dans une zone – la Slavonie orientale, jusqu'à la frontière hungaro-yougoslave – qui ne devrait pas rester une exclusivité de l'armée française mais où, à côté des unités françaises, devraient exister un régiment d'infanterie et un régiment logistique d'autres nations.

Dans ces conditions, pour ne pas exposer l'ONU à des risques d'échec inextricable comme le fut l'intervention au Congo dans les années 1963-1965, il serait souhaitable de réactiver le comité d'état-major qui est prévu par la Charte des Nations unies mais qui ne fonctionne plus depuis une quarantaine d'années. Ce comité militaire réunit les chefs d'état-major des armées des pays membres du Conseil de sécurité et il est responsable de la direction stratégique de toutes les forces armées mises à la disposition de l'ONU.

L'idée en a été lancée par M. Mitterrand lors de son bref passage au Conseil de sécurité la semaine dernière . Apparemment elle n'enchante pas tous les partenaires de la France. M. Marrack Goulding le secrétaire général adjoint de l'ONU responsable des forces de maintien de la paix, s'inquiète en privé de cette proposition française. Pour lui un tel comité ne serait pas en mesure de gérer rapidement, au jour le jour, des opérations militaires, et il donnerait aux chefs d'état-major russe ou chinois qui en feraient partie, un droit de regard auquel ils n'ont pas été préparés.

JACQUES ISNARD

Les tensions interethniques se multiplient dans le chef-lieu de l'Herzégovine

La tension est montée, mardi 4 février, dans la région hautement sensible de Mostar, chef-lieu de l'Herzégovine (sud de la Bosnie-Herzégovine), où une partie de la population – à forte minorité croate – a érigé des barricades, a rapporté la télévision de Zagreb. Plusieurs centaines d'habitants ont barré la route à l'une des entrées de la ville avec des chevaux de frise et des poids lourds, en signe de protestation contre la présence et le comportement des réservistes de l'armée yougoslave, a précisé la télévision.

Lundi soir, la situation à Mostar a fait l'objet d'une réunion entre son maire, des représentants de l'armée et un membre de la présidence de Bosnie-Herzégovine. Mostar connaît de vives tensions interethniques, la forte minorité croate (plus de 33 % de la population, contre 31 % de Musulmans et 18 % de Serbes) qui y vit étant favorable à son rattachement à la Croatie, les Musulmans prônant l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, tandis que les Serbes sont hostiles à ces deux propositions. La situation est rendue encore plus sensible en raison de la présence d'importantes forces de l'armée yougoslave.

Boycotter le référendum

Par ailleurs, le responsable de l'Union démocratique croate (HDZ) de Bosnie-Herzégovine, M. Stjepan Kljujic, a démissionné dimanche, à la suite d'une réunion des représentants croates de Bosnie-Herzégovine à laquelle participaient plusieurs dirigeants de Croatie, et notamment M. Stipe Mesic, président de l'HDZ de Croatie, rapporte notre correspondante en Yougoslavie, Florence Hartmann.

M. Kljujic, partisan de l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, se heurte à l'opposition des Croates qui aspirent au partage de la Bosnie-Herzégovine afin de rattacher les territoires où ils sont majoritaires à la Croatie limitrophe. Les Croates, qui ne représentent que 17 % de la population dans l'ensemble de la République, craignent de se voir traités comme une minorité et envisagent de boycotter le référendum sur l'indépendance de la Bosnie, prévu pour les 29 février et 1er mars.

Le départ de M. Kljujic laisse présager la formation d'une coalition de fait entre Serbes (32 % de la population) et Croates pour faire échec au référendum et forcer les Musulmans, qui représentent 44 % de la population, à partager la Bosnie-Herzégovine en trois Etats.

IRLANDE DU NORD

Un policier a tué trois personnes dans les locaux du Sinn Fein

LONDRES

de notre correspondant

Alan Moore, un jeune officier du RUC (Royal Ulster Constabulary), la police nord-irlandaise, a tué trois personnes, mardi 4 février, dans les locaux du Sinn Fein (branche politique de l'IRA) à Belfast-Ouest, avant de se suicider. Ces meurtres ne semblent pas directement liés à la lutte menée par les forces de sécurité contre l'Armée républicaine irlandaise. La veille en effet, Alan Moore avait été suspendu de ses fonctions : en état d'ébriété, il avait tiré des coups de feu lors de l'enterrement de l'un de ses collègues, dont le décès, dû à une dispute familiale, l'avait profondément choqué. L'affaire s'inscrit néanmoins dans un climat de violence accru depuis un mois.

M. Gerry Adams, le président du Sinn Fein, sur les lieux du meurtre, quelques minutes après les coups de feu, a estimé qu'il s'agissait d'une conséquence du *« climat d'intimidation »* contre son mouvement. Le RUC, dont les effectifs sont à plus de 90 % composés de protestants, est particulièrement touché par la violence : plus de trois cents policiers ont été tués depuis vingt-deux ans et les problèmes de stress et d'alcoolisme sont très répandus dans ses rangs. Vingt-deux policiers se sont suicidés entre 1973 et 1985.

Ces meurtres ont éclipsé la visite officielle – la première de ce type depuis la partition de l'île en 1921 – effectuée mardi à Belfast par la présidente de la République d'Irlande, Mme Mary Robinson, venue pour renforcer les *« liens d'amitié »* entre son pays et la province nord-irlandaise du Royaume-Uni. Le maire de Belfast, M. Nigel Dodds, un *« unioniste »* (protestant) convaincu, a refusé de rencontrer Mme Robinson.

L. Z.

d'envoyer Slavonie orientale

s se multiplient Herzégovine

personnes Sinn Fein

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : selon les archives du PCUS

Le Parti travailliste entretenait un dialogue étroit avec Moscou



LONDRES

de notre correspondant

Selon des révélations récentes du *Sunday Times*, les archives secrètes de l'ex-Parti communiste soviétique (PCUS) font apparaître des relations très étroites entre le Parti travailliste britannique et Moscou. Classés *« secret »* et *« top secret »*, les télex envoyés au Kremlin par l'ambassade de l'ex-URSS à Londres dévoilent le compte-rendu d'entretiens privés que les principaux responsables du Parti travailliste ont eus, dans les années 80, avec des diplomates soviétiques. Ils font aussi apparaître les circuits de financement par lesquels Moscou a soutenu la grève des mineurs britanniques, dont le « patron » était M. Arthur Scargill, un homme influent à l'époque au sein du Labour.

Selon l'un des documents, le comité central du PCUS approuve la suggestion du dirigeant syndical de faire parvenir des fonds d'un montant compris entre *100 000* et *150 000 livres (1 à 1,5 million de francs)* – *via* des banques établies à Varsovie et Dublin – pour soutenir le syndicat des mineurs, alors engagé dans une épreuve de force avec le gouvernement de Mme Thatcher. Ce circuit, selon les propos attribués à M. Scargill, permet de *« dissimuler l'origine soviétique de l'argent et le secret de son transfert »*. Les archives révèlent aussi le souci du Labour de se démarquer de la politique pro-américaine du gouvernement conservateur (qui, à l'époque, accepte le déploiement de missiles nucléaires américains en Grande-Bretagne), et de se rapprocher de Moscou. M. Healey, un responsable important du parti, indique par exemple à l'ambassadeur soviétique, M. Victor Popov, qu'il juge les Américains responsables de la plupart des développements dangereux qui interviennent dans le monde, et se dit *« considérablement plus »* impressionné par l'attitude soviétique. Quant au chef du Parti travailliste, M. Neil Kinnock, il se serait déclaré prêt à un *« dialogue concret »* avec l'URSS, lors d'un entretien avec M. Popov, le 30 juillet 1984, à la Chambre des Communes.

Dans le climat de campagne électorale de plus en plus virulent qui règne actuellement en Grande-Bretagne, ces révélations, qui ne paraissent pas à première vue infamantes, sont exploitées par les responsables conservateurs, manifestement ravis de l'aubaine. Ils dénoncent une approche *« lâche et servile »* du Labour à l'égard de l'ex-URSS et les travaillistes, en retour, accusent le premier ministre, M. Major, d'être à l'origine de la *« plus basse campagne électorale du siècle »*. Le Labour affirme, d'autre part, que six de ses parlementaires ont été victimes, depuis décembre 1989, d'une série d'effractions et de « vols électroniques » dans leurs bureaux des Communes et n'hésite pas à mettre en cause la responsabilité du MI5, les services secrets...

LAURENT ZECCHINI

PORTUGAL : la visite en Inde du président Soarès

Un périple sentimental et nostalgique

LISBONNE

correspondance

Au moment où le premier ministre chinois, M. Li Peng, recevait à Lisbonne un accueil chaleureux, le président du Portugal, M. Mario Soarès, effectuait en Inde un long périple, plus sentimental que politique. Ce fut un retour en terre indienne dix-huit ans après sa première visite quand, ministre des affaires étrangères, il rétablit les relations diplomatiques avec New-Delhi. Tirant un trait sur la rupture de 1961, due aux séquelles de la décolonisation des trois possessions portugaises – Goa, Daman et Diu, – ce voyage était destiné à *« dissiper malentendus et ressentiments »* hérités d'un passé vieux de quatre cents ans.

Après New-Delhi, ce fut, à Cochin où les navires de Vasco de Gama jetèrent l'ancre il y a cinq siècles, le lyrisme et surtout l'émotion. Celle-ci ne devait plus quitter M. Soarès tout au long de son voyage : surtout à Diu, où quelques larmes apparurent dans l'œil présidentiel au spectacle des chants et danses et de costumes folkloriques très lusitaniens. La fin de ce périple imprégné de *« saudade »*, la nostalgie de l'âge d'or des grandes découvertes, venait à point pour lui faire oublier sa déception de n'avoir pu obtenir le soutien de ses interlocuteurs sur le problème de Timor-Oriental.

Un grand silence accueillit les déclarations de M. Soarès lorsqu'il évoqua le sort du peuple timorais sous le joug indonésien et revendiqua pour lui le droit à l'autodétermination. Embarras de son hôte, le président Venkatamaran, peu enclin à sacrifier la solidarité avec l'Indonésie au sein des non-alignés sur l'autel de Timor et pour lequel le mot d'autodétermination ne pouvait qu'évoquer le lancinant problème du séparatisme au Cachemire.

Dressant le bilan de sa visite, M. Soarès a estimé qu'elle avait créé un *« courant affectif de portugalité »*, qui ne saurait se mesurer en termes d'argent. En termes politiques peut-être.

ALICE ILICEE

AFRIQUE

BURKINA-FASO : pour apaiser les tensions

Le président Compaoré organise un « Forum de réconciliation nationale »

Le président burkinabé Blaise Compaoré a annoncé lundi 3 février qu'un « Forum de réconciliation nationale » s'ouvrira la semaine prochaine à Ouagadougou. Les partis politiques, les associations, ainsi que toutes les organisations professionnelles, syndicales et religieuses, devraient participer à cette rencontre destinée à « rendre justice aux victimes des différents régimes » et à « tirer les leçons du passé ».

OUAGADOUGOU

de notre envoyée spéciale

« C'est une affaire de nègres, on ne rentre pas dans l'ordinateur. » L'avertissement, en forme de boutade, est lancé d'une voix teintée d'une pointe d'orgueil. Comme tous les intellectuels de la place, son auteur n'est pas peu fier de graviter dans un milieu complexe, formé dans les années 1960-1970 à l'école des groupuscules parisiens, et avide de cultiver la différence burkinabé.

L'un attribue à son pays *« vingt ans d'avance sur les voisins »* ; l'autre fait pompeusement valoir les *« sept présidents de la République, quatre Constitutions, sept – ou huit ? je ne sais plus... – coups d'Etat »* qui ont mûri la classe politique. Le Burkina-Faso n'est certes pas, dans la région, un pays comme les autres. Pour autant, il n'échappe pas aux traditionnelles chausse-trapes qui menacent toute nation candidate à la démocratisation.

Ici, le processus est enclenché. Mais son irréversibilité est loin d'être acquise. *« C'est l'armée qui inquiète tout le monde »*, affirme, avec une liberté de ton révélatrice de la « différence burkinabé », le ministre de l'information, M. Charles Salvi Somé : *« Aussi longtemps qu'elle tournera aux abords de l'arène politique, on peut s'attendre à tout. »*

Officiellement, le pays n'est plus dirigé par un militaire : pour les besoins de la cause démocratique, le capitaine Blaise Compaoré s'est mis en disponibilité de l'armée. La période de transition qui, en un an, doit mener à un régime issu des urnes a été inaugurée en juin dernier, avec un référendum sur la nouvelle Constitution. Avec elle s'est ouverte une crise de plusieurs mois : manifestations en septembre et en octobre, constitution d'un front de l'opposition en octobre, boycottage de l'élection présidentielle du 1er décembre, assassinat d'un opposant huit jours plus tard... Celui que ses compatriotes appelaient autrefois *« le Beau Blaise »*, et qui n'est plus que *« Blaise »*, a bien du mal à apaiser les tensions.

Une coalition hétéroclite

« Blaise est un tueur. » Tel est le leitmotiv d'une moitié de la classe politique, qui se dit incapable de fermer les yeux sur la manière dont le capitaine a accédé, puis s'est maintenu, à la magistrature suprême. La référence au *« 15 octobre »* est incessante. Entendez : le 15 octobre 1987, date de l'assassinat de Thomas Sankara et de l'arrivée au pouvoir de M. Blaise Compaoré. Près de deux ans plus tard, en septembre 1989, les numéros deux et trois du régime, le commandant Jean-Baptiste Lingani et le capitaine Henri Zongo, disparaissaient à leur tour, passés par les armes à la suite d'une tentative de coup d'Etat dont la réalité reste à prouver.

Malgré tous ses efforts d'ouverture, et bien que sa responsabilité directe n'ait jamais été établie, le capitaine Compaoré n'a pas réussi à « remonter la pente » : l'élimination de ses trois anciens compagnons d'armes, de ceux qui, avec lui, avaient fait la révolution d'août 1983, lui *« colle à la peau »*, comme dit un diplomate. Evoquant l'énorme taux d'abstention qui a marqué l'élection de M. Blaise Compaoré à la présidence, en décembre, un opposant s'exclame : *« Ces 75 %* (d'abstention), *ce sont des gens qui détestent le régime militaire, qui rejettent l'individu Blaise, qui ne peuvent lui pardonner ce qu'il a fait à ses amis ! »*

L'auteur de ces mots, M. Alain Zoubga, fait partie des abstentionnistes. Il n'a pourtant pas toujours honni *« l'individu Blaise »*, puisqu'il fut l'un de ses ministres. La Coalition des forces démocratiques (CFD), le « front » créé en octobre en vue d'obtenir l'organisation d'une conférence nationale, et dont il fait partie, est en réalité composé de personnalités aux motivations très diverses. Grossièrement, trois composantes s'y retrouvent : la « droite » – le personnel politique évincé par la révolution sankariste, – les « dignitaires » mis à l'écart après avoir participé au Front populaire mis en place par M. Blaise Compaoré en 1987, et les sankaristes – minoritaires, – qui attribuent au chef de l'Etat la responsabilité de la mort de « Thomas » et, du coup, de leur déchéance du pouvoir.

La fin des idéologies

Cette coalition hétéroclite vit dans la peur depuis le 9 décembre, date de la mort de l'un de ses mentors, Clément Oumarou Ouedraogo, victime d'un attentat à l'explosif. L'ancien numéro deux du régime, passé dans l'opposition en mars 1990, a-t-il été la cible d'un groupuscule sankariste, – comme le laisse entendre l'entourage du président, ou d'éléments incontrôlés de cet entourage ? *« La responsabilité du pouvoir est totale »*, soutient l'opposition, tandis que M. Blaise Compaoré fait remarquer que, *« dans ce processus, s'il y a de la violence, c'est nous qui perdons »*.

« A plusieurs reprises, nous avons été au bord du gouffre ; à chaque fois il y a eu un sursaut », affirme, à propos de ce dernier épisode de la crise burkinabé, M. Hermann Yameogo, le fils d'un ancien président de la République. Confortablement installé le long de sa piscine, le dirigeant de l'Alliance pour la démocratie et la fédération (ADF), l'un des trois grands partis « de droite », parle sans acrimonie. Et, lorsqu'on lui demande de faire le bilan des années « révolutionnaires » et de celles qui ont suivi, la réponse est pour le moins modérée : *« Incontestablement, ils ont su mettre à profit la mobilisation populaire : il faut le reconnaître... mais c'est par la contrainte qu'on a pu obtenir tout ça. »* Aujourd'hui, foin du marxisme-léninisme ! Le régime n'a plus de « ligne ». *« Le Burkina passe d'une phase doctrinaire à une phase libérale, dans laquelle ce seront les individus qui primeront »*, explique M. Somé, le ministre de l'information, un ancien fidèle de Thomas Sankara. M. Blaise Compaoré lui-même évoque sans amertume la « fin des idéologies » : *« Après toutes ces expériences, ce qui préoccupe les gens, c'est la liberté et le progrès. »*

Lui aussi reçoit détendu, le long de sa piscine, habillé de blanc de pied en cap. Décontraction de mise ? On ne voit jamais le président dans les rues. Sa campagne électorale – « à l'américaine », lui reproche l'opposition, selon laquelle elle a coûté des milliards de francs CFA, – il l'a faite en hélicoptère. Partagerait-il la peur de l'ensemble de la classe politique ? Certains opposants n'osent plus dormir chez eux, par crainte d'un attentat. En conseil des ministres, les membres du gouvernement se sont vu proposer des armes et quelques-uns se promènent avec des gardes du corps.

Pour rétablir la confiance, et pour faire pièce à d'éventuels extrémistes, M. Blaise Compaoré n'a aujourd'hui pas d'autre alternative que de prôner la réconciliation nationale. Aussi a-t-il accepté l'organisation d'un forum, qui tiendra lieu de conférence nationale sans, pour autant, que ses décisions soient souveraines. On s'attend également à la formation d'un gouvernement d'union nationale, dont l'opposition serait partie prenante, et qui gérerait la transition jusqu'à des élections législatives.

Avec pas moins de trois cents anciens ministres, le Burkina-Faso ne manque pas de postulants. Reste à savoir si ceux qui se classent aujourd'hui dans l'opposition sauront se satisfaire d'un portefeuille pour taire leur rejet du président. Lui-même est persuadé qu'il est possible de composer. *« En Afrique*, dit-il, *la politique, ce n'est pas la lutte pour un idéal, mais pour une place. »*

MARIE-PIERRE SUBTIL

ALGÉRIE

Cinq morts à Batna dans des heurts entre islamistes et forces de l'ordre

Cinq personnes ont été tuées et vingt-huit autres blessées, à Batna, à 430 km à l'est d'Alger, au cours d'affrontements qui ont opposé, mardi 4 février, les forces de l'ordre à des manifestants intégristes, a annoncé la gendarmerie nationale. Les sympathisants du Front islamique du salut (FIS) s'étaient rassemblés devant le tribunal de la capitale des Aurès, où étaient jugés des prédicateurs accusés *« d'incitation à la rébellion et d'utilisation des lieux de culte à des fins politiques »*. Devant les *« débordements »*, le préfet a dû faire appel à une unité de l'armée pour appuyer les policiers, a précisé le communiqué officiel. Le dernier bilan publié par le FIS fait état de quatorze morts – dont six à Laghouat – sur l'ensemble du territoire depuis la stricte application de la réglementation sur l'utilisation des mosquées et la mise en jugement des imams considérés comme « politiques » ; de source officielle, le nombre des morts se limite à cinq.

De son côté, la Ligue algérienne des droits de l'homme s'est élevée, mardi, dans un communiqué, contre des *« violations des droits et des libertés des citoyens »* à Alger, à Constantine et à Oran. – *(AFP, Reuter.)*

EN BREF

□ **CONGO : le premier ministre critique la France.** – M. André Milongo, premier ministre congolais, s'est déclaré, dans un entretien publié mardi 4 février par *la Croix*, *« surpris par le manque d'empressement de la France à soutenir le processus démocratique »* au Congo. D'autre part, à Brazzaville, soixante-trois partis politiques ont demandé mardi la démission de quatre ministres et la formation d'un gouvernement *« réellement issu d'une consultation entre les institutions de la transition et les formations politiques »*. – *(AFP.)*

□ **DANEMARK : trafic d'armes tchèques vers la Syrie.** – Le cargo danois *Nadia J*, transportant douze chars T-72 et cent quarante-six tonnes de munitions et de pièces de rechange tchécoslovaques destinés à la Syrie, est retenu depuis le lundi 3 février, par les autorités danoises *« en raison du caractère de son chargement »*. Le bâtiment qui avait quitté samedi le port polonais de Szczecin, s'est échoué lundi au large de l'île danoise d'Aero et a été remorqué dans le port danois de Saeby pour réparations. – *(AFP.)*

□ **MALI : nouveau report des échéances électorales.** – Le premier tour des élections législatives maliennes aura lieu le 23 février *« si tout va bien »*, a déclaré mardi 4 février le colonel Birama Sire Traoré, ministre de l'administration territoriale. Le second tour se déroulera probablement le 8 mars, et l'élection présidentielle les 22 mars et 5 avril. Ce nouveau calendrier entraîne pour la seconde fois la prolongation de la période de transition. – *(Reuter.)*

□ **MAROC : prochaine visite de M. Roland Dumas.** – Le ministre français des affaires étrangères a annoncé, mardi 4 février, qu'il se rendrait au Maroc les 10 et 11 février. M. Roland Dumas a précisé que ce voyage faisait suite à la rencontre de M. Mitterrand et de Hassan II, la semaine dernière, à New-York, en marge du sommet des pays membres du Conseil de sécurité. Sur l'état des relations entre Paris et Rabat, le ministre a déclaré qu'il *« n'y a pas de brouille »* mais *« des épisodes qui tiennent à des situations particulières ou à des faits sur lesquels nous attirons l'attention parce qu'ils ne correspondent pas à notre éthique »*.

□ **SOMALIE : Médecins du monde sollicite M. Mitterrand après la disparition de son équipe.** – L'organisation Médecins du monde (MDM), convaincue que son équipe disparue en mer au large des côtes somaliennes (*le Monde* du 31 janvier) a été *« détournée »*, a demandé audience à ce propos au président François Mitterrand et aux ministres français des affaires étrangères et de la défense.

□ **TCHAD : les derniers affrontements ont fait deux cent quinze morts.** – L'armée tchadienne a totalement *« anéanti »* les rebelles qui avaient lancé le 28 janvier (et non le 29 comme annoncé précédemment) une nouvelle attaque dans la région du lac Tchad, a affirmé, lundi 3 février, le commandement, en précisant que deux cent quinze assaillants ont été tués et une soixantaine d'autres capturés. Le président Idriss Déby s'est rendu lundi sur les lieux des combats. – *(AP.)*

LES DÉCLARATIONS DU CHEF DE

M. François Mitterrand a répondu, mardi 4 février, pendant une demi-heure, aux questions de Patrick Poivre d'Arvor (TF1) et d'Henri Sannier (Antenne 2) au cours de leur journal du soir. Voulu par le président de la République après les remous provoqués par l'affaire Habache, cet entretien a pris d'emblée le tour d'une leçon aux médias, M. Mitterrand commençant par dresser la liste des sujets dont les journalistes auraient dû, selon lui, parler davantage au cours des six derniers jours, plutôt que d'entretenir les Français de la crise d'autorité révélée par les conditions dans lesquelles le chef du Front populaire de libération de la Palestine avait été accueilli en France pour y être soigné. *« Laissez-moi parler ! »*, a lancé le chef de l'Etat en réponse aux premières questions de ses interlocuteurs, qui venaient, précisément, de l'inviter à le faire. De *« Ne m'interrompez pas ! »* en *« Pourquoi êtes-vous déjà insidieux ? »*, jusqu'à *« Si vous croyez que je vais me laisser entraîner où vous voulez m'entraîner »*, pour conclure par *« Comme je tiens à être courtois... »*, le propos présidentiel, souligné par des gestes d'agacement et de dédain, a été constamment émaillé de mises en cause des responsables de l'information à travers les deux journalistes qui l'interrogeaient. Paraissant oublier qu'il avait lui-même donné toute son ampleur à l'affaire Habache en sanctionnant, le 30 janvier, plusieurs hauts fonctionnaires des ministères de l'intérieur et des affaires étrangères et en déclarant le lendemain : *« Mais ils sont fous, ou quoi ? »*, le chef de l'Etat a assuré que cette affaire *« n'est pas grave »*.

Il est vrai que les médias, présents dès le début de cet épisode – Antenne 2 avait révélé la venue à Paris de M. Habache et filmé son arrivée, – sont depuis plusieurs mois l'objet de l'attention de M. Mitterrand. Le 11 septembre 1991, à l'occasion d'une conférence de presse, le président de la République avait invité les journalistes à *« faire* [leur] *examen de conscience »*. Un mois plus tard, le 10 octobre, devant le congrès national de la presse française réuni à Montpellier, M. Mitterrand avait mis en garde les professionnels contre l'*« information-spectacle »* et les avait invités à préférer la *« mise en perspective »* plutôt que la *« mise en scène »* des événements. Ces cours de déontologie se sont mués, mardi, en admonestation contre une presse accusée de *« céder au goût du sensationnel, généralement, d'ailleurs, falsifié »*. L'accusation n'a pas été étayée.

***« Je ne céderai rien »*, a dit M. Mitterrand à l'adresse de ceux qui, sur la foi de ses propres réactions de la semaine dernière, jugeaient la responsabilité des ministres, sinon du gouvernement dans son ensemble, engagée par les fautes commises. L'Assemblée nationale est appelée à se prononcer vendredi 7 février, lors d'une session extraordinaire du Parlement, si l'opposition dépose une motion de censure après la déclaration de Mme Edith Cresson.**

L'affaire *« n'est pas grave »*, mais elle justifie la convocation du Parlement. Pour répondre à l'opposition, certes, mais surtout à ceux que le président a désignés comme les *« gens de la majorité »* et qui, à ses yeux, *« n'ont qu'un seul défaut : l'impatience ! »*.

PATRICK JARREAU

« Il n'y a plus d'affaire Habache ! »

Etait-il au courant de l'arrivée en France de M. Georges Habache ? Est-ce qu'il y a *« quelque chose qui cloche dans ce qu'on appelle le système Mitterrand ? »* Est-ce qu'il se serait opposé à l'hospitalisation de M. Georges Habache s'il avait été prévenu à temps de sa demande ?

Pressé de questions, le président de la République répond à ses deux interlocuteurs : *« Laissez-moi parler. Depuis six jours, vous ne parlez que de cela. Pendant six jours, il s'est passé pas mal de choses en France et ailleurs, qui sont intéressantes et importantes pour notre pays. (...) Tout est tombé dans la trappe pour tout centrer sur ce qu'on appelle l'affaire Habache. (...) J'étais en Oman. Cela faisait quatre ans que j'étais invité, que je retardais le moment. (...) Un an après la guerre du Golfe il était intéressant d'aller dans ce pays qui compte dans le détroit d'Ormuz (...) »*

« Le lendemain de mon retour d'Oman j'étais au conseil de sécurité [de l'ONU] *à New-York pour une réunion exceptionnelle. J'ai d'abord rencontré George Bush qui m'a donné enfin son accord pour une réunion des puissances nucléaires en Europe. (...) D'autre part, on a retenu l'idée développée par Robert Badinter pour la prévention des conflits* [par des] *commissions d'arbitrage qui permettraient d'intervenir dans tous les conflits de frontières et de minorités. Ce n'est pas négligeable çà. (...)*

« D'autre part, hier matin, je recevais à déjeuner M. De Klerk, le président de l'Afrique du Sud, et M. Mandela, le grand leader de l'ANC. C'est la première fois qu'ils acceptaient de déjeuner ensemble, ils l'ont fait à Paris, à ma table, avec les deux présidents africains Houphouët-Boigny et Abdou Diouf. Ce matin, je recevais le président de Chypre, vous savez qu'il se passe des choses à Chypre. Il y a les Turcs, les Grecs, et vous savez que c'est un des points sur lesquels à tout moment peut éclater un conflit. (...) L'affaire Habache, cela vous obsède, je suis prêt à y répondre... »

M. Mitterrand indique alors : *« J'ai été prévenu le jeudi matin, j'étais avec Roland Dumas, j'ai aussitôt réagi. (...) J'ai téléphoné à Edith Cresson, nous nous sommes entendus sur une façon de faire, nous avons estimé qu'il convenait, pour une nouvelle que nous estimions fâcheuse, de sanctionner les responsables. Nous ne savions pas qui c'était puisque nous ignorions l'information. (...) J'aurais dû être informé, je ne l'ai pas été. Pourquoi, selon moi ? Parce que les hauts fonctionnaires et Georgina Dufoix – qui, dans cette affaire, est dans une situation pénible – sont tous des gens remarquables, d'une grande noblesse de caractère, mais ils ont fait une erreur de jugement. Ils ont traité la venue de Georges Habache pour se faire soigner comme une affaire de routine. (...) Or c'était un problème politique et ce problème politique, c'était à moi, ou au premier ministre, de le trancher. Nous ne pouvions pas le faire, nous ne le savions pas ! Notre décision a été vite prise et vite exécutée. »*

« Un guet-apens politique »

Le chef de l'Etat souligne qu'il n'y avait, contre le secrétaire général du FPLP, *« pas de mandat d'arrêt français, pas de mandat d'arrêt international, pas de demande d'extradition, ni d'Israël, ni d'Italie, ni du Danemark, ni des Etats-Unis, qui étaient censés avoir à se plaindre d'actes commis par le mouvement de Georges Habache. A partir de là, aucune raison de droit de le retenir davantage, ce à quoi, d'ailleurs, nul ne tenait. (...) L'affaire n'est pas grave. C'est une erreur de jugement que j'ai sanctionnée. (...) J'ai expédié cette affaire en quarante-huit heures. Il n'y a plus d'affaire Habache. (...) »*

Aux yeux de M. Mitterrand, désormais, *« c'est vraiment une sorte de guet-apens politique ! En tout cas,* affirme le président de la République, *moi, je ne suis pas du tout disposé à considérer que toutes les affaires de la France doivent tourner autour de cette aventure malheureuse »*.

Invité à commenter la réaction critique de M. Michel Rocard, M. Mitterrand refuse : *« Cela, c'est de la polémique à laquelle je n'ai pas pris part et je ne suis pas là pour apprécier les déclarations des uns et des autres. Il* [M. Rocard] *est absolument libre, lui, de ses jugements sur le gouvernement de la France. »*

« S'il plaît à l'opposition... »

En revanche, M. Mitterrand évoque la réaction de son prédécesseur à l'Elysée : *« Oui, j'ai remarqué que M. Giscard d'Estaing demandait des législatives anticipées. C'est fou ce que M. Giscard d'Estaing redoute les primaires à droite ! C'est la seule façon pour lui d'y échapper ! Il voit cela comme une guillotine, ces primaires, et il voudrait bien que je l'aide ! »*

Le chef de l'Etat précise que parmi les propositions faites par les uns et les autres il en est *« une qui a rencontré* [sa] *pensée »* : *« J'ai informé le premier ministre que j'avais pris la décision de convoquer le Parlement en session extraordinaire. Je pense pouvoir faire cela vendredi. »* Il s'agit d'une suggestion faite, la veille, sur Europe 1, par M. Edouard Balladur : *« Les grands esprits se rencontrent,* souligne M. Mitterrand. *Le gouvernement fera une déclaration. S'il plaît à l'opposition de déposer une motion de censure, eh bien ! on verra... Si le gouvernement est renversé je respecterai les institutions. »*

Ses deux interlocuteurs le ramenant à l'affaire Habache, M. Mitterrand rend hommage à M. Scheer, le secrétaire général du Quai d'Orsay, qui a été sanctionné – *« j'ai* [pour lui] *la plus haute estime. Il ne va pas rester longtemps sans poste, il manquerait à un pays comme la France »* – mais réaffirme : *« Ceux qui ne m'ont pas prévenu alors qu'ils en avaient le devoir ou la possibilité, soit directement, ce qui était le cas de Mme Dufoix, soit indirectement par le canal des ministres, ont eu tort. A partir de là, c'est quand même la moindre des choses que la République soit obéie. »* M. Mitterrand poursuit en réfutant l'hypothèse d'un resserrement de l'équipe gouvernementale : *« Si j'en avais le désir, ce n'est certainement pas maintenant que je le ferais, car cette horde de gens qui s'acharnent contre le gouvernement mettent l'accent sur toutes ces questions pour inquiéter, alerter, épouvanter les Français avec cette idée de terrorisme alors que le gouvernement a toujours fait son devoir sur ce terrain. (...) On me demande des têtes, je ne céderai rien. »*

Ne redoute-t-il pas un *« vote de défiance »* des Français ? *« A la manière dont vous traitez l'opinion que vous touchez plus commodément que moi,* rétorque le président de la République, *c'est possible en effet. »* Comme on lui parle du *« crédit de la France »*, il répond : *« Le crédit de la France ! Est-ce que vous voulez faire la liste de toutes les difficultés qu'ont connues les gouvernements précédents, les septennats précédents ? J'espère que vous aurez la pudeur de ne pas insister ; moi, je l'aurai en tout cas. Ce serait accablant. (...) Qu'est-ce que vous croyez qu'est l'Etat ? C'est le reflet d'une société, c'est toujours difficile. (...) Lorsqu'on aperçoit une faille, il faut aussitôt corriger. (...) S'il s'agit de choses dramatiques, il faut en effet être catégorique, mais lorsqu'il s'agit de choses qui ne le sont pas, comme un soufflé qu'on fait monter, alors, permettez... »*

Au passage, revenant un instant sur la personnalité du chef du FPLP, M. Mitterrand affirme que M. Habache est un *« terroriste* (...) *retiré des affaires, un « terroriste retraité » si on peut dire. En tout cas,* répète-t-il, *c'était insupportable pour moi »*.

Interrogé sur l'éventualité d'une réforme du mode de scrutin pour les prochaines législatives, M. Mitterrand indique : *« Je n'ai jamais été favorable à la proportionnelle intégrale pour un scrutin de liste. Lorsque j'ai parlé, le 14 juillet, de réforme du mode de scrutin, il s'agissait du mode de scrutin aux élections régionales et départementales. Je n'avais pas parlé des élections législatives. »*

Se sent-il personnellement mis en cause par l'impopularité qu'attestent les sondages ? *« Moi,* répond M. Mitterrand, *je ne fais pas d'introspection devant des millions de Français. Je ne passe pas mon temps à exposer mon nombril à l'attention du public. »*

On l'interroge sur les affaires en général. Il retient le scandale de la transfusion sanguine pour dire : *« Le scandale de la transfusion sanguine : laissez-moi vous dire que dans tous les pays avancés du monde, la médecine est dans le même état de progrès. Donc, le problème de la transfusion sanguine et de la contamination s'est posé aussi bien aux Etats-unis d'Amérique qu'aux Allemands, qu'aux Italiens, aux Anglais et aux autres. Et dans les deux cas, c'est-à-dire, d'une part, les tests pour le sida, et, d'autre part, le réchauffement du sang, qui, paraît-il, est la méthode pour rendre inopérant le virus, la France a été l'un des trois premiers pays à prendre les dispositions convenables pour enrayer le mal.*

« Je ne suis pas décidé à arrondir le dos »

« Cela dit, la France est le seul pays où il y a eu un scandale de cette sorte qui n'est imputable à aucun médecin en particulier, bien entendu. Mais la médecine n'était pas encore en état de trancher d'une façon définitive sur ce sujet au moment où le problème s'est posé en 1985. (...) C'était la même chose ailleurs mais ailleurs on n'a pas jugé bon de mettre en accusation les politiques qui n'ont pas la compétence pour trancher de ces choses, qui sont bien obligés de demander l'avis des médecins qualifiés pour cela. »

M. Mitterrand ajoute : *« J'estime qu'il y a beaucoup d'injustice et je suis décidé, et il faut que le gouvernement réagisse comme moi, à ne plus, ou à ne pas me laisser faire par les campagnes absurdes et calomnieuses qui sont entretenues de toutes parts. »*

Le président de la République commente à nouveau le climat de *« morosité »* : *« Sur cinquante-huit millions de Français, il y a des gens qui sont vraiment malheureux, deux millions très malheureux, et encore avons-nous adopté le revenu minimum d'insertion, qui n'a pas, naturellement, pansé les plaies mais a apporté un moyen de ne pas mourir de faim, d'avoir un brin de laine sur le dos quand arrive le froid... Ce n'est pas suffisant mais cela a été fait et cela n'avait jamais été fait avant et ailleurs. Donc, il y a des gens malheureux et ce ne sont pas ces gens-là qui protestent ! (...) Notre société est très imparfaite, il faut constamment corriger ses tares, ses vices. (...) Je veux vous convaincre que les Français sont capables, autant que les autres, et parfois mieux que les autres, de dominer la crise.*

« Notre économie est en bonne santé mais beaucoup de Français ne sont pas en bonne santé parce qu'il y a des inégalités qui tiennent à nos structures. C'est très difficile, mais de là à manquer de cet esprit même de fierté pour la France, à croire que tout va mal, à le répandre, à n'aimer que cela ! Moi, je dis aux Français que ce n'est pas exact et qu'on ne peut pas considérer que l'addition des mécontentements suffit à juger la situation présente. (...) Je ne suis pas du tout décidé à arrondir le dos dès qu'un journal, un journaliste ou un homme politique de l'opposition se fait menaçant, criard, et n'est que condamnation. C'est le rôle de l'opposition, me direz-vous (...) même de [certains membres] *de la majorité, qui n'ont qu'un défaut : l'impatience ! »*

Il conclut sur une réponse à une question sur le thème de *« la solitude du pouvoir »* : *« La solitude du pouvoir, c'est une expression romantique qu'on me sort à tout moment. Moi, je ne me sens pas tellement seul, donc je ne souffre pas de cette maladie. »*

Mauvais présages

Suite de la première page

Ces années sont suivies, dès la seconde moitié de 1991, du déclenchement de la drôle de crise dont nous vivons les prolongements.

1992 : la France s'en sort mieux que nombre de ses partenaires, et fait figure d'oasis dans un monde particulièrement troublé ; il n'empêche : une majorité de rejet semble s'être constituée. C'est ainsi.

M. Mitterrand qui, toute sa vie, a fait profession de croire à l'autonomie du politique, au poids spécifique de la volonté politique, est donc mal placé pour se plaindre d'une situation où c'est en effet le politique qui fait faillite. La fonction symbolique suprême reposant sur ses seules épaules, il eût mieux valu pour lui-même, et pour le pays, s'interroger sur le mal qui atteint celle-ci.

Il a choisi tout au contraire de prendre le pays à témoin d'un véritable règlement de comptes aux dépens des professionnels des médias. Comme si ce pays attendait de son premier responsable qu'il désigne un bouc émissaire. Il ne manquera certes pas de soutien dans son entourage, pour le louer d'avoir enfin rivé leur clou à ces insupportables journalistes. Pourtant, outre ce qu'elle révèle de faiblesse, cette attitude est en elle-même un bien mauvais présage.

Il suffit, pour s'en convaincre, de se souvenir que la fin du septennat de M. Giscard d'Estaing avait été marquée, par exemple, par le retrait des palais officiels du journal *le Monde*, qui agaçait souverainement le chef de l'Etat. Ou bien que le dernier à avoir convoqué ainsi la presse pour lui faire la leçon (dans son propre bureau, et non devant les caméras de la télévision) était M. Charles Pasqua, lorsqu'à l'été 1986 il avait été mécontent de la façon dont les journaux avaient rendu compte d'un certain nombre de bavures policières.

On pourrait évidemment mettre au compte d'une irritation momentanée l'attitude du chef de l'Etat. Mais ce serait oublier qu'il se trouve autour de lui de bons esprits pour théoriser, avant d'envisager de codifier, une analyse contestable du fonctionnement de la presse. Celle-ci est désormais assimilée à l'opposition, à qui il convient donc de rendre coup pour coup.

Assumer ses choix

Faut-il rappeler qu'en la circonstance le pouvoir se serait évité bien des désagréments s'il avait eu, comme Mme Dufoix, le courage d'assumer ses propres choix ? La cause, si critiquable soit-elle, méritait peut-être d'être plaidée. Faut-il rappeler surtout que l'affaire Habache n'a pris toute son ampleur que parce que M. Mitterrand, dans sa réaction à chaud, émise, qui plus est, depuis un territoire étranger (ce qui est contraire à la tradition républicaine), a perdu son sang-froid au point d'évoquer la *« folie »* de ceux qui étaient à l'origine de la décision de laisser soigner en France M. Habache.

Là encore, le chef de l'Etat est bien placé pour savoir de quel poids pèse le verbe présidentiel. Jusqu'à sa propre déclaration, situant l'irresponsabilité au sommet (il n'avait pas été mis au courant), désignant les centres de pouvoir coupables, et surtout tendant la main à la justice, qui, pour une fois, n'en demandait peut-être pas tant, il y avait le début d'une polémique, mais il n'y avait pas d'affaire d'Etat. Ses propres paroles, fidèlement rapportées par la presse, ont largement contribué à ériger l'affaire Habache en affaire d'Etat.

M. Mitterrand a donc persévéré, mardi soir, dans la perte de sang-froid. Ce faisant, il continue de creuser le fossé qui l'éloigne chaque jour davantage de son propre électorat. Comment « le peuple de gauche », ou ce qu'il en reste, pourrait-il en effet souscrire à une condamnation de la presse, qui en l'espèce lui applique le même traitement qu'à son prédécesseur ? Comment ceux qui veulent croire que la gauche doit continuer d'être porteuse d'une éthique de la vie publique, peuvent-ils continuer à se reconnaître dans un homme qui utilise à chaque fois qu'il est en difficulté un si curieux système de défense ? *« A-cca-blant »* ! C'est le jugement porté par M. Mitterrand sur la kyrielle d'affaires qui avaient marqué le septennat précédent, et même la période de cohabitation, et qui s'étaient achevées sans sanction politique (il nous en a d'autant mieux épargné la liste que MM. Lang et Dumas s'étaient déjà chargés de rafraîchir la mémoire du pays).

La tactique et l'éthique

Accablant, en effet ! Mais en quoi cela justifie-t-il de l'être à son tour ? Cette présomption d'innocence que M. Mitterrand s'attribue du seul fait que la droite a fait pire avant lui, permet de comprendre la rupture morale qui s'est produite avec une partie de l'électorat de gauche. Puisque les autres l'ont fait, au nom de quoi me reprochez-vous de le faire à mon tour ? Cette anti-morale-là ne passe plus.

On comprend, dans ces conditions, que M. Michel Rocard ait étrenné son statut de « candidat virtuel » en prenant ses distances. Et si la tactique venait pour une fois au secours de l'éthique, au nom de quoi lui reprocher de tenter de sauver ce qui peut l'être ? De ce point de vue, l'attitude de M. Mitterrand est là encore un bien mauvais présage : son successeur potentiel, celui pour lequel il eût été préférable de préparer le terrain, plutôt que de charger M. Dumas de lui savonner la planche, est placé au même rang que les présidentiables de l'opposition : il fait partie désormais de la cohorte des *« impatients »*.

Sans doute l'annonce de la convocation du Parlement en session extraordinaire est-elle une bonne manière faite à ceux qui, comme M. Edouard Balladur, préparent paisiblement la seconde cohabitation. C'est une réponse élégante à une demande élégamment formulée par celui qui aspire à devenir premier ministre au lendemain des élections législatives de 1993. C'est enfin un bon moyen, après un débat démocratique, de purger l'affaire, de faire en sorte, au soir du vote, qu'il n'y ait plus, en effet, d'affaire Habache. Mais c'est aussi une réponse destinée à mettre les rocardiens au défi d'un vote de censure. M. Mitterrand veut faire la preuve que les critiques de M. Rocard ne privent pas le gouvernement tel qu'il est, c'est-à-dire avec MM. Dumas et Marchand, de la confiance du Parlement et des députés socialistes.

Au travers des réponses qu'il tente d'apporter aux difficultés qu'il rencontre, M. Mitterrand paraît plus soucieux de se préserver, afin d'achever son second mandat, plutôt que de mettre son camp en situation de préparer l'après-Mitterrand. C'est sans doute pourquoi il supporte si mal l'accord conclu par M. Rocard et M. Fabius. C'est sans doute pourquoi, aussi, il conforte ceux qui, dans l'opposition, paraissent décidés à l'aider.

Il est vrai que si les Français veulent exprimer leur mécontentement ils auront prochainement l'occasion de le faire, exclusivement aux dépens du PS. Faute de pouvoir atteindre un président qui reste sourd à leurs demandes, assimilés aux *« criards »* de la presse, les électeurs risquent en effet d'être tentés de sanctionner abusivement les socialistes.

La réalité, il est vrai, est, pour M. Mitterrand, difficile à admettre : il a été réélu largement en 1988 parce qu'il rassurait ; aujourd'hui, il inquiète.

JEAN-MARIE COLOMBANI

Levin et Levi

Au cours de son entretien télévisé, M. Mitterrand a voulu s'appuyer sur une référence littéraire.

« Est-ce que vous croyez, a-t-il demandé à Patrick Poivre d'Arvor, *que l'Etat c'est quelque chose d'assez huilé, policé, pour que cela marche comme dans... je ne sais pas si vous avez lu ce livre qui s'appelle* le Bonheur insoutenable, *c'est un très beau livre de...*

– *Primo Levi,* a dit Patrick Poivre d'Arvor.

– *Oui »*, a approuvé le président de la République.

En réalité, c'est l'écrivain américain Ira Levin qui est l'auteur du roman d'anticipation *Un bonheur insoutenable*, traduit en France en 1971 chez Robert Laffont.

Quant à Primo Levi, le grand écrivain italien qui s'est donné la mort en 1987, il est notamment l'auteur de *Si c'est un homme* (Julliard, 1987, publié pour la première fois en France chez Buchet-Chastel dans les années 60), un livre bouleversant sur les quatorze mois qu'il passa à Auschwitz. Parmi ses autres textes, tous marqués par cette expérience de l'internement : *la Trêve* (Grasset 1966, réédité dans « Les cahiers rouges ») et *le Système périodique* (Albin Michel 1987).

L'ÉTAT A TF 1 ET ANTENNE 2

La convocation du Parlement en session extraordinaire

L'opposition déposera une motion de censure

Selon les propos tenus mardi 4 février par le président de la République, la déclaration du gouvernement, prévue en principe pour le vendredi 7 février, devant l'Assemblée nationale, ne sera pas suivie d'un engagement de responsabilité tel qu'il est prévu par le premier alinéa de l'article 49 de la Constitution. Le chef de l'Etat a préféré, en effet, laisser l'initiative aux députés, en précisant que, *« s'il plaît à l'opposition »*, celle-ci pourra déposer une motion de censure. La procédure choisie n'est pas neutre (1).

Dans le cas d'un engagement de responsabilité du gouvernement par le premier ministre, on pouvait imaginer en effet que le groupe communiste, voire certains députés socialistes, rocardiens notamment, ne votent pas la confiance au gouvernement. En revanche, il paraît exclu qu'une majorité hétéroclite se retrouve sur le texte de la motion de censure qui sera déposée par l'opposition. Numéro deux du Parti socialiste, M. Gérard Lindeperg (proche de M. Rocard) a déjà indiqué, mercredi, sur RMC, que *« le PS fera bloc derrière le gouvernement »*.

De son côté, le président du groupe communiste, M. André Lajoinie, a déclaré : *« Nous ne votons pas n'importe quoi. Attendons de connaître la déclaration du gouvernement et de connaître cette motion de censure. Ce qui est sûr, c'est que nous nous déterminerons en toute indépendance et que nous ne servirons de base de manœuvre ni au gouvernement, ni à la droite et à l'extrême droite, qui sont unis dans cette affaire. La droite évite, d'ailleurs, les vrais problèmes, parce qu'elle est d'accord sur la politique aujourd'hui suivie. »*

Le vote de la censure, qui aurait pour conséquence de renverser le gouvernement, est encore plus difficile pour ceux des socialistes qui souhaitaient le départ des ministres concernés par l'affaire Habache. L'opposition l'a tout de suite compris. Alors que le secrétaire général de l'UDF, M. François Bayrou, a mis au défi les députés rocardiens de voter la censure, le président du groupe UDC, M. Jacques Barrot, nous a déclaré : *« M. Mitterrand joue bien. M. Rocard est obligé de ne pas voter la censure. »*

Un défi aux rocardiens

C'est pourquoi, mardi soir, aussitôt après l'intervention du président de la République, M. Barrot envisageait une *« démarche parallèle »* consistant à déposer une proposition de loi pour dissoudre l'Assemblée nationale. *« Cette crise est grave parce qu'elle révèle que le pouvoir fonctionne comme un clan. Une clarification est nécessaire. Il faut dire que nous, les députés, nous n'avons pas peur de retourner devant les électeurs. C'est la seule bonne réponse à donner au Front national »*, a affirmé M. Barrot.

Pour M. Charles Millon, président du groupe UDF, la censure ne résoudra rien : *« Une fois de plus, M. Mitterrand a réagi non pas en homme d'Etat mais en politicien. Il a choisi la voie de l'échappatoire : une déclaration du gouvernement sans engagement de confiance de sa part. Le président de la République craindrait-il que son gouvernement ne recueille pas la confiance ? »* M. Millon a ajouté : *« La crise est trop grave, elle continuera. Lorsqu'on entend MM. Michel Rocard, Alain Richard* (2), *Claude Bartolone ou même Laurent Fabius, on comprend que tout le monde doute du gouvernement et du président de la République pour faire face à cette crise. La confiance est cassée. »*

Estimant *« indispensable »* de déposer une motion de censure, le président du Parti républicain, M. Gérard Longuet, a affirmé que M. Mitterrand n'a qu' *« un seul souci, mettre au pas les rocardiens »*. *« La vocation de* [la session extraordinaire], *c'est de mettre au défi les députés socialistes qui critiquent le gouvernement »*, a-t-il ajouté. Enfin, le président du RPR, M. Jacques Chirac, s'est félicité, mardi, à Pau, que le président de la République *« ait au moins retenu la suggestion »* que M. Edouard Balladur et lui-même avaient formulée la veille. Mais, a-t-il précisé, *« le respect des règles et des valeurs de la démocratie exige que le premier ministre s'explique devant l'Assemblée nationale dans une déclaration de politique générale et engage la responsabilité de son gouvernement »*.

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Dans son premier alinéa, l'article 49 de la Constitution dispose que *« le premier ministre, après délibération du conseil des ministres, engage devant l'Assemblée nationale la responsabilité du gouvernement sur son programme ou éventuellement sur une déclaration de politique générale »*. Selon le deuxième alinéa de cet article, l'Assemblée nationale peut prendre l'initiative de mettre en cause la responsabilité du gouvernement par une motion de censure. Celle-ci doit être signée par un dixième au moins des membres de l'Assemblée, et le vote ne peut intervenir que quarante-huit heures après son dépôt. *« Seuls sont recensés les votes favorables à la motion de censure, qui ne peut être adoptée qu'à la majorité des membres composant l'Assemblée. »*

(2) Rapporteur général du budget, M. Richard avait déclaré, mardi matin, sur Europe 1, que *« les ministres concernés doivent assumer une responsabilité politique »* et que *« si des décisions politiques ne sont pas prises, la gauche et les socialistes auront subi un recul dans l'opinion »*.

Les précédents

Depuis le début de cette législature, le Parlement a été convoqué en session extraordinaire à plusieurs reprises. L'article 29 de la Constitution prévoit que *« le Parlement est réuni en session extraordinaire à la demande du premier ministre ou de la majorité des membres composant l'Assemblée nationale »*, et non que le président de la République, comme il l'a dit mardi soir, *« informe le premier ministre »* de sa décision de convoquer le Parlement.

Les précédentes sessions extraordinaires avaient pour objet, le plus souvent, de prolonger de quelques jours les sessions ordinaires d'automne ou de printemps pour terminer l'examen des textes en cours.

Toutefois, le conflit du Golfe a justifié, à deux reprises, la convocation de l'Assemblée nationale et du Sénat pour une journée de session extraordinaire. Le 27 août 1990, les députés et les sénateurs avaient siégé pendant quelques heures pour entendre une déclaration du gouvernement sur *« la situation du Moyen-Orient »*, suivie d'un débat, mais non soumise à un vote. Le 16 janvier 1991, après une nouvelle déclaration de politique générale du gouvernement, le Parlement avait été appelé à se prononcer, par un vote, sur l'application par la France des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU et l'envoi des troupes françaises dans le Golfe, en vertu des alinéas 1 (pour l'Assemblée nationale) et 4 (pour le Sénat) de l'article 49 de la Constitution. Le président de la République avait adressé, à cette occasion, un message au Parlement, lu dans chaque Assemblée par le président de séance, comme le prévoit l'article 18.

En mars 1991, les députés et les sénateurs avaient été convoqués quinze jours avant la date constitutionnelle de rentrée parlementaire (le 2 avril) afin d'examiner des projets importants tels que l'administration territoriale de la République, la dotation globale de fonctionnement en faveur des communes défavorisées ou la réforme du statut de la Corse.

La volonté de libérer l'ordre du jour de la session de printemps 1992 avait conduit le premier ministre à demander l'ouverture d'une session extraordinaire du 8 au 24 janvier, au cours de laquelle les parlementaires ont adopté définitivement les projets de loi sur le statut des magistrats, les conditions d'exercice des mandats locaux, l'entrée et le séjour des étrangers en France et l'administration territoriale de la République. C'est aussi durant cette session que l'Assemblée nationale avait procédé à l'élection de son nouveau président, M. Henri Emmanuelli (PS, Landes), en remplacement de M. Laurent Fabius, devenu premier secrétaire du Parti socialiste.

Les réactions

□ **M. Bosson (CDS) : *« Rendre la parole aux Français. »*** – Pour M. Bernard Bosson, secrétaire général du CDS, l'intervention de M. Mitterrand *« révèle un peu plus l'incohérence, le dysfonctionnement et l'autoritarisme du pouvoir »*. *« Il est temps*, a-t-il dit, *comme dans toute démocratie, de rendre la parole aux Français.* (...) *Le président de la République ne supporte plus la liberté d'expression de la presse et se met à lui donner des leçons. Il s'enlise dans ses contradictions : il relativise l'affaire Habache, mais, en même temps, réitère sa condamnation; il réaffirme la nécessité de sanctions, mais en limite les effets aux seuls fonctionnaires; il proclame que cette affaire est terminée et, en même temps, convoque le Parlement en session extraordinaire. »*

□ **M. de Charette (UDF) : *« Réduire le PS au silence. »*** – M. Hervé de Charette, député (UDF-PR) de Maine-et-Loire, a déclaré que *« la session extraordinaire, qui aurait pu permettre d'y voir plus clair, n'a plus qu'un seul objectif : obliger le PS à se rassembler derrière le gouvernement et le réduire au silence »*. *« Après avoir entendu M. Mitterrand* (...), *on reste incrédule*, a-t-il dit, *devant tant d'agressivité à l'égard de la presse, tant de détermination à noyer le poisson et à refuser la sanction politique normale des ministres, tant d'acharnement à nier l'évidence du désastre provoqué par l'affaire Habache, tant d'indifférence, enfin, à l'égard des victimes de ce personnage sinistre. »*

□ **M. Juppé (RPR) : *« Incohérence »*.** – M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR : *« M. Mitterrand m'inquiète. Je l'ai trouvé extrêmement irritable. Visiblement, il supporte mal les questions un peu trop indiscrètes des journalistes. Mais ce qui m'inquiète aussi, c'est l'incohérence de son propos. Il nous a dit : « L'affaire Habache n'est pas grave. » Alors, pourquoi M. Mitterrand a-t-il lui-même qualifié son entourage de façon vigoureuse? Il avait dit : « Ils sont tous fous. » Pourquoi a-t-il « démissionné » le plus haut fonctionnaire du Quai d'Orsay et les directeurs de cabinet de M. Dumas et de M. Marchand? Et pourquoi convoque-t-il le Parlement en session extraordinaire? Tout cela n'est pas cohérent. »*

□ **M. Krivine (LCR) : *« Un monarque sur le déclin. »*** – M. Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) : *« Le discours de M. Mitterrand est celui d'un monarque sur le déclin et il n'est pas convaincant. »* Pour M. Krivine, si l'affaire Habache a été *« montée de toutes pièces, il y a, en revanche, une affaire Mitterrand : celle d'un régime qui aura renié sa parole, insulté un dirigeant palestinien et bafoué le premier des principes humanitaires »*.

□ **M. Le Pen (Front national) : *« Un président isolé. »*** – M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, s'est déclaré *« frappé par l'isolement du président de la République »*. *« Au lieu de convoquer le Parlement*, a-t-il dit, *au lieu de ruser avec ceux qui l'interrogent, le président de la République devrait réfléchir sur le fait de savoir s'il ne faut pas rendre son mandat et dissoudre l'Assemblée nationale, de telle sorte que le peuple, qui a aujourd'hui affaire à un pouvoir minoritaire dans le pays et à un président isolé, puisse se donner un gouvernement et des institutions qui fonctionnent normalement. »*

□ **M. Madelin (PR) : *« Très grave crise. »*** – M. Alain Madelin, secrétaire général du Parti républicain : *« Une session extraordinaire de l'Assemblée nationale ne peut suffire à esquiver les responsabilités du gouvernement dans l'affaire Habache et à dénouer la très grave crise qui affecte la France. La question qui se pose n'est pas de vérifier si le gouvernement peut encore compter sur le soutien des communistes à l'Assemblée nationale, ce dont personne ne doute, mais de vérifier que la majorité parlementaire a encore la confiance du pays. »*

□ **M. Queyranne (PS) : *« L'opposition sera minoritaire. »*** – M. Jean-Jacques Queyranne, porte-parole du PS : *« Le président de la République a ramené cette affaire à sa juste proportion, c'est-à-dire à ce qu'elle a été : une erreur. Je constate une différence entre l'agitation sur la scène politique française et sur la scène médiatique – et je crois que le président a eu raison d'être caustique avec les journalistes – et l'extrême modération des réactions internationales.* (...) *Le débat* [au Parlement] *aura lieu. Je n'ai aucune crainte. L'opposition sera minoritaire. »*



La lassitude d'Edith Cresson

Baisser les bras n'est pas dans le tempérament de Mme Edith Cresson. Heureusement pour ses collaborateurs, qui n'ont aucune envie de se laisser abattre par la succession de coups qui leur tombent sur la tête. Pourtant la fatigue se lit sur le visage du premier ministre.

La fatigue accumulée au cours des longues nuits sans sommeil, quand Matignon, enfin mis au courant de l'arrivée de M. Georges Habache, en France, a géré *« en direct »* ce délicat dossier avec le solide renfort de M. Gilles Ménage, le directeur du cabinet du président de la République. La fatigue, aussi et surtout, entassée tout au long de huit mois, où une bonne partie de l'énergie du chef du gouvernement a dû être consacrée à tenter d'éviter les peaux de bananes que ses « camarades » prenaient un malin plaisir à glisser sous ses pieds.

Quand elle a accepté de succéder à M. Michel Rocard, Mme Cresson savait que sa seule arrivée à l'hôtel Matignon allait tellement perturber les stratégies des dirigeants du PS qu'il lui faudrait autant tenir compte de leur opposition souterraine que de celle officielle de la droite. Elle espérait que l'autorité de M. Mitterrand permettrait de contenir la contestation socialiste dans des limites raisonnables. Aujourd'hui, il lui faut bien convenir qu'il n'en a rien été.

Sans nier les erreurs commises dans les premiers temps de son installation, l'entourage du premier ministre énumère, avec un peu d'écœurement, les coups du sort, les dysfonctionnements du parti, l'hostilité de la presse, la rébellion de la magistrature, la déstabilisation du climat politique, toutes choses dont il se sent plus victime que responsable, toutes choses qui, à ses yeux, ont notamment comme inconvénient de faire oublier la transformation en acte de la ligne politique voulue par Mme Cresson : la perquisition du PS à chassé de la « une » des journaux, la mise en place du plan informatique ; « l'affaire Habache » a fait passer à la trappe de l'actualité la réunion de la table ronde sur l'apprentissage.

Le rôle de Matignon

Les conséquences du passage en France du chef du FPLP sont un bon exemple de la place ambiguë que tient Matignon dans le fonctionnement des institutions, modèle Ve République. S'il est une politique qui, depuis 1958, fait partie du domaine réservé du chef de l'Etat c'est bien la politique étrangère. S'il est une activité policière sur laquelle M. Mitterrand a toujours voulu garder un œil jaloux, c'est bien la lutte contre le terrorisme. Néanmoins, l'hôtel Matignon a eu la désagréable impression qu'on le rendait responsable du dysfonctionnement de l'Etat apparu l'autre semaine.

Le premier ministre peut faire remarquer qu'il n'a pas attendu ces derniers jours pour attirer l'attention du président de la République sur le mauvais fonctionnement du ministère de l'intérieur. Mme Cresson devait-elle, alors, profiter de l'occasion pour tenter d'arracher à M. Mitterrand la composition d'un gouvernement composé selon ses vœux à elle, et non en vertu des amitiés et de la fidélité du président de la République ? Une partie de son entourage a été tentée par une épreuve de force, pouvant même aller jusqu'à la menace d'une démission, mais s'il y a un seul homme dont Mme Cresson ne veut pas compliquer la tâche, c'est bien M. Mitterrand.

Un départ de M. Roland Dumas et de M. Philippe Marchand n'aurait certainement pas, pour autant, chagriné le chef du gouvernement. Manifestement, elle pense qu'au moins le ministre de l'intérieur aurait dû présenter sa démission, auquel cas le président de la République l'aurait probablement acceptée. Il est certain que les discussions ont été longues, et parfois délicates, entre les deux têtes de l'exécutif. M. Mitterrand et Mme Cresson se sont vus samedi 1er février en fin d'après-midi, mais aussi dimanche. A ce moment-là la stratégie a été verrouillée : il n'y aura pas de remaniement gouvernemental.

Mardi matin, pourtant, M. Mitterrand a dû se résoudre à reprendre l'offensive. C'est qu'il y avait eu dimanche soir la déclaration de M. Michel Rocard, et lundi matin l'interview d'un proche de Laurent Fabius demandant la nomination de M. Pierre Bérégovoy à la tête du gouvernement. Ce qu'à l'hôtel Matignon on qualifie de *« lâcheté »* de la part du prédécesseur de Mme Cresson n'a pas surpris, pas plus que *« le double jeu »* du premier secrétaire du PS. Seulement, l'actuel premier ministre reste fidèle à la ligne du congrès de Metz, quand la lutte contre le porte-drapeau de la deuxième gauche était l'objectif premier des mitterrandiens, et ne partage pas, c'est le moins que l'on puisse en dire, l'admiration de M. Mitterrand pour celui qu'elle a toujours traité de *« chouchou »*.

Lorsque le président de la République lui a demandé de venir le voir d'urgence, mardi matin, la contraignant à annuler un déplacement en Savoie pour la réunion du Comité international olympique, elle lui a donc demandé, puisqu'il n'était pas possible de solidifier le gouvernement, qu'au moins un peu d'ordre soit mis dans le fonctionnement du parti. A son départ pour l'Elysée, elle paraissait de fort méchante humeur. A son retour elle ne paraissait pas vraiment rassérénée.

Attendre des jours meilleurs

Que les dirigeants du PS cessent de se chamailler, elle n'arrive pas à y croire, tant elle est persuadée qu'ils ne sont d'accord que sur une seule chose : lui compliquer la tâche. Que les ministres se décident, enfin, à jouer en équipe et non plus en « solo », elle n'y croit guère plus. Les démentis du ministre de l'économie ont fait sourire, à l'hôtel Matignon, où l'on est persuadé qu'il continue à rêver à son accession à la tête du gouvernement et que c'est pour cela qu'il tient actuellement fermée la porte du coffre afin de conserver pour ce jour bénie une marge de manœuvre financière...

Patienter en attendant des jours meilleurs est donc la seule possibilité pour le premier ministre. En tout état de cause, Mme Cresson est persuadée que tout changera pour elle au lendemain des élections régionales : soit elle sera confirmée à Matignon, mais alors elle est bien décidée à obtenir enfin l'équipe gouvernementale de ses vœux ; soit elle pourra retourner, sans regrets, à une activité qui lui a apporté de réelles satisfactions : le service de l'industrie française.

Attendre certes, mais pas sans rien faire. Dès mardi matin, Mme Cresson a demandé à ses collaborateurs de lui préparer de solides argumentaires, et pas seulement sur la gestion du dossier Habache. Tout ce qui a déjà été fait en huit mois et demi de « gouvernement Cresson » va être soigneusement mis en fiches. Tout cela servira lors des interventions que le premier ministre devra prononcer au cours de la session extraordinaire du Parlement, mais aussi peut-être ailleurs.

Une partie de l'entourage du chef du gouvernement est en effet persuadée que, divisé, tétanisé par la certitude de la défaite, le Parti socialiste ne se battra pas lors de la prochaine campagne électorale, et conseille à Mme Cresson de prendre, elle, la tête de la bataille. A l'hôtel Matignon, il y a des vocations de cadets de Saumur (1) : quitte à mourir, autant que ce soit après avoir combattu et dans l'honneur.

THIERRY BRÉHIER

(1) En juin 1940 les aspirants de réserve de Saumur et de Saint-Maixent s'étaient battus héroïquement, avec leurs seules armes d'instruction, pour ralentir le franchissement de la Loire par les blindés allemands.

Le président de la République dans le Marais poitevin

Une escapade « rafraîchissante »...

ARÇAIS

de notre envoyé spécial

Le village s'est paré de ses atours de fête. Donc, M. François Mitterrand est heureux. *« Par les temps qui courent*, confie-t-il, *c'est rafraîchissant... »* Pour rien au monde il n'aurait annulé cette escapade au cœur du Marais poitevin. Surtout pas en cet après-midi du mardi 4 février, à quelques heures de son intervention télévisée. Y-a-t-il jamais eu, ici, en ce sanctuaire intemporel de la « Venise verte », une affaire Habache ?

Drapeaux et guirlandes tricolores flottent au vent. L'harmonie de Mauzé, le bourg voisin, vient d'offrir un festival de cuivres et grosses caisses à la population assemblée. Aucun des cinq cent soixante et onze habitants ne manque apparemment à l'appel. Avec leurs chapeaux noirs à larges bords, leurs gilets de drap et leurs foulards noués autour du cou, les garçons vêtus à l'ancienne, comme les fillettes avec leurs coiffes de blanche dentelle, leurs châles ajourés et leurs jupes longues, font honneur à leur doux « pays maraîchin ».

M. Mitterrand parle d'un *« rare bonheur »*. Le bonheur, comme le dit si bien *« Ségolène »* – Mme Ségolène Royal, son ancienne chargée de mission, devenue député socialiste des Deux-Sèvres, – de respirer un instant loin de Paris, au même rythme paisible que ces hommes et ces femmes d'Arçais, qui ne veulent pas *« être victimes du temps pressé »*.

Le ministre de l'intérieur lui-même, M. Philippe Marchand, semble rasséréné. On l'a toutefois vu presser le pas, lorsque le cortège officiel est arrivé au village, à 15 h 55, pour se poster juste derrière le président de la République, dans le champ des caméras, au moment où ces enfants ont offert à leur illustre visiteur un bouquet de fleurs et un panier garni de fins produits. Tout le monde a défilé rue de la Garenne jusqu'à la place du Grand-Port, là où commence le labyrinthe des canaux qui ondoient entre la Vendée et l'Aunis.

Devant les « plates », les légères barques poitevines à fond plat, le président de la République a aidé deux robustes gaillards à planter un pieu et il a posé une première pierre, celle qui marquera ce *« moment historique »* – c'est « Ségolène » qui l'a dit ! – du début des grands travaux décidés pour empêcher le Marais de mourir.

On a remarqué la vingtaine de manifestants venus des environs pour réclamer que l'autoroute Nantes-Bordeaux ne vienne pas, justement, écorner ce lieu à protéger – *« L'environnement, c'est aussi les habitants ! »* ont-ils crié en présence de M. Brice Lalonde, qui ne leur a pas donné tort – mais personne n'a interprété la présence de ce chœur comme une fausse note. M. Marchand n'a pas bronché. Engoncé dans son imperméable, on l'a vu suivre M. Mitterrand comme son ombre, les mains croisées dans le dos, sa pipe crispée dans la main gauche.

« Un sentiment d'éternité »

M. Mitterrand est ravi d'avoir retrouvé son *« parrain »*, aujourd'hui premier adjoint de la municipalité, M. Robert Fouladoux, cet homme *« au pied marin »*, ce guide qui l'initia pour la première fois, le 24 octobre 1985, aux arcanes du Marais. Il retrouve un peu de lui-même, de son propre passé d'élu, dans les préoccupations du terroir exprimées par l'agriculteur-maire, M. Jean Leyssene, dont nul ne sait exactement, semble-t-il, le penchant politique.

Il est 16 h 40. La petite salle du foyer communal invite à la conversation. M. Mitterrand succombe à la tentation avec volupté. Celui qui n'a pas vu *« les rousseurs de l'automne »* dans le Marais poitevin, celui qui n'a pas découvert l'étrange paysage des mystérieuses lentilles d'eau couvrant toute la surface des canaux en un tapis si serré qu'on les confond avec les mousses du sol, celui qui n'a pas éprouvé ce *« sentiment d'éternité dans la beauté »*, celui-là n'a rien vu ! D'ailleurs, *« heureusement que nous avons quatre saisons ! »*. Il faut plaindre les lieux *« qui n'en ont que deux »* !

M. Mitterrand sait mettre le temps entre parenthèses. Il joue de son art, plonge en apnée loin de l'écume qu'on va lui renvoyer à la figure, ce soir, à la télé. Il n'a rien dit de son intention de convoquer le Parlement en session extraordinaire aux quelques journalistes qu'il a conviés à partager, le matin même, son petit déjeuner. Il les a simplement mis sur la piste, en leur disant beaucoup de bien du comportement de M. Edouard Balladur, qui s'est prononcé en faveur de cette procédure, la veille, au « Club de la presse » d'Europe 1. Histoire, en passant, de jeter aussi le trouble au sein de l'opposition. Il ne leur a parlé non plus de M. Michel Rocard. Ses plus fidèles ministres se chargeront de dire tout haut ce qu'il pense : non seulement l'ancien premier ministre s'est montré *« mesquin »* mais *« il ne s'est pas grandi »* en faisant preuve d' *« inélégance »*.

Ce soir, M. Mitterrand se battra. D'abord, contre la façon dont on le traite dans la presse. Il use d'une phrase féroce à l'encontre des journalistes obnubilés par les « affaires », qui le suivent partout, et qu'il se réjouit, aujourd'hui, de voir à Arçais, *« parce qu'ils ont souvent besoin de voir comment la France vit »*. Les services de renseignement ne lui ont-ils pas rapporté qu'à l'origine de la fuite qui a fait monter le *« soufflé »* Habache il n'y aurait eu, simplement, qu'un coup de téléphone anodin et parfaitement innocent d'un journaliste d'Antenne 2 à une amie de Tunis ? Il n'en parle pas, mais ce sentiment de disproportion entre la cause et l'effet transparait derrière sa pique. Cela méritait-il une affaire d'Etat ? Au premier rang de l'assistance, M. Marchand, yeux mi-clos, donne l'impression de ressentir une grosse fatigue.

« Ce n'est pas grave »

Il faut bien parler un peu de ce fichu tracé d'autoroute. Mettre les rieurs de son côté en brocardant *« les fonctionnaires qui adorent le béton et les lignes droites »*. Donner raison aux protestataires, car si l'administration est, certes, *« comptable de l'argent des contribuables »*, l'Etat l'est aussi *« du bien-être des Français »*.

Mais sans verser dans l'angélisme : *« Les autoroutes, c'est comme le TGV : chacun veut une gare, personne ne veut de rails... »* Il faut aussi, en présence du ministre de l'agriculture, M. Louis Mermaz, assis à la droite de M. Marchand, prendre en considération les difficultés des éleveurs locaux. Feu sur les prétentions des Etats-Unis dans les négociations du GATT : *« Il faut qu'on soit dur. La France ne sera pas complaisante et n'entend pas, dans cette affaire, accomplir des sacrifices qui ne seraient pas compensés par des sacrifices comparables de la part de nos principaux partenaires. Vendredi, à New-York, George Bush m'a dit :* « Alors, qu'est-ce qu'on fait pour le GATT ? » *Je lui ai dit :* « Tant que vous ne changerez pas de position, on ne fera rien. »

Mais, pour l'instant, l'essentiel n'est pas là . *« L'essentiel*, devant cet auditoire hors du temps, *c'est d'avoir sa conscience pour soi... »*

Les sondages ? Les critiques ? M. Mitterrand fourbit ses armes en soliloquant : *« Je ne me sens pas du tout démonté. »* Il martèle ses mots : *« Pas-le-moins-du-monde ! Je sens ici qu'il y a bien, au fond, une large part de notre peuple qui, au-delà des zizanies, des récriminations, de la défense des intérêts catégoriels, comprend le besoin collectif. »* Il passe en revue ses arguments avant le lever de rideau : *« La France se défend bien. Par comparaison, elle se défend mieux que d'autres pays ! Il faut le dire de temps en temps, sans quoi on ne le sait pas ! Peut-être les Français ont-ils plus de vertus gauloises, de vertu de la contestation que les autres... Il faut s'y faire... Ce n'est pas très grave... »*

Le moment de quitter cette douillette coulisse poitevine approche. Dernier geste de la main à propos d'une certaine « affaire ». Geste ondulant, moue de mépris : *« Depuis six jours, on n'entend parler que de ça ! Est-ce que vous avez entendu parler du reste ? Savez-vous ce qui a été convenu avec M. Bush ? Savez-vous ce qui va être convenu dans le traité que je vais signer avec M. Eltsine ? Non, cela n'est pas intéressant... Mais si, ça l'est ! Mais si je ne le dis pas, j'ai l'impression que personne ne le dira à ma place ! »* Dernier clin d'œil : *« Tenez bon ! »* Tout le monde a compris : lui aussi, il « tiendra ». M. Marchand applaudit.

ALAIN ROLLAT

Après l'annonce de sa démission prochaine

Les salariés de la Croix-Rouge demandent le maintien de Mme Dufoix

A l'issue d'une réunion du comité central d'entreprise, mardi 4 février à Paris, les représentants des salariés de la Croix-Rouge française ont demandé à Mme Dufoix de poursuivre son mandat à la présidence de l'organisation. *« Toutes les organisations syndicales confondues ont fait chacune une déclaration demandant que Mme Georgina Dufoix continue jusqu'à la fin de son mandat et termine sa mission »*, a déclaré M. Claude Frassati, délégué au comité central d'entreprise.

Mme Dufoix avait annoncé qu'elle démissionnerait officiellement vendredi 7 février de ses fonctions. Tout en s'avouant *« touchée par cette marque de confiance »*, Mme Dufoix a souligné qu'elle n'avait *« pas forcément de raison de revenir sur cette décision. On verra... »*.

Mme Habache présente des « excuses » pour l'« embarras » causé aux « responsables honnêtes »

TUNIS

de notre correspondant

L'épouse du secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) a rendu hommage et exprimé sa *« haute considération »* à Mme Georgina Dufoix pour avoir accepté d'accueillir son mari en France. Dans un message à la présidente de la Croix-Rouge française, que le FPLP a rendu public, mardi 4 février, à Tunis, Mme Helda Habache lui dit que *« sa position courageuse traduit l'expression de la noblesse des valeurs humaines qu'elle défend »*. Elle lui exprime aussi sa *« reconnaissance »* et celle de son mari et leurs *« excuses ainsi qu'aux autres responsables honnêtes »* pour *« l'embarras »* que leur a causé l'hospitalisation du chef palestinien.

D'autre part, la Ligue tunisienne des droits de l'homme a remercié Mme Dufoix qui a fait *« prévaloir le droit et les principes humanitaires »* et *« condamné les autorités françaises qui ont dérogé à un principe fondamental des droits de l'homme consistant à assister médicalement toute personne qui en a besoin »*.

M. D.

La commission de la carte des journalistes met en garde contre une « dérive » des médias

Quelques heures avant la déclaration du président de la République, mardi 4 février, la commission de la carte d'identité des journalistes professionnnels (CCIJP), organisme paritaire créé par une loi de 1935, avait appelé les quelque vingt-sept mille titulaires de la carte de presse *« à la plus grande vigilance »*. Dans un communiqué, la commission avait lancé un appel *« solennel »* à la profession pour qu'elle fasse *« face au discrédit dont les médias font l'objet dans l'opinion publique, si l'on en croit les sondages, et compte tenu des conditions de plus en plus scabreuses qui président à la collecte de l'information : âpreté de la concurrence, hantise de l'Audimat, recherche du scoop à tout prix, poids de la publicité, vitesse accélérée de la transmission des nouvelles, réduction du temps nécessaire à leur vérification... »* Bien que la commission n'ait pas de *« prérogative déontologique »*, elle reconnaît néanmoins *« un professionnalisme fondé, en principe, sur la connaissance des textes régissant le droit de la communication et l'observance d'une éthique »*. Sans citer aucun exemple récent, le communiqué de la commission évoque *« la cascade de dérapages »* qui sapent la crédibilité des journalistes et des médias et *« estime de son devoir d'appeler solennellement les éditeurs et les journalistes, chacun selon ses responsabilités, à conjuguer leurs efforts pour donner un coup d'arrêt à cette dangereuse dérive »*.

HABACHE

Répliquant à l'ancien premier ministre

M. Dumas se demande si M. Rocard a l'étoffe d'un homme d'Etat

M. Roland Dumas a haussé le ton à l'encontre de M. Michel Rocard qui avait souhaité, dimanche 2 février, la démission des ministres concernés par l'affaire Habache. Après son audition par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le 3 février, le ministre des affaires étrangères avait souhaité que l'ancien premier ministre, *« mieux informé »*, tienne *« un autre langage »*. A l'occasion d'un déjeuner avec l'association de la presse étrangère, mardi 4 février, M. Dumas a déclaré que l'affaire Habache a *« au moins un mérite »*, celui de permettre de distinguer entre *« les gens qui ont du caractère et ceux qui n'en ont pas »*. Le ministre des affaires étrangères renouait ainsi, après M. Jean Poperen (*« il faut garder ses nerfs »*), avec les critiques formulées par les mitterrandistes à la fin des années 70 contre M. Rocard, alors dépeint par les proches du chef de l'Etat comme *« un petit mec qui n'a pas de nerfs »*.

« Le résumé de ma pensée, c'est qu'il existe une différence entre ceux qui sont des hommes politiques et ceux qui peuvent prétendre aspirer à être des hommes d'Etat », a ajouté M. Dumas, qui, évoquant ensuite le goût de l'ancien premier ministre pour la mer, a avoué avoir gardé *« le souvenir d'un Michel Rocard à la barre de ses bateaux à voile, regardant l'horizon »* et naviguant dans l'Adriatique *« au moment où s'enclenchait la guerre du Golfe »*. *« Je me dis que la navigation à voile est, aussi, révélatrice. Il y a ceux qui sont faits pour être des barreurs de gros temps et ceux qui sont faits pour être des barreurs de petit temps. Je regrette que M. Rocard ait été mal informé. Je ne voudrais pas que l'on garde de lui l'image d'un barreur de petit temps. »*

[M. Rocard était en croisière dans l'Adriatique au moment de l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août 1990, et non pendant la phase militaire de la crise, ouverte le 17 janvier 1991.]

Au palais du Luxembourg

Le ministre des affaires étrangères n'a pas convaincu la majorité sénatoriale

L'audition, mardi 4 février, de M. Roland Dumas par la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat, élargie pour la circonstance aux présidents de groupes et de commissions, a été empreinte de la plus grande affabilité. Las, mais civil, le ministre des affaires étrangères, qui avait fait parvenir la veille à M. Jean Lecanuet (Un. cent., Seine-Maritime), président de la commission sénatoriale, *« les grandes lignes de la déclaration »* faite devant les députés, lundi 3 février, s'est prêté pendant près de deux heures aux questions des sénateurs. Courtois, ces derniers n'ont évoqué à aucun moment – M. Lecanuet s'est fait un plaisir de le souligner – *« la question politique majeure »* soulevée par M. Michel Rocard, à savoir une éventuelle démission de M. Dumas.

Le ministre des affaires étrangères n'a fait aucune révélation. Pour la forme, M. Lecanuet a émis une hypothèse. *« Les hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay et de l'Intérieur ont pris la décision d'accueillir M. Georges Habache parce qu'ils ont des directives générales pour permettre à des personnalités indésirables de pénétrer sur le territoire national »*, a-t-il suggéré ironiquement. Pour la forme, M. Dumas l'a réfuté en s'en tenant à *« la vérité, une et entière »*.

« Il n'y a pas d'inflexion de la politique étrangère qui pourrait laisser sa place, sinon à une collusion, à une faiblesse à l'égard du terrorisme, a-t-il affirmé. *Les hauts fonctionnaires ont commis une erreur d'appréciation. La responsabilité politique aurait dû être sollicitée de la part du ministre, qui, bien qu'absent de Paris, pouvait être atteint par les moyens modernes dont nous disposons. »*

Les sénateurs socialistes exceptés, personne ne s'est dit convaincu par cette plaidoirie. Anticipant sur la décision de M. François Mitterrand de convoquer le Parlement en session extraordinaire, M. Lecanuet, précédé par M. Jacques Larché (Rép. et ind., Seine-et-Marne), président de la commission des lois, a souhaité, que *« le gouvernement mette au plus vite à l'épreuve la majorité qui lui permet d'exister »*.

G. P.

□ **M. Pons porte plainte contre M. Dumas.** – M. Bernard Pons a porté plainte, mardi 4 février, pour diffamation, contre le ministre des affaires étrangères. Dans un communiqué, le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale juge *« gravement diffamatoires »* les déclarations de M. Roland Dumas, qui l'avait accusé, le 3 février, d'être *« l'auteur du massacre d'Ouvéa »*. L'ancien ministre des DOM-TOM du gouvernement de M. Jacques Chirac déclare assumer *« pleinement ses responsabilités dans une opération conduite en vue de la libération d'otages »* et rappelle que *« la décision de recourir à une opération de force (...) a été prise le 3 mai 1988 conjointement par le premier ministre et le président de la République »*.

Une lettre de M. Philippe Marchand

Nous avons reçu de M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, la lettre suivante :

La vérité peut n'être pas vraisemblable; elle demeure la vérité. J'ai été trop tardivement informé de la venue en France de M. Habache; cela a conduit aux démissions que l'on connaît. Voilà les faits.

Dans un article publié, en page 2 de son numéro daté des 2 et 3 février 1992, signé de M. Edwy Plenel, *le Monde* interprète ces faits à sa manière. Le droit à l'erreur ne serait-il pas reconnu à tous?

C'est, je veux le rappeler, avec M. Christian Vigouroux, directeur de mon cabinet, que, pendant un an, j'ai fait face aux difficultés auxquelles le ministère de l'intérieur est, par sa mission même, quotidiennement exposé.

Il était à mes côtés pendant la guerre du Golfe : grâce à Vigipirate, la France, contrairement à d'autres pays, n'a été touchée par aucun attentat. S'est-on alors demandé s'il y avait un ministre de l'intérieur?

S'est-on posé la même question pendant l'été, annoncé brûlant dans les banlieues et qui fut, notamment grâce au dispositif policier mis en place, aussi paisible qu'on pouvait l'espérer?

Et comment ne pas évoquer, ne serait-ce que pour souligner la collaboration précieuse de mon directeur de cabinet, d'autres batailles pour le droit et la démocratie?

Le droit, nous l'avons fait progresser en publiant (enfin!), avec l'accord de la CNIL, les décrets sur les fichiers de la police; nous l'avons fait tout autant en donnant un cadre légal aux zones de transit internationales afin que les étrangers arrivant dans nos aéroports aient des garanties juridiques sur les conditions de leur accueil et ne soient plus seulement soumis au bon vouloir administratif. Quelle étrange affirmation que de parler, à ce propos, de mon *« acharnement contre le droit d'asile »* alors que la France aura accueilli, en 1991, plus de réfugiés politiques que les années précédentes.

Et n'a-t-il pas fallu batailler ferme pour faire adopter par le Parlement (et sans aucun recours au 49/3) des textes aussi importants que les lois sur l'administration territoriale de la République, les conditions d'exercice des mandats locaux (ce fameux « statut de l'élu » en discussion depuis dix ans) ou le nouveau statut de la Corse?

Tout journaliste a le droit de critiquer à sa guise la politique du ministre de l'intérieur, mais non celui d'affirmer qu'à un moment quelconque j'aurais accablé mes collaborateurs et manqué de loyauté à leur égard. Cette lettre aura au moins permis de leur rendre l'hommage qui leur est dû.

POLITIQUE

La préparation des élections régionales

La droite est divisée en Corse

L'UPF n'accordera pas *« d'investiture unique »* en Corse, laissant *« le soin au RPR et à l'UDF d'apporter leur soutien approprié à leurs représentants respectifs dans l'île »*. Cette décision n'a provoqué aucune surprise dans l'île, où chacun sait que, depuis deux ans, les rapports entre M. Jean-Paul de Rocca Serra (RPR), député de la Corse-du-Sud, maire de Porto-Vecchio, président de l'Assemblée de Corse, et M. José Rossi (UDF-PR), député et président du conseil général de la Corse-du-Sud, se sont dégradés.

AJACCIO

de notre correspondant

M. Rossi a été le rapporteur et l'un des principaux soutiens du projet portant nouveau statut de l'île, que le RPR a combattu, tout comme la quasi-totalité des parlementaires de l'UDF. Chef incontesté du RPR et de l'opposition en Corse, M. de Rocca Serra conduit une « liste d'union républicaine pour la Corse », dont le deuxième est M. Jean Baggioni, premier vice-président de l'assemblée sortante, maire de Ville-di-Pietrabugno et président de l'UDF de la Haute-Corse. Il a, à ses côtés, de nombreux élus locaux du RPR et un certain nombre de l'UDF-PR.

De son côté, M. Rossi s'est assuré le concours de candidats de sensibilité gaulliste, et les élus figurant sur sa liste, UDF ou CNI, sont majoritairement originaires de la Corse-du-Sud. Il assure avoir reçu le soutien de M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, qui a *« salué son combat courageux pour la rénovation de la vie publique insulaire et le redressement de la Corse »*, et il annonce que M. François Léotard se rendra dans l'île pour soutenir sa candidature.

Malgré les efforts de M. Rossi, le ton de la campagne ne permet pas de parler de « primaires » au sein de l'opposition. Le chef de la liste Agir ensemble répète souvent que les électeurs devront choisir celui qui sera appelé à présider le conseil exécutif, affirmant que *« l'élection se présidentialise »* et que le choix sera entre M. de Rocca Serra et lui. Il va même jusqu'à déclarer qu'il votera pour le président sortant si celui-ci le devance au second tour, mais il n'a pas, pour l'instant, obtenu d'engagement réciproque et, bien au contraire, le délégué régional du RPR, M. Jérôme Polverini, vice-président de l'assemblée sortante et maire de Pianottoli, mène contre lui un combat apparemment sans merci. A preuve, la candidature, dans le troisième canton d'Ajaccio, de M. Edouard Cuttoli, deuxième adjoint au maire et président de la Chambre de commerce, qui s'opposera au bonapartiste sortant, M. Marc Marcangeli, premier adjoint au maire, deuxième sur la liste de M. Rossi.

Entre les deux principales listes de droite, on relève bien la présence de trois autres listes de même obédience, mais elles ne paraissent pas, du moins à en croire le récent sondage de BVA pour le quotidien *la Corse*, avoir d'incidence directe sur le duel Rocca Serra-Rossi. Tout se passe comme si les porte-parole locaux du RPR voulaient présenter M. Rossi comme l'otage des nationalistes depuis qu'il a déclaré, en janvier 1990, qu'il serait prêt, dans un esprit de large ouverture, à gouverner l'île *« avec les nationalistes qui ne posent pas de bombes »*.

Ceux-ci ne semblent pas devoir renoncer à la violence, ni à la revendication de l'autodétermination. En conséquence de quoi, sur le thème de l'attachement indéfectible aux valeurs de la République française, on constate de larges convergences entre M. de Rocca Serra et la Liste de Rassemblement républicain conduite par M. Nicolas Alfonsi, ancien député apparenté au Parti socialiste, et M. Paul Giacobbi (MRG), maire de Venaco, soutenue par MM. François Giacobbi, sénateur, président du conseil général de la Haute-Corse, et Emile Zuccarelli, député de la Haute-Corse, maire de Bastia et président national du MRG.

PAUL SILVANI

M. Gaudin proteste contre l'organisation d'un débat télévisé entre MM. Tapie et Le Pen

M. Jean-Claude Gaudin (UDF), président du conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur, a protesté, lundi 3 février, auprès du Conseil supérieur de l'audiovisuel, contre l'organisation d'un débat sur TF 1, le 27 février, entre M. Bernard Tapie et M. Jean-Marie Le Pen. M. Gaudin fait valoir que, contrairement à la version donnée par TF 1, il n'avait jamais *« refusé le principe d'une participation à une émission d'information télévisée sur les enjeux des élections régionales en PACA »*. *« En revanche*, ajoute-t-il, *je continue à me prévaloir du droit d'exiger que les modalités concrètes d'une telle émission soient entourées de toutes les garanties d'objectivité. »*

Dans le Var, M. Alain Bombard, pressenti par M. Tapie pour conduire la liste Energie-Sud, a confirmé, lundi, *« qu'il renonce fermement et définitivement à conduire quelque liste que ce soit ou à y participer »*. M. Bombard a déclaré n'avoir pas eu *« les assurances nécessaires sur la composition de sa liste. »* Le même jour sur TF 1, M. Tapie a surpris en rendant hommage à un élu de ce même département du Var, M. François Léotard. *« Je pense*, a-t-il déclaré, *que M. Léotard sera un jour chef de l'Etat. Il en a l'étoffe. »*

□ **M. Mégret (Front national) veut *« assainir »* Marseille.** – M. Bruno Mégret, numéro deux du Front national, a dénoncé, mardi 4 février, les *« habitudes de caniche médiatique prises »* par M. Robert Vigouroux, maire de Marseille, qui a refusé au parti de M. Jean-Marie Le Pen l'utilisation du Palais des sports de la ville (*le Monde* du 5 février). M. Mégret a demandé la *« démission »* de M. Vigouroux et celle de M. Bernard Tapie, député (non inscrit) des Bouches-du-Rhône, chef de file de la majorité aux élections régionales, *« afin que soit préservé l'ordre public et assaini le paysage politique marseillais »*.

LE FRONT NATIONAL VINGT ANS APRÈS

III. – La guerre culturelle

Le parti de M. Le Pen a engagé la lutte contre la « dégénérescence de l'art » afin de répondre au « terrorisme intellectuel » de la gauche et de favoriser la « renaissance » de la nation

Après avoir rappelé les racines idéologiques du Front national (*le Monde* du 4 février) et expliqué comment sont organisés ses réseaux (*le Monde* du 5 février), le troisième volet de notre enquête expose les idées de M. Le Pen en matière culturelle et les remous qu'elles suscitent.

« *Toute note de jazz jouée est un camouflet à Jean-Marie Le Pen.* » Cette formule, qui a fait le tour des festivals et des concerts, traduit bien l'état d'esprit que l'on rencontre en peinture, littérature, théâtre et cinéma, tant les différents secteurs culturels restent hermétiques aux idées du Front national. Pas un acteur de renom, pas un écrivain réputé, pas un peintre de grande notoriété n'a, jusqu'ici, apporté son soutien au parti d'extrême droite, hormis le cinéaste – et ex-député européen du Front national – Claude Autant-Lara, qui affirmait, en 1988, dans le mensuel d'extrême droite *le Choc du mois* : « *Maintenant on favorise le cosmopolitisme. Eh! bien, moi, le cosmopolitisme, je lui pisse à la raie!* »

Les socialistes surtout, mais aussi la droite parlementaire, et le PCF dans une moindre mesure, reçoivent à chaque élection le soutien de personnalités de la culture. Lors de la présidentielle de 1988, ont signé pour M. Mitterrand : Gérard Depardieu, Michel Piccoli, Anouk Aimée, Isabelle Huppert, Patrice Chéreau, Marguerite Duras, Claude Simon, Barbara, Charles Trenet, Christian Boltanski, Claude Viallat, Iannis Xenakis, Jean-Paul Gaultier... Derrière Jacques Chirac : Marcel Landowski, Jean Marais, Roland Petit, Régine Deforges, Jean-Pierre Rampal, Nana Mouskouri, Yves Berger, Pierre Dux, Johnny Hallyday, Hans Hartung... Derrière M. Le Pen, quelques personnalités confidentielles comme l'écrivain Michel de Saint-Pierre ou le danseur Michel Renault.

En fait, M. Le Pen rassemble artistes, écrivains, acteurs et chanteurs. Mais contre lui. On ne compte plus les pétitions, concerts, tribunes, déclarations, prises de position contre le président du Front national. En mai 1990, deux cent cinquante intellectuels et artistes ont signé un « *appel à la résistance contre le Front national* ». En novembre dernier, Patrick Bruel affirmait à « 7 sur 7 » : « *Le Front national, c'est comme la drogue, et c'est une drogue dure, en plus.* »

« La choucroute Mostaganem... »

Cette unanimité a d'ailleurs fait réagir le chanteur Renaud sur les effets d'un tel rejet : « *D'abord, je n'aime pas hurler avec les loups et, ensuite, j'ai toujours considéré que ce n'est pas en diabolisant Le Pen qu'on le combat le mieux.* (...) *Peut-être ne suis-je pas aussi effrayé par Le Pen que les autres et pourtant, en tant qu'artiste et citoyen, j'ai conscience de m'être toujours battu contre les idées de Le Pen* (1). »

Comment entamer un dialogue quand M. Gollnisch, un des principaux responsables du parti d'extrême droite, se déclare « *choqué* » par *les Versets sataniques* de Salman Rushdie, alors que sept cents écrivains du monde entier en avaient appelé, en mars 1989, à « *la liberté d'expression* » pour soutenir l'écrivain? Quand la quasi-totalité du monde de la culture est convaincue que l'idéologie du Front national va à l'encontre des règles élémentaires de la tolérance, de l'ouverture d'esprit, de la liberté d'expression et de la création? Comment leur donner tort quand M. Le Pen, se parant des vertus d'un classicisme qui ne trompe personne, explique : « *La culture implique l'effort, le travail, l'ascèse, la soumission à des règles et à des formes.* » Quand il déclare préférer une culture « *forte* » à une culture « *brillante* »? Quand M. Mégret, numéro deux du Front national, affirme, plus franchement encore : « *C'est une grave erreur de croire que l'art, c'est la liberté totale* »?

Johnny Hallyday n'est pas libre...

Comment ne pas s'inquiéter lorsqu'un cadre de la fédération du Bas-Rhin tourne en dérision les Maghrébins dans une chanson raciste et ignoble lors d'un meeting : « *Tu mettras des merguez. / Des knacks y en aura pas. / Un bout de mouton balaise / Remplacera le lard gras. / A la place du chou. / Tu mettras des poix chiches. / Pas d'pomme de terre du tout. / La semoule c'est plus riche. C'est la choucroute Mostaganem. / C'est la choucroute que nous on aime / Celle que l'on bouffe en djellaba / Celle qu'on a rapportée de là-bas* »?

Devant l'hostilité presque unanime des artistes, le Front national se raccroche à des figures incontrôlables, comme Claude Autant-Lara, et reçoit le soutien de monarchistes, tel l'historien et écrivain Jean-François Chiappe, que l'on peut entendre a « La tribune de l'histoire » sur France-Inter. « *Je me suis occupé de culture et de formation au Front national entre 1974 et 1981,* nous déclare M. Chiappe. *On organisait des ventes de livres comme ceux de Jean Raspail. Mais il y a, aujourd'hui, un tel désengagement des écrivains par rapport aux années 30...* »

Alain Delon, pour sa part, avait bien jugé M. Le Pen « *sincère* » et qualifié le président du Front national d'« *ami* », en 1984, mais l'acteur a soutenu M. Raymond Barre à l'élection présidentielle de 1988 et manifesté sa sympathie pour l'action du ministre de la culture, M. Jack Lang. Quant à Françoise Hardy, elle a un peu vite été cataloguée « lepéniste » pour avoir dénoncé « *le racisme anti-français* ». « *Ça commence à bien faire, cette histoire! Pour rien au monde je ne voterais pour le Front national* », affirme-t-elle aujourd'hui.

Alors que bien des « pointures » du show-business ont « fait » au moins une fois la Fête de *l'Humanité*, rares sont les chanteurs qui acceptent de se produire dans les fêtes de l'extrême droite. « *Johnny Hallyday serait d'accord pour venir, mais nous n'avons pas les moyens de nous le payer,* répond M. Jean-Pierre Gendron, responsable des fêtes du Front national. *Et, surtout, nous pensons que la politique est une chose trop sérieuse pour la transformer en spectacle.* » M. Jean-Claude Camus, producteur de Johnny Hallyday, reconnait avoir été contacté une seule fois : « *C'était il y a six, sept ans, mais Johnny avait refusé.* » Et si le chanteur était de nouveau approché, la réponse est déjà prête : « *Je ne suis pas libre.* »

Ceux qui se sont succédé dans les fêtes des « bleu-blanc-rouge » – le pianiste Yuri Boukoff, les jazzmen Claude Luter et Maxime Saury, les Incroyables, Gilles Dreu, Charlotte Julian, Manitas de Plata, Yves Lecoq, Daniel Guichard, Charles Dumont, le Golden Gate Quartet – avouent avoir simplement honoré un contrat, sans plus. Charles Dumont a bien « *essayé d'annuler un concert signé alors* [qu'il était] *au Japon* ». « *J'ai fait des galas pour tous les partis, du PC au RPR.* (...) *Je croyais,* dit-il, *qu'on était dans un pays où on pouvait chanter pour tout le monde. j'ai eu tort* (2). » Le clarinettiste Claude Luter a moins d'états d'âme et reconnaît qu'il « *jouerait pour le diable du moment qu'on* [le] *paie* ». Et Daniel Guichard explique : « *A partir du moment où un parti est légal, je n'ai pas à me justifier, d'autant moins que je n'ai pas chanté en période électorale.* »

En revanche, Orlandus Wilson, le fondateur du groupe vocal noir américain Golden Gate Quartet, a « *beaucoup regretté* » d'avoir chanté lors d'une fête du Front national en 1986 : « *Vous savez, ce n'est pas marqué sur le contrat que ce parti est raciste... J'étais en train de chanter un* Alléluia *quand un monsieur, au premier rang, est monté sur scène pour chanter avec moi. C'était Le Pen, suivi d'un cameraman qui nous a filmés ensemble! La scène est passée le soir à la télévision. C'était vraiment un coup monté, le premier en cinquante-deux ans de métier! Ensuite, Le Pen a prétendu qu'il n'était pas raciste puisque le Golden avait chanté pour lui!* »

« Toute l'intelligentsia est contre nous »

L'exemple du Golden Gate Quartet rend peu convaincant M. Michel de Rostolan, le responsable du comité de soutien à M. Le Pen, quand il affirme : « *Nous ne recherchons pas les signatures de célébrités, car nous sommes opposés au mélange entre la culture et la politique.* » Peu convaincants également, les membres du Front national qui affirment connaître plusieurs « *chanteurs qui nous soutiennent, mais dont nous ne pouvons pas donner les noms car ils seraient « flingués » par le milieu du show-business* ». Mais c'est vrai que les dirigeants du Front national ne sont pas « *perturbés* » par ces artistes qui « *pétitionnent à tour de bras* » et qui « *voleront, le moment venu, au secours de la victoire* ». Ils ironisent sur Patrick Bruel, « *un chanteur pour midinettes prépubères* » et qui, ajoute M. Gollnisch, « *nous déteste parce qu'il s'appelle Benguigui et qu'il est persuadé que nous sommes antisémites* ».

Pour le Front national, le véritable danger est ailleurs : « *Toute l'intelligentsia est contre nous,* explique M. Mégret, *mais elle est coupée du peuple.* » Une façon d'indiquer d'où viendra la reconquête, en s'appuyant sur les déçus et les exclus du « système Lang », mais aussi sur « *la population, qui n'entend rien à l'art actuel* », précise M. Gollnisch. « *La culture est le dernier bastion que tient la gauche,* explique pour sa part M. Gendron. *Elle y fait régner un terrorisme intellectuel par le biais de trois lobbies : juif, marxiste et homosexuel.* »

Dans un langage plus « respectable », le Front national s'est penché sur ce problème lors d'un colloque, en 1987, intitulé : « Une âme pour la France. Pour en finir avec le génocide culturel ». Persuadé que la victoire sera culturelle ou ne sera pas, citant Gramsci, l'un des fondateurs du PC italien, M. Mégret ne cachait pas son admiration dans la façon dont « *la gauche a pris, sous de Gaulle, le pouvoir culturel, notamment en investissant les maisons de la culture* » et expliquait que son parti devait se préparer à mener « *une guerre culturelle contre la dégénérescence de l'art et de notre culture* ». Et M. Gollnisch de dénoncer « *le crime de la droite classique, qui a toujours laissé à la gauche tout le domaine culturel et artistique* ».

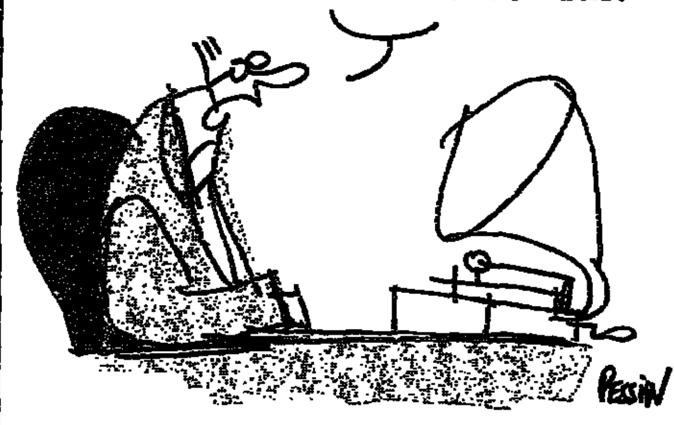
Pour l'instant, les réflexions du Front national en matière d'art sont pour le moins pugnaces, et idéologiques. « *Elles seront plus artistiques lors de notre prochain colloque* », promet M. Le Gallou, président du groupe d'extrême droite au conseil régional d'Ile-de-France. Quelques textes – le programme du Front national (1985), le colloque de 1987, des communications du conseil scientifique, la revue *Identité*, des livres – permettent de se faire une idée de « *la guerre culturelle* » que le Front national veut mener avec ses cadres et militants formés, notamment, lors de conférences du soir dont M. Le Pen avait assuré l'ouverture en octobre dernier.

Premier objectif : bâtir un programme en s'appuyant – voire en les détournant – sur des auteurs et intellectuels qui ne sont pas obligatoirement de ce « camp ». Dans le *Livre bleu-blanc-rouge*, M. Le Gallou cite abondamment le nom et les théories de l'architecte François Spoerry – Port-Grimaud, c'est lui – sur l' « architecture douce ». Ce qui fait frémir l'intéressé : « *J'ai fait deux ans et demi de camp de concentration et je déteste toute forme d'intégrisme. Alors, je ne peux pas être plus opposé à un parti qu'au Front national. Je sais qu'ils essaient de récupérer le thème de la tradition en architecture, mais jamais je ne travaillerais pour une ville Front national.* »

Georges Dumézil récupéré

Georges Dumézil est l'intellectuel le plus souvent récupéré, dont les écrits sur l'homme indo-européen sont cités à tour de bras. Dans son intervention au colloque de 1987, M. Mégret plaçait Dumézil – qui n'est plus là pour dire ce qu'il en pense – en compagnie d'une curieuse théorie d'artistes classés à droite ou à l'extrême droite : « *Il y a au service de notre culture et de notre civilisation de nombreux intellectuels, artistes, écrivains dont, certes, on parle moins que des autres, mais qui sont là et qui comptent. Songez, en dehors bien sûr des personnalités qui participent à ce colloque, à Mathieu, Trémois, Schœndorffer, Autant-Lara, Freund, Monnerot, Raspail, Anouilh, Dumézil.* »

La « guerre culturelle », c'est, aussi, dénoncer plutôt que défendre, en répertoriant minutieusement tout ce qui participe de près ou de loin à la « *dégénérescence de l'art* ». Dans la ligne de mire : la dénatalité, l'immigration, la culture de « *rupture* » (celle qui ne se situe pas dans la tradition de notre civilisation), l'art « *incompréhensible et coupé du peuple* », la culture « *américaine* », le « *cosmopolitisme* », le rock. « *Cette musique syncopée et assourdissante est une escroquerie intellectuelle* », affirme M. Gollnisch. Haro sur Brecht et sur « *le théâtre de rupture, financé jusqu'à plus soif par l'Etat, à Avignon, à Chaillot ou à Nanterre* », peut-on lire dans le programme du Front national (1985). Haro sur « *les encultureurs* », a dit M. Le Pen. S'il arrive aux affaires, le Front national fera « *cesser toutes les aides à ces intellectuels et à ces prétendus créateurs, qui travaillent, en réalité, contre la nation* », a déclaré M. Mégret lors du colloque de 1987. « *Je ne vois pas pourquoi on subventionnerait des gens opposés à nos idées* », renchérit M. Gollnisch.



Le précédent de Dreux

Des escarmouches ont déjà eu lieu à Dreux, où Mme Mireille Brion, élue du Front national, a été adjoint à la culture de 1983 à 1989. M. Meignan, le directeur des affaires culturelles qui a vécu la transition entre Mme Françoise Gaspard (PS) et la municipalité de M. Jean Hieaux (RPR), se souvient de Mme Brion lui présentant deux sacs comprenant les principales revues auxquelles était abonnée la bibliothèque municipale : « *Elle m'a dit que ce sac on pouvait le garder, mais que l'autre, comprenant des journaux trop progressistes à son goût, elle n'en voulait plus!* »

Mme Brion a organisé, en 1984, la venue à Dreux d'une pièce de Montherlant dans des conditions plutôt orientées : plus de cinq cents « cartons-réponses » envoyés aux commerçants et membres du Rotary ou du Lions Club, avec, pour certains, une lettre à en-tête du Front national signée Jean-Pierre Stirbois, alors secrétaire général du parti d'extrême droite et troisième adjoint au maire : « *Mme Brion a pris cette heureuse initiative, qui déplaît aux socialo-communistes. Aussi je vous demande de participer à cette « première » et d'y amener vos amis.* »

Les meetings du Front national donnent un aperçu des « nouvelles valeurs » à défendre. Décorateur de formation, amateur de « *peinture post-impressionniste belge* » et gendre de Jean-Marie Le Pen, M. Gendron intervient sur l'environnement musical et le décor des meetings : « *Tous les effets sont concentrés sur notre leader, à qui nous donnons une dimension sacrée, spirituelle, pour renforcer son image d'homme d'espoir face à la sinistrose ambiante. Nous projetons des photos qui défendent nos valeurs : extraits du film* Excalibur *de John Boorman, photos de cathédrales, le Parthénon, statues grecques, calvaires bretons. La musique de* Carmina Burana *de Carl Orff précède l'arrivée de Jean-Marie Le Pen, le chœur des esclaves de* Nabucco *accompagne son entrée et* l'Hymne à la joie *de Beethoven, son départ.* »

Les références à l'Antiquité grecque et latine s'inscrivent dans la défense d'un art « *enraciné, national, populaire, traditionnel et harmonieux* ». « *Innover ne conduit qu'à imiter Rome, en tout cas la retrouver* », écrit le professeur Guy Achard, dans les actes du colloque de 1987. Et de citer Ricardo Bofill, un architecte très apprécié par le Front national, alors que M. Mégret appelle à se ressourcer auprès de « *tous les mythes et les héros de notre civilisation : le Cid, Arthur, la Loreleï, Jeanne d'Arc, Mélusine, et tant d'autres* ».

Trop d'indices convergent vers un rapprochement avec un passé sinistre. « *Un art facilement compréhensible par le peuple* » est, exemple parmi d'autres, une notion empruntée à l'Allemagne de Hitler. Carl Orff était à la musique du Troisième Reich ce qu'Arno Brecker était à la sculpture. Pour l'historienne Laurence Bertrand Dorléac, qui prépare un livre consacré à l'art sous l'Occupation, « *on retrouve, à quelques détails près, tous les thèmes qui sont apparus à la fin des années 20 et qui ont été défendus par la France de Pétain : le retour à la latinité, au dessin, à la figuration, au patrimoine naturel, à l'artisanat, au « Beau Métier », etc.* »

La « sous-culture rock-rap-tag-Coca »

Ce n'est pas avec un programme aussi douteux, des goûts et des valeurs aussi confites que le Front national va se rapprocher des milieux culturels. Un seul thème peut sérieusement faire mouche, celui de l'antiaméricanisme et de la défense des auteurs et spectacles français. Notamment ceux qui ont été plus ou moins écartés du « gâteau » confectionné par le ministère de la culture après le doublement de son budget de 1981 à 1982. M. Mégret dénonce « *la sous-culture rock-rap-tag-Coca, les mauvais feuilletons américains et japonais* », et M. Gollnisch a « *l'impression que les artistes français sont sacrifiés* ».

En matière de cinéma, le programme du Front national (1985) affirme que « *toute l'aide publique a été monopolisée au profit de faux provocateurs comme le Suisse Jean-Luc Godard, l'Egyptien Youssef Chahine, le Turc Ilmaz Guney ou le communiste italien Ettore Scola* », ce qui est une absurdité quand on sait que la France est le seul pays en Europe a avoir préservé une industrie du cinéma face aux Etats-Unis...

Il n'empêche, M. Autant-Lara avait fait de ce thème la matière du discours d'ouverture qu'il avait prononcé en tant que doyen au Parlement européen en 1989. Sur ce terrain, l'acteur et cinéaste Gérard Blain croise le Front national, « *mais sans jamais avoir signé en sa faveur* ». Sur ce terrain se retrouvent – bien malgré eux – quelques personnalités du théâtre comme Maria Casarès, Laurent Terzieff, Marina Vlady, Michael Lonsdale ou Gildas Bourdet, lorsqu'ils signent une pétition dénonçant l'invasion étrangère dans les théâtres français et notamment au Rond-Point (3), une pétition que beaucoup jugent impensable il y a à peine cinq ans.

Les idées de l'extrême droite n'ont pas droit de cité dans la maison culture, et le danger ne viendra vraisemblablement pas de l'intérieur, même si les plus pessimistes pensent que le Front national y trouverait quelques appuis le moment venu. Non, le danger vient plutôt de « *ce retour à l'ordre en matière culturelle* », que Mme Bertrand Dorléac entend « *régulièrement* » dans la bouche de ses étudiants. C'est dans l'air du temps, un peu comme ces graffitis qui ont fleuri sur les palissades protégeant les colonnes de Buren en 1986 : « *Vivement l'attentat!* », « *Heil Lang!* », « *Buren Buchenwald* », « *Dehors colonnes socialistes juives!* », « *Pourriture* ».

MICHEL GUERRIN

(1) *Le Quotidien de Paris* du 30 novembre 1991.

(2) *La Croix* du 29-30 septembre 1991.

(3) *Le Monde* du 29 novembre 1991.

Prochain article :

LA MÉMOIRE DES REPENTIS

« Le beau », selon M. Gollnisch

Les goûts et dégoûts de M. Bruno Gollnisch en matière de peinture et d'arts plastiques s'articulent à partir d'une formule magique que l'on retrouve d'ailleurs dans la plupart des textes du FN : « *Le beau est une valeur universelle* ».

Le beau? « *La figuration, les formes harmonieuses, le dessin* », précise le conseiller régional FN du Rhône. « *Le beau* » n'étant pas si simple à définir, M. Gollnisch propose un critère pour éclairer le goût : « *L'effort, parfois surhumain, que doit développer l'artiste. Ça me dérange quand un peintre met trente secondes ou une minute pour faire un tableau qu'il va vendre à prix d'or.* »

S'il trouve « *des choses formidables* » chez les impressionnistes, M. Gollnisch explique que leur style était « *au détriment du dessin, ce qui a provoqué une décadence chez leurs successeurs, les pointillistes (Signac, Seurat) et surtout les cubistes qui ont renoncé à la forme. C'est comme ça qu'on finit aux escroqueries du genre carré blanc sur fond blanc* ». Donc, M. Gollnisch n'entend rien à Malevitch, préférant « *quelques statues d'Arno Braker* », le scultpeur officiel du Troisième Reich, « *mais j'aime Courbet et je ne suis pas communard* ».

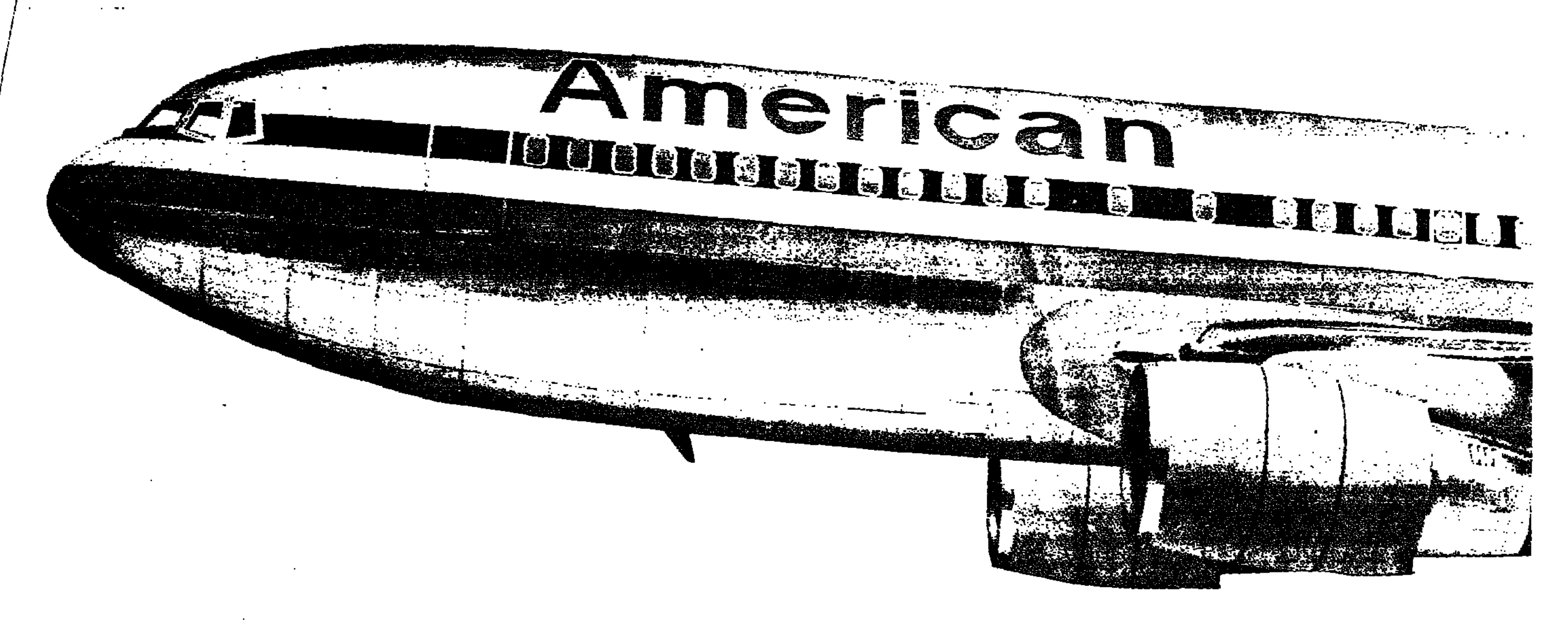
« Le laid et la dégénérescence »

Même chose pour l'art abstrait, que M. Gollnisch ne condamne pas, mais il ajoute qu'« *il est plus difficile de parvenir à une émotion avec ce genre* ». Et de prendre pour exemple les colonnes de Buren, au Palais-Royal, que chaque cadre du FN a sur le bout de la langue quand il s'agit de définir « *le laid et la dégénérescence* ». Cette installation représente, selon M. Mégret, « *la disparition des règles, des normes, des modèles et du goût* » au point que M. Gollnish les déménagerait bien quelque part à la Défense : « *Est-ce une obsession de quelqu'un qui a trop vu de zèbres?* »

Outre les colonnes de Buren, M. Gollnisch s'en prend à toutes les commandes d'État qui « *sont un viol systématique de nos sites* ». « *Je remplacerais bien ces tas de ferraille par des fontaines, fresques, mosaïques, jardins, pièces d'eau* », dit-il.

Et de conclure : « *L'art subventionné entraîne souvent un art dégénéré* », deux mots qui font référence à la sinistre exposition de 1937 organisée à Munich par l'Allemagne de Hitler dans laquelle étaient dénoncés Van Gogh, Picasso, Gauguin, Schiele, Klee, Kandinsky, Dix.

M. G.



Le 23 mars, Miami apparaît sur la carte.

Au départ de Paris-Orly, American Airlines ajoute une nouvelle destination pour l'Amérique.

Le 23 mars, American dessert Miami sans escale.

A partir du 23 mars, vous pourrez vous envoler 4 fois par semaine vers Miami et dès le 20 avril, ce vol deviendra quotidien.

Miami : le soleil et la fête mais aussi les portes d'un autre monde.

Envolez-vous vers Miami, son soleil, ses plages, son surf, ses bateaux à voiles, ses gratte-ciel et profitez des correspondances d'American pour aller au Mexique, aux Caraïbes, en Amérique centrale et en Amérique du Sud.

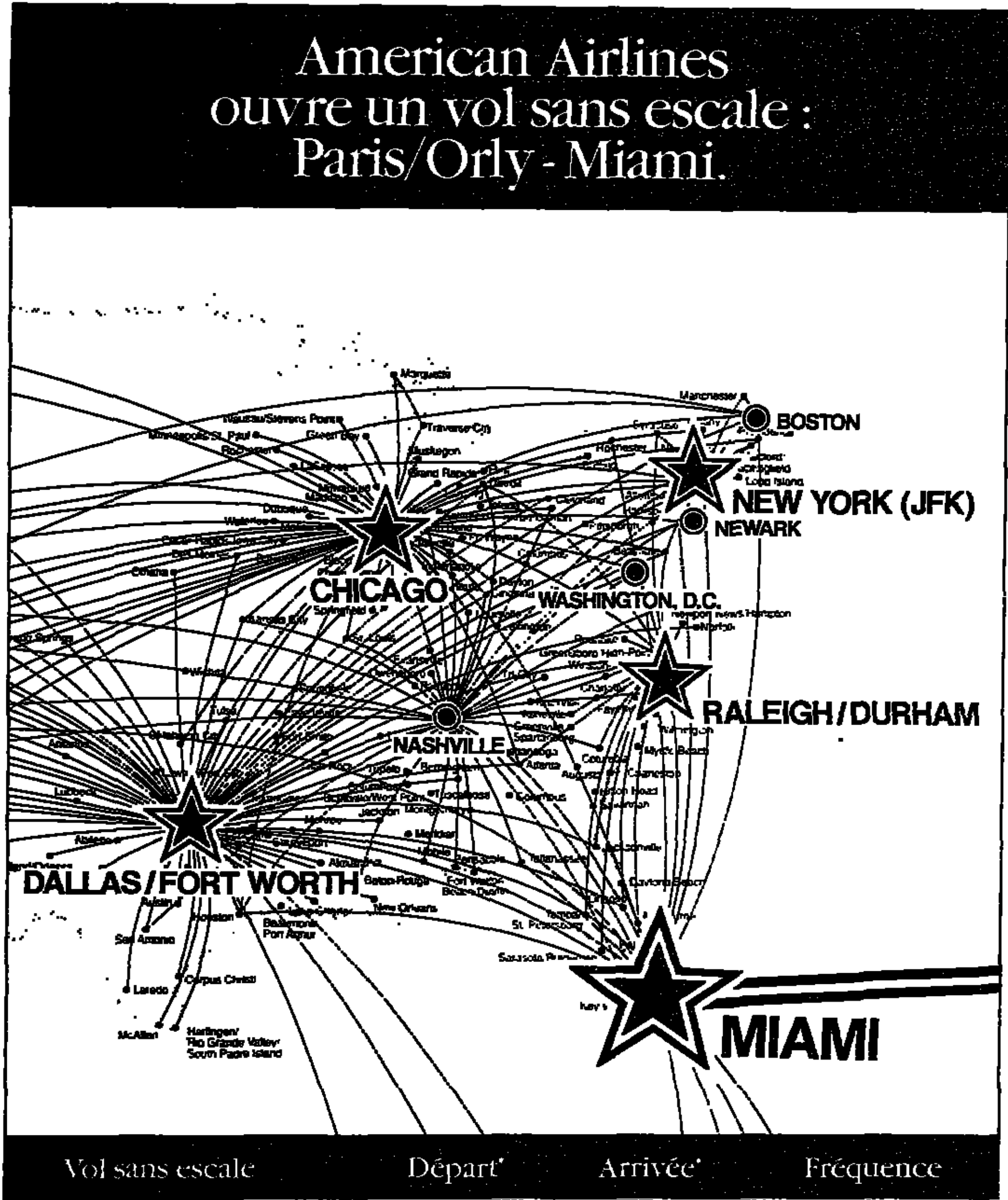
American est en effet la seule compagnie à vous offrir autant de vols quotidiens au départ de Miami.

Alors pourquoi changer de compagnie pour atteindre des destinations aussi excitantes que Montego Bay, Cancun, San Juan, Caracas, Lima, Quito, Bogota et Cali ?

American Airlines : le choix entre 5 plaques tournantes.

Non seulement American dessert New York (JFK), Chicago, Raleigh/Durham, Dallas/Fort Worth et Miami** par un vol quotidien sans escale mais elle vous permet aussi de rejoindre 200 villes américaines et 70 autres destinations dans le monde entier sans jamais changer de compagnie.

American Airlines ouvre un vol sans escale : Paris/Orly - Miami.



Vol sans escale	Départ*	Arrivée*	Fréquence
DE : Paris-Orly A : Miami	10 h 40	15 h 55	Lundi, mardi, jeudi, samedi**
New York (JFK)	12 h 10	14 h 45	Quotidien
Raleigh Durham	9 h 40	13 h 05	Quotidien
Chicago	13 h 30	16 h 10	Quotidien
Dallas Fort Worth	10 h 05	14 h 20	Quotidien

International Flagship Service®.

American réserve à tous ses clients un service chaleureux et attentionné, des sièges confortables luxueusement recouverts de cuir et de laine d'agneau en Première Classe et en Classe Affaires et une cuisine raffinée accompagnée de grands crus.

En Première Classe, votre vidéo personnelle vous permettra de visionner un large éventail de films.

Un programme de fidélisation gratuit.

Vous pouvez aussi bénéficier du programme de fidélisation AAdvantage® d'American : le premier et toujours le meilleur. Avec chaque vol, vous gagnez en effet des bons kilométriques qui vous permettent d'être surclassés en Classe Affaires ou en Première Classe ou encore d'obtenir des billets gratuits pour de superbes destinations dans le monde entier.

Pour vous inscrire immédiatement, rien de plus simple, il suffit d'appeler American Airlines.

Envolez-vous vers l'Amérique avec American Airlines.

Pour tout renseignement, appelez votre agence de voyages ou American Airlines au 42 89 05 22 (Paris/Ile-de-France) ou au 05 23 00 35 (Province).

* Horaires susceptibles de modifications sans préavis.
** Vol quotidien à partir du 20 avril.

AmericanAirlines®

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Les comptes de l'Olympique de Marseille

M. Tapie demande l'annulation de la décision autorisant M. Gaudino à porter plainte

L'affaire des comptes du club de football professionnel de l'Olympique de Marseille ne cesse de se compliquer. D'une part, le procureur de la République de Marseille, M. Olivier Dropet, vient de faire demander des explications à l'ex-inspecteur Antoine Gaudino sur les faits mentionnés dans sa plainte du 30 décembre dernier contre M. Bernard Tapie *«et tous autres»*. D'autre part, le président de l'OM a déposé une requête devant le conseil d'Etat tendant à l'annulation de la décision du tribunal administratif de Marseille ayant autorisé M. Gaudino à agir en justice en lieu et place de la ville de Marseille.

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Comment faire échec à l'action de M. Gaudino contre M. Tapie? Tel semble être, de plus en plus, l'objectif poursuivi par le parquet de Marseille dont l'intention réitérée d'ouvrir une information judiciaire dans l'affaire des comptes de l'OM est, depuis huit mois, restée lettre morte en raison de consignes «attentistes» reçues de la part du ministère de la justice.

Dernière péripétie en date : la demande adressée, le 23 janvier, par le procureur de la République, M. Olivier Dropet, au doyen des juges d'instruction de Marseille, M[me] Bernadette Augé, afin que ce magistrat entende M. Gaudino pour lui faire préciser les termes de sa plainte du 30 décembre dernier. Se fondant sur un rapport du chef du parquet de Marseille à la Chancellerie, en date du 4 juillet 1991, l'ex-inspecteur avait dénoncé la production par l'OM de faux bilans à l'appui de ses demandes de subventions auprès de la ville de Marseille. M. Gaudino se référait, précisément, à l'établissement de prêts fictifs consentis par l'OM à certains joueurs et faisait valoir qu'ils avaient été inscrits à l'actif *«alors qu'il s'agissait de compléments de salaires déguisés et donc de charges»* (1).

Dans des conclusions écrites, les avocats de l'ex-inspecteur, M[e] Jean-Claude Richard et Me Gilbert Collard, objectent, en particulier, compte tenu d'une jurisprudence constante, que le doyen des juges d'instruction ne peut entendre le plaignant après fixation de la consignation et la transmission de la plainte au parquet. Ils soutiennent également que le procureur de la République n'a pas qualité pour demander des précisions à M. Gaudino *«pour les seuls besoins de son réquisitoire* et ce, ironisent-ils, *par la voie d'une sorte de commission rogatoire inverse!»*.

« Ultime manœuvre »

Ils soulignent, par ailleurs, que cette procédure est d'autant plus irrégulière que *«le doyen des juges d'instruction (...) n'est plus compétent, lui-même, pour entendre le plaignant sauf à être désigné dans le cadre de l'ouverture d'une information»*. Ils estiment, ainsi, que le procureur de la République *«utilise un moyen dilatoire de nature à retarder encore le dépôt de ses réquisitions* (...). Ces conclusions, précisent-ils enfin, ayant valeur de seconde sommation au parquet d'avoir à déposer ses réquisitions, après celle adressée par M. Gaudino le 30 janvier (*le Monde* daté 2-3 février). Au cas où le parquet ne se prononcerait pas avant le lundi 10 février, M. Gaudino devrait donc, comme il l'a annoncé, déposer une plainte en forfaiture contre le procureur de la République de Marseille.

De son côté, M. Bernard Tapie a deposé, le 14 janvier, une requête auprès de la section de l'intérieur du Conseil d'Etat, qui a été notifiée, le 4 février, à M. Gaudino par le préfet des Bouches-du-Rhône. Dans cette requête le président de l'OM demande l'annulation de la décision du tribunal administratif de Marseille, en date du 12 décembre dernier, qui a autorisé M. Gaudino à agir en justice en lieu et place de la ville de Marseille (*le Monde* du 20 décembre). Il soutient que ladite décision est *«illégale en la forme»* car, selon lui, le tribunal administratif aurait dû statuer par arrêté et non par un jugement en audience publique, que M. Gaudino *«n'a pas établi la réalité du préjudice qu'aurait subi la ville de Marseille»* et que le tribunal devait *«subordonner l'autorisation de substitution à la consignation des frais d'instance et en fixer le montant»*.

Commentaire de M. Gaudino : *«M. Tapie a, cette fois, le dos au mur et tente une ultime manœuvre pour égarer l'opinion. Sa requête est hors délai* [elle aurait dû être déposée, en dernière limite, le 12 janvier] *et non fondée. On se demande également,* ajoute-t-il, *comment M. Tapie peut intervenir dans un dossier dont il n'est pas partie prenante puisqu'il n'a eu aucune notification de la décision du tribunal administraif qu'il conteste. D'autre part, le rapport du procureur de la République de Marseille en date du 4 juillet 1991, authentifié le 3 février par le garde des sceaux, fait état d'infractions incontestables dont certaines au préjudice de la ville de Marseille, et seul le jeu de pressions politiques empêche donc, de la manière la plus illégale, l'ouverture d'une information judiciaire»*.

GUY PORTE

(1) Le procureur de la République souhaite, notamment, que M. Gaudino, agissant ès qualité de maire de Marseille, précise la nature des faux, la date ou ils auraient été commis et sous quelle forme. Il estime que son rapport du 4 juillet 1991, sur lequel se fonde M. Gaudino, ne répond pas à ces questions. Il appartient, en principe, au parquet d'effectuer lui-même ces vérifications. Sans être exceptionnelle, une telle demande de précisions adressée à une partie civile n'est pas courante dans une affaire «sensible».

A la cour d'assises du Gard

La défense ambiguë de Luc Tangorre

Les deux jeunes Américaines qui accusent Luc Tangorre de les avoir violées, le 23 mai 1988, à proximité de Nîmes, ont été entendues, mardi 4 février, par la cour d'assises du Gard. Un témoignage douloureux, suivi d'un interrogatoire au cours duquel la défense a adopté une attitude ambiguë en doutant de la réalité des viols. Luc Tangorre affirme s'être trouvé à Marseille à l'heure des faits.

NÎMES

de notre envoyé spécial

A la barre, deux jeunes femmes se tiennent par la main. L'une est l'interprète américaine, l'autre est la victime d'un viol qui doit raconter à une juridiction étrangère ce qu'elle a subi un soir de mai 1988, alors qu'elle était venue du Massachusetts pour visiter la Côte d'Azur. Carole avait vingt ans. Elle faisait de l'autostop avec son amie Jennifer. Un homme sympathique les a emmenées dans sa 4L.

Puis il a emprunté une petite route en disant qu'il voulait cueillir des cerises. La phrase vient juste d'être traduite lorsque le sanglot éclate et résonne sous la haute voûte de la cour d'assises. L'interprète serre la main de Carole. Celle-ci agite le poing, comme furieuse envers elle-même d'avoir cédé à l'émotion et, courageusement, continue sa déposition.

Elle évoque ensuite ses souvenirs. Elle a reconnu la voiture, les livres que l'agresseur a tenté de cacher, les vêtements de cet homme qui disait avoir un couteau. Et elle se souvient de son visage : *«C'est lui,* dit-elle, *il n'y a aucun doute possible. Je suis certaine. Absolument certaine.»* Le président l'avertit : *«Vous savez, c'est grave...»* L'interprète traduit la réponse mot à mot : *«Il aurait dû savoir à l'avance ce qu'il risquait.»*

Mais c'est aussi l'heure des questions. Sur les bancs de la défense, M[e] Figueroa veut savoir si la gifle que l'homme lui a donnée était forte et s'il lui a fait mal en lui serrant la gorge. Et une longue discussion s'engage sur l'heure approximative des faits donnée par les victimes qui n'avaient pas de montre. Quand l'expert gynécologue fait son rapport, la défense insiste sur l'absence de marques de violences et souligne que le spécialiste a seulement utilisé la formule : *«Traces évocatrices d'un viol.»*

« Ces filles ont l'air sincère »

Les avocats débattent aussi longuement sur les résultats d'une analyse qui n'apporte aucune certitude sur un rapport sexuel récent. Un feu roulant de questions donne l'impression que la défense ne croit pas au viol. Une stratégie étrange qui étonne M[e] Bensard, conseil des victimes. *«Si Tangorre n'y est pour rien, à quoi bon tout cela?»* s'étonne l'avocat. Certes Tangorre, tout en affirmant son innocence, a toujours, au cours de l'instruction, douté du viol en évoquant une *«machination»*. Aussi M[e] Lombard estime-t-il nécessaire de prendre ses distances : *«La défense n'a pas du tout l'intention de dire que le viol n'a pas eu lieu,* dit-il. *Le procès, c'est de savoir qui est le violeur.»*

C'est alors que Tangorre intervient. *«J'ai été très ému. Je me suis planté. Ces filles ont l'air sincère.»* Le président semble rassuré en constatant que *«le principe du viol n'est pas contesté»*. Mais M[e] Pelletier semble dubitatif et M[e] Lombard reprend la parole pour déclarer : *«La défense ne peut pas nier que ces jeunes femmes ont eu des relations sexuelles. Par contre, personne ici n'est capable de dire si ces relations sexuelles découlent d'un viol.»*

A nouveau, l'attitude de la défense surprend. Il semble difficile de plaider le tout et son contraire. Mais le dossier est lourd et les avocats sont enfermés dans une situation délicate à cause de la logique choisie par leur client. En tout cas, Jennifer peut déposer sans subir le même interrogatoire que son amie. Elle s'exprime en français et répète, avec plus de précisions encore, les multiples détails qui ont permis d'identifier Luc Tangorre. Celui-ci, dans son box, compulse fébrilement son dossier...

MAURICE PEYROT

Un arrêt de la Cour de cassation

L'affaire de « la Bicyclette bleue » devra être rejugée

La première chambre civile de la Cour de cassation, présidée par M. Jacques Massip, a statué, mardi 4 février, dans l'affaire qui oppose Régine Deforges, auteur du roman à succès *la Bicyclette bleue*, aux héritiers de Margaret Mitchell. Ces derniers estiment que *la Bicyclette bleue* est une contrefaçon d'*Autant en emporte le vent.*

En première instance, en décembre 1989 (*le Monde* du 8 décembre 1989), Régine Deforges et l'éditeur du livre, Ramsay, avaient été condamnés à verser 2 millions de francs de dommages et intérêts à la Trust Company Bank, titulaire des droits patrimoniaux de Margaret Mitchell. Les magistrats avaient estimé que Régine Deforges avait fait de multiples « emprunts » à Margaret Mitchell.

En revanche, le 21 novembre 1990 (*le Monde* du 23 novembre 1990), la première chambre de la cour d'appel de Paris, présidée par M[me] Myriam Ezratty, avait jugé que *« M[me] Régine Deforges avait créé une œuvre nouvelle et personnelle »*. Les magistrats affirmaient que la démarche de Régine Deforges était un pur divertissement, qu'elle n'avait jamais *«caché son jeu»*, remerciant même, au début de son livre, pour leur *«collaboration involontaire»*, quelques personnes, dont le général de Gaulle et Margaret Mitchell.

Ces considérations de la cour d'appel *«ne sont pas de nature à exclure l'existence d'une contrefaçon»*, a dit la Cour de cassation, qui précise : *«Elles ne dispensent pas de rechercher, comme l'avaient fait les juges du tribunal, si leur composition ou leur expression, les scènes et les dialogues (...) qui décrivent et mettent en œuvre des rapports comparables entre les personnages (...) ne comportent pas des ressemblances telles qu'elles constitueraient une contrefaçon.»*

L'affaire devra être rejugée par la cour d'appel de Versailles.

A Bordeaux

Un huissier de justice incarcéré pour faux en écritures

Un huissier de justice bordelais, M[e] Didier Bénac, a été inculpé de faux en écritures publiques et abus de confiance et placé en détention provisoire, lundi 3 février. Son associé, M[e] Michel Hugou, a été inculpé de recel de faux. M[e] Bénac est accusé d'avoir commis des actes fictifs et de les avoir, de surcroît, surfacturés. En avril 1991, il aurait ainsi produit près de deux cents faux «sursis à enlèvement», sans se rendre sur les lieux, comme l'exige cette procédure. Il les aurait en outre fait payer au prix fort à ses clients.

L'affaire a été découverte grâce à la plainte des anciens associés de l'huissier, qui lui avaient cédé leur charge en mai 1991. Ils avaient alerté la chambre départementale des huissiers de justice de la Gironde. Cet organisme a déposé plainte auprès du parquet de Bordeaux. M[es] Bénac et Hugou ont été arrêtés le 31 janvier et placés en garde à vue, avant leur inculpation et l'incarcération de M[e] Bénac. – *(Corresp.)*

□ **Tuerie de Luxiol : indemnisation des familles des victimes.** – La tuerie de Luxiol (Doubs), qui avait fait quinze morts le 12 juillet 1989, vient de connaître son épilogue judiciaire avec l'indemnisation des familles des victimes. Les cinquante-cinq plaignants recevront au total 4 252 000 francs. Un fonds de garantie alimenté par les taxes perçues par les compagnies d'assurances versera les sommes allouées.

IMMIGRATION

Dans un rapport rendu public

Le Haut Conseil à l'intégration estime que les beurs devraient faire leur service national en France

Dans un rapport sur les conditions juridiques et culturelles de l'intégration, rendu public mercredi 5 février, le Haut Conseil à l'intégration (HCI) propose d'empêcher le regroupement familial polygamique et de supprimer la possibilité pour les jeunes Franco-Algériens de faire leur service militaire en Algérie.

L'intégration des immigrés oscille entre deux exigences contradictoires : le respect de la diversité et l'acceptation, par les nouveaux venus, des règles et des valeurs de la société d'accueil. L'évidence de l'installation définitive des immigrés aujourd'hui en France a donné une dimension nationale et passionnelle aux conflits entre les lois et coutumes françaises et celles des pays d'origine, surtout dans les domaines du statut personnel, familial et de la religion.

Installé en mars 1990 par M. Michel Rocard et présidé par M. Marceau Long, vice-président du Conseil d'Etat, le Haut Conseil à l'intégration milite pour l'actualisation du *modèle français* d'intégration, fondé sur l'égalité des droits et des devoirs. Dans son troisième rapport public, préparé par cinq des neuf « sages » qui le composent (1), il entend *«tracer les bornes qui ne peuvent être franchies sans mettre en péril la cohésion de la société française, dans la fidélité à nos valeurs et à nos engagements internationaux»*.

Le statut personnel des immigrés (mariage, divorce, etc.) est la première source de difficultés. En cette matière en effet, toute personne est soumise à la loi de son pays d'origine, dont elle a la nationalité, même si elle réside en France. Le maintien de ce principe juridique français, combiné avec l'émergence d'une immigration maghrébine et africaine de peuplement, crée, selon le HCI, *«une situation nouvelle»*, les conflits de lois risquant de *«quitter la sphère purement privée (...) pour faire irruption sur la scène publique»*. La difficulté est accrue du fait qu'aux codes de la famille des pays d'origine s'ajoutent des règles de « droit musulman » ou coutumier (répudiation, empêchement au mariage tenant à la nationalité ou à la religion, excision, par exemple), revendiquées par les étrangers mais inapplicables en France.

Le HCI souligne que les femmes et les enfants sont les premières victimes des contradictions entre le droit et les pratiques culturelles. Admettre le développement de pratiques telles que l'excision ou la polygamie *«risquerait de cristalliser de violentes attitudes de rejet et (...) de menacer la cohésion de la société»*, soulignent les « sages », qui notent que, en matière d'excision, l'effort doit porter sur *«l'information et l'éducation des familles»*.

L'obstacle de la polygamie

Sans préconiser l'adoption pure et simple du principe anglo-saxon qui rend la loi du pays de résidence systématiquement applicable aux étrangers, le Haut Conseil propose de s'en rapprocher, en renforçant les protections qui existent déjà dans les conventions internationales et dans le droit français par le biais de la notion d'ordre public. Celle-ci permet au juge d'exclure l'application d'une loi étrangère – autorisant la polygamie ou la répudiation, par exemple – qui serait en contradiction avec une valeur essentielle de la société française.

Le HCI propose donc d'introduire dans la législation sur les étrangers *«les règles que notre ordre public impose de voir respecter»* et le statut du regroupement familial. Ainsi, *«l'état de polygame ferait à l'avenir obstacle à l'acquisition du droit au séjour à titre de résident permanent»*, tandis que *«serait exclu le regroupement familial polygamique»*. La convention franco-marocaine de 1981, qui reconnait les effets de la répudiation, devrait être renégociée.

Mais c'est sur la question de la double nationalité que le Haut Conseil pousse le plus loin les conséquences des principes qu'il s'est fixés. Reprenant la réflexion de la commission de la nationalité de 1987, il souligne que le million et demi de Franco-Maghrébins résidant en France – dont un million de Franco-Algériens – *«sont des Français à part entière»* et *«ne sauraient donc revendiquer en France des droits provenant de l'autre pays dont ils ont la nationalité»*. En conséquence, *«les obligations militaires ne sauraient être accomplies que dans le pays de résidence habituelle»*.

Les « sages » suggèrent donc une renégociation de la convention franco-algérienne de 1983, qui permet aux doubles-nationaux de choisir l'un ou l'autre pays pour leur service national, et donc aux beurs d'être incorporés en Algérie. Ces réformes seraient accompagnées d'un *«vigoureux effort d'information»*, afin d'éviter l'ignorance, très répandue, des règles de la nationalité. Il s'agirait de faire connaitre aux doubles-nationaux, comme aux immigrés, *«les points sur lesquels leur mode de vie, leurs pratiques ou leurs traditions risquent de les mettre en difficulté avec la loi française»*.

Quant à la compatibilité entre la laïcité à la française et l'islam, le Haut Conseil à l'intégration note *« des attentes déçues »* et *« une méfiance profonde »*, à côté de *« signes encourageants d'adaptation »*. Pour *«sortir de cette situation»*, il faut *«tout mettre en œuvre pour que la religion musulmane (...) soit pleinement admise en France»*. Ainsi, la réglementation de l'urbanisme doit cesser de *«servir de prétexte»* au refus des mosquées.

Les « sages » recommandent une adaptation de la loi de 1905 (séparation des Eglises et de l'Etat) sur les associations cultuelles, pour éviter que ces dernières ne lui préfèrent la loi de 1901 (sur les associations), qui seule permet de recevoir des subventions publiques. Enfin, ils insistent sur la nécessité de susciter la création d'instances véritablement représentatives des associations locales et d'une *«instance supérieure (...) capable de «réinterpréter» la tradition musulmane dans le contexte français»* et de réduire la dépendance des mosquées à l'égard de l'étranger.

Le Haut Conseil achève sa réflexion par l'école, les associations et les médias. Il souligne la nécessité de réviser les accords bilatéraux sur l'enseignement des langues d'origine par des maîtres étrangers dans les écoles publiques françaises. Les « sages » se proposent, enfin, d'*«ouvrir un dialogue avec les responsables des médias»*, afin de corriger l'*«image partielle et faussée de la réalité immigrée»* diffusée principalement, selon eux, par la télévision.

Ph. Be.

(1) Le groupe de travail sur les conditions juridiques et culturelles de l'intégration était présidé par M. Stéphane Hessel, ambassadeur de France, et composé de MM. Jean-Pierre Delalande, député (RPR), Philippe Farine, ancien député (PS) et président du Conseil national des populations immigrées, Anicet Le Pors, conseiller d'Etat et ancien ministre (PCF), et Jacques Voisard, président du comité de décentralisation. Le précédent rapport du Haut Conseil sur les évolutions récentes de la population étrangère et de l'immigration (*le Monde* du 7 novembre 1991) a paru à La Documentation française.

Déminage

par Philippe Bernard

LA voie de l'intégration des étrangers est semée d'obstacles sur lesquels butent les discours généreux et qui alimentent l'extrême droite. Désigner ces embûches et tenter de les effacer est une tâche salubre. Les polémiques sur le service militaire des beurs, le «foulard islamique», la polygamie ou l'excision ont crispé l'opinion plus qu'elles ne l'ont éclairée.

Le mérite du Haut Conseil à l'intégration est d'analyser à froid ces conflits entre la société française et des droits et coutumes qui lui sont étrangers. Plutôt que de fonder un raisonnement sur des *a priori* à la mode, comme l'incompatibilité de l'islam avec la société française, les sages se fondent sur l'état actuel du droit et de la société, perçus dans une perspective dynamique.

La plupart des immigrés prennent racine en France. Cette réalité nouvelle conduit le Haut Conseil à proposer un enrichissement des notions de laïcité et d' «ordre public», compris comme l'ensemble des valeurs essentielles de la société. Ainsi, tous les droits et obligations qui s'appliquent aux Français devraient concerner de la même façon tous les étrangers titulaires d'une carte de résident de dix ans.

Plus question donc d'accepter des coutumes qui briment les femmes, lèsent ou mutilent des enfants. Le regroupement familial, principal canal de l'immigration légale, pourrait être soumis, par la loi, au respect de principes fondamentaux. Le mariage polygame, même célébré à l'étranger, pourrait faire obstacle à l'attribution de la carte de résident permanent. Les mêmes principes conduiraient à interdire aux jeunes franco-maghrébins de faire leur service national en Algérie, pratique minoritaire certes, surtout par les temps qui courent à Alger, mais qui nourrit la démagogie raciste. Le Haut Conseil, pour qui *«il n'est pas possible de rester soi sans accepter de changer»*, veut inscrire de telles réformes dans une évolution progressive de la société, qui accepterait l'autre sans avoir l'impression de se renier. Démarche ambitieuse qui nécessite un effort d'explication. Celui-ci reste à mener, à l'heure où trop de discours sur l'immigration se résument à l'analyse des statistiques de flux et de mesures policières. Pour tenter de déminer quelques-unes des questions posées par l'immigration, les sages, qui sont issues des principales familles politiques, ont réussi la synthèse entre leurs positions souvent contradictoires. Ce n'est pas leur moindre mérite.

Le Monde

EDUCATION • CAMPUS

Les enseignants s'éloignent de la gauche

Déçus par les années Mitterrand, ils ne rejettent pas la politique, mais sont devenus sceptiques révèle un sondage réalisé par SCP Communication pour « le Monde », la Ligue de l'enseignement et France Info

PROF de gauche et engagé, instit laïque et républicain : à la limite du cliché, il y a des images qui collent au monde enseignant comme un atavisme. De génération en génération, la filiation paraît inéluctable, oublieuse des conflits, des débats et des divisions.

En deçà de l'Histoire, la fonction même des enseignants les place sur le terrain de la politique. Transmetteurs de valeurs autant que de savoir, porteurs depuis plus d'un siècle d'une mission qui associe éducation et progrès social, ils sont maîtres à penser, qu'ils le veuillent ou non. Et beaucoup l'ont voulu, secrétaires de mairie dans les villages d'autrefois, parlementaires aujourd'hui, après onze ans de socialisme de gouvernement. Cent soixante-deux enseignants sur les cinq cent soixante-quinze députés de l'Assemblée nationale : qui dit mieux ?

Que reste-t-il de tout cela en 1992, quand la gauche se délite, quand l'extrême droite s'installe, quand la politique semble, au fil des jours, se réduire aux «affaires» et aux injures ? Les enseignants échappent-ils au poujadisme ambiant ? Qu'attendent-ils encore de la politique ? Quel bilan dressent-ils des années Mitterrand ?

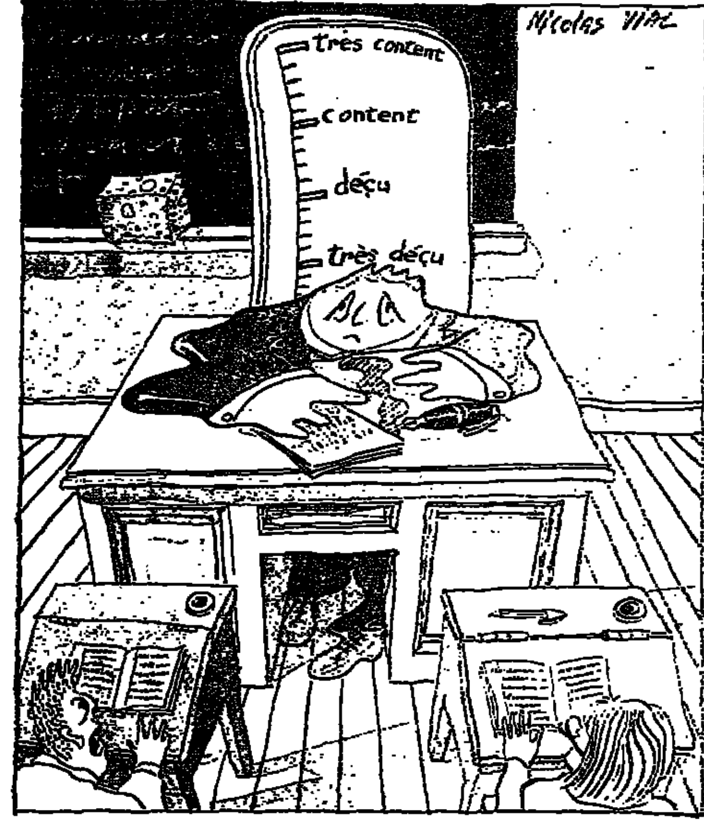
A toutes ces questions, le sondage réalisé pour *le Monde*, la Ligue de l'enseignement et France-Info apporte quelques réponses claires, tout en faisant apparaître bien des contradictions. Le premier constat, en effet, est que le lien profond entre les enseignants et la politique ne s'est pas dénoué. Dans leur ensemble, ils manifestent toujours un intérêt personnel pour la politique : 30 % s'y intéressent beaucoup et 48 % un peu.

Le résultat est comparable à celui de 1977 et supérieur à celui de 1985 quand on leur posait la même question. L'attention à la chose politique est beaucoup plus sensible chez les enseignants les plus âgés (quarante-cinq ans et plus), qui sont 39 % à s'y intéresser beaucoup et chez les universitaires (45 %). L'indifférence est plus grande, en revanche, chez les enseignants les plus jeunes et chez les instituteurs.

Plus intéressant encore, 60 % des enseignants *« attendent quelque chose »* de la politique en France. Le pourcentage grimpe même à 72 % chez les agrégés, à 78 % chez les universitaires ou à 72 % chez ceux qui sont proches du SGEN-CFDT. Et cette attente n'est pas floue. Elle se nourrit, pour plus de la moitié des enseignants (53 %), du désir que la société française change *« beaucoup »* et d'une volonté de se mobiliser sur des enjeux clairement identifiés. En tête des thèmes sur lesquels ils sont prêts à militer figure, sans surprise, la démocratie (39 %), mais aussi, signe des temps, l'environnement (39 %), loin devant le racisme (22 %), la pauvreté (25 %) et plus encore la laïcité (15 %).

Un formidable scepticisme

Bref, les enseignants ne sont pas guettés par la dépolitisation. Mais ils expriment en même temps un formidable scepticisme à l'égard des relais habituels de l'action politique. Ainsi, s'ils sont 60 % à attendre quelque chose de la politique en général, ils ne sont que 40 % à attendre quelque chose de la gauche et 22 % quelque chose de la droite. Dans le détail, ces deux derniers résultats sont très révélateurs. Parmi les enseignants qui ont voté à gauche aux dernières élections, 33 % déclarent ne rien attendre de la gauche. A l'inverse et de façon exactement symétrique, 37 % des enseignants qui ont voté à droite reconnaissent ne rien attendre de cette famille politique. Le décalage entre vote et attentes entre élections et engagement est impressionnant.



Et il est confirmé par l'abandon massif des formes traditionnelles d'expression et de mobilisation. Parmi les 20 % qui déclarent continuer à militer, 54 % (et en particulier les plus jeunes, avec 66 %) le font dans une association, 31 % dans un syndicat, enfin 15 % dans un parti politique. L'hémorragie est particulièrement cruelle pour les syndicats *(lire page 17)*.

Ce scepticisme massif résulte, à l'évidence, de la déception profonde des enseignants à l'égard de la gauche au pouvoir depuis 1981. Pour 77 % d'entre eux, le bilan des années Mitterrand est plutôt (53 %) ou tout à fait (24 %) décevant. Et il ne s'en trouve que 1 % (et 3 % chez les électeurs de gauche) pour déclarer que la gauche a tout à fait répondu à leurs attentes. La désillusion est la plus cruelle dans la génération de 1968, les 35-45 ans, déçus à 86 % et chez les instituteurs (81 %).

Si l'on quitte le terrain des évaluations subjectives pour celui, plus rationnel, de l'analyse de l'action menée depuis dix ans, la condamnation est moins brutale. En effet 46 % des enseignants jugent qu'elle a été tout à fait (5 %) ou plutôt utile (41 %). Cette appréciation positive est plus nette chez les jeunes enseignants (55 %), chez les universitaires (56 %) et surtout chez ceux qui sont proches du Syndicat national des instituteurs (70 %). Mais dans l'ensemble, il se trouve tout de même une majorité des enseignants (52 %), pour estimer que l'action de la gauche n'a été que peu ou pas du tout utile.

Rien de surprenant si ces critiques atteignent de plein fouet le Parti socialiste. Pour 40 % des enseignants, le PS correspond tout à fait (6 %) ou plutôt (34 %) à l'idée qu'ils se font de la gauche. Pour 59 %, c'est peu ou pas du tout le cas. Même parmi les enseignants qui ont voté à gauche aux dernières élections, le PS n'est identifié à la gauche que pour une petite majorité (54 %). Enfin, le jugement porté sur l'avenir politique du Parti socialiste est sans appel. 4 % seulement des enseignants croient aux chances de progression électorale des socialistes d'ici l'an 2000.

Cela ressemble à un divorce consommé. Sans doute les instituteurs, les professeurs et les universitaires ne sont pas prêts à sauter massivement le pas, à changer de camp avec armes et bagages. Leur relation avec la gauche relève encore pour beaucoup du « je t'aime moi non plus », comme le démontrent les évolutions de leurs choix lors des derniers grands scrutins ainsi que leurs intentions de vote pour demain.

Sans pitié pour le PS

Mais il est clair qu'ils sont sans pitié pour la gauche et le Parti socialiste, dont l'érosion électorale est régulière depuis onze ans. Ainsi parmi les enseignants qui ont voté Mitterrand au premier tour des présidentielles de 1981, 66 % feraient le même choix aujourd'hui si c'était à refaire, 18 % s'abstiendraient, 10 % se porteraient vers les autres candidats de gauche ou d'extrême gauche et 6 % vers les candidats de droite. En 1988, parmi les enseignants qui avaient voté Mitterrand sept ans plus tôt, 71 % ont à nouveau choisi, dès le premier tour, le candidat socialiste, mais 12 % se sont portés vers le candidat écologiste, 6 % vers Raymond Barre, 5 % vers Pierre Juquin et 10 % se sont abstenus.

Enfin, si une élection présidentielle avait lieu demain, Georges Marchais recueillerait 4 % des voix enseignantes au premier tour, Michel Rochard 34 %, Antoine Waechter 16 %, Jean-Marie Le Pen 6 %, tandis que 21 % s'abstiendraient ou voteraient blanc. Au deuxième tour, Michel Rocard l'emporterait avec 51 % des voix chez les enseignants, à la fois contre Giscard (22 %) ou contre Chirac (27 %).

Ce n'est donc pas l'hémorragie électorale brutale pour la gauche dans un électorat enseignant qui lui était traditionnellement acquis, et où elle était encore majoritaire en 1988 (51 % pour l'ensemble des candidats de gauche, dont 36 % pour M. Mitterrand, selon une enquête SOFRES-CEVIPOF de mai 1988). Mais il apparaît désormais, pour la première fois depuis des lustres, que si la gauche conserve encore de solides bastions dans le monde enseignant, elle n'y est plus dominante (38 %).

Petit à petit, sans le crier sur les toits, les profs abandonnent la « vieille maison » au profit des écologistes, mais aussi de la droite classique de M. Chirac (de préférence à M. Giscard d'Estaing), voire du Front national, ce qui aurait été impensable il y a quelques années. La singularité enseignante, dans le paysage politique français, est en train de s'estomper, marquant la fin d'une longue période.

GÉRARD COURTOIS

Divorce en silence

Entre les enseignants et la gauche, c'est la fin d'une longue idylle qui avait résisté, depuis plus d'un siècle, à tous les orages. Des « hussards noirs » de la République naissante aux militants de l'union de la gauche, des antifascistes de 1934 aux révolutionnaires de 1968, le même fil nouait un ensemble de valeurs et d'engagements communs.

En quelques années, sans éclats, sans larmes, presque sans grèves, le fossé s'est creusé. Aujourd'hui, le divorce est patent. Largement dominatrice en 1981 chez les instituteurs, les professeurs et les universitaires, la gauche gouvernante a épuisé ce vivier de militants, de cadres ou de parlementaires. En dix ans, elle a perdu plus de vingt points dans ce bastion qui paraissait inexpugnable. Si des élections présidentielles avaient lieu aujourd'hui, elle serait minoritaire dans le monde enseignant. Et 6 % des enseignants voteraient pour le candidat de l'extrême droite...

Désillusions de la décennie Mitterrand, discrédit du Parti socialiste : le bilan est cruel, presque paradoxal, au moment où l'éducation est placée en tête des priorités nationales et retrouve une place de premier choix dans le budget de l'Etat. Mais les bouleversements en profondeur de notre système éducatif pèsent trop lourdement pour permettre aux enseignants d'échapper au désabusement. Plus des trois quarts d'entre eux ne croient pas à la possibilité d'amener 80 % des jeunes au niveau du bac. C'est dire l'écart croissant et inquiétant entre les objectifs gouvernementaux, la demande sociale et les acteurs-clefs de ce changement.

Le malaise enseignant, que nous avons ausculté depuis plusieurs semaines au fil de notre série « Sauve qui peut les profs... », trouve là des racines profondes. Parallèlement à l'éclatement de la grande famille enseignante, à l'œuvre depuis longtemps, en même temps que l'effritement de son histoire et de ses valeurs collectives, le lien qui unissait les enseignants à la gauche et l'éducation au progrès social menace aujourd'hui de se rompre. Avec des conséquences encore incalculables.

G. C.

Le changement à reculons

Plus des trois quarts des enseignants ne croient pas à la possibilité de mener 80% des jeunes au niveau du bac

LES traits marquants de l'attitude des enseignants à l'égard de la politique en général se vérifient quand on les interroge sur le bilan des politiques éducatives menées depuis dix ans : besoin de changement mais scepticisme à toute épreuve, image brouillée de l'action de la gauche mais défiance persistante à l'égard de la droite. Avec ce sentiment constant que les *«profs»* ne se sentent guère responsables de l'évolution du système éducatif, de ses difficultés ou de ses blocages.

Ils sont ainsi 92% à penser que l'éducation a tout à fait (48%) ou plutôt besoin de changement (44%). Ce désir d'évolution est particulièrement sensible dans la génération de 68, qui est la plus déçue par la gauche, mais aussi chez les professeurs du second degré et plus encore chez les enseignants de lycées professionnels. La géographie syndicale trace également des clivages nets entre ceux qui sont proches du syndicat national des instituteurs, tout à fait favorables à des changements pour 50% d'entre eux, alors que ceux qui se reconnaissent dans le SNES ou FO apparaissent plus conservateurs.

Un constat dévastateur

Mais ce désir de changement n'entraîne guère de remise en question de la part des enseignants, un peu comme dans leur analyse du chômage des jeunes *(lire page 16)*. Si le système coince, ce n'est pas de leur fait. Ainsi, parmi ceux qui estiment que l'éducation nationale a besoin de changement, soit la très grande majorité, ils ne sont que 18% à admettre que les enseignants sont le principal facteur de blocage, les plus autocritiques (28%) étant les professeurs de lycée et les enseignants proches du SGEN-CFDT (30%). Pour la plupart, l'impuissance du système à évoluer est renvoyée aux deux repoussoirs traditionnels : l'administration (36%) et surtout les *« politiques »* (45%).

Ces contradictions se confirment dans leur analyse du bilan de la gauche en matière d'enseignement. 19% seulement d'entre eux estiment que l'éducation a bénéficié de l'action menée depuis onze ans. Et pourtant, malgré son discrédit général, le Parti socialiste reste, à leurs yeux, le seul parti politique vraiment capable d'améliorer la situation. Pour 30% (et même 37% chez les plus jeunes), le PS est le plus capable de faire évoluer positivement le système éducatif, quand 14% font confiance aux Verts et 18% à l'ensemble des partis de droite.

L'appréciation portée sur les réformes ou les mesures adoptées depuis 1981 confirme ces incertitudes. En tête du palmarès, les zones d'éducation prioritaires, lancées par Alain Savary et relancées par Lionel Jospin, recueillent 81% d'opinion favorables et les projets d'école ou d'établissement 63%. Déjà plus mitigé est le jugement sur la politique de revalorisation : pour 60% des enseignants, il est positif, mais pour plus du tiers (34%), il est tout à fait ou plutôt négatif.

Deux initiatives récentes, en revanche, sont loin d'emporter l'adhésion des enseignants. Les instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM) partagent à égalité l'ensemble du monde enseignant mais les détracteurs déterminés des IUFM (17%) sont plus nombreux que leurs défenseurs affichés (7%). Sans surprise les opposants les plus farouches se retrouvent dans la mouvance du SNES. Enfin les nouvelles procédures d'orientation des élèves soulèvent plus de critiques (jusqu'à 64% chez les agrégés et 65% au SNES) que d'approbations, seuls les professeurs de lycées professionnels y étant nettement favorables (60%).

Mais le constat le plus brutal, presque dévastateur, porte sur l'orientation centrale, sur l'ossature même des politiques menées depuis 1984 par tous les gouvernements français : pour près d'un enseignant sur quatre, il n'est pas possible que 80% des jeunes atteignent le niveau du baccalauréat. Le scepticisme est presque total chez les professeurs d'enseignement général des collèges (85%) et chez les professeurs de lycée professionnel (89%).

Même parmi les électeurs de gauche, on ne trouve que 28% des enseignants pour croire qu'il sera possible d'atteindre l'objectif clef de la loi d'orientation de 1989. Pis encore, le pourcentage de ceux qui ne croient pas aux *«80%»* a progressé de quatorze points depuis 1985, au moment où J.P. Chevènement lançait le slogan. Bref, plus les portes du lycée s'ouvrent largement, moins les enseignants croient possible de conduire les élèves jusqu'au bac. Un décalage aussi profond est inquiétant, voire explosif.

G. C.

Sauve qui peut les profs...

Le sondage « Les profs sont-ils encore de gauche ? » clôt notre enquête sur les enseignants, leurs déceptions et leurs attentes. Après le « malaise » des enseignants (*le Monde* du 21 novembre 1991), les embûches de l'entrée dans la carrière pour les nouveaux recrutés (*le Monde* du 28 novembre), puis le calvaire des maîtres auxiliaires (*le Monde* du 5 décembre), nous nous sommes penchés sur les enseignants du technique (*le Monde* du 19 décembre), puis sur la grande famille des instituteurs (*le Monde* du 9 janvier 1992). Le sixième volet de l'enquête concernait les universitaires (*le Monde* du 16 janvier) et le dernier tentait de cerner les raisons du phénomène d'« évaporation » des enseignants qui tentent de changer de métier (*le Monde* du

Un sondage réalisé pour « le Monde »

Lionel Jospin : 8,32/20

Jospin, 8,32/20. Peut mieux faire. Telle est en quelque sorte l'appréciation portée par les enseignants quand on leur demande de noter l'action de celui qui est leur ministre depuis près de quatre ans. Un résultat qui, s'il n'est pas glorieux, est loin d'être déshonorant. La fonction de ministre de l'éducation nationale est en effet l'une des plus usantes du gouvernement et bon nombre des locataires antérieurs de la rue de Grenelle y ont laissé des plumes en des temps parfois record.

En outre, il est manifeste que M. Jospin souffre du discrédit du gouvernement Cresson. Lorsqu'on demande aux enseignants à quelle période la politique menée en matière d'éducation a été la plus efficace, ils sont 22 % à mentionner la période 1981-1984 (Mauroy-Savary), 20 % le tandem Fabius-Chevènement (1984-1986) et presque autant – 17 % – le tandem Rocard-Jospin de la période 1988-1991. En revanche, ils ne sont plus que 7 % à retenir la période actuelle, alors que la politique menée par le ministre n'a pas changé depuis mai dernier.

Enfin, derrière cette note moyenne de 8,32/20, l'amplitude est considérable – de 0 à 16 – selon l'âge, le statut, les préférences politiques ou syndicales des enseignants. Les plus jeunes sont les plus indulgents avec le ministre (8,98/20) et les plus âgés (plus de quarante-cinq ans) les plus sévères (7,65/20). De même, les enseignants du supérieur portent un jugement sensiblement plus favorable que les instituteurs. Logiquement, enfin, les enseignants qui se déclarent satisfaits de la gauche accordent nettement la moyenne à M. Jospin (11,09/20) et ceux qui sont proches du SNI créditent le ministre d'un 9,66/20, contre 9/20 pour les adhérents du SGEN, 8,51/20 pour ceux du SNES et 7,44/20 pour ceux de FO.

La décentralisation à l'honneur

JUGÉE positive par 58 % des enseignants, la décentralisation en matière d'éducation efface tous les clivages, de l'appartenace syndicale au type d'établissement fréquenté, des sympathies politiques au corps d'appartenance. Quel que soit leur âge, leur statut, l'analyse qu'ils font de dix années de gouvernement de gauche, les enseignants sont – presque – unanimes : la décentralisation en matière d'éducation est une bonne chose. Parmi les compétences décentralisés, l'entretien des locaux, à la charge des communes, départements et régions, améliore le système éducatif pour 63 % des personnes interrogées. Les plus agés y sont le plus attachés : 71 % des plus de 45 ans y est favorable.

Les enseignants ne s'arrêtent pas à ce taux de satisfaction élevé. Bon nombre d'entre eux accepteraient de voir l'Etat se décharger de nouvelles compétences.

Ainsi, la perspective d'un recrutement régional des professeurs séduit 44 % des enseignants interrogés. Les plus favorables sont ceux qui sont proches du SGEN-CFDT (53 %) et les plus réticents ceux qui sont proches du SNES (50 % contre). Les plus jeunes (entre 18 et 34 ans) y sont le plus favorables (54 %). Ce sont eux qui subissent les affectations les plus contraignantes en début de carrière. Ce résultat ne pourra que conforter la volonté affichée par M. Jospin de déconcentrer et de transférer au niveau académique la gestion des personnels.

La perspective de diplômes régionaux suscite des réticences, mais moins vives qu'on ne le pense volontiers. Un enseignant sur trois y verrait en effet une amélioration du système éducatif. Les oppositions les plus fortes se rencontrent dans les lycées d'enseignement général et professionnel (52 % et 48 % d'opposition). Cette question des diplômes régionaux laisse transparaître les clivages politiques : si un enseignant « de gauche » sur deux s'insurge contre cette proposition, un enseignant « de droite » sur quatre seulement adopte la même attitude.

Pas question, en revanche, de laisser aux régions la responsabilité de l'élaboration des programmes. L'Etat doit en garder la maîtrise, estiment-ils à 44 % (contre 20 %). Les universitaires y sont particulièrement opposés, puisque près d'un sur deux considère qu'une telle évolution serait dommageable. Parmi les syndicats, les enseignants du SNES sont les plus vigilants ; 65 % d'entre eux réagissent de façon négative à cette proposition, considérant qu'elle serait susceptible de détériorer le système éducatif.

M. A.

• **A votre avis, est-ce que le transfert de l'Etat aux régions des compétences suivantes peut :**

	Améliorer le système éducatif	Détériorer le système éducatif	N'aura pas d'effet particulier	NSPP
– Création de diplômes régionaux.	34	43	18	5
– Elaboration des programmes......	20	44	30	6
– Recrutement des professeurs......	44	29	23	4
– Entretien des locaux..................	63	10	23	4

Le chômage occulté

L'ÉCOLE est-elle une fin en soi ? Pour les lycéens ou les étudiants, la réponse vient sans ambiguïté : non, les études son faites avant tout pour déboucher sur un métier, peur du chômage oblige (1). En revanche, il se trouve à peine plus d'un enseignant sur cinq pour estimer que les études sont faites pour trouver un travail. Entre les bancs et l'estrade, le fossé est profond. Il est plus marqué encore dans les amphithéâtres : 8 % seulement des enseignants universitaires établissent un lien privilégié entre les études et l'emploi. Contre 34 % des enseignants... en maternelle.

A quoi sert donc l'école ? A *« former la personne »*, répondent prioritairement 39 % des enseignants, dans une formule vague, bien générale. Troublés par la question, 15 % des professeurs de collège sont même... sans opinion sur la question ! Expression d'un profond désarroi concernant aujourd'hui leur rôle dans l'institution.

En queue des préoccupations, l'acquisition d'une culture générale ne fait plus recette. Désillusion ou pragmatisme, plus les enseignants vieillissent, moins ils y attachent d'importance. En revanche, soucieux d'affirmer leur spécificité pédagogique (par rapport à l'apprentissage notamment), les professeurs de lycées professionnels placent en exergue *« l'acquisition d'une méthode de travail »* (pour un tiers d'entre eux).

En toute bonne logique donc, si les études ne sont pas faites pour déboucher sur un travail, l'éducation nationale ne saurait être proche des réalités économiques et des besoins d'emploi. C'est ce que pensent, en pleine cohérence, les trois quarts des enseignants. Une conviction qui s'accentue avec l'âge et que partagent même les premiers artisans (au sein de l'institution) du rapprochement école-entreprise : les professeurs de lycée professionnel sont tout juste 26 % à penser que le système éducatif est *« beaucoup »* ou *« tout à fait »* proche des réalités économiques.

Lucides peut-être, les enseignants plaident néanmoins non coupables et restent partagés sur la responsabilité de l'éducation nationale dans le chômage des jeunes. Pour la moitié d'entre eux, cette responsabilité incombe peu (36 %) ou pas du tout (15 %) au système éducatif. Les enseignants en maternelle, les syndiqués, les enseignants proches de la gauche, font preuve d'une grande indulgence (62 %, dans chaque cas, épargnent l'institution). Au contraire, les 35-44 ans (pour 58 %), les enseignants proches de la droite (62 %), les professeurs de lycées professionnels (pour 56 %) pointent fermement le doigt sur le coupable : l'école.

J.-M. Dy.

(1) Pour 52 % des étudiants et 51 % des lycéens. Sondages *le Monde* des 8 février 1990 et 30 mai 1991.

• **Avec laquelle de ces opinions vous sentez-vous le plus en accord ?**

Les études sont d'abord faites pour trouver un travail...........	22
Le plus important dans les études, c'est la formation de la personne..........	39
Le plus important dans les études, c'est d'acquérir une culture générale..........	12
Le plus important dans les études, c'est d'acquérir une méthode de travail..........	21
NSP..........	6

• **Le système éducatif en France est-il responsable du chômage des jeunes ?**

Tout à fait..............	14
Plutôt..............	34
Peu..............	36
Pas du tout..............	15
NSP..............	1

• **Pensez-vous que l'éducation nationale soit assez proche des réalités économiques et des besoins d'emploi ?**

Tout à fait..............	3
Plutôt..............	21
Peu..............	52
Pas du tout..............	23
NSP..............	1

LA POLITIQUE : INTÉRÊT ET SCEPTICISME

• **D'une manière générale, estimez-vous que personnellement vous vous intéressez à la politique :**

	ensemble 1992	Rappel IPSOS 1985	Rappel SOFRES 1977
– Beaucoup..............	30	26	35
– Un peu..............	48	46	44
– Très peu..............	15	27	13
– Pas du tout..............	6	27	13
– NSP..............	1	1	8

• **Aujourd'hui, attendez-vous quelque chose de la politique en France ?**

	Ensemble	dont primaire	dont secondaire	dont supérieur
– Oui..............	60	54	64	78
– Non..............	38	43	35	22
– NSP..............	2	3	1	–

• **Aujourd'hui, attendez-vous quelque chose de la gauche en France ?**

Oui..............	40
Non..............	50
NSP..............	10

• **Aujourd'hui, attendez-vous quelque chose de la droite en France ?**

Oui..............	22
Non..............	68
NSP..............	10

LES DÉÇUS DE LA GAUCHE

• **L'action de la gauche au pouvoir, depuis dix ans, a-t-elle été utile en France ?**

	Ensemble	dont primaire	dont secondaire	dont supérieur
– Tout à fait..............	5	5	5	14
– Plutôt..............	41	38	44	42
– Peu..............	39	39	39	36
– Pas du tout..............	13	16	11	3
– NSP..............	2	2	1	5

• **Si l'action de la gauche a été tout à fait ou plutôt utile en France, pour qui ?**

Pour les entreprises..............	21
Pour les salariés..............	18
Pour les professions libérales	3
Pour le service public..............	15
Pour l'éducation nationale..	19
Pour la solidarité..............	38
Pour la culture..............	48
Pour la réduction des inégalités..............	26
NSP..............	9

• **La gauche au pouvoir.**

A tout à fait répondu à vos attentes..............	1
A plutôt répondu à vos attentes..............	20
Vous a plutôt déçu..............	53
Vous a tout à fait déçu..............	24
NSP..............	2

• **Est-ce que le Parti socialiste correspond à l'idée que vous vous faites de la gauche ?**

Tout à fait..............	6
Plutôt..............	34
Peu..............	38
Pas du tout..............	21
NSP..............	1

• **A votre avis, quel parti politique serait aujourd'hui le plus capable de faire évoluer positivement le système éducatif ?**

Parti communiste..............	4
Parti socialiste..............	30
Les Verts..............	14
L'UDF..............	10
Le RPR..............	7
Le Front national..............	1
NSP..............	34

PERSPECTIVES ÉLECTORALES

• **A votre avis, quel parti politique progressera le plus électoralement d'ici à l'an 2000 ?**

Le Parti communiste..............	1
Le Parti socialiste..............	4
Les Verts..............	49
L'UDF..............	3
Le RPR..............	5
Le Front national..............	25
NSP..............	13

• **Si l'élection présidentielle avait lieu demain, pour qui voteriez-vous entre :**

Marchais..............	4
Rocard..............	34
Waechter..............	16
Giscard..............	6
Chirac..............	13
Le Pen..............	6
Abstention, blanc..............	21

• **Si le deuxième tour de l'élection présidentielle avait lieu demain, pour qui voteriez-vous entre :**

Rocard..............	51
Chirac..............	27
Abstention..............	22

ou bien

Rocard..............	51
Giscard..............	22
Abstention..............	27

L'ÉDUCATION EN DEMI-TEINTE

• **A quelle période pensez-vous que la politique menée en matière d'éducation a été le plus efficace ?**

	Ensemble	dont primaire	dont secondaire	dont supérieur
1981-1984. Mauroy-Savary..............	22	18	24	27
1984-1986. Fabius-Chevènement..	20	26	16	8
1986-1988. Chirac-Monory..............	11	11	11	11
1988-1991. Rocard-Jospin..............	17	16	16	36
1991-1992. Cresson-Jospin..............	7	8	6	7
NSP..............	23	21	27	11

• **Croyez-vous qu'il soit possible ou pas, comme le souhaite le gouvernement, que 80 % des jeunes atteignent le niveau du baccalauréat ?**

	Ensemble 1992	Rappel IPSOS 1985
C'est possible..............	20	30
Ce n'est pas possible..............	78	64
NSP..............	2	6

• **Parmi les réformes mises en œuvre depuis dix ans, pourriez-vous dire celles qui sont une réforme ?**

	Très bonne	Plutôt bonne	Plutôt mauvaise	Très mauvaise	NSP
– Les zones d'éducation prioritaires..............	24	57	9	3	7
– Les instituts universitaires de formation des maîtres....	7	40	30	17	6
– Les projets d'école ou d'établissement..............	17	46	23	8	6
– Les nouvelles procédures d'orientation des élèves.......	5	39	38	10	8
– La revalorisation des enseignants..............	22	38	19	15	6

• **Pensez-vous que l'éducation nationale a besoin de changement ?**

Tout à fait..............	48
Plutôt..............	44
Peu..............	6
Pas du tout..............	1
NSP..............	1

• **Si vous estimez que l'éducation nationale a besoin de changement, à votre avis qu'est-ce qui l'empêche le plus de changer ?**

Les enseignants..............	18
L'administration..............	36
Les politiques..............	45
Les parents d'élèves...	6
Les syndicats..............	18
NSP..............	11

la Ligue de l'enseignement et France Info

La déroute des syndicats

Entre les enseignants et leurs organisations syndicales, la rupture est consommée

LE syndicalisme enseignant est dans le rouge. D'un bout à l'autre de l'échiquier, au sein des organisations mastodontes de la Fédération de l'éducation nationale (FEN) comme chez les francs-tireurs autonomes ou affiliés à Force ouvrière (FO), les responsables syndicaux assistent, impuissants, à l'hémorragie de leurs adhérents et à l'effritement du tissu militant.

L'ampleur de la crise a d'abord été sous-estimée. Dans le contexte de débâcle générale des forces syndicales en France – à peine 10 % des Français sont syndiqués aujourd'hui contre 25 % au seuil des années 70, – les enseignants résistaient finalement plutôt bien. Ils sont d'ailleurs, comme l'indique notre sondage, encore un sur trois à être syndiqués. Cette avance confortable et le poids considérable du Syndicat national des instituteurs, véritable ministère-bis et ciment de la profession il y a encore quinze ans, a longtemps masqué l'ampleur des dégâts et différé l'épreuve de vérité.

La crise de confiance est patente aujourd'hui. Les résultats du sondage confirment ce que tous les responsables des organisations enseignantes ne cherchent plus à nier : à mesure que le comportement des enseignants se banalise, que la corporation devient moins homogène, que la culture collective du milieu se délite, la fibre syndicale s'émousse et la désyndicalisation gagne du terrain.

Erosion généralisée

Si 34 % des enseignants de notre échantillon déclarent être adhérents d'un syndicat, 47 % disent l'avoir été et ne plus l'être. Plus faible chez les jeunes, ce qui n'est guère surprenant (24 %), cette proportion s'accroît considérablement à mesure que l'on avance dans la carrière puisque 48 % des 35-44 ans et 71 % des plus de 45 ans sont des ex-adhérents. La désyndicalisation est massive chez les instituteurs (54 % sont d'anciens syndiqués) et chez les enseignants du supérieur (53 %) un peu plus faible chez les professeurs des lycées et collèges (38 %). Mais, parmi ces derniers, le sauve-qui-peut est général chez les agrégés, puisque 89 % d'entre eux déclarent avoir quitté leur syndicat.

Si l'on n'adhère plus à un syndicat une fois arrivé à mi-parcours, c'est sans doute, en partie, parce que l'on n'en a plus grand-chose à en attendre en termes de carrière ou de mutation. Comment expliquer *autrement* une fuite aussi impressionnante dans les rangs des agrégés ? Mais cet argument ne suffit pas à rendre compte d'une telle érosion du réflexe syndical.

Au seuil des années 80, la FEN déclarait 500 000 adhérents, dont 300 000 instituteurs et professeurs de collèges syndiqués au SNI-PEGC. Le SNES, deuxième pilier de la fédération, rassemblait de son côté près de 90 000 professeurs et visait, confiant, la barre des 100 000. Le SGEN-CFDT quant à lui, à l'aise dans son rôle d'aiguillon pédagogique, rassemblait environ 50 000 enseignants, *« de la maternelle à l'université »*. Dix ans plus tard, rien ne va plus, et le bateau fait eau de toutes parts. A commencer par le navire amiral : la FEN.

La situation de la fédération enseignante est *« préoccupante »*, reconnait aujourd'hui M. Guy Lenéouannic, son secrétaire général. C'est le moins qu'on puisse dire. En un peu plus de dix ans, la FEN a perdu environ 250 000 adhérents, sans que, pour autant, ses deux principaux concurrents parmi les enseignants, les deux syndicats FO et le SNALC, en tirent vraiment bénéfice. Implanté dans le second degré, le Syndicat national des lycées et collèges (SNALC) annonce 14 000 adhérents. Il remporte un peu plus de 17 % des voix aux élections professionnelles depuis 1984 chez les professeurs agrégés, mais il perd de l'audience chez les certifiés. Quant à FO, qui reste muette sur le nombre de ses adhérents, elle enregistre une forte chute de son audience aux élections professionnelles (– 8 points depuis 1984).

Plus de la moitié des enseignants qui ont quitté la FEN étaient des instituteurs du SNI-PEGC. Or le SNI constitue à la fois le principal vivier de la fédération enseignante et sa colonne vertébrale politique, puisqu'il fournit l'essentiel de ses bataillons socialistes regroupés dans la tendance UID (Unité indépendance et démocratie). Si le SNI vacille, la FEN chancelle, et son empire est menacé. Or le SNI bat de l'aile.

Les instits déçus par la gauche

Depuis le début des années 80, le SNI a perdu près de la moitié de ses troupes (44 %), et ses responsables avancent, du bout des lèvres, le chiffre de 161 946 adhérents (au lieu de 300 000 en 1978), auquel il faut en outre retrancher près de 30 000 retraités. Et l'horizon est sombre pour le SNI. La baisse démographique interdit tout espoir d'augmentation numérique du corps, et ce dernier va devoir être renouvelé de moitié dans les dix prochaines années. Un défi pour le syndicat, qui va devoir opérer une véritable révolution culturelle en direction d'un nouveau public, plus diversifié et plus diplômé, de « professeurs d'école ».

Au moment de l'arrivée de la gauche au pouvoir, le SNI était déjà dans une mauvaise passe. Mais les deux expériences d'alternance politique de 1981 et de 1986 ont servi de révélateur à la crise et précipité le déclin.

L'état de grâce de la période 1981-1982 a déteint sur le SNI, qui ne perd cette année-là « que » 3 000 adhérents. Mais dans la période qui suit, la désillusion est à la mesure de l'espoir qu'avait fait naitre l'arrivée d'un parti « ami » au pouvoir. Les déçus de la gauche, qui sont, selon notre sondage, particulièrement nombreux chez les instituteurs (81 %), ont sans doute, pour beaucoup, quitté leur syndicat dans ces années noires, marquées par la réforme des collèges et la bataille de l'enseignement privé. La période 1983-1985 est catastrophique pour le SNI : il perd encore 32 000 adhérents en trois ans.

Il en regagnera un petit millier en 1986 à la faveur du retour au pouvoir de la droite, mais la baisse reprendra l'année suivante, particulièrement forte en 1987-1988, qui verra le départ de près de 20 000 adhérents. Cette année-là, les manifestations contre le projet de statut de maîtres-directeurs sont menées tambour battant par les premières coordinations d'instituteurs. Le SNI s'accrochera, tant bien que mal, au mouvement. Mais, pour beaucoup d'*instituteurs, la fracture est* consommée. Depuis 1987, le SNI continue inexorablement à perdre en moyenne 10 000 adhérents par an.

Pas de miracle

Si aucun syndicat, dans et hors de la FEN, n'est en mesure de pavoiser, le SNI est sans doute celui qui traverse actuellement les plus grandes difficultés. En effet, le SGEN-CFDT a gagné un point chez les instituteurs aux élections de 1990, tandis que le SNES, dans le second degré, renforce régulièrement ses positions, en particulier chez les certifiés (+ 7 points en 1987, + 2 points en 1990).

Le SNES affiche aujourd'hui 72 000 adhérents, soit un taux de syndicalisation de 33,5 %. Comme ses voisins, il a subi la vague de désyndicalisation massive du début des années 80. Mais il est porté par l'augmentation mécanique des effectifs dans le second degré. Bien calé sur son fief, prônant – comme le SNETAA, le syndicat du technique, son allié au sein de la FEN – un syndicalisme *« de proximité »* et de *« défense des personnels »* assez bien dans l'air du temps, il tire visiblement avantage des difficultés croissantes des enseignants, déboussolés par les transformations du système éducatif.

Reste que, même s'il colle au plus près à la réalité du terrain et aux attentes de son public – que le sondage révèle plus investi dans le débat politique et plus critique à l'égard des socialistes et de l'action de la gauche, – le SNES ne fait pas de miracle.

Que veulent donc les enseignants ? Pourquoi se détournent-ils aussi massivement de leurs organisations syndicales au moment où l'éducation est élevée au rang de priorité nationale et redevient, depuis 1991, le premier budget de l'Etat. Au moment, aussi, où un certain nombre d'idées défendues par les syndicats – celles des zones d'éducation prioritaires ou des cycles dans l'école primaire, par exemple, – sont officiellement reconnues ? Les enseignants sont très nombreux (75 %) à juger leurs syndicats *« conservateurs »*, la proportion grimpant à 87 % chez ceux qui ne sont plus syndiqués mais qui l'ont été. Est-ce là une clé d'explication du divorce ? Rien n'est moins sûr, puisque les enseignants ne sont, en même temps, que 18 % à estimer que *« l'action des syndicats est un obstacle au changement dans l'éducation nationale »*. Comme si, finalement, ils se satisfaisaient fort bien d'un certain conservatisme syndical...

Faut-il alors évoquer simplement l'indifférence, la montée de l'individualisme et la crise des valeurs qui ont fondé le syndicalisme enseignant ? Chez les enseignants, les valeurs traditionnelles de la gauche ne semblent plus faire recette. Il est révélateur par exemple, que le syndicalisme et surtout la laïcité – valeur fondatrice du SNI et de la FEN – ne remportent respectivement que 3 % et 15 % des suffrages des enseignants quand on leur demande sur quoi *« ils seraient prêts à militer »*. Or actuellement la FEN, sous couvert de *« faire du neuf »* et de donner un second souffle au syndicalisme enseignant, semble s'absorber entièrement dans des débats internes peu mobilisateurs pour sa base. Quant au « combat laïque », il continue inlassablement de nourrir nombre d'éditoriaux de *l'Ecole libératrice*, l'hebdomadaire du SNI. Entre ces débats décalés et un corporatisme sans projet, la voie est étroite pour la relance du syndicalisme enseignant.

CHRISTINE GARIN



• A votre avis, l'action des syndicats enseignants est-elle, au sein de l'éducation nationale ?

Un élément d'innovation	21
Un élément conservateur	75
NSP	4

• Etes-vous syndiqué ?

Oui	34
Non	66

• Si vous n'êtes pas syndiqué, l'avez-vous été ?

	OUI	NON
Ensemble	47	53
dont :		
vote SNI	84	16
vote SGEN-CFDT	67	33
vote SNES	53	47
vote FO	90	10
ne votent pas	32	68

Cette étude a été réalisée par SCP Communication auprès d'un échantillon de 532 enseignants représentatifs de l'ensemble de la population des enseignants en France (hors Corse et départements et territoires d'outre-mer) par sexe, par statut et par académie. Les interviews ont eu lieu en face-à-face dans toute la France du 13 au 22 janvier.

Cet échantillon a été établi par la méthode des quotas, d'après les statistiques de la direction de l'évaluation et de la prospective du ministère de l'éducation nationale.

L'héritage républicain

par Alain Bergounioux

LA relation privilégiée qu'entretiennent les enseignants avec la politique, et particulièrement avec les partis de gauche, est une idée couramment admise dans l'opinion. Elle fait même l'objet d'un débat politique récurrent, la droite dénonçant la *« politisation »* indue de l'école, dont la gauche serait responsable. Comme toutes les images fortes de notre vie nationale, celle-ci a sa part de vérité mais aussi ses approximations.

Si, en France plus que dans les autres pays d'Europe, les enseignants ont noué un rapport étroit avec la politique, nous le devons d'abord au rôle que joue l'école dans la société française depuis deux siècles. La Révolution, en effet, a conçu l'école comme un service public indépendant de l'Eglise, au fondement même de ce que devait être le nouveau lien social, la participation de tous aux principes de la raison républicaine. Et, tout au long du dix-neuvième siècle, les républicains ont investi l'école de la double mission d'unifier les esprits et d'achever l'unité nationale.

« La République a fait l'école, l'école fera la République » : cette formule, souvent citée sous la *IIIe République, montre l'intensité* de l'enjeu. Depuis lors, la « question scolaire » a été une des lignes de partage les plus sûres de notre géographie politique.

Les enseignants, d'abord ceux de l'enseignement primaire – ces *« fils de 1789 »*, comme le disait Jules Ferry, – puis les professeurs quand la démocratisation aura gagné lycées et universités, ont été ainsi placés au centre de l'affrontement global qui a opposé la droite et la gauche sur l'organisation de la société. Certains traits durables d'une culture politique remontent aux origines de cet affrontement.

La laïcité, tout d'abord, forgée dans la lutte contre le cléricalisme. Les enseignants ont été au premier rang du combat laïque et bien après que celui-ci se fut quelque peu refroidi... L'attachement à l'Etat républicain, ensuite, qui a garanti une indépendance au moins relative face aux notables locaux, est demeuré constant, malgré les critiques adressées par le syndicalisme enseignant lui-même. Enfin, l'adhésion à la promesse sociale que représentait l'école républicaine a aussi revêtu une grande importance, nourrissant une préoccupation sociale permanente. Les inégalités de la société réelle ont sans cesse renouvelé la mission d'une école réparatrice et ont permis aux enseignants d'en appeler d'une République imparfaite à une République véritable.

Une réserve de militants

Ces trois traits – laïcité, Etat républicain et ambition sociale, – ont défini la conception de l'intérêt général qui a prévalu dans les premières générations d'enseignants républicains. Ils permettent d'expliquer l'ancrage à gauche prépondérant – mais non exclusif – du milieu enseignant. Cette dynamique politique a marqué toute l'évolution du syndicalisme enseignant. Celui-ci a non seulement intégré l'héritage républicain, mais a aussi accompagné la gauche française dans ses évolutions et ses divisions, avec les instituteurs dans les deux premières décennies du siècle, puis avec les professeurs, à la fin des années 30 et dans les années 40.

Les amicales des années 1890 étaient républicaines ; la syndicalisation du début du siècle, plutôt socialiste ; la Fédération générale de l'enseignement du Front populaire, principalement socialiste et communiste ; la FEN de 1968, toujours socialiste et communiste, mais avec des minorités gauchistes. Le SGEN, créé en 1937, a joué un rôle-clé dans la déconfessionnalisation d'une partie du syndicalisme chrétien et dans la définition socialiste de la jeune CFDT. Dans la diversité de ses organisations et de ses tendances, le syndicalisme enseignant a donné un nombre important de militants, de candidats et d'élus aux partis de gauche, tout particulièrement à la SFIO, au PSU, puis au Parti socialiste.

Rien de surprenant, dès lors, que la gauche enseignante ait pu avoir une action notable à plusieurs moments historiques. Agent électoral efficace pour la victoire du Cartel des gauches en 1924, elle a été aux sources du rapprochement unitaire de 1934, notamment par sa présence dans le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes. Particulièrement attaquée par le régime de Vichy, elle a été très active dans la Résistance. Mobilisée contre le « coup d'Etat » de mai 1958, elle a été au cœur de la crise de 1968 avant d'apporter un soutien fervent à l'union de la gauche dans les années 70.

Fortes de son assise dans le syndicalisme, de son influence dans les partis, la gauche enseignante a le plus souvent occupé le devant de la scène, favorisant l'identification des enseignants et de la gauche. Mais cette force a recélé bien des faiblesses et a toujours été contestée par une droite enseignante.

L'idéologie et les corporations

A part quelques rares moments, en effet, la gauche enseignante a toujours été divisée. Les instituteurs pacifistes d'avant 1914 n'étaient qu'une minorité. Les communistes de la Fédération unitaire dans les années 20 remettaient en question le caractère libérateur de l'école pour prôner un *« enseignement prolétarien »*. Munich a réduit l'unité de 1936. En 1948, la FEN ne doit son unité qu'au prix d'un affrontement permanent de ses tendances. Les contradictions idéologiques ont été les plus visibles, mais les heurts corporatifs n'ont pas été moins profonds, au point qu'un instituteur et qu'un agrégé socialistes sont le plus souvent d'abord un instituteur et un agrégé... La force de la gauche enseignante a ainsi pu se révéler impuissante à plusieurs reprises, tout particulièrement dans son incapacité à définir un projet pédagogique commun.

Dans l'enseignement public, des groupements et des syndicats se rattachant à la droite ont mené une opposition constante aux thèses de la gauche enseignante. Des instituteurs nationalistes ont dénoncé de manière virulente l'antipatriotisme de leurs collègues syndicalistes. Avec le Cercle Fustel-de-Coulanges, l'Action française a constitué un réseau influent jusqu'en 1940. Faibles dans l'enseignement primaire, plus représentatifs dans l'enseignement secondaire et à l'université, les syndicats se rattachant à la droite, le SNALC, le CNGA, etc. ont dénoncé sans relâche la *« politisation »* des syndicats de gauche, critiqué la complaisance de l'administration, défendu l'institution scolaire contre une *« démocratisation démagogique »*.

Quelle mission civique ?

Ce conflit entre gauche et droite enseignantes a été essentiellement celui de deux minorités militantes, la gauche ayant plutôt ses positions de force dans l'enseignement primaire, la droite dans l'enseignement secondaire – l'Université étant de tradition plus individualiste. Son histoire a jusqu'à présent été commandée par la dynamique mise en place par l'école républicaine et le défi répété de la démocratisation qu'elle a porté. C'est là qu'il faut chercher le ressort de l'engagement politique des enseignants et de l'attirance de bon nombre d'entre eux vers la gauche, malgré les épreuves traversées et les divisions réelles.

La question pour l'avenir ne tient sans doute pas, en premier lieu, à l'état de la gauche elle-même, et peut-être même pas à celui du syndicalisme, mais avant tout aux représentations que les enseignants se font de la nature du système éducatif et de leur métier. Conçoivent-ils toujours l'école comme le fondement du lien social et leur métier dans la perspective d'une mission civique ?

▶ Alain Bergounioux est historien, auteur d'une histoire de la FEN, *la Forteresse enseignante* (Fayard, 1985), en collaboration avec V. Aubert, J.-P. Martin et R. Mouriaux.

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

A quatre mois de la conférence de l'ONU sur l'environnement

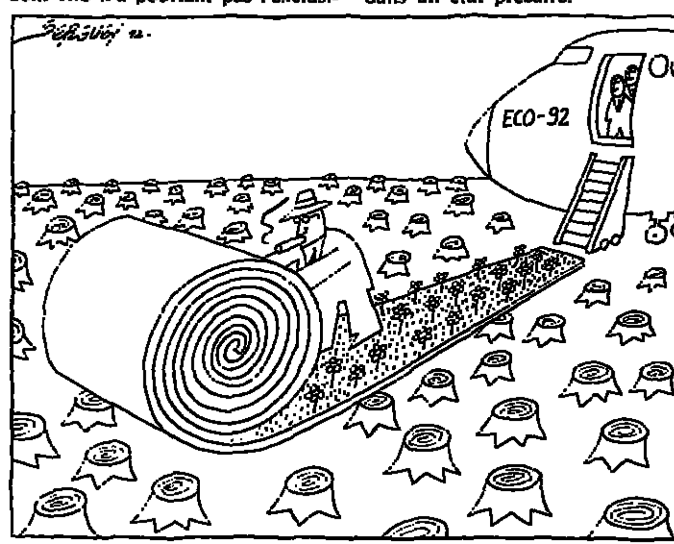
Rio-de-Janeiro tente de se mettre à l'heure de l'écologie

Environ 38 000 participants et 2 000 journalistes sont attendus à la conférence des Nations unies sur l'environnement, qui se tiendra à Rio-de-Janeiro, du 1er au 12 juin prochain. L'ancienne capitale du Brésil, dont le blason s'est bien terni, joue son va-tout pour se montrer à la hauteur de l'événement.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Une ville en chantier, parsemée de trous, petits et gros, encombrée d'engins mécaniques et lancée dans des projets les plus fous : ainsi va Rio-de-Janeiro, à quelques mois de «sa» conférence, celle de l'Organisation des Nations Unies sur l'environnement. Un événement-revanche pour une cité qui n'en finit pas d'être précipitée vers le déclin. Rio-de-Janeiro n'est plus capitale depuis plus de trente ans. Brasilia accapare le pouvoir politique et Sao-Paulo celui de l'argent, chaque jour un peu plus. Même les touristes, échaudés par une violence dont Rio n'a pourtant pas l'exclusivité brésilienne, boudent les merveilles cariocas.



La conférence «Eco-92» est donc l'occasion à ne pas manquer pour Rio, qui déploie l'énergie du désespoir pour renouer – fût-ce pour quelques jours – avec la gloire passée. De vieux projets sont ressortis, qu'on n'avait pu financer, comme celui de la «ligne rouge», un axe de liaison rapide entre le centre de la ville et l'aéroport international, dont les travaux de construction devraient être achevés dans quelques semaines. Ce projet était devenu une nécessité en raison de pluies parfois diluviennes qui transforment l'avenue du Brésil – seule voie existante actuellement – en un fleuve infranchissable.

Du gazon sur la cathédrale

La mairie a trouvé mieux que cette simple bretelle d'autoroute, guère écologique : la création sur le littoral des plages de la zone sud d'une piste cyclable, sur une longueur d'une vingtaine de kilomètres, qui a nécessité six mois de travaux, de chaussées défoncées, d'arbres arrachés (pas toujours replantés).

Ce projet, baptisé «Rio bord de mer», a été mené à bien avec une rapidité inhabituelle. Les riverains, qui se sont plaint de la suppression de places de stationnement, pourront néanmoins se baigner sur des plages plus propres : les buvettes ont été reliées au système d'égouts et d'adduction d'eau.

Rien ne sera d'ailleurs trop beau pour le mois de juin. Des parcs, places et jardins ont été aménagés autour de cathédrale d'Oscar Niemeyer, hier encore cernée de terrains vagues et de parkings plus ou moins sauvages. L'archevêque de Rio-de-Janeiro, Mgr Eugenio Sales, a par ailleurs jugé *«très intéressant»* le projet de recouvrir avec du gazon le toit de la cathédrale, sur une pente supérieure à celle du stade parisien de Bercy, dans une ville où la température moyenne avoisine 30 degrés. L'église devrait donc avoir son «manteau vert» pour le début de l'hiver brésilien.

Nul ne sait en revanche si les émissaires d'égouts endommagés au large de la plage d'Ipanema seront réparés à temps. La rupture d'un tuyau a amené les autorités à déconseiller les bains de mer. Les travaux entrepris devaient être terminés depuis plus d'un mois, mais les experts ont découvert que l'ensemble des canalisations se trouvait dans un état précaire.

Une multitude d'autres projets sont en gestation, en marge de la préparation de la conférence officielle, qui coïncide avec les célébrations du cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique. Après la réunion des organisations non gouvernementales organisée à Paris en décembre dernier, la France a mis en chantier, sur une idée de la mairie de Nantes, un projet appelé «Cargo 92». Un bateau circulant sur la côte ouest de l'Amérique du Sud transportera quatre troupes (théâtre, rock, danse) pour de nombreuses représentations, ainsi qu'un décor représentant une rue de Paris. Le navire fera escale entre les mois de mai et juin à Rio-de-Janeiro.

L'Institut Goethe, l'organisme culturel allemand, a prévu d'inviter vingt-cinq artistes internationaux entre le 1er et le 22 février en différents lieux d'Amazonie. Les œuvres réalisées pendant ce séjour seront exposées au musée d'art moderne de Rio-de-Janeiro pendant la conférence. Seront aussi organisés, pêle-mêle, un tournoi de football entre les pays de la CEE et ceux du cône sud de l'Amérique au stade Maracana, un défilé des écoles de samba (*remake* du carnaval), des régates, une transatlantique, des courses hippiques...

Impôts locaux multipliés par deux

A ces préparatifs s'ajoute le casse-tête de l'organisation proprement dite de la conférence, sous la houlette d'un «groupe de travail national», qui dispose d'un budget de 25 millions de dollars. Les débats officiels se dérouleront dans le palais des congrès du «Rio Centro» – un espace de 600 000 m² bien mal nommé, puisqu'il se situe à la périphérie de la ville, à une bonne quinzaine de kilomètres des hôtels de la zone sud. Prévoit-on un ballet d'hélicoptères, une caravane de limousines ou des navettes d'hydroglisseurs et de vedettes rapides pour accéder au palais ? Point de réponses fermes pour l'instant. Seule certitude : des liaisons par autobus seront assurées.

L'organisation de la sécurité pourrait échoir en partie à la France : le système adopté lors des célébrations du bicentenaire de la révolution célébré à Paris a été retenu. La firme Alcatel a d'ores et déjà signé un contrat de 75 millions de francs pour la fourniture d'équipements de radio-téléphonie.

Le coût de l'organisation de cette conférence reste vague. Selon la mairie, 150 millions de dollars devront être déboursés pour la «ligne rouge» (en partie financée par le gouvernement fédéral, hôte des festivités), 50 millions de dollars pour la modernisation de l'aéroport, 250 millions de dollars pour les plages et l'éclairage. La Banque mondiale a, elle, libéré près d'un demi-milliard de dollars dans le cadre d'un programme de dépollution de la baie de Guanabara. Les habitants de Rio-de-Janeiro ont vu leurs impôts locaux multipliés par deux, en valeur constante. Une mauvaise surprise, même si le maire, M. Marcelo Alencar, se félicite de la *«réalisation de travaux qui resteront acquis»* et souligne qu'il a été *«largement fait appel à l'initiative privée»*.

Il reste encore beaucoup d'inconnues : le nombre de chefs d'Etat présents – le président Fernand Collor de Mello multiplie les contacts à ce propos – et les sujets qui seront à l'ordre du jour de cette prestigieuse conférence. Il s'agit au Brésil d'une délicate question, et le virulent gouverneur de l'Etat de l'Amazonie, M. Gilberto Mestrinho, répète à l'envi qu'il n'est pas question de tolérer un *«happening sur le devenir de la forêt amazonienne»*. Le gouverneur a même envisagé un moment d'inviter le jour même de l'ouverture des débats quelques grands chanteurs internationaux pour un show destiné à détourner l'attention d'Eco-92.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

□ **Les Verts de Paris jugent «démagogique» la décision de planter 3 000 arbres dans le treizième arrondissement.** – *«La politique de surdensification de Paris de ces dernières années a amené la mairie à abattre une partie des arbres de la capitale qui la gênait dans ses opérations d'urbanisme»*, estiment les Verts de Paris, qui ajoutent : *«Le maire, ayant compris un peu tard le danger électoral de sa politique d'urbanisme, propose aujourd'hui des mesures démagogiques, comme celle de planter 3 000 arbres»* dans le treizième arrondissement (*le Monde* du 30 janvier). Ce quartier, rappellent-ils, accueillera, une fois l'opération «Seine-Rive-Gauche» achevée, quatre-vingt-dix mille personnes ainsi que la Bibliothèque de France.

□ **Troisième vol de tableaux sur la Côte d'Azur en moins de deux semaines.** – Dix toiles d'un montant estimé à 3,75 millions de francs ont été dérobées au cours de la nuit du lundi 3 au mardi 4 février dans une galerie de peinture d'Antibes (Alpes-Maritimes). Parmi ces toiles figuraient deux tableaux de Bernard Buffet. Deux autres vols de tableaux ont eu lieu ces dernières semaines sur la Côte d'Azur : le premier à la Fondation Ephrussi de Rothschild à Saint-Jean-Cap-Ferrat, le 22 janvier, où une douzaine de toiles et de pastels d'un montant de 6,8 millions de francs ont été dérobés ; le second dans une galerie de Cannes, où douze toiles d'une valeur de 1,2 million de francs ont disparu le 29 janvier.

Symbole des libertés basques

Le chêne de Guernica est malade

BAYONNE

de notre correspondant

L'arbre de Guernica, qui avait résisté aux bombes déversées par l'aviation allemande au mois d'avril 1937, est malade. Ce chêne est le grand symbole des libertés du monde basque : sous le chêne de Guernica, les rois d'Espagne se sont succédé au fil des siècles, venant s'engager à respecter les *fueros*, les droits coutumiers basques. Juan Carlos, actuel tenant de la couronne espagnole, a satisfait à cette tradition, le 4 février 1981.

L'actuel arbre de Guernica, âgé de cent trente-deux ans, se trouve au centre de la célèbre ville dont le martyre inspira Pablo Picasso. Le chêne est planté à côté de l'ancien édifice des *juntas* générales de la province de Biscaye. Antton Aurre, président des *juntas* – l'équivalent du conseil général en France, – vient d'annoncer que l'arbre se trouve *«dans un état préoccupant»*. Un coléoptère mange ses racines, avec une sensible préférence pour les plus jeunes. Si l'attaque se développe davantage, le symbole des libertés basques risque de se dessécher entièrement. L'année dernière déjà, le feuillage du chêne de Guernica n'avait pas atteint son volume normal.

Les *juntas* générales de Biscaye envisagent de confier la santé de l'arbre à une entreprise aragonaise : les racines du chêne devront être partiellement dégagées, un système d'irrigation sera aménagé en même temps que la terre sera nutritionnellement enrichie, afin de redonner brillance et vie à l'arbre des Basques.

PATRICK BUSQUET

NUCLÉAIRE

En pourparlers avec les Italiens

Les Suédois espèrent développer un réacteur nucléaire à sûreté passive

STOCKHOLM

de notre correspondante

«Développer un réacteur coûte beaucoup de temps et beaucoup d'argent. A plus forte raison lorsqu'on le fait seul. Il faut compter plusieurs milliards de couronnes. ABB-Atom ne dispose pas du type de financement que fournit, par exemple, aux Etats-Unis le DOE – le département de l'énergie – *à General Electric. Maintenant, ce sera peut-être possible avec l'Italie»*, explique M. Jan Runemark, le PDG de ABB-Atom à Vasteraas.

Depuis quelque temps en effet le consortium formé parABB-Atom, Ansaldo et Fiat est en pourparlers avec ENEL, la direction générale de l'électricité italienne, pour poursuivre le développement du réacteur nucléaire à sécurité passive PIUS, et obtenir une licence d'exploitation. Les Italiens qui, depuis l'accident de Tchernobyl, ont arrêté leurs propres centrales, ne veulent plus de la filière à eau légère et s'intéresseraient à la *«nouvelle philosophie»* proposée par PIUS.

Les résultats de ces pourparlers devraient être connus au mois de mars au plus tard. PIUS, qui est l'acronyme de Process Inherent Ultimate Safety, n'existe pas encore physiquement. Le concept qu'il présente repose sur un système passif qui assure la sécurité *«à 100 % selon des lois naturelles»*. Le système, en cas de défaillance, se prend en charge *«sans réclamer l'intervention d'opérateurs, de pompes et de soupapes»*.

En fait, le réacteur s'arrête lui-même et devrait être, ce faisant, libéré du facteur humain. Un concept sur lequel tous les grands de l'industrie nucléaire, japonais, européens et américains, travaillent aussi en vue d'offrir aux exploitants une prochaine génération de réacteurs plus sûrs.

La protection qu'ils offriraient est *«ultime, en ce sens qu'elle est fournie dans toutes les circonstances plausibles, même si les systèmes de contrôle cessent de fonctionner»*. Une conception *«entièrement nouvelle»* selon M. Runemark, qui espère que l'Italie sera la porte d'entrée pour l'exploitation commerciale de PIUS. *«Mais ce ne sera pas avant la fin de cette décennie. Il faut que les autorités acceptent cette philosophie de la sécurité. Ce n'est pas la même chose que de présenter un nouveau modèle de voiture.»*

FRANÇOISE NIETO

MÉDECINE

«Jean Hamburger restera un exemple pour de nombreuses générations», affirme M. Mitterrand

M. François Mitterrand a adressé, mardi 4 février, un télégramme à la famille du professeur Jean Hamburger, décédé samedi 1er février (*le Monde* du 5 février). *«J'apprends avec beaucoup de tristesse et d'émotion la disparition du professeur Hamburger*, écrit le chef de l'Etat. *Avec lui disparaît une personnalité remarquable. Il avait su allier avec rigueur et intelligence son apport à la recherche et une réflexion de moraliste sur le rôle du médecin face aux grandes découvertes. Il a contribué à maintenir la grande tradition médicale française. Il restera un exemple pour de nombreuses générations confrontées à de nouvelles questions éthiques sur l'homme et la vie.»*

M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, MM. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, et Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, soulignent sa contribution à la médecine moderne.

SPORTS

TENNIS : Tournoi mondial des minimes à Tarbes

Les «petits as» sont devenus grands

Les «petits as» de Tarbes, tournoi international minimes de tennis, fête son dixième anniversaire. Il est devenu le passage obligé des grands champions de demain. Les trois cents meilleurs mondiaux de trente et un pays s'y rencontrent jusqu'au 9 février.

TARBES

de notre correspondant

Comme dans la plus belle des histoires de tennis, ils étaient trois mousquetaires à l'origine : Hervé Siméon, Jean-Claude Knaebel et Jacques Dutrey, trois joueurs et éducateurs tarbais que rien ne prédestinait, en 1982, à faire du chef-lieu industriel des Hautes-Pyrénées une pépinière de champions en herbe. Pourtant, leur pari est gagné. Les «petits as» sont devenus, dix ans après leur création, un des plus grands tournois mondiaux de tennis réservés aux treize et quatorze ans. Le Roland-Garros des Lilliputiens.

Tarbes est devenu un lieu privilégié pour les découvreurs de talents. Surtout depuis qu'on a vu l'Américain Michael Chang et l'Espagnole Arantxa Sanchez, les héros de Roland-Garros 1989, tomber dans les bras de Jean-Claude Knaebel, le père spirituel de l'épreuve pyrénéenne, devant toutes les télévisions du monde, et rappeler avoir gagné les «petits as» en 1986 pour l'un, y avoir participé pour l'autre.

Au palmarès des «petits as», on trouve en effet les noms de quelques-uns des meilleurs classés de l'ATP : le Français Frédéric Fontang (1984), cinquante-huitième mondial ; le Hollandais Richard Krajicek (1985), trente-cinquième mondial ; et bien sûr, l'Américain Michael Chang, en 1986, l'année où un certain Fabrice Santoro était demi-finaliste. Autres anciens «petits as» : Guillaume Raoux, Conchita Martinez et Anke Huber, que l'on a présentée outre-Rhin, en 1988, l'année de sa victoire, comme la doublure de Steffi Graff. Désormais, on attend l'éclosion des Américains Tommy Schimada et Nicole London, révélés en 1989, du Roumain Razvan Sabau, futur Nastase, ou de la Suissesse Martina Hingis, tous deux gagnants de l'édition 1991 à l'âge de onze ans.

Pour souffler leurs dix bougies d'existence, les «petits as» ont battu tous les records : quatre mille cinq cents préqualifiés dans cinquante centres de détection français, trois cents qualifiés et un plateau final de quatre-vingt-seize espoirs venus de trente et un pays dont l'Afrique du Sud, la Croatie, la Russie, la Géorgie, la Slovénie, la Pologne et la Tchécoslovaquie.

JEAN-JACQUES ROLLAT

□ **Des enseignants de Mantes-la-Jolie (Yvelines) occupent la mairie.** – Des enseignants de Mantes-la-Jolie (Yvelines) occupent la mairie de la commune depuis mardi 4 février. Après douze jours de grève en décembre pour protester contre le climat d'insécurité et la dégradation de leurs conditions de travail (*le Monde* du 18 décembre), ils estiment que les promesses faites par le rectorat, le 15 décembre, n'ont pas été tenues. Mardi 4 février, le recteur de l'académie de Versailles, M. Armand Frémont, avait indiqué que la suppression de vingt-cinq postes d'enseignants dans les collèges de la région de Mantes sera compensée par la création d'une cinquantaine d'autres postes. Ils seront affectés à ces mêmes établissements, mais dans des matières différentes, ou à un quatrième collège, qui ouvrira ses portes à la rentrée prochaine.

CULTURE

Images pas sages

Succès du premier Festival Cinéma et banlieue à Vaulx-en-Velin

LYON

de notre bureau régional

Dix-huit mois après la flambée de violence qui embrasa le cœur de sa ZUP, à l'automne 1990, Vaulx-en-Velin, commune de l'Est lyonnais, a accueilli, du 23 au 31 janvier, le premier Festival national Cinéma et banlieue au cours duquel quelque cent vingt films, de court, moyen ou long métrage, documentaires ou de fiction, ont été projetés devant un public extrêmement divers.

Cette information brute sonne déjà comme un communiqué de victoire pour Ahmed Djemaï, trente-cinq ans, cinéaste, initiateur et délégué général de cette manifestation, et pour les généreux parrains, publics ou privés (1), qui ont soutenu ce projet aventureux mais *«tellement symbolique»*.

Les salles de projection excentrées interdisaient les échanges et les pauses café-sandwich entre deux projections, mais imposaient une visite en forme d'état des lieux de la pathétique cité de la Grappinière, en attente de réhabilitation, au fameux Mas du taureau, qui renaît de ses cendres. Le manque de rodage de la logistique était compensé par la bonne volonté des équipes recrutées parmi les jeunes du quartier, confortés par la présence des invités, Claire Denis, Rachid Bouchareb, Yves Boisset, Youssef Chahine, Sophie Renoir et Annie Girardot (ces deux dernières présidaient respectivement les jurys «Images émergences» – courts métrages réalisés par des débutants – et «Grandes images» – longs métrages de fiction).

Au sein de la programmation pléthorique, dont l'objectif était de *«positiver»* le concept, terne et flou, de «banlieue» et de revaloriser ceux qui peuplent ces éternels *«nouveaux territoires»*, la plupart des films présentés renvoient des images sombres, désespérées, de l'univers suburbain et de ses fantasmes. Parmi les longs métrages de fiction, les titres sont révélateurs : *les Matins chagrins*, *la Valse des pigeons*, *Sale destin*, *Toujours seuls !* (là, pourtant, l'humour pointe). Loubards, zonards, beaufs, keufs en sont les personnages typiques.

Le prix de la meilleure œuvre a été attribué au Péruvien Francisco Lombardi pour *Tombés du ciel*, le Prix de la ville de Vaulx-en-Velin au Danois Erik Clausen pour *Rami et Juliet*, une adaptation moderne de Shakespeare, et le prix du public au Québécois Marcel Simard pour *Love moi*, sur la violence quotidienne dans un quartier de Montréal.

Morose et pas rose, la banlieue ? Dans les courts métrages, c'est souvent pire. En feuilletant le catalogue officiel, le résumé des scripts suffit à flanquer la déprime. Le Prix de la meilleure œuvre a été décerné au Français Olivier Megaton pour *No Way ou le Cœur du Phœnix*. La mention spéciale du jury est allée à Jean-Luc Derozier pour *Ring*. Mais le Prix du meilleur documentaire a été décerné au très beau *Non lieux*, de Mariana Otera et Alexandra Rojo, l'un des rares films porteurs de tendresse et d'espoir.

ROBERT BELLERET

(1) Le festival, dont le budget avoisinait 1,7 million de francs, a été financé par l'Etat (40 %), la ville de Vaulx-en-Velin (20 %), des services publics et plusieurs organismes privés.

ÉCONOMIE

BILLET

Le non d'Olivetti à IBM

Olivetti ne se rendra pas à IBM. En déclinant l'offre de mariage formulée en début de semaine par les dirigeants d'IBM Italia, M. Carlo De Benedetti, le président et principal actionnaire du groupe informatique italien, s'est montré très sévère pour l'alliance conclue par le français Bull.

Pas question de devenir de simples distributeurs de produits et technologies IBM, a estimé le PDG de la firme d'Ivrea. Pas question de céder aux sirènes du géant d'Armonk, dont les propositions sont *« du type cheval de Troie, c'est-à-dire qu'elles permettent de payer peu et d'obtenir un circuit de commercialisation »*. L'analyse est claire : pour Olivetti, Bull a joué avec le diable.

Le constructeur français le paiera un jour ou l'autre en termes d'autonomie de décision, d'indépendance.

Dépit amoureux ? Bien que concurrents, Bull et Olivetti furent un temps très proches, promiscuité favorisée par l'entrée – très temporaire – de Saint-Gobain dans le capital de l'ex CII-HB (devenue quelques années plus tard le groupe Bull). Solidaires dans leur défense de l'informatique européenne, les deux constructeurs – de taille équivalente, c'est-à-dire encore insuffisante pour garantir leur avenir et s'imposer comme acteur majeur au niveau mondial – entretiennent aujourd'hui des relations suivies, non dénuées d'arrière-pensées et de méfiance.

Du côté de Bull, on est plus ou moins persuadé qu'Olivetti finira un jour par être lâché par son principal actionnaire et se réfugiera dans les bras d'un groupe japonais. De son côté, la firme d'Ivrea a toujours douté de la fermeté des engagements du groupe français qui connut, dans son histoire, des renversements d'alliance spectaculaires, sous la houlette des pouvoirs publics.

Les propos tenus par M. De Benedetti prouvent, en tout cas, que les constructeurs informatiques européens partagent – au-delà de la seule volonté de survie-bien peu de choses. Les divergences d'analyse stratégique sont évidentes. Pour avoir considéré l'informatique européenne comme un tout, IBM, qui, avant Bull, avait rallié Siemens dans les « puces », vient de se casser le nez. A la manière de l'opération Thomson-CEA Industrie, le gouvernement italien prépare la constitution d'un grand pôle national dans l'électronique. Big Blue comptait en profiter. Mais la résistance d'Olivetti est pour lui une surprise.

CAROLINE MONNOT

□ **Les compagnies aériennes européennes ont perdu sept millions de passagers en 1991.** – Les vingt-deux compagnies aériennes européennes membres de l'Association of European Airlines (AEA) ont enregistré une baisse de leur trafic passagers de 6 % en 1991, soit 7,3 millions de voyageurs en moins (98,7 millions au lieu de 106 millions). Un tel recul est sans précédent depuis la seconde guerre mondiale, précise l'AEA. L'essentiel de ce recul a été acquis au premier trimestre en raison de la guerre du Golfe, note l'AEA, qui signale une reprise modeste à la fin de l'année 1991.

□ **Agriculture : retard pour les prêts bonifiés.** – Plusieurs organisations professionnelles agricoles, comme la FNSEA, le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA) ou les chambres d'agriculture, viennent d'exprimer *« leur profond mécontentement devant le retard inadmissible pris par les pouvoirs publics dans la mise en place des prêts bonifiés pour 1992 »*. Elles demandent que les enveloppes soient fixées dans les prochains jours au même niveau que l'an dernier, soit 14,4 milliards de francs, et que les taux d'intérêt de ces prêts soient diminués.

Par des déclarations provoquant une nouvelle hausse à Wall Street

Le président de la Réserve fédérale n'exclut pas un nouvel assouplissement de la politique monétaire américaine

Avec ce sens de la litote qui est le sien, M. Alan Greenspan, qui témoignait le 4 février devant la commission bancaire de la Chambre des représentants, a estimé que les diverses baisses de taux décidées par la Réserve fédérale au cours des derniers mois étaient suffisantes pour permettre à l'économie américaine de redémarrer, ajoutant aussitôt que cela ne signifiait pas que la Fed n'était pas décidée à assouplir à nouveau sa politique monétaire si le besoin s'en faisait sentir.

NEW-YORK

de notre correspondant

Indifférents aux Cassandre qui faisaient remarquer, à juste titre, que les propos du président de la Réserve fédérale ne différaient en rien des remarques sensiblement identiques qu'il avait formulées la semaine précédente, les boursiers du New York Stock Exchange tiraient aussitôt à la hausse l'indice Dow Jones des valeurs industrielles. Celui-ci se retrouvait en fin de séance à 3272,81 points, en hausse de près de 39 points sur la veille, inscrivant un nouveau record historique.

Dans le même temps, l'industrie automobile annonçait une augmentation de 11,1 % des ventes de voitures particulières et de camionnettes construites aux Etats-Unis, à la fin janvier, sans que les spécialistes soient en mesure de dire avec certitude si cette amélioration provient de facteurs liés à la baisse des taux d'intérêt et au retour de confiance des consommateurs, voire à la campagne *« Achetez Américain »* lancée dans tout le pays ou, si, d'une façon plus générale, elle marque la première indication d'une reprise de l'activité après seize mois de récession. Wall Street en a cependant tiré les enseignements en faisant progresser par anticipation les cours de ses constructeurs automobiles, notamment General Motors et Chrysler.

Célérité inhabituelle

De son côté, le Congrès a apporté sa propre pierre à une journée marquée par les nouvelles positives en adoptant, après à peine une dizaine de jours de discussion et à une large majorité dans les deux Chambres, le projet de loi visant à prolonger de treize semaines l'indemnisation des chômeurs en fin de droits qui, d'après certains calculs, sont actuellement environ 600 000 aux Etats-Unis. Félicitant le Congrès pour cette célérité inhabituelle, la Maison Blanche a indiqué que le président Bush devrait signer ce texte dans les tout prochains jours.

En s'adressant dans la matinée à Orlando (Floride) à un parterre de petits commerçants de la région, traditionnellement acquis aux idées républicaines, M. George Bush a d'ailleurs incité à nouveau le Parlement, à majorité démocrate, à voter avant le 20 mars, comme il le lui a demandé, la partie de son programme budgétaire qui ne nécessite pas de longs arbitrages entre les deux parties. *« Nous avons gagné la guerre en 44 jours. Le Congrès peut sûrement voter mes mesures d'urgence en 52 jours ... »*, a-t-il ajouté, fustigeant les *« pessimistes »* qui pensent que le déclin guette l'Amérique et que le train de mesures récemment présenté par le président, tant dans son discours sur l'état de l'Union que dans son budget 1993, ne suffira pas à relancer la machine économique.

En dépit des points positifs, notamment sous forme d'allégements fiscaux consentis aux ménages à revenu moyen, aux acquéreurs immobiliers et aux investisseurs en recherche et développement, contenus dans ce qu'il faut bien appeler un programme électoral, ce discours n'a pas permis à M. Bush de faire décoller sa cote de popularité. Les derniers sondages (notamment celui du *Washington Post/ABC News*) le créditent toujours de 46 % seulement de satisfaits pour l'ensemble de sa politique (sa politique économique recueille à peine 25 % d'opinions favorables), soit un taux inchangé par rapport au score présidentiel constaté avant son adresse au peuple américain.

SERGE MARTI

M. Brittan propose que le GATT soit responsable de la politique de la concurrence

Alors que les négociations pour la libéralisation du commerce mondial (l'Uruguay Round) sont toujours bloquées, Sir Leon Brittan, vice-président de la Commission européenne chargé de la politique de la concurrence, propose déjà un thème de discussion pour la prochaine réunion du GATT (accord général sur les tarifs et le commerce).

S'exprimant lundi 3 février à Davos lors du Forum de l'économie mondiale, le commissaire européen a suggéré que les institutions du GATT soient chargées d'élaborer une politique de la concurrence au niveau mondial. Selon Sir Leon, *« il y a aujourd'hui un réel besoin de règles en matière de concurrence internationale et de mécanismes de contrôle »*. Le GATT, qui ne traite normalement que du commerce, a confirmé au cours des années récentes son efficacité. M. Brittan propose donc d'élargir, à terme, ses compétences en chargeant cette organisation de toutes les questions internationales concernant la concurrence.

INDICATEURS

ALLEMAGNE

● **Production industrielle : – 0,9 % en 1991.** – Selon l'indice provisoire publié lundi 3 février par le ministère de l'économie, la production industrielle a chuté de 3 % en décembre par rapport à novembre dans la partie occidentale de l'Allemagne. Au total, l'année 1991 aura été marquée par un recul de 0,9 % de la production industrielle allemande (hormis l'ancienne RDA).

ESPAGNE

● **Libéralisation des mouvements de capitaux.** – La Banque d'Espagne a annoncé samedi 1er février la publication de textes libéralisant les mouvements de capitaux, libéralisation dont le principe avait été arrêté et annoncé le 20 décembre dernier. Les mesures prises laissent subsister l'obligation de déclarations préalables et d'autorisations sous conditions. L'Espagne a jusqu'au 1er janvier 1993 pour achever la libéralisation totale de ses mouvements de capitaux, ayant bénéficié, il y a deux ans, d'un délai de grâce par rapport aux autres pays de la CEE pour lesquels la date butoir avait été fixée à juillet 1990.

ETATS-UNIS

● **Travail : 1,4 million d'emplois perdus en 1991.** – L'économie américaine pourrait avoir perdu plus de 1,4 million d'emplois l'an dernier, soit presque le double des chiffres estimés jusqu'ici, a indiqué mardi 4 février un responsable du département du travail. Cet organisme avait indiqué début janvier que l'économie américaine avait supprimé 782 000 emplois en 1991. Le département du travail révise chaque année les chiffres des suppressions ou des créations d'emplois pour l'année précédente. La révision attendue pour 1991 est néanmoins deux fois plus importante que la moyenne des révisions de ces dix dernières années. Le taux de chômage a fortement progressé en 1991 aux Etats-Unis et atteignait 7,1 % en décembre, son niveau le plus élevé depuis juin 1986.

Relevant des « graves défaillances dans l'information »

La COB laisse aux tribunaux le soin de trancher sur l'OPA de Perrier

A l'issue de deux enquêtes menées sur Perrier, la Commission des opérations de Bourse (COB) a relevé *« de graves défaillances dans l'information donnée au public »*. Elle a décidé, mardi 4 février, de transmettre ses observations aux intéressés, les sociétés Exor, Perrier et l'ancien président du groupe M. Gustave Leven, mais aussi de communiquer son rapport d'enquête au Conseil des Bourses de valeurs (CBV) ainsi qu'aux parquets de Nimes et de Paris.

La COB s'est penchée sur Perrier, dès la mi-décembre, après le lancement d'une OPA sur son actionnaire principal le holding Exor par le groupe italien Agnelli. Il s'agissait alors de s'y reconnaître dans l'évolution de l'actionnariat de la firme de Vergèze et de savoir notamment quel était la participation exacte d'Exor. Une deuxième enquête était décidée aux premiers jours de janvier lorsque Perrier a annoncé avoir cédé son autocontrôle à Saint-Louis, une société proche du groupe Agnelli. L'interrogation alors était double. Cette cession, déclarée le lundi 6 janvier, s'est, elle, effectuée de manière précipitée, au lendemain d'une rencontre à Turin où Nestlé et Indosuez ont informé la famille Agnelli de leur intention de lancer une OPA sur Perrier? Cette vente intervenue en période d'offre d'achat pouvait-elle se faire sans l'agrément des autorités boursières?

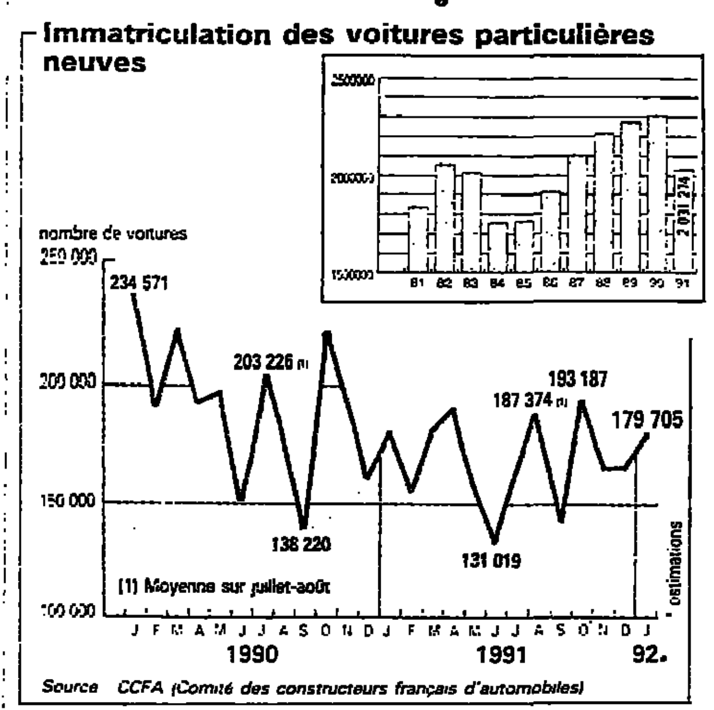
Sur le premier point, l'information donnée par Exor et Perrier, la COB souligne qu'elle a été *« gravement insuffisante »* et que celles publiées par Exor *« ne permettaient pas de connaître avec précision son niveau d'intérêt dans le capital de Perrier »*, en raison de *« présentations successives contradictoires »*. Les déclarations de franchissements de seuils de la part d'Exor et des firmes avec laquelle elle agit de concert *« n'ont pas été effectuées en temps opportun »*. *« M. Gustave Leven, président de Perrier jusqu'au mois de juillet 1990 et les personnes agissant avec lui n'on pas, depuis plusieurs années, donné d'informations sur le montant et l'évolution de leur participation dans le capital de Perrier. »*

Concernant l'autocontrôle, la COB écarte apparemment le délit d'initié mais reste floue sur la notion de gestion courante de l'activité. Elle reconnait ainsi que *« des discussions entre les dirigeants des sociétés Exor et Saint-Louis se déroulaient depuis plusieurs semaines. Une accélération du processus a été observée à la fin de l'année 1991, sans que puisse être déterminé le moment précis de cette cession. Il n'a pas été établi avec certitude que les dirigeants d'Exor et de Saint-Louis aient été en possession d'une information privilégiée sur le projet d'OPA de Nestlé et BSN au moment de cette cession »*. En revanche, cette vente *« est cependant susceptible d'être juridiquement mise en cause »*.

Curieusement, ce communiqué de la COB a été accueilli avec satisfaction par les deux camps, chacun y voyant des arguments plaidant en sa faveur. Si le clan Perrier a apprécié les déclarations sur l'autocontrôle, celui de Nestlé et Indosuez y voit une confirmation du bien-fondé de son recours devant les tribunaux de Nimes et de Paris. Le Conseil des Bourses de valeurs, quant à lui, devait l'étudier mercredi 5 février .

DOMINIQUE GALLOIS

Le marché automobile français est resté stable en janvier 1992



Source : CCFA (Comité des constructeurs français d'automobiles)

Le marché automobile français s'est retrouvé en janvier 1992 au même niveau qu'en janvier 1991, avec 179 705 immatriculations de voitures neuves. La part des voitures étrangères a régressé. Les marques étrangères ont ainsi occupé 38,1 % du marché contre 42,1 % en janvier 1991 et 40,1 % sur l'ensemble de l'année écoulée. Selon des sources industrielles, Ford aurait particulièrement souffert (9 % du marché contre 11,3 % en janvier 1991), ainsi que Fiat (5,4 % contre 6,3 %) et les Japonais (4,2 % contre 5,2 %), alors que VAG, confortait sa position (8,1 %).

Renault a réussi la plus belle performance avec une progression des ventes de 17,1 % sur un an, lui donnant 31,1 % du marché contre 26,6 % en janvier 1991 et 26,8 % sur l'année 1991. Automobiles Peugeot au contraire a vu ses ventes baisser de 7,3 % par rapport à janvier 1991 et sa part du marché a reculé à 18,9 % contre 20,3 % en janvier 1991 et 21,3 % pour l'année 1991. Au sein de PSA, Citroën a mieux réussi, avec des ventes en hausse de 6,7 % et une part de marché de 11,8 %, au même niveau que son résultat d'ensemble de 1991, mais en hausse sur janvier 1991 (11,1 %).

Aux Etats-Unis, les ventes se sont également favorablement déroulées en janvier, avec une hausse de 3,2 % (+ 2,2 % pour les trois grands constructeurs américains et + 5,1 % pour les « transplants » japonais).

Fin de la table ronde

Mme Martine Aubry met en avant le rôle des régions dans la promotion de l'apprentissage

Après deux jours de discussions, les 3 et 4 février, la table ronde sur l'apprentissage et les autres formes d'alternance s'est achevée mieux qu'elle n'avait commencé. Plusieurs choix ont été opérés, qui feront l'objet de décisions en Conseil des ministres, le 26 février.

« Nous avons bien avancé. La balle est dans le camp de chacun », a déclaré Mme Martine Aubry, ministre du travail, le 4 février, en conclusion de la table ronde sur l'apprentissage et les autres formes de l'alternance. *« Que chacun apporte la démonstration de ce qu'il peut faire »*, a repris M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, pour indiquer que, entre apprentissage et formation en alternance sous statut scolaire, il y avait *« place pour une démarche positive »*. Les formules sont différentes, mais elles traduisent la même orientation. Il faut que le meilleur gagne. Et si des enseignants – la FEN, les syndicats des lycées professionnels – paraissent inquiets, ils doivent savoir qu'ils ne représentent que *« de rares exceptions »*, au côté de quelques régions, regroupées autour de M. Jacques Blanc, président de Languedoc-Roussillon.

« Entreprise formatrice »

Au fil des discussions, largement préparées par des contacts préliminaires, le dossier s'était en fait décanté. Notamment sur les questions de financement. M. Jospin a proposé que les dépenses liées à l'apprentissage soient reconnues comme un investissement immatériel ; Mme Aubry a parlé d'un *« éventuel crédit d'impôt »*. Surtout, le CNPF a avancé l'idée d'une augmentation de la taxe d'apprentissage *« à la stricte condition d'une stabilité des charges »*. Dans l'esprit du patronat, cela reviendrait à diminuer en proportion les cotisations d'allocations familiales afin, dans les dix ans, selon les défenseurs du projet, de dégager environ 30 milliards de francs.

Ces suggestions feront partie des décisions qui seront prises en conseil des ministres le 26 février, et dont Mme Aubry a tracé les grandes lignes : *« La nécessité d'un rapprochement accru entre l'entreprise et le système éducatif »*, le développement équilibré de deux filières de formation professionnelle, *« l'association des professions à l'information en vue de l'orientation des jeunes dès le collège »*, la reconnaissance de l'*« entreprise formatrice »* et, point décisif, la confirmation de l'*« échelon régional »* comme le *« bon niveau de concertation et de partenariat »*.

Il sera donc précisé que *« la région a le pouvoir d'initiative »*, dans une logique contractuelle qui pourra prendre la forme d'un *« plan »* et d'un *« projet régional de développement »*, dont le cofinancement fera l'objet d'un contrat pluriannuel *« Etat-région »*.

La procédure d'agrément sera aménagée, l'entreprise étant reconnue au même titre que le maître d'apprentissage, par exemple. Le rôle et la fonction des tuteurs seront reconnus et ils pourront être formés. Le partenariat entre l'école et l'entreprise, déjà riche de nombreuses expériences, fera l'objet d'un bilan en 1992. Dès le printemps, les professions seront associées à l'information pour l'orientation. Des dispositions permettront la validation, y compris partielle, des acquis, et l'accent sera mis sur l'individualisation des parcours de formation des jeunes.

Enfin, un comité de suivi, regroupant tous les *« acteurs »*, sera mis en place ; innovation qui correspond à un souci exprimé par M. Jean-Paul Jacquier (CFDT), pour qui *« l'alternance pédagogique ne doit pas souffrir de l'alternance politique »*.

ALAIN LEBAUBE

□ **Succès limité de la grève dans les lycées professionnels.** – La journée d'action des lycées professionnels (LP) contre le développement de l'apprentissage et de l'alternance a relativement peu mobilisé les enseignants mardi 4 février. Selon le ministère de l'éducation nationale, 30 % des enseignants de LP ont fait grève, de 50 % à 60 % selon les quatre syndicats représentés dans l'enseignement professionnel, SNETAA-FEN, UNSEN-CGT, SGEN-CFDT et SNLC-FO, qui appelaient à la grève. Des manifestations locales, auxquelles se sont joints des lycéens, ont eu lieu autour des rectorats et inspections d'académie. Opposés à l'intégration de sections d'apprentissage en lycée professionnel (*le Monde* du 2 février), les enseignants protestaient aussi contre la suppression prévue de neuf mille places dans les LP à la rentrée 1992.

ÉCONOMIE

EMPLOI

D'ici à la fin de l'année

L'ANPE devra proposer une solution individuelle à 500 000 chômeurs de longue durée

Pour l'ANPE, 1992 sera l'année des grands défis. A partir du 5 février, l'agence doit recevoir individuellement 500 000 chômeurs de longue durée, et proposer à chacun *« une solution »*. Dans le même temps, il lui est demandé de se rapprocher activement des entreprises pour trouver des offres d'emplois, alors qu'elle part de très loin : actuellement on estime qu'elle ne consacre que 10 % de son temps au démarchage.

Annoncée le 17 octobre, l'arrivée du nouveau directeur général, M. Jean-François Colin, coïncide avec une accélération et une montée des exigences du gouvernement, qui veut réussir sa politique de lutte contre le chômage. Mme Edith Cresson lui a, le 8 janvier, assigné publiquement un objectif ambitieux pour une action en direction des chômeurs de longue durée, dont le premier ministre fixait le démarrage au 1er mars à l'origine. Instigatrice de ce programme, Mme Martine Aubry, ministre du travail, y avait de longue date ajouté un autre impératif, celui de l'efficacité en matière de recrutement. Or, dans un cas comme dans l'autre, la tâche n'est pas aisée, si les besoins sont évidents.

Plus encore que la barre des trois millions de chômeurs, celle du million de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an risque d'être bientôt franchie. L'engrenage de l'exclusion menace et, pour le juguler, il devient nécessaire de lancer une vaste opération, comme cela fut fait pour les jeunes. D'où l'idée de convoquer personnellement 500 000 chômeurs de longue durée dans l'année, quand l'ANPE, jusqu'à présent, avait des entretiens avec 250 000 d'entre eux. Cette fois, en outre, l'agence ne se limitera pas à un bilan individuel et à quelques soutiens. Ayant obtenu 150 postes supplémentaires, elle s'engage, sur le principe du *« droit à une offre »*, à proposer à chacun *« une solution »* : une formation réelle, l'entrée dans un dispositif d'insertion sociale et professionnelle, un emploi, ou encore un contrat de retour à l'emploi (CRE), par exemple.

Quand on sait que, du ministre du travail au directeur général de l'ANPE, on se refuse à réinventer les stages-parkings, il s'agit bien d'un vrai défi que les pouvoirs publics se lançent à eux-mêmes. Mais M. Colin, pour se rassurer, fait observer que, en 1990, 160 000 chômeurs de longue durée ont retrouvé un travail. Et puis, en raison même de l'effort accompli par l'agence, il est évident que l'on hésitera moins à radier ceux qui s'obstineraient à refuser une aide... Sur le deuxième volet, l'ambition est aussi grande que le risque d'échec. Pour 4,2 millions d'inscriptions nouvelles au chômage, en 1990, l'ANPE a recueilli 1,2 million d'offres d'emploi, dont 700 000 qu'elle a pu placer. Il lui faudrait améliorer ses performances dans des proportions importantes pour s'adapter aux évolutions du marché du travail. Actuellement, on estime que l'ANPE dispose d'un agent pour 271 chômeurs – son homologue allemand dispose d'un agent pour 86 chômeurs – et qu'elle capte 17 % des propositions d'emplois. *« Nous voudrions atteindre les 20 ou 21 % »*, déclare M. Colin.

Mais déjà la mécanique est lancée. Chaque agence tente de se rapprocher des besoins des entreprises et une évaluation des capacités des bassins d'emploi est engagée. Une opération de mailing, en direction de 306 000 entreprises, a été menée. Elle a permis de récolter 16 000 réponses qui ont donné lieu à 14 000 visites. Celles-ci se sont traduites par 6 000 emplois qui, sinon, n'auraient pas pu être dégagés. Depuis, et au grand dam du personnel, le nouveau directeur général a fait appel à des sociétés de marketing téléphonique, qui ont procédé à 17 000 relances avec un taux de réponses de 8 %.

Ces actions pourraient avoir des effets sur les placements et devraient entraîner une baisse du chômage à terme. Mais la conjoncture économique reste maussade et les objectifs particulièrement élevés. Pour l'ANPE, l'heure du bilan ne va pas tarder.

ALAIN LEBAUBE

ÉTRANGER

Avec l'appui du FMI

Les finances marocaines sur la voie de l'assainissement

Sauf imprévu, 1992 devrait être la dernière année d'application du *programme d'ajustement structurel* adopté par le Maroc en 1983. En confirmant le 31 janvier son accord pour autoriser des tirages pouvant aller jusqu'à 129,2 millions de dollars (708 millions de francs), le FMI – Fonds monétaire international – entend appuyer les ultimes réformes libérales du pays : l'encouragement à l'investissement, la discipline budgétaire, l'accroissement de la productivité et la réorientation du crédit vers le secteur privé.

« Si elle est appliquée avec succès, cette stratégie devrait permettre au Maroc de ne plus avoir besoin d'utiliser les ressources du FMI, indique le ministère des finances. *Il pourra retrouver les moyens d'assurer intégralement le service de sa dette* (110 milliards de francs environ) *et de rétablir des relations normales avec ses créanciers.* » Le royaume espère cette année atteindre plusieurs objectifs précis : une croissance réelle de 4 %, une inflation ramenée à 5 %, une baisse – non chiffrée – du déficit extérieur courant. Au total, le « trou » budgétaire devrait passer de 3,1 % du PIB (produit intérieur brut) en 1991 à 0,8 % en 1992.

Cette politique de longue haleine conforte le Maroc dans son ambition d'intégrer un jour prochain la CEE. *« Nous avons adopté la même fiscalité qu'en Europe, les mêmes normes comptables, les mêmes lois bancaires »*, rappelait le ministre des finances M. Mohammed Berrada, lors d'un récent passage à Paris, ajoutant que le Maroc se plaçait désormais parmi les nouveaux pays industrialisés (NPI). *« Nous sommes le premier Etat du tiers-monde à sortir du cycle du rééchelonnement*, expliquait encore M. Berrada. *Nous sommes le seul pays au monde avec le Chili à avoir réussi un ajustement qui ne s'est pas traduit par un recul du revenu national par tête.* » Pour témoigner de sa bonne volonté européenne, le Maroc a décidé en 1990, après la dévaluation de 9,5 % du dinar, de fixer sa monnaie à l'écu, *« pour suivre la discipline de notre partenaire commercial principal. 70 % de nos échanges se faisant avec la CEE »*.

Dans un passé récent, l'Etat a réduit ses prélèvements sur les marchés des capitaux, laissant davantage de ressources aux opérateurs privés. Au cours des quatre années écoulées, leurs investissements ont augmenté de 30 %, le tiers provenant de pays étrangers (France, Espagne, Italie et Etats-Unis en particulier), notamment dans la haute technologie. Reste en suspens une aide de 600 millions de dollars (3,3 milliards de francs) que la CEE a bloquée en janvier, dans l'attente de développements positifs sur les droits de l'homme. En attendant, le régime veut croire à une nouvelle politique basée sur la croissance. La loi de finances pour 1992 prévoit un effort dans quatre secteurs laissés pour compte : l'éducation, la santé, l'habitat social et la justice.

ÉRIC FOTTORINO

SOCIAL

La réforme de l'assurance-maladie

Deux syndicats de médecins généralistes font des suggestions

Alors que la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) doit se prononcer le 9 février sur les *« ultimes »* propositions de maîtrise des dépenses de santé de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), deux organisations de médecins généralistes ont décidé de faire entendre leur voix. MG-France et l'Union nationale des omnipraticiens français (UNOF), principale composante de la CSMF, ont adopté un texte commun affirmant le rôle central du *« médecin de famille »* dans l'organisation du système de soins. Les deux syndicats, qui devaient réunir une conférence de presse commune mercredi 5 février, proposent des *« mesures incitatives et réglementaires »* favorisant la consultation du généraliste *« en première instance »*. En clair, elles suggèrent que les assurés sociaux soient mieux remboursés par la Sécurité sociale lorsqu'ils décident de consulter un généraliste avant de s'en remettre à un spécialiste. Rémunéré *« pour la tenue et le suivi du dossier médical du malade »*, l'omnipraticien constituerait l'élément central d'un mécanisme de régulation. L'UNOF et MG-France acceptent le principe de *« l'implication individuelle de chaque médecin dans la maîtrise médicalisée de l'évolution des dépenses »*, comportant, sous certaines conditions, des sanctions en cas de dépassement. Cette prise de position reflète les divergences d'intérêts entre spécialistes et généralistes. L'intervention de l'UNOF, majoritaire au sein de la CSMF, risque de conduire le principal syndicat de médecins à repousser – ou, à tout le moins, à sérieusement amender – le texte de la CNAM.

J.-M. N.

□ **Le ministère des affaires sociales va revenir sur certains « déremboursements » de médicaments.** – M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, a annoncé, mardi 4 février, son intention de *« revenir sur certains déremboursements »* de médicaments. En déplacement à Limoges (Haute-Vienne), le ministre a indiqué que la liste des produits qui pourraient être concernés n'a pas encore été arrêtée. Evoquant le *« quasi-équilibre »* de la Sécurité sociale en 1992, M. Bianco a déclaré par ailleurs en avoir *« assez d'entendre dire, de la part de ces petits messieurs de l'opposition, que les chiffres sont manipulés »*.

COMMUNICATION

Diffusant 13 heures de programmes par jour

Une chaîne haute définition européenne sera lancée pendant les Jeux d'Albertville

Les Jeux olympiques de Grenoble, en 1968, avaient assuré le lancement de la télévision couleur en France; ceux de Séoul, en 1988, démontrèrent les capacités japonaises en matière de télévision haute définition. Pour l'industrie européenne de l'électronique, Albertville doit être le tremplin des ambitions européennes en la matière. Pendant toute la durée des Jeux, près de treize heures par jour de programmes en haute définition européenne (norme HD Mac) seront en effet diffusées sous l'égide de Savoie 1250, association créée pour l'occasion (1).

De 11 heures à minuit, priorité bien sûr au sport, avec une bonne moitié de directs des épreuves. Commentées en quatre langues, ces images au format 16/9 (c'est-à-dire rectangulaire, plus large que le format de la télévision traditionnelle) seront relayées dans toute l'Europe par plusieurs satellites : Télécom 2, TDF1, TV Sat 2, Olympus, Scansat. Elles seront vues avec leur qualité originelle dans cinquante « eurosites » seulement, mais le programme sera accessible (au format 16/9) avec une qualité moindre à tout possesseur d'un téléviseur D2-MAC, puisque Antenne 2 le retransmet sur son canal satellite de TDF1.

Cette concentration de moyens et l'obligation de travailler *« en vraie grandeur »* pour la première fois représenteront un test technique important pour les équipes européennes lancées depuis 1986 dans la course de la TVHD. Mais l'ambition de Savoie 1250 n'est pas seulement technique. Au-delà des programmes sportifs en direct ou en différé (environ huit heures par jour), c'est une véritable chaîne qu'ont préparée Igor Barrère et le réalisateur Jacques Barsac. Chaîne incluant magazines, débats, documentaires sur les Jeux, mais aussi émissions déjà réalisées partout en Europe (musique, ballets, courts et longs métrages, fictions ou spectacles, dont le *Molière* d'Ariane Mnouchkine...). Savoie 1250 entend ainsi préfigurer ce que pourrait être une chaîne régulière en haute définition, et rameuter les créateurs du continent.

M. C. I.

(1) Cette association regroupe les ministères concernés (industrie, commerce extérieur, P et T, communication) et des entreprises telles que Antenne 2, la SFP, France Télécom, TDF, Orto 92, Thomson, Philips, Nokia, Bosch, Angénieux. Son budget provient du ministère de l'industrie (44 millions de francs) et de prestations fournies par France Télécom (22 millions de francs) et Vision 1250, un GIE Européen (18 millions de francs).

Cinquante « Eurosites » pour découvrir la TVHD

La « chaîne » préparée par Igor Barrère et Savoie 1250 sera reçue en haute définition HD Mac sur cinquante « Eurosites » dans seize pays d'Europe, dont la moitié en France. Ces sites sont recensés sur Minitel code 36 15 TVHD, rubrique JO. En sus des sites de Savoie (par exemple dans les centres de presse et de télévision des jeux, au village olympique, etc.) ou réservés aux invités des organisateurs de l'expérience, un certain nombre seront ouverts au public. Notamment, à Paris : vidéothèque du Forum des Halles (1er) ; Tour Eiffel (7e) ; Antenne 2 (8e) ; Maison de Radio-France (16e) ; FNAC Etoile (17e) ; Cité des sciences (19e). En province (éventuellement sur invitation à retirer localement) : Chambéry (carré Curial et salle du Manège) ; Lyon (Espace entreprise France-Télécom) ; Marseille (Centre Bourse) ; Metz (Cescom-technopôle et mairie) ; Montpellier (le Corum) : Nantes (Centre de communication de l'Ouest) ; Poitiers (téléport, Futuroscope) ; Rennes (Centre commercial Columbia) ; Strasbourg (Centre de presse du Parlement européen) ; Toulouse (chambre de commerce et d'industrie) ; Villeneuve d'Ascq (maison d'activités culturelles).

En outre, un auditorium itinérant doté d'un grand écran, mis en œuvre par Thomson et FR3, sera chaque jour dans une ville différente, ouvert au public de 13 heures à 19 heures, et le soir sur invitation. Ce camion forum sera à Angers (samedi 8), Rennes (dimanche 9), Nantes (lundi 10), Bordeaux (mardi 11), Toulouse (mercredi 12), Montpellier (jeudi 13), Nice (vendredi 14), Marseille (samedi 15), Lyon (lundi 17), Dijon (mardi 18), Strasbourg (mercredi 19), Nancy (jeudi 20), Lille (vendredi 21), Rouen (samedi 22) et Paris (dimanche 23).

Enfin, les abonnés de certains réseaux câblés dotés d'un Visopass et d'un décodeur D2 Mac pourront recevoir les mêmes images au format 16/9e, sur le canal réservé à *Antenne 2 par* satellite. Ce sera le cas à Paris, Biarritz, peut-être Angers et d'autres.

Le sauvetage de La Cinq

Le plan Berlusconi est accueilli avec scepticisme

M. Silvio Berlusconi, PDG de Fininvest, a annonçé son intention d'augmenter le capital de La Cinq de 1,5 milliard de francs, mais il n'a pas rendu public le nom des investisseurs qui l'accompagnent ; ce qui explique la perplexité avec laquelle ont été accueillis ses propos. D'autant que les démentis s'accumulent chez des partenaires possibles. Les groupes allemands Kirch et Bertelsmann ont démenti vigoureusement vouloir investir dans La Cinq. En Espagne, l'association des aveugles Once, qui mène la Cinco espagnole avec M. Berlusconi, a indiqué qu'elle n'avait aucune envie d'entrer dans le capital de La Cinq. D'autres grands noms de la finance et de l'industrie, en Italie et en Belgique, auraient aussi décliné l'offre.

Quant aux actionnaires actuels, tous ont réaffirmé leur désir de sortir ou de ne pas suivre une augmentation de capital (Hachette, par exemple). Enfin, les adversaires de M. Berlusconi donnent vigoureusement de la voix, comme M. Rousselet, PDG de Canal Plus, qui a rappelé, mardi, à l'émission Radiocom sur France Inter, que M. Berlusconi avait gagné plus de *« 2 milliards de francs, presque 3 »* en vendant ses stocks de programmes à La Cinq. Mercredi, un comité d'entreprise devait se réunir autour de l'administrateur judiciaire. Un conseil d'administration devrait convoquer une assemblée générale des actionnaires d'ici quinze jours.

Quant à la seconde proposition de reprise de La Cinq, qui émane de la maison de disques Vogue, elle propose une solution d'exploitation de la chaîne dans le cadre juridique d'une location-gérance. Solution à laquelle le groupe Berlusconi aurait d'abord pensé avant de l'abandonner.

DEMANDES D'EMPLOIS

J H 26 ans, dég. O.M. Maîtrise Gestion Dauphine angl. et espagn courant, rech poste Export ou Marketing dispon. immédiat Mobilité 40-09-93-40

J.F. pharmacienne industrie pharmaceutique, 3e cycle de commerce international (MBA programme), bilingue (anglais, espagnol + notions de japonais), expérience de un an dans l'industrie pharmaceutique, département marketing, mission commerciale de un an à l'étranger (USA, Japon, Asie du Sud-Est), concernant l'exportation de produits agro-alimentaires français, cherche emploi relatif au commerce international,

Paris ou étranger.

Disponible immédiatement

Tél. (16) 41-48-00-41.

RESTAURATION
J.-H. 32 ans, 10 années d'expérience réussie dans la restauration, cherche poste à responsabilité ou gérance. Étudie toute proposition. 46-51-79-65 (répondeur).

Couple sérieux, cinquantaine, ch. emploi entretien, propreté, parc, jardin, exp. dans ce domaine. Région : env. Toulon. 75-98-52-72.

ATTACHÉE DE DIRECTION F. 40 ans, universitaire + 15 ans d'expér. Prof. anglais, espagnol. Connais. : secteur assurances, organisation professionnelle, transport, export, format., ch. poste : coll. ou chef de serv. dans organisation professionnelle nationale ou internationale.

Réf. 8 477. Le Monde Publicité, 15-17, rue du Col.-Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15.

JF parf. bil. Amér. Motivée Maît. Com. Int. ch. poste Inc. Mark. Finance. Gest. Imp. Exp. Tél. : FLEGEAU 49-01-36-49.

Cadre, 32 ans, BAC + 5. Direction entrep. formation · 3 a. Formateur : 2 a. Partant pour mission de conseil reclassement de salariés. Audit de formation. T. 69-00-62-16 ap. 20 h

JURISTE MISSION TOUTE DURÉE
Expérience internationale en Entrep. et Cab. Jurid. DEA Droit, Master of Laws, AVOCAT BARREAU U.S.A. Tél. : 43-25-42-75 (Rpdr)

Homme de communication Exp. MULTIMEDIAS AUDIOV. Journ. éditions. Form. SC. LG : Ang./All./Russe, intéressé par poste à Moscou et tte prop. Tél. (16) 90-75-03-51

H. 54 ans, agrégé, docteur d'Etat, ch. poste de professeur de litt. française, mod., et contemp. ds univ. en Europe ou éts privés Paris (Poss. tps part.). C.V et liste publications s/dem. Dispo rentrée 92 ou 93. Réf. 8478 LE MONDE PUBLICITÉ 15-17, rue Col.-Pierre-Avia 75902 Paris Cedex 15.

SECRÉTAIRE DE DIRECTION Assistante-Exp. Audiovisuelle Immobilier - Anglais. Ch. poste PARIS avec Aspect Commercial si poss. 45-65-00-07 rep. ou ap. 17 h

F. 40 ans recherche place COMPTABLE PRINCIPALE 20 ans exp., comptabilité générale, bilans inclus, déclarations fiscales et sociales, connaissance informatique IBM AS 400. Ecrire Le Monde Publicité, n° 7140 M, 15/17, rue du Col.-P.-Avia 75902 Paris Cedex 15

J. H. 32 ans.
Comptable niv. BTS
9 ans expérience. Rech. place stable. Libre de suite. Tél. : 43-33-93-11.

Maîtrise LEA, BTS secrétariat trilingue anglais, allemand, cherche poste assistante commerciale. Tél. : 30-73-15-48

MON AVENIR ! PARLONS-EN

H. 33 ans

ÉTUDES DE MÉDECINE (JUSQU'EN 6e ANNÉE)

5 ANS D'EXPÉRIENCE DANS UN LABORATOIRE

Filiale française d'un groupe international spécialisé dans la fabrication et la distribution de produits diététiques pour les hôpitaux, les pharmaciens, et pour la grande distribution.

Successivement comme :
- Délégué médical.
- Assistant marketing.
- Chef de produits.
- Directeur régional.

RECHERCHE

POSTE D'ENCADREMENT DE FORCE DE VENTE
ou
POSTE DANS UN SERVICE MARKETING

disponibilité immédiate

TÉL. : (Paris) 47-58-11-02

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :
- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET COMMERCIALE – allemand et anglais courants.
Expérience : gestion administrative et commerciale import export, relations clientèle et transitaires, négociations commerciales – pratique micro-informatique – Professionnalisme acquis auprès de stés internationales.
RECHERCHE : poste à responsabilités.
ÉTUDIE : toutes propositions (Section BCO/HP 2121).

Ayant exercé profession AVOCAT à l'étranger et collaborateur avocat en France en droit civil, affaires et stés, avec expérience 20 ans – trilingue français, anglais, arabe.
RECHERCHE : poste collaborateur avocat ou conseil juridique pour au moins 6 mois – (Section BCO/AB 2122).

DIRIGEANT PME-PMI
VOUS RECHERCHEZ VOTRE ADJOINT !
Je souhaite vous offrir expérience, compétence, force vive : juriste de formation – 42 ans – Quadrilingue anglais, allemand, espagnol – Expérience solide animation, direction commerciale, négociation commerciale (Section BCO/HP 2123).

MANAGER OPÉRATIONNEL – 20 ans expérience dans la conduite des hommes de projets et gestion d'unités de 400 millions à 2 milliards/an.
RECHERCHE : un challenge où il puisse appliquer ses points forts : animation d'équipe, développement – sens commercial – capacité relationnelle – goût pour la gestion dans un poste de direction générale (Section BCO/JV 2124).

JOURNALISTE – Expérience prof. 12 ans – Latino-américain – bilingue – solide dimension internationale.
RECHERCHE : emploi rédaction, rewriting ou traduction à temps partiel ou complet – aptitudes littéraires de haut niveau en espagnol.
ÉTUDIE : toute offre Paris - banlieue proche (Section BCO/HP 2125).

J. H. 27 ans – DESS banque – finance – études droit éco. – expérience gestionnaire obligataire mutuelle assur. – stages tréso. et back office – Bonne maîtrise tableurs et nouveaux indust. financ. (options, warrants, Matif).
RECHERCHE : poste CDD ou DCT en finance ou trésorerie (gestion taux) dans banque, assurance ou organisme finan. – préférence R.P. (Section BCO/HP 2126).

ANIMATRICE TECHNIQUES DE COMMUNICATION – Très bonne connaissance conduite de réunion entretien – 6 ans expérience et 3 ans en tant qu'enquêtrice – maîtrise en sciences de l'éducation.
RECHERCHE : poste d'animatrice réunion de consommateurs dans sté études de marché (Section BCO/JV 2127).

DIRECTION CENTRE DE PROFIT – H. 40 ans – Bac + 5 – Bilingue anglais – 15 ans expérience commerciale, marketing, ressources humaines, organisation et systèmes d'informations, management des hommes.
OFFRE : ses services pour prendre en charge développement d'unité ou de filiale – Mobilité France-étranger (Section BCO/HP 2128).

ASSISTANTE MARKETING/COMMERCIALE – J. F. 27 ans – Dynamique – Sens des contacts humains – Titulaire maîtrise Sc. biologiques appliquées aux ressources végétales agro-alimentaires et DEA production végétale + formation marketing et négociation commerciale (ADETEM).
SOUHAITE : participer à élaboration et mise en œuvre politique, commerciale et marketing dans entreprise dynamique – Bilingue anglais – Paris-R.P. – Accepte déplacements (Section BCO/SDS 2129).



ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
TÉL. : 42-85-44-40, poste 27.

L'AGENDA

Cours

MATH +
Cours particuliers à domicile. Stages intensifs.
Math, Physique, Chimie, Français, Langues. Tous niveaux.
Tél. : 44-85-90-85

ASSOCIATION organise cours allemand anglais. Petit groupe. 43-42-15-86.

COURS D'ARABE
Tous nivx. Journée ou soir. Formule : intens.-extensif. AFAC : 42-72-20-88.

Sté de formation et d'éditions recherche manuscrits. Cours ou polycopiés en ttes matières de niv. BEP à BTS Tél. : (16) 35-15-27-37

L'ESPAGNOL EN ESPAGNE !
- 5 écoles de renommée.
- Petits groupes tous niveaux.
- Ambiance internationale.
- Cours variés de 2 à 36 sem.

¿ don Quijote
Tél. (16) 56-44-35-10

Littérature

J.H. ETUDIANT le théâtre propose de faire la lecture. Tél. : 47-97-84-19 (répond.).

Jeune fille au pair

J. FAMILLE A ZURICH, avec garçon de 2 ans 1/2, fille de 7 mois, cherche fille au pair, 20 ans minimum. J. BLATTLER, TITLISSTR 2, 8032 ZURICH Suisse.

Psychologie

Dépressions, angoisses, difficultés relationnelles, adressez-vous à : Psychothérapeute psychanalyste sur Paris-Ouest. Tél. : 46-03-19-40.

Vacances

Tourisme

ENTRE NIMES et MONTPELLIER au Grau-du-Roi (30) Part. loue STUDIO dans petit imm. avec petite terrasse pour couple et 1 enfant conft. 200 m plage, bien situé, tous commerces. JUIN : 3 500 F. JUILLET-AOUT : 5 000 F/ms. Tél. à partir de 19 h 30 : 48-47-59-26

MULTIPROPRIÉTÉ A vendre studio à Courchevel 1650. 7e étage. Semaine du 8 au 15 mars inclus. M. LEBEAU. Tél. : (16) 38-73-55-47.

VIVEZ UN ÉTÉ... juste vêtu de soleil Vacances naturistes. Tél. 48-24-74-74. Voyage UTA NATUNION.

SKI DE FOND
Haut Jura, 3 h Paris TGV Yves et Liliane vous accueillent ds une anc. ferme franc-comt du XVIIe, conft, rén., en chbres 2 pers. av. s.d.bs, wc. Amb conviv., détente, repos. Accueil 14 pers. maxi. Tab. d'hôtes. Cuis. mijot. (prod. mais. et pain cuit au vieux four à bois). Pose. rand pédestres, patin à glace, tennis, V.T.T. Pens. compl + vin + matér. de ski + accomp 2 400 F à 2 950 F pers./sem. Rens. et réservations (16) 81-38-12-51 LE CRÊT-L'AGNEAU La Longeville 25650 MONTBENOIT

LA PLAGNE BELLE COTE loue pendant JO du dim. 9 au dim. 16 février APPT 5 lits - 3 500 F. T. 46-21-00-50 à part. 19 h.

Multipropriété au Val-Claret à Tignes
Part. vend à Inter-Résidences la 2e et la 3e semaine d'avril d'un studio gd confort pour 4 pers. résidence luxueuse (piscine intérieure, sauna...). 30 000 F une semaine. 50 000 F deux semaines. Tél 34-51-45-41.

Loisirs

J.O. LA PLAGNE CENTRE Studio 3 lits, sud. 3 000 F. 9-16 fév. T. (1) 42-71-30-76.

ENTRE NIMES et MONTPELLIER au Grau-du-Roi (30) part. loue studio plain-pied, pr cple 1 enf. avec petit jard., 100 m plage. tt cft. Comm. Proche coin très agréable. JUILLET 6 000 F/MOIS 48-47-59-26. A part. 19 h 30

CABOURG. A louer : appartement 200 m de la plage. 2 pièces, coin cuisine, s.-de-bns, loggia plein sud. Location à la semaine. Tél. : 42-43-31-08

Télévision

A VENDRE. URGENT Téléviseur couleur GRUNDIG 55 cm Bon état général Tél. : 46-27-54-98.

automobiles

ventes

(moins de 5 CV)

A VENDRE 205 SR Diesel 6 ch 5 vit. 12 000 km. Mod. 91 (mai 91). 5 portes. Toit ouvrant. Toutes options. Gris anthracite métal. Intér. gris velours. 1re main Radio K7 (haut-parleur). 70 000 F. Tél. travail : 40-46-32-00 Domicile : 48-90-40-05

A VENDRE cause décès voiturette LIGIER, 1984. Tr. bon état. 1re main. Coul. beige. 8 500 F. Tél. bur. : 46-62-73-91. Soir 20 h : 49-30-97-01.

boxes - parking

Sté EDIRADIO loue 14 emplacements park. Cl. 24, rue Bayard, 75008. Tél. : 40-70-40-51. Pour renseignements.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

3e arrdt

GRAND STUDIO REFAIT. IMMEUBLE 17e RESTAURÉ - 750 000 F TÉL : 45-04-24-30.

RUE DU TEMPLE. Séjour avec cheminée. Salle à manger. Chambre. Bains. Poutres. BON ÉTAT. 1 595 000 F - 42-71-61-48.

MÉTRO TEMPLE Studio refait neuf. Kitchenette. Bains. 2 fenêtres. Rangements. 449 000 F - 42-71-62-79.

4e arrdt

LES ATELIERS DU MARAIS HOTEL DE VILLE LIVRAISON 4e TR. 1992 Du studio au 7 pièces duplex Terrasses, parkings. Prestations exceptionnelles. **45-72-50-50** ELMER DWIGHT EDOUARD

RUE RAMBUTEAU BEAU 2 PCES. Entrée, cuis., tt conft, rangement. Calme. Soleil. 950 000 F. Créd. poss. 48-04-84-48

5e arrdt

Près SORBONNE. DUPLEX. Séj., 2 ch., tt cft. 3 200 000 F. SERGE KAYSER, 43-29-60-60.

LUXEMBOURG Part. vend superbe DUPLEX, 160 m², excel. état, dernier ét., asc. Calme, soleil. Park. 46-34-25-31 après 17 h.

PLACE ST-MICHEL IMM. 17e. VASTE STUDIO + Mezzanine. Hauteur sous plafond. Possib. 2 P. rénové 1 450 000 F - 45-04-24-30.

JARDIN DES PLANTES 2 P. 36 m². 7e asc. Soleil. 695 000 F. 45-31-51-10

PL. DU PANTHÉON 180 m² - ALPHA 42-72-70-81.

6e arrdt

PANTHÉON-LUXEMBOURG P. de t., gd stand., 270 m², serv., cave, park., possib. mixte. 4e asc. Clair, vue, bon plan. Pptaire : 43-25-55-55.

LUXEMBOURG HERSHEL 3 P. stdg. Caractère 1 800 000 F. F. FAURE : 45-67-95-17.

GROS PLAN SUR **LES STUDIOS** UNE SÉLECTION DES MEILLEURES AFFAIRES par CASSIL Rive Gauche 60, rue Sèvres - 45-66-43-43.

RUE DE SÈVRES GD 3 P. DE CARACTÈRE. Cheminées 3 m sous plafond. 2 950 000 F - 45-66-01-00

CHERCHE-MIDI. Petit 2 P. à rénover. 630 000 F. F.-Faure. 45-67-95-17

7e arrdt

AVENUE DE BRETEUIL 126 m². 5 PCES sur verdure. Charme. Soleil. 45-51-99-60. 45-67-88-55.

MÉTRO VANEAU **2 P. 43 m² 150 000 F** Séj. avec cheminée, 1 ch., cuis s. de bains, 4e ét. Bon imm. CASSIL : 45-66-43-43

RUE DE GRENELLE **STUDETTE 380 000 F** CASSIL 60, rue de Sèvres 45-66-43-43.

ASSEMBLÉE NATIONALE (près) Dble living + 1 chbre tt cft. Caractère. 43-45-37-00.

8e arrdt

MONCEAU 160 m² exception dans parc. ACANTHE : 45-87-09-09.

9e arrdt

9e LAMARTINE Collaborateur journal vd 76 m², 4 P., gde cuis, 1er ét. Calme, clair. 1 450 000 F. 48-04-79-41 après 18 h.

Me ST-GEORGES. Rue Clauzel Imm. ravalé BEAU 2 PCES. cuis., tt conft. Petits travx. 495 000 F. Crédit possible. Tél. : 48-04-35-35

10e arrdt

PRÈS CANAL ST-MARTIN EXCEPTIONNEL STUDIO Tout confort. Refait neuf. 339 000 F Crédit - 48-04-08-60.

GARE DU NORD EXCEPT. Pierre de taille. GD 2 P. TOUT CONFORT. 49 m² - 649 000 F CRÉDIT - 48-04-08-60.

Près Porte SAINT-MARTIN Studio env. 25 m², Excellent état, cuisine, salle de bains, wc, 3e étage. 550 000 F (à débattre). Tél. rens. : 60-63-47-63

HOPITAL SAINT-LOUIS 2 P. 40 m², 4e ét. Cuis., tt cft. CALME, VUE DÉGAGÉE. 545 000 F. Créd. possib 48-04-35-35

Me COLONEL-FABIEN 2 PCES. 40 m², 4e étg. Cuis. tt conft. VUE DÉGAGÉE. 545 000 F. Tél. : 48-04-84-48

11e arrdt

PROCHE NATION **ALEXANDRE-DUMAS** Réalisation de qualité. Livraison printemps 92. Studio, 36 m². 2 pièces, 50 m². 3 pièces, 70 m². A partir de 22 000 F le m². Visite appartement décoré, 68, rue Alexandre-Dumas, après-midi et week-end. **Tél. : 43-56-76-16** COPRA

VOLTAIRE, près MÉTRO BEAU 2 PIÈCES, cuis. équipée WC. Bains. Chauffage individuel. Refait neuf. Faibles charges. 475 000 F. Créd 43-70-04-64.

AIM • 42-78-40-04 Studio rénové. 380 000 F. Bel imm 6e asc. pavé. 2 P. Cft. Soleil. Vue. 680 000 F.

12e arrdt

MÉTRO NATION BOULEVARD DE PICPUS Immeub. ravalé. STUDIO 1er ét. Cuis. av. coin repas, s. eau. wc. 450 000. 48-04-35-35

13e arrdt

TOLBIAC imm 79, dernier ét. 5/6 p., 117 m² balc. sud, calme, box. 43-35-18-36.

14e arrdt

VILLA ELMER MAINE-MONTPARNASSE Résidence de standing Grand calme du studio au 7 pièces LIVRAISON 4e TR. 1992 Duplex, terrasses, park. **45-72-50-50** ELMER DWIGHT EDOUARD

ALÉSIA. Gd stand., 5e ét., 6 PCES, service, 170 m², usage d'un jard. 45-67-95-17.

PERNETY **STUDIO 510 000 F** Tt cft. Bien distribué. Clair. 4e étg. Bel imm. CASSIL - 45-66-43-43.

Denfert P.de T. 6 p 123 m². Denfert bel anc. 4 p. 100 m². Alésia P. de T. 6 p. 165 m² serv. Montparn. 3/4 p. 43-35-18 36.

Maison 165 m² Me Pernety. Gd séj. + atelier s/verrière. 5 ch. + 2 s.d.b. Petit jard. arboré. Calme, clair, T.B. état. 4 900 000 F. 40-44-88-33.

15e arrdt

MONTPARNASSE **STUDETTE 425 000 F** 6e étg. asc. Balconnet. Plein Sud CASSIL 45-66-43-43.

BEAU 2 P. TT CFT Clair. Vue dégagée. Parf. état. Me VOLONTAIRES - 950 000 F. CASSIL 45-66-43-43

EXCEPTIONNEL Me E. ZOLA 3 PIÈCES TOUT CONFORT VUE TOUR EIFFEL Bon immeuble. Interphone. 1 050 000 F - 45-66-01-00.

MÉTRO BOUCICAUT **BEAU 3 PCES** S.d.bns dressing. Bon état. Ds imm. P. de T. et brique. 1 235 000 F - 45-66-01-00.

« PERSPECTIVE ». 4 P. Park. 24e ét. VUE SUPERBE. 3 000 000 F 45-77-96-85

PTE VERSAILLES. 80 m² Dble liv. + chbre, cft. Vue. 1 980 000 F 42-79-88-76

ALLERAY. Dble liv., cuis. équip., bains. 38 m², 3e asc. 880 000 F. 42-79-88-76

16e arrdt

JOLIE MAISON Près église d'Auteuil. RC + 2. 4 ch garage. 8 200 000 F. Paruc. : 46-47-76-41.

RARE AUTEUIL SUPERBE DUPLEX. Gde baie vitrée PLEIN SUD. 6 m s/plafond. 3 CHBRES. IMM. D'EXCEPTION. 4 900 000 F - 45-66-01-00.

AVENUE PAUL-DOUMER PPTAIRE VD. Dernier étage. ASC. GD 2-3 P. REFAIT 45-04-23-15.

Me EXELMANS BEAU 2 P. TT CFT. Grande salle de bains. WC. Clair. Calme. Gardien. Cave. 765 000 F - 45-66-01-00.

AV. DE VERSAILLES Face Place de Barcelone. double liv. + 1 chbre + véranda close + jard., tt confort, bon plan. Viager possible. 47-05-61-71

PASSY. Pierre de t., bourgeois. BEAU 2 P. s/rue, tt conft, ascens. IMPECCABLE. 1 400 000 F, créd. possible. 48-04-35-35

MUETTE. 4 p 90 m² ancien. Etage élevé, soleil. Parfait état. 45-27-47-90.

FOCH/POINCARÉ Imm. grand luxe, idéal hab. ou p.-à-terre, couple ou pers. seule, studio. Entrée, living + kitchenette + salle de bains indépendante. 46-22-03-80/43-59-68-04.

17e arrdt

MAIRIE 17e EXCEPT. 4e étage ascenseur. STUDIO TOUT CONFORT 499 000 F. Créd. 48-04-08-60.

VILLIERS 5 P. STANDG-3e étage. 116 m². Dble liv. 3 chbres. Imm. ravalé. 2 800 000 - GIT - 47-66-06-35.

COURCELLES 280 m² A rénover triple réception 4 chbres 8 500 000 F. Imm. p. de t. 47-27-84-24.

18e arrdt

MÉTRO MARX-DORMOY BEAU 2 PCES. Superbe vue dég. Cuis., wc, 5e étage. 395 000 F. Crédit possible. 48-04-84-48

Avenue de St-Ouen 78 m². Prix : 1 300 000 F. Tél. : 42-52-01-82.

Rue Ordener 2 pièces. Prix : 475 000 F. 42-52-01-82.

Rue Championnet 3 pièces. 53 m². 780 000 F Tél. : 42-52-01-82.

78-Yvelines

CENTRE HOSPITALIER DE ST-GERMAIN-EN-LAYE vend à l'amiable DEUX APPARTEMENTS situés 4, rue Thiers, à Saint-Germain-en-Laye, face au château
Rez-de-chaussée : 93 m² • Troisième étage : 96 m²
Propositions à adresser avant le 25 FÉVRIER 1992 à
M. le Directeur du Centre Hospitalier
20, r. Armagis, 78014 St-Germain-en-Laye Cedex. BP 231
avec la mention « Offre pour appartement »
Visite : s'adresser à Mme LECLAIR
Directeur-adjoint. – Tél. : 39-73-92-01- Poste 2031

92 Hauts-de-Seine

MONTROUGE Imm. stand. 1988. 5 P. 125 m² balc., park., s/sol. 6e et dernier ét. Notaire réduit 2 600 000 F Exclusiv. S.I. 39-89-92-37

GARCHES ORÉE du GOLF Tennis, piscine privés. Grands appartements 3, 4, 5 pièces. Parking. Garage. LE CLAIR 43-59-69-36

SCEAUX. Proche RER, lycée, commerces. 4 PCES, 90 m². T. bon état + garage. Soleil. Calme. 1 730 000 F. 47-02-51-83. 46-11-30-90.

94 Val-de-Marne

ALFORTVILLE Prox. gare SNCF, particulier vend appt DUPLEX, 150 m² (style 1930) dans quartier très calme. 1 350 000 F. Tél. : 48-08-03-89.

Province

DEAUVILLE Dans IMMEUBLE résidentiel. PART. vend beau STUDIO. prox. Hôtel Royal, 150 m plage, 27 m² hab., 19 m² jard. priv. Park., cave, tt cft. État impecc. 43-59-69-74, matin.

locations non meublées offres

Paris

AVENUE MOZART IMM. 1900. STANDING. **5-6 PCES, 215 m²** APPART. EXCEPTIONNEL refait neuf, prestations de qualité. 1er étage, belle réception, séjour double, 4 chambres (sur cour), grande cuisine avec entrée de service, salle de bains, 2 salles d'eau, 2 w.-c., cheminées, cave. Prix : 27 000 F + 2 000 F de charges. SOTRAGIM : 46-51-43-00.

15e VOLONTAIRES. Beau 3 P. 65 m². Parfait état. Balconnets chauff. collectif. Asc. 6 700 F. Charges 840 F. CASSIL 45-66-43-43.

CHPS-ÉLYSÉES. Appt de récept. 140 m². 2 chb., bur. 16 920 F net. 39-52-93-24 mat.

RUE FOURCROIX Me Ternes. Bel imm. P.d.T. 5 ét., asc., superbe 5 p. 120 m². Cave, balcon, cuis. équip., plein soleil. Loyer C.C. 15 000 F. Tél. : 42-49-56-90.

Région parisienne

Quai d'Asnières-sur-Seine. Gd studio, pl. Sud, nouv. imm. stand., 35 m² + (terr. + jard. priv. 35 m²). Park., chff. ind., vidéoph., faibles ch. 3 900 F. Tél. : (1) 47-74-88-565.

MAISONS-ALFORT - LES JULIOTTES. A louer F2. 52 m². 8e ét. Prox. commerces. Tt cft. Comprenant : hall d'entrée, couloir, penderie, séj., chbre, cuisine, sdb, wc, débarras, cave, pkg. 3 700 + 800 ch. (+ pkg). Tél. : 47-83-60-35.

locations non meublées demandes

Paris

MASTER GROUP Rech. appartements vides ou meublés du studio au 7 pièces. Pour CADRES, DIRIGEANTS de SOCIÉTÉS et BANQUES 47, rue Vaneau, Paris-7e 42-22-24-66 - 42-22-98-70

RÉSIDENCE CITY URGENT recherche pour dirigeants étrangers d'importants Groupes Anglo-Saxons. LUXUEUX APPARTEMENTS QUARTIERS RÉSIDENTIELS et MAISONS OUEST-EST **TÉL : (1) 45-27-12-19**

EMBASSY SERVICE recherche APPARTS DE GRANDE CLASSE VIDES ou MEUBLÉS (1) 45-62-30-00.

Couple retraité de province recherche pied-à-terre A PARIS. 2 P., cuis., vraie salle de bains. Ascens. Tél. 3 400 F mens. charge comp. Tél. Paris 42-49-59-00 Prov. (16) 94-76-39-62

JH situation stable cherche un 2 pièces ou un studio à louer dans Paris. Maximum : 2 500/mois cc. Téléphone à partir de 9 h au 42-61-05-54 (répondeur si absent).

Région parisienne

Assistante dentaire, place stable, cherche à louer un deux pièces « maxi 2 500 F », région 94. Tél. après 20 heures 43-78-71-16.

appartements achats

EMBASSY SERVICE rech. pour CLIENTS ÉTRANGERS APPARTS DE HAUT DE GAMME PARIS. RÉSIDENTIEL **TÉL. : (1) 45-62-16-40**

Recherche 2 à 4 pièces. Paris. Préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE COMPTANT chez notaire. 48-73-35-43 même le soir.

CAUSE MUTATION recherche STUDIO ou 2 PIÈCES sur PARIS. PAIEMENT COMPTANT M. Lemercier : 42-71-94-34.

AIM • 42-78-40-04 23, bd Henri-IV, Paris 4e CHERCHE APPTS et STUDIOS MARAIS près BASTILLE.

villas

LE PERREUX-MAIRIE Habit. ou profess. Villa 7 p. tt cft + gdes dépend. Jardin. URGENT. 43-22-31-20.

propriétés

SOLOGNE Prox. LAMOTTE-BEUVRON 100 ha, 3/4 bois Étang, rivière, rendez-vous de chasse, fermette, cession de parts, libre de vente. 300 ha. Majorité bois 3 étangs, pavillon de chasse, vive grands animaux CABINET **LA SOLOGNE-REINEAU** BP 46, 41200 ROMORANTIN Tél. : 54-76-02-92.

1 H 30 PARIS SUD Belle propriété séjour, cuisine, 4 chambres, bains, WC, garage, grenier, terrasse sur 1 800 m² boisé. Prix 580 000 F THYRAULT Tél. : (16) 86-74-08-12.

VD MONTPELLIER BATIMENT usage part. ou prof. 220 m², RDC + 200 m², ét. + PC 450 m², COS 1,5 sur terrain 5 800 m². Sit. except. T. 67-27-94-14.

maisons individuelles

VENDS, EN ALSACE, dans la vallée vosgienne de Thann, GRANDE MAISON DE RETRAITE TRÈS BON ÉTAT, quartier résidentiel, surface au sol : 247 m², 3 niveaux, sur terrain : 84,55 a. Veuillez adresser le courrier à l'adresse suivante : BEYER Aline, 3, rue L. KREMP, 68150 RIBEAUVILLE.

CLAMART CENTRE MAIS. 4 P. 118 m² hab avec garage dble + jardin. PRIX : 1 319 000 F. **40-99-46-04**

RAMBOUILLET 280 m² Maison ancienne rénovée en 1990. Jardin 700 m² clos de murs. Forêt à 300 m. Gare 2,5 km. Paris-Montparnasse 30 mn. Prix : 1 700 000 F. Tél. : 42-94-27-23.

pavillons

CESSON 77 Gare à 600 m. Pav. d'angle 7 P., vue sur forêt, lac, jard. 350 m² paysagé et 2 terrasses. Aménag. déco, sécurité, neuf. 1 250 000 F (à débattre). Tél. rens. : 60-63-47-63

immeubles

VOUS DÉSIREZ VENDRE Un immeuble, un appartement ou une boutique. Adressez-vous à un spécialiste. IMMO MARKADET : 42-52-01-82.

terrains

LES LYS-CHANTILLY (60) Terrain à bâtir : 4 909 m². Prix à débattre. 39-86-35-25 après 19 h.

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

bureaux

Ventes

RER ST-MAUR (94) Immeuble de burx 750 m² env. Division poss. Bas prix. Pptaire 43-45-00-75.

CACHAN CENTRE à 400 m du RER ÉTAT NEUF (imm. 1989) Au 2e étage avec ascenseur 290 m² H.O. + 4 park. ss-sol. 2 900 000 F + droit enregist.

MELUN SÉNART Face gare SNCF RER (77) Imm. neuf d'env. 3000 m² divisibles et disponibles. Env. 1 200 m² + 33 park. 11 750 000 F + TVA. Tél. rens. : 60-63-47-63

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE 16e Champs-Elysées ou Avenue Victor-Hugo Bureaux, secrétaire, tél., télex, fax, domicile, 190 à 395 F/M. **CIDES 47-23-84-21.**

VOTRE SIÈGE SOCIAL **DOMICILIATIONS** SARL – RC – RM Démarches et tous services. Permanences téléphoniques. **43-55-17-50**

locaux commerciaux

Ventes

DISPON. A MONTPELLIER (près ZI) : local 220 m², bur. + atel. + PC 450 m² + park. + 8 lignes tél. Conv. à sté pour implant. Sud. Site except. 67-27-94-14.

5e R. CLAUDE-BERNARD Propriétaire vd dans imm. ravalé, asc. GD 2 P. Caraf ou bourgeois rénové - 45-04-23-15.

fonds de commerce

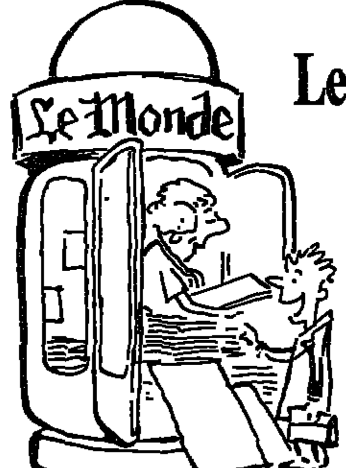
Ventes

LIBRAIRIE SPÉCIALISÉE Ville moyenne sud de la France. Centre piétonnier. Tél. : 90-56-85-54.

Bd de l'Hôpital Beau studio photographe Cession de bail : 600 000 F Immo. Marcadet : 42-52-01-82

EMPLOI Chaque mercredi (dans Le Monde daté jeudi)

DES OPPORTUNITÉS DANS Le Monde des Carrières



Le Monde

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

PARIS

7e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
7 PIÈCES 188 m², 4e étage	91, av. de la Bourdonnais **SAGGEL – 47-42-44-44** Frais de commission	27 000 + 2 368 19 440

8e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
7 PIÈCES 228 m², 2e étage Possib. park.	116, rue La Boétie **SAGGEL – 47-42-44-44** Frais de commission	22 400 + 2 320 16 128
2 PIÈCES 59 m², 3e étage	30, rue Laborde **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	5 000 + 1 000 3 558

11e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3 PIÈCES 71 m², 3e étage parking	4, rue Moufle **LOC INTER – 47-45-15-58** Frais de commission	7 070 + 640 5 382
2 PCES. IMM. NEUF 46 m², 2e étage box, cave	6, cité de Phalsbourg **GCI – 40-16-28-70**	5 200 + 470
3 PCES. IMM. NEUF 71 m², 2e étage box, cave	6, cité de Phalsbourg **GCI – 40-16-28-70**	7 600 + 705
2/3 PIÈCES 79 m², 1er étage parking	27-29, av. Stéphen-Pichon **GCI – 40-16-28-70**	6 800 + 1 570

14e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES 94 m², 1er étage 2 parkings	199-201, av. du Maine **LOC INTER – 47-45-14-65** Frais de commission	10 145 + 788 7 830
3 PIÈCES 70 m², rez-de-ch. cave	52 bis, bd Saint-Jacques **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	5 100 + 460 3 942

15e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES 105 m², 4e étage balcon, cave poss. parking	17-19, rue Bausset **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	9 360 + 2 050 7 009
2 PIÈCES 58 m², 4e étage parking	86, rue de la Fédération **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	6 350 + 975 4 519
5/6 PIÈCES 200 m², 1er étage	8, place de Breteuil **SAGGEL – 47-42-44-44** Frais de commission	30 000 + 2 859 21 600

16e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
3/4 PIÈCES 127 m², 4e étage	67-69, avenue Victor-Hugo **SAGGEL – 47-42-44-44** Frais de commission	16 510 + 1 883 11 887

19e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
5 PIÈCES 103 m², 8e étage cave, parking	2-10, rue de Joinville **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	8 960 + 1 500 6 375
2 PIÈCES 49 m², 1er étage parking	6/8, rue Adolphe-Mille **SAGGEL – 42-66-61-05** Frais de commission	4 560 + 608 3 283
2 PIÈCES 54 m², 3e étage parking	6/8, rue Adolphe-Mille **SAGGEL – 42-66-61-05** Frais de commission	5 080 + 664 3 658
4 PIÈCES 82 m², 1er étage parking	48, rue de Mouzaïa **SAGGEL – 42-66-61-05** Frais de commission	7 400 + 993 5 328
4 PIÈCES 91 m², 6e étage parking	27 bis, rue de Bellevue **SAGGEL – 42-66-61-05** Frais de commission	8 347 + 1 179 6 010

20e ARRONDISSEMENT

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES 84 m², 4e étage cave	10, rue Ernest-Lefèvre **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	7 540 + 830 5 365

78 - YVELINES

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
2 PIÈCES 55 m², 1er étage cave, parking	**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE** 42, rue des Ursulines **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	4 811 + 680 3 423
3 PIÈCES 69 m², 3e étage cave, parking	**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE** 42, rue des Ursulines **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	5 591 + 830 3 979
4 PIÈCES 80 m², 2e étage cave, parking	**SAINT-GERMAIN-EN-LAYE** 40, rue des Ursulines **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	6 608 + 920 4 702
2 PIÈCES 55 m², 2e étage cave	**VERSAILLES** 35 bis, rue du Mal-Gallieni **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	4 346 + 620 3 400

92 - HAUTS-DE-SEINE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
STUDIO 27 m², 3e étage	**BOULOGNE** 229, bd Jean-Jaurès **GCI – 40-16-28-71**	2 500 + 342
2 PIÈCES 46 m², 4e étage	**COURBEVOIE** 40, terrasse de l'Iris **AGIFRANCE – 49-03-43-04** Frais de commission	2 982 + 1 758 2 546
4 PIÈCES 98 m², 4e étage	**COURBEVOIE** 40, terrasse de l'Iris **AGIFRANCE – 49-03-43-04** Frais de commission	5 932 + 1 941 4 432
4/5 PIÈCES 115 m², rez-de-ch.	**COURBEVOIE** 333, bd Saint-Denis **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	8 000 + 600 6 030
3 PIÈCES 70 m², 11e étage parking	**COURBEVOIE** 9, rue Victor-Hugo **SOLVEG – 40-67-06-99** Frais de commission	5 431 + 505 4 474
4 PIÈCES 90 m², 1er étage box	**COURBEVOIE** 35, rue Pierre-Lhomme **SOLVEG – 40-67-06-99** Frais de commission	8 300 + 630 6 625
5 PIÈCES 105 m², 1er étage double box	**COURBEVOIE** 33, rue Pierre-Lhomme **SOLVEG – 40-67-06-99** Frais de commission	8 700 + 730 6 925
4 PIÈCES 93 m², 4e étage cave, parking	**LEVALLOIS-PERRET** 7, allée Claude-Monet **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	10 082 + 750 7 174
4 PIÈCES 121 m², 5e étage	**NEUILLY-SUR-SEINE** 98, rue de Longchamp **AGIFRANCE – 49-03-43-04** Frais de commission	12 500 + 1 813 8 895
5 PIÈCES 144 m², 2e étage	**NEUILLY-SUR-SEINE** 14, rue Chauveau **AGIFRANCE – 49-03-43-04** Frais de commission	17 500 + 1 841 12 453
4 PIÈCES 100 m², 2e étage balcon, cave poss parking	**NEUILLY-SUR-SEINE** 223, av. Charles-de-Gaulle **CIGIMO – 48-00-89-89** Honoraires de location	9 890 + 1 512 7 391
4 PIÈCES 96 m², 1er étage cave, 2 parkings	**SAINT-CLOUD** 10, square de l'Hippodrome **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	8 111 + 960 5 772
4 PIÈCES 89 m², 3e étage cave, parking	**SURESNES** 16, rue Salomon-de-Rothschild **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	7 120 + 1 237 5 067

94 – VAL-DE-MARNE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES 97 m², 6e étage 2 parkings	**SAINT-MANDÉ** 2, avenue Joffre **LOC INTER – 47.45.16.09** Frais de commission	8 956 + 931 6 750
2 PIÈCES 50 m², 4e étage cave parking	**VINCENNES** 27, av. du Petit-Parc **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	5 393 + 500 3 838
5 PIÈCES 108 m², 2e étage box, cave	**VINCENNES** 40, rue des Vignerons **AGF – 44-86-45-45** Frais de commission	9 132 + 1 080 6 498

60 – OISE

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
4 PIÈCES 92 m², 3e étage balcon parking	**CHANTILLY** 15, avenue Marie-Amélie **LOC INTER – 47-45-15-58** Frais de commission	3 945 + 1 231 3 114

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE AVEC LA PARTICIPATION DE













VIE DES ENTREPRISES

Avec 9,8 milliards de francs de bénéfices nets en 1991

Elf embauche et conserve des profits élevés

Alors que les réductions d'effectifs sont devenues monnaie courante, Elf Aquitaine embauche. Ou plutôt continue d'embaucher : 2 500 personnes en 1990, 4 400 en 1991 et 4 400 en 1992, soit 11 300 en trois ans. Pour le président, M. Loïk Le Floch Prigent, cette politique de création d'emplois est l'heureuse conséquence de « *la stratégie de croissance dans l'équilibre* » menée par Elf ces dernières années. Politique qui a permis au groupe de ne pas trop mal tirer son épingle du jeu en 1991 avec des résultats peu éloignés des niveaux records atteints l'année précédente, toujours les plus élevés de France. Et cela dans un environnement difficile marqué par l'instabilité des prix du pétrole brut et du dollar.

Le bénéfice net (part du groupe) est estimé à 9,8 milliards de francs, se plaçant ainsi non loin (– 7,5 %) du résultat de 1990 (10,6 milliards de francs), pour un chiffre d'affaires, lui, accru de 8,6 % à 190 milliards de francs. La baisse du bénéfice opérationnel, 19 milliards de francs, est à peu près comparable (– 7,3 %).

Les résultats par branche reflètent les efforts menés pour mieux équilibrer les activités entre l'amont et l'aval, les effets de la baisse du coût du brut et les aléas conjoncturels. Ils ont ainsi été meilleurs dans le raffinage-distribution (4,6 milliards de francs contre 1,4 milliard), qui profite d'une plus-value de cession de 1,1 milliard de francs (Esys), et dans la santé (1,7 milliard de francs contre 1,6 milliard), mais en net recul (– 19,4 %) dans les hydrocarbures (9,5 milliards de francs contre 11,8 milliards), évidemment sensibles à l'évolution du brut, et dans la chimie (– 43,8 %), déprimée par une mauvaise conjoncture (3,2 milliards de francs contre 5,7 milliards). Ce qui n'a pas empêché tous ces résultats de converger vers les meilleures moyennes internationales des secteurs considérés.

Bref, Elf n'a pas trop entamé sa rentabilité et a mis en place les moyens pour préparer l'avenir en devenant la septième « major » européenne, mais aussi le numéro deux mondial pour le taux de renouvellement de ses réserves, et le sixième « pharmacien » du Vieux Continent. Ses investissements se sont accrus de 35 % et ses réserves de 14 %, ce que M. Le Floch appelle « *la logique de développement* » du groupe.

A. D.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

ACCORDS

□ **Thomson Consumer Electronics enlève un contrat de 700 millions de dollars aux Etats-Unis.** – Thomson Consumer Electronics (TCE), branche électronique grand public du groupe Thomson, vient de signer un contrat de fournitures exclusives évalué à 700 millions de dollars (3,85 milliards de francs) avec le géant américain Hughes Communication (groupe General Motors), le plus grand fabricant mais aussi opérateur de satellites du monde. Ce contrat s'inscrit dans le cadre du service de télévision directe de qualité très améliorée diffusée par satellite (DirectTV) que Hughes mettra en service au début de 1994 après qu'une fusée Ariane aura placé, fin 1993, l'engin sur orbite. Les parties sont convenues que TCE fournira, dès la mise en service de ce service et pendant dix-huit mois, les téléviseurs avec décodeurs, les décodeurs seuls et les antennes. TCE fournira aussi la technologie de compression des signaux numériques que Hughes sera forcé d'employer puisqu'il est prévu que son service pourra comporter jusqu'à cent chaînes. Le standard utilisé sera le NTSC américain très amélioré, avec des images qui comporteront plus 500 000 points (qualité S-VHS), soit plus du double de celles actuellement reçues sur les téléviseurs américains. Les téléviseurs seront fabriqués dans l'usine de la filiale américaine RCA. L'autre partie du matériel serait produite à Singapour.

CESSIONS

□ **Pechiney cède son activité d'étiquetage agroalimentaire.** – Pechiney Emballage alimentaire a cédé pour 150 millions de francs sa filiale, jugée non stratégique, Chantreau Armoricaine à la société d'investissement European Strategic Investments (ESI), du groupe Compagnie financière Edmond de Rothschild, associée à un groupe d'investisseurs. Chantreau Armoricaine, issue de la fusion de la société Chantreau SA et de l'imprimerie L'Armoricaine, est le numéro un français et le numéro deux européen des étiquettes pour produits agroalimentaires, avec un chiffre d'affaires dépassant 250 millions de francs pour un résultat de 10 millions de francs en 1991. Le tour de table réunit, aux côtés d'ESI et des cadres et salariés de l'entreprise, le groupe britannique CINVen, le Crédit national, la Compagnie financière Edmond de Rothschild, l'Institut de participations de l'Ouest, la BNP, le Crédit lyonnais et les Banques populaires.

RÉSULTATS

□ **Sanyo : baisse de 3,8 % du bénéfice net en 1991.** – Le groupe japonais Sanyo Electric Co. a annoncé, vendredi 31 janvier, une baisse de 3,8 % de son bénéfice net consolidé pour son exercice clos en novembre 1991 à 15,8 milliards de yens (702 millions de francs). Les ventes ont toutefois progressé de 7,8 %, s'établissant à 1 587 milliards de yens (65,8 milliards de francs), notamment dans le secteur des systèmes d'information, des piles et des semi conducteurs, tandis que l'audiovisuel voyait ses ventes décliner. Pour 1992, Sanyo table sur un bénéfice net de 19 milliards de yens et des ventes de 1 660 milliards.

□ **Electrolux : diminution des bénéfices de 27 % en 1991.** – Le groupe suédois d'électroménager, Electrolux, a annoncé un bénéfice 1991 – après frais financiers – de 1 milliard de couronnes suédoises (950 millions de francs environ), en baisse de 27 % par rapport à 1990. Ce recul, selon la direction du numéro un mondial du secteur, est dû « *essentiellement à une baisse de la demande, notamment sur les marchés américains et britanniques* ». Le chiffre d'affaires a aussi régressé, s'établissant à 79,1 milliards de couronnes (72,9 milliards de francs) contre 82,4 milliards de couronnes en 1990. Le résultat d'exploitation après amortissement, a aussi enregistré une chute de 20 %. Pour 1991, le conseil d'administration de la société a proposé un dividende de 12,50 couronnes suédoises, inchangé par rapport à celui de 1990.

□ **Sears : bénéfices en hausse en 1991.** – Le groupe américain Sears (distribution, assurances, services financiers, immobilier) affiche une progression de son bénéfice net de 35,5 % au dernier trimestre 1991 et de 41,8 % pour l'ensemble de l'an dernier (1,28 milliard de dollars, soit plus de 6,5 milliards de francs), en dépit d'une faible hausse de son chiffre d'affaires (+ 2,3 % sur l'année à 57,24 milliards de dollars, soit environ 290 milliards de francs). Le secteur distribution (Sears Merchandise Group), qui représente la moitié du chiffre d'affaires total, a vu son bénéfice d'exploitation augmenter de 89 % malgré un tassement (-1,7 %) de son chiffre d'affaires.

COMMANDES

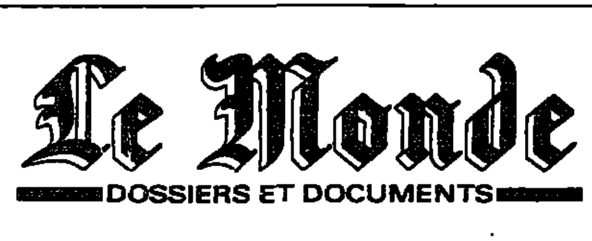
□ **Deux navires, mais pas de paquebot, pour les Chantiers du Havre.** – Le ministère de l'économie et des finances et celui de l'industrie et du commerce extérieur ont annoncé, le 28 janvier, deux commandes de navires aux Chantiers navals du Havre, ce qui permettra de garantir, pour les neuf cents salariés, le plan de charge jusqu'à la fin de 1994. Il s'agit d'un cargo pour les liaisons avec la Corse et d'un bateau océanographique pour la desserte des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF). Le projet de construction d'un paquebot, qui aurait impliqué un très avantageux agrément fiscal pour l'armateur, et un manque à gagner considérable pour l'Etat, été repoussé à plus tard.

INVESTISSEMENTS

□ **Astra installe une nouvelle unité à Dunkerque.** – Le groupe pharmaceutique suédois Astra persiste et signe. Déjà installé à Dunkerque depuis 1989 où il synthétise l'oméprazole, un médicament destiné à soigner les ulcères gastriques et vendu sous le nom de Mopral, il vient de décider d'installer sur le même site une nouvelle unité où seront produits un médicament pour soigner l'asthme et un produit d'inhalation pour les asthmatiques. Astra a reçu un avs favorable du ministère de la santé. Ce nouvel investissement s'élève à 280 millions de francs. La mise en service des nouvelles installations se fera à la mi-94. Une centaine d'emplois seront créés.

ÉMISSIONS

□ **General Motors veut lever 750 millions de dollars.** – Le constructeur automobile américain General Motors a demandé à la Commission des opérations boursières (Securities and Exchange Commission/SEC) l'autorisation d'émettre pour 750 millions de dollars (4 milliards de francs) de certificats d'investissements, convertibles en actions de sa filiale informatique EDS (Electronic Data System). Cette opération est destinée à couvrir les lourdes pertes subies par GM qui pourraient atteindre près de 4 milliards de dollars (21,6 milliards de francs) pour l'exercice 1991, estiment les experts. GM avait déjà émis le mois dernier pour 1 milliard de dollars de nouvelles actions.



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 4 février ⬇

La baisse s'arrête

Après une séance de baisse, les valeurs françaises se sont ressaisies mardi 4 février à la Bourse de Paris. Mais la résistance ne s'est pas mise immédiatement en place. A l'ouverture, l'indice CAC 40 avait encore pris un retard de 0,42 %. L'écart devait même se creuser dans l'après-midi jusqu'à 0,8 %. Il allait toutefois se réduire ensuite et à la clôture, le mercure était pratiquement revenu au point zéro (– 0,03 %).

Encore une fois, Paris colle à Francfort. Sur toutes les places financières, les boursiers ont poussé un soupir de soulagement en apprenant qu'une grève longue et dure avait été évitée en Allemagne. Mais, bien que réduites par rapport aux prétentions initiales, les hausses salariales accordées outre-Rhin conservent un caractère inflationniste. Et l'espoir d'une lente baisse des taux d'intérêt que certains analystes avaient cru tenir vingt-quatre heures auparavant s'est singulièrement amenuisé. La Bundesbank reste vigilante. A cette image, l'attentisme est général dans la communauté financière avant l'ouverture en Allemagne des négociations dans les banques et la fonction publique. Le MATIF s'est replié avant de se redresser pour des raisons techniques. Le marché des actions n'avait, quant à lui, aucune raison particulière de faire de grands écarts.

NEW-YORK, 4 février ⬆

La hausse s'accélère

Deuxième journée de hausse, mardi 4 février, à Wall Street. Après un long moment d'indécision, le mouvement s'est accéléré et, à la clôture, l'indice Dow Jones des industrielles enregistrait une avance de 38,68 points (+ 1,20 %) pour s'inscrire à la cote 3 272,80, la plus élevée de toute son histoire depuis le dernier record d'altitude battu le 28 janvier dernier à 3 272,14. Le bilan de la journée a été à la hauteur de ce résultat. Sur 2 190 valeurs traitées, 1 100 ont monté, 614 ont baissé et 476 n'ont pas varié.

Une fois encore, l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt a relancé les achats. En s'adressant au Congrès, M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, a en effet laissé miroiter une nouvelle détente, tout en faisant remarquer que les baisses récentes devraient en principe suffire à faire redémarrer la croissance. Ce que nie M. Milton Friedman, un ancien gourou de Wall Street, qui prétend que la reprise économique viendra avant que les effets de la baisse du loyer de l'argent n'aient commencé à se produire. Reste que les investisseurs ont retenu cette nouvelle possibilité et les ordinateurs ont recommencé à cracher des programmes d'achats. L'activité s'est accrue et 231,49 millions de titres ont changé de mains contre 182 millions la veille.

VALEURS	Cours du 3 fév.	Cours du 4 fév.
Alcoa	64 1/2	64 3/4
ATT	36 7/8	37 5/8
Boeing	51	50 5/8
Chase Manhattan Bank	20 5/8	21 5/8
Du Pont de Nemours	46	48
Eastman Kodak	49 7/8	50 3/4
Exxon	59 1/8	59 1/2
Ford	32 3/4	33 3/8
General Electric	76	77
General Motors	33 3/8	35
Goodyear	62	64 3/4
IBM	91 3/8	92 1/4
ITT	58 3/8	58 1/8
Mobil Oil	64 1/8	63 1/2
Pfizer	72 1/2	74 1/8
Schlumberger	58 7/8	60 1/4
Texaco	59 1/2	59 3/4
UAL Corp ex-Allegis	147 3/8	148 1/8
Union Carbide	23 1/4	23 1/8
United Tech.	50 5/8	50 1/2
Westinghouse	18 1/2	19 3/8
Xerox Corp.	77 1/8	80 1/4

LONDRES, 4 février =

Sans orientation

Les valeurs ont fluctué en dents de scie, mardi 4 février au Stock Exchange pour finalement s'établir à la clôture en léger retrait. Au terme des échanges, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 3,4 points soit 0,1 % à 2 556,8. Il avait évolué au cours de la journée entre un gain de 2 points et une perte de 12 points. Le volume des échanges s'est élevé à 463,9 millions de titres contre 409,7 millions la veille. L'ouverture soutenue de Wall Street alors que les investisseurs tablaient sur un recul lié à des prises de bénéfices, a permis au marché de limiter ses pertes initiales.

Brush Aerospace s'est apprécié de 4 %, après la décision de la Cour de justice européenne l'autorisant à garder les 44 millions de livres de subventions reçues au moment de la privatisation de Rover.

TOKYO, 5 février ⬇

Nouvelle et légère baisse

Nouvelle mais légère baisse des cours mercredi 5 février au Kabutocho. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement avait cependant commencé à prendre de l'ampleur avant qu'une reprise des achats ne limite les dégâts. A la clôture, l'indice Nikkei, un instant en baisse de près de 189 points, s'établissait à la cote 21 936,37 avec une perte limitée de 63,23 points, soit de 0,29 %.

Selon les professionnels, le raffermissement des valeurs japonaises intervenu en séance aurait pu être plus important. Mais à l'approche du règlement boursier de mars, le dernier de l'année fiscale japonaise, les investisseurs ont hésité à s'engager trop avant. Bien qu'un peu accrue, l'activité est restée faible avec seulement 200 millions de titres échangés au lieu de 180 millions la veille.

VALEURS	Cours du 4 fév.	Cours du 5 fév.
Akai	700	714
Bridgestone	1 120	1 120
Canon	1 460	1 470
Fuji Bank	2 290	2 290
Honda Motors	1 500	1 490
Matsushita Electric	1 470	1 470
Mitsubishi Heavy	658	655
Sony Corp	4 360	4 360
Toyota Motors	1 480	1 460

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	3805	3805	Locamic	81	
Arnault Associés	278		Mars Comm	102 50	101
B A C	61 50	67 75 d	Molex	193	
Bque Vernes	805		Publ Filipacchi	378	
Boiron (Ly)	374	370	Razel	425	
Boisset (Lyon)	269		Rhône-Alp.Ecu (Ly.)	270	
C.A.I.-de-Fr (C.C.I.)	739	725	S.H.M.	156	156
Calberson	385		Select Invest (Ly)	100	
Cardif	770		Serbo	325	
C.E.G.E.P.	195		S.M.T. Goupil	130	
C.F.P.I.	269 90		Sopra	274	
C.N.I.M.	985	961	TF1	337	341
Conforama	1205		Thermador H. (Ly)	310	
Creeks	177		Unilog	212 50	
Dauphin	363 90		Viel et Cie	97 10	
Delmas	1152		Y. St-Laurent Groupe	810	801
Demachy Worms Cie	340				
Devanlay	851	850			
Deville	210				
Dolisos	135				
Editions Belfond	200				
Europ. Propulsion	253	251 20			
Finacor	120				
GFF (group.fon.f.)	110 20	110			
Grand Livre	335				
Gravograph	200				
Guntoli	770				
Idianova	90 50				
Immob. Hôtelière	871				
Interm. Computer	157				
I.P.B.M.	68				
Loca investis	200				

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 4 février 1992
Nombre de contrats estimés : 102 168

COURS	ÉCHÉANCES Mars 92	Juin 92	Sept. 92
Dernier	108,32	109,58	109,70
Précédent	108,34	109,56	109,98

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Mars 92	Juin 92	OPTIONS DE VENTE Mars 92	Juin 92
109	0,19	1,37	0,90	0,78

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 7 775

COURS	Février	Mars	Avril
Dernier	1 871	1 885,50	1 891
Précédent	1 868,50	1 888	1 910

CHANGES

Dollar : 5,42 F ⬇

Mercredi 5 février, le dollar poursuivait son mouvement de repli sans toutefois sortir de sa marge de fluctuation observée depuis deux semaines. A Paris, la devise américaine a ouvert en baisse à 5,42 francs à l'ouverture contre 5,4475 francs à la cotation officielle de la veille.

FRANCFORT	4 fév.	5 fév.
Dollar (en DM)	1,5902	1,5925
TOKYO	4 fév.	5 fév.
Dollar (en yens)	126,25	126,11

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (5 février) .... 10 - 10 1/8 %

New-York (4 février) .... 3 7/8 %

BOURSES

PARIS (*INSEE, base 100 : 31-12-91*)	3 fév.	4 fév.
Valeurs françaises	106,30	106,30
Valeurs étrangères	106,10	105,80
(SBF, *base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	503,40	499,20
(SBF, *base 1 000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 856,90	1 856,40
NEW-YORK (*Indice Dow Jones*)	3 fév.	4 fév.
Industrielles	3 234,12	3 272,80
LONDRES (*Indice « Financial Times »*)	3 fév.	4 fév.
100 valeurs	2 555,40	2 556,80
30 valeurs	1 984,20	1 978,70
Mines d'or	145	145,10
Fonds d'Etat	87,92	88,06
FRANCFORT	3 fév.	4 fév.
Dax	1 689,01	1 676,40
TOKYO	4 fév.	5 fév.
Nikkei Dow Jones	21 999	21 936
Indice général	1 629	1 626

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT Demandé	COURS COMPTANT Offert	COURS TERME TROIS MOIS Demandé	COURS TERME TROIS MOIS Offert
$ E-U	5,4215	5,4235	5,5005	5,5055
Yen (100)	4,3038	4,3071	4,3542	4,3603
Ecu	6,9605	6,9660	6,9525	6,9630
Deutschemark	3,4068	3,4092	3,4092	3,4142
Franc suisse	3,8190	3,8232	3,8410	3,8482
Lire italienne (1000)	4,5300	4,5355	4,5075	4,5162
Livre sterling	9,7660	9,7723	9,7533	9,7661
Peseta (100)	5,3974	5,4050	5,3620	5,3745

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS Demandé	UN MOIS Offert	TROIS MOIS Demandé	TROIS MOIS Offert	SIX MOIS Demandé	SIX MOIS Offert
$ E-U	3 15/16	4 1/16	4	4 1/8	4	4 1/8
Yen (100)	5 3/8	5 1/2	5 1/16	5 3/16	4 7/8	5
Ecu	10 3/8	10 1/2	10 3/8	10 1/2	10 1/4	10 3/8
Deutschemark	9 9/16	9 11/16	9 1/2	9 5/8	9 1/2	9 5/8
Franc suisse	7 1/2	7 5/8	7 3/8	7 1/2	7 5/16	7 7/16
Lire italienne (1000)	12 1/8	12 3/8	11 7/8	12 1/8	11 3/4	12
Livre sterling	10 5/8	10 3/4	10 7/16	10 9/16	10 3/8	10 1/2
Peseta (100)	12 7/16	12 11/16	12 7/16	12 11/16	12 3/8	12 5/8
Franc français	9 15/16	10 1/16	10	10 1/8	9 7/8	10

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 5 FÉVRIER

Cours relevés à 10 h 13

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
4280	C.N.E 3%	4300	4300	4300	....
876	B.N.P T.P.	885			...
830	Cr Lyon T.P.	840	832	832	- 0 95
1220	Renault T.P.	1245	1280	1280	+ 2 81
1470	Rhone Poul T.P.	1480	.	..	..
1075	Saint Gobain T.P.	1065	1065	1065	.
896	Thomson T.P.	920	.		.
720	ACCOR	721	722	722	+ 0 14
685	Air Liquide	685	689	689	+ 0 58
580	Alcatel-Alsthom	566	569	569	+ 0 53
1520	Als Superm.	1546	1545	1545	- 0 06
325	A.L.S.P.I.	320	322	322	+ 0 63
1890	Arjom. Prioux	1700	1701	1701	+ 0 06
485	AGF Sté Centrale	490 10	495	496	+ 1 20
910	Aux. Entrepr.	920	.		...
180	Avenir H. Média	155 50	156	156	+ 0 32
870	Axa (ex Cie Midi)	914	913	915	+ 0 11
116	Bafip	170	166 50	166 50	- 2 06
97	Bail-Equipem	113	112 90	112 90	- 0 09
755	Bail Investiss.	760	776	776	+ 2 11
510	Bancaire	517	515	515	- 0 39
700	Bazar H.-V	689		..	.
615	Beghin-Say	597	596	596	- 0 17
1060	Berger (M)	1069	1070	1070	+ 0 09
335	Bertrand Faure	335	.	.	. .
630	Bic	644	650	655	+ 1 71
995	B.I.P.	1000		. .	. . .
320	BIS	333	331	331	- 0 60
330	B.N.P (CI)	352 70	352 80	352 80	+ 0 03
785	Bolloré Tech.	790	795	795	+ 0 63
2830	Bongrain	2702	2740	2740	+ 1 41
775	Bon-Marché	801	800	800	- 0 12
550	Bouygues	574	579	579	+ 0 87
121	BP France	123 80	123 10	123 10	- 0 57
1050	B.S.N.	1058	1062	1062	+ 0 38
1030	Canal Plus	1039	1030	1030	- 0 87
280	Cap Gem.S	292 90	292 90	292 90	. .
2320	Carrefour	2329	2340	2339	+ 0 43
143	Casino	142	146 40	149 90	+ 5 56
85	Casino ADP	89 80	90 95	91	+ 1 34
1890	Castorama D.I.	1895	1882	1882	- 0 69
170	C.C.F.	186 50	187	187	+ 0 27
51	CCMC Ly.	59 60	58 20	58 20	- 0 67
365	C.D.M.E.	363	362	362	- 0 28
194	C.E.G.I.D.	200	201	201	+ 0 50
175	Centrest (Ny)	168	168	168	. .
370	C.E.P. Comm.	380	382	382	+ 0 53
102	Cerus	106	105 10	105 10	- 0 85
720	Cetelem	732	727	727	- 0 68
300	CF Int.	307 90	308	308	+ 0 03
305	CGI Info	315 20	315	315	- 0 06
1080	C.G.I.P.	1119	1101	1104	- 1 34
590	CGP	597	599	599	+ 0 34
985	Chargeurs S.A.	1081	1083	1084	+ 0 28
...	Christian Dior	381 50	383	383	+ 0 39
570	C.I.C.A (M)	565	563	563	- 0 35
260	Ciments franc.	277 20	277	277	- 0 07
670	Clarins	712	710	710	- 0 28
465	Club Mediter	470 10	471	471	+ 0 19
180	CMB Packa.	183 70	183 70	183 70	.
730	Colas	752	742	742	- 1 33
270	Cpt. Entrep.	265	...	. .	..
1130	Compt Mod	1210	1224	1239	+ 2 40
97	Concept S.A.	105 90	105	105	- 0 85
260	CPR (Paris Réa.)	284	285	285	+ 0 38
955	Créd. Foncier	918	918	919	+ 0 33
220	Crédit Loc France	223	221 60	221 60	- 0 63
500	Cr Lyon (CI)	553	560	560	+ 1 27
1040	Credit Nat	1050	1050	1052	+ 0 19
215	CSEE	230	227	227	- 1 30
2590	Damart	2849	2850	2850	+ 0 04
380	Dassault Aviation	375	371	371	- 1 07
193	Dassault Electr.	201	201 90	201 90	+ 0 45
1380	De Dietrich	1400	1404	1404	+ 0 29
89	Dév P.d.C. (Li)	90	90	90	. .
178	Dév R.Sud-Est	175	177	177	+ 1 14
285	D.M.C.	294 90	285	285	- 3 36
395	Docks France	411 50	415	415	+ 0 85
340	Dynaction	330	346	346	+ 4 85
2040	Eaux (Gle)	2104	2120	2112	+ 0 38
740	E.B.F.	735	735	735	
375	Ecco	376	376	376	.
360	Elf Aquitaine	363 50	369	368	+ 1 24
245	Erap-Elf (Certif)	244 50	242	242	- 1 02
340	Essilor	326	326	326	..
160	Essil.Int.(DP)	163 10	163	163	- 0 06
655	Esso	672	662	662	- 1 49
1460	Eurafrance	1475	1482	1482	+ 0 47
600	Eurocom	618	608	608	- 1 62
143	Eurodisneyland	148 30	148	148 50	+ 0 13
870	Europe 1	935	. .	. .	
42	Eurotunnel	44 50	44 55	44 80	+ 0 67
1320	Expr.	1320	.	.	. .
117	Finextel	123	118 60	118 60	- 3 58
355	Fives Lille	322 90	319	320	- 0 90
2590	Fromager Bel	2715	2680	2680	- 1 29
1420	Gal.Lafayette	1490	1456	1455	- 2 35
1830	G.A.N.	1825	1825	1825	
480	Gascogne (B)	495	495	495	.
1380	Gaz et Eaux	1270	.	. .	. .
530	Géophysique	561	561	561	.
655	Gerland Ly	680	660	680	.
480	Groupe Cité	490	489	489	- 0 20
340	GTM-Entrep	376		...	. .
1390	Guyenne-Gas.	1425	1427	1427	+ 0 14
152	Hachette	157	161 50	161 50	+ 2 87
450	Havas	454	454	455	+ 0 22
345	Idia	365 50	370	370	+ 1 23
290	Imétal	299	300	300	+ 0 33
147	Immob. Phénix	150	152	152	+ 1 33
77	Ingénico	75 50	73 70	73 70	- 2 38
4630	Inst. Mérieux	4900	4900	4950	+ 1 02
445	Interbail	445	444	444	- 0 22
720	Intertechnique	700	700	700	. .
880	J. Lefebvre	859		..	
800	Klepierre	594	590	590	- 0 67
740	Labinal	698	690	690	- 1 15
335	Lafarge	320 60	321 20	321 20	+ 0 19
335	Lebon	320	322	322	+ 0 63
3920	Legrand	4049	4053	4053	+ 0 10
2260	Legrand (DP)	2317		.	.
420	Legris Industries	424 50	.	..	. . .
700	Locindus	700	700	700	...
4280	L.V.M.H.	4390	4400	4400	+ 0 23
470	Lyon Eaux/Dumez	482 80	481 50	480 40	- 0 50
113	Majorette Ly	119	118 90	118 90	- 0 08
305	Mar. Wendel	313	310	310	- 0 96
187	Matra	175	175	175	..
530	Merlin-Gerin	501	508	508	+ 1 40
79	Metaleurop	76 10	76 50	76 50	+ 0 53
54 45	Métrologie In.	54 45			...
143	Michelin	152 20	153 20	153	+ 0 53
156	Min. Salsig (Ma)	156 10		...	. .
73	MMB	76 80	76	76	- 1 04
166	Moulinex	166 80	166 80	166 80	. .
1220	Navig. Mixte	1220	1200	1200	- 1 64
99	Nord-Est	96	96	95 50	- 0 52
235	Nordon (Ny)	259 90	....	...	..
480	Nouv Galeries	451	...	..	. . .
180	Olipar	163	.	. .	....
730	Oréal	738	742	742	+ 0 54
335	Paribas	359	359 10	360	+ 0 28
180	Pechiney Int.	168 70	169 90	170	+ 0 77
320	Pechiney (CIP)	313	310	310	- 0 96
470	Penhoet	501	....	....	
1410	Pernod Ricard	1455	1465	1465	+ 0 69
680	Peugeot	682	684	685	+ 0 44
290	Pinault	279 40	278	278	- 0 50
550	Plastic-Omn.	585	585	585	...
445	Poliet	442	442	442	. .
640	Primagaz	638	640	640	+ 0 31
850	Printemps	870	884	880	+ 1 15
2970	Promodès	2940	2969	2969	+ 0 99
490	Radiotechn.	490 10	495	495	+ 1 00
5050	Redoute (La)	5090	..	.	...
210	Remy Cointreau	210	210 90	210 90	+ 0 43
545	R. Poulenc CIP	544	546	544	. . .
325	Robur Financ.	320	. . .	. .	...
60	Rochette(La)	58 15	58 40	58 40	+ 0 43
1800	Roussel Uclaf	1935	1930	1930	- 0 26
3020	R. Impér.Ly *	3001	3002	3002	+ 0 03
178	Sade (Ny)	182	180 50	180 50	- 0 82
1650	Sagem	1668	1665	1665	- 0 18
485	Saint Gobain	487	487	487	. .
1300	Saint Louis	1329	1320	1320	- 0 68
1720	Salomon Ly.	1750	1750	1750	..
300	Salvepar (Ny)	339	340	340	+ 0 29
1090	Sanofi	1128	1128	1133	+ 0 62
1360	S.A.T.	1430	1430	1430	. .
225	Saut. Chât.	230	234	234	+ 1 74
1130	Saupiquet (Ns)	1115	1119	1119	+ 0 36
655	Schneider	632	631	629	- 0 47
20	SCOA	20	20 20	20 20	+ 1 00
505	Scor s.a.	495	490	490	- 1 01
1870	S.E.B.	1920	1900	1900	- 1 04
470	Sefimeg	489	489	489	...
112	Sélectibanque	113 40	112 40	112 40	- 0 88
220	Sextant A	243 40	244	244	+ 0 25
785	S.F.I.M.	840	801	801	- 4 64
220	S.G.E.	214	210	210	- 1 87
500	Simco	466	480	480	- 1 29
860	Sk. Rossignol	845	845	845	. . .
490	Sligos	480	472	472	- 1 67
495	Société Géné	524	525	525	+ 0 19
56	Sodecco(B)	72	72	72	. .
145	Sodero(Ns)	147	....	....	. . .
875	Sodexho	882	878	878	- 0 45
69	Sogenal(Ny)	70	72 50	72 50	+ 3 57
345	Sogerap	360	366	366	+ 1 67
1350	Som-Allib.	1310	1310	1310	....
395	SOPHIA	400	400	400	...
1400	Source Perrier	1396	....	...	. . .
770	Sovac	788	790	796	+ 1 02
335	SPEP	325	....	...	....
330	Spie-Batignol.	328	328 80	328 80	+ 0 24
730	Stralor Facom	743	744	744	+ 0 13
316	Suez	318 20	319	318 20	..
1060	Synthélabo	1077	....	...	....
147	Thomson CSF	157	158	158	+ 0 64
1060	Total	1018	1028	1025	+ 0 69
168	- (certif)	163	163	163	....
225	Traffaut Fin.	226	....	....	. ..
510	U.A.P.	541	541	540	- 0 18
290	U.F.B Locab.	290	289	289	- 0 34
745	U.I.C.	740	742	742	+ 0 27
490	U.I.F.	481	481	481	. . .
775	U.I.S.	735	....	. . .	
580	Unibail	523	522	522	- 0 19
595	Valéo	652	649	650	- 0 31
255	Vallourec	285	289 50	289 50	+ 1 58
330	Via Banque	331	. . .	. . .	....
355	Worms et Cie	351 90	350 10	350 10	- 0 51
1180	Zodiac	1275	1272	1272	- 0 24
1100	Elf Gabon	1100	1101	1101	+ 0 09
109	Amax	106 50	106 10	105 10	- 0 38
154	Amer. Barrick	150	151	150	. . .
122	Amer. Express	120 10	121	121	+ 0 76
215	A.T.T.	203 20	203 70	203 70	+ 0 25
220	Anglo Amer.C	209	206 80	206 80	- 1 05
400	Amgold	392 70	. . .	....	. . .
240	Banco Santander	248	...	....	....
820	B.A.S.F.	835	831	831	- 0 48
1000	Bayer	1020	1020	1020	.
42	Blenham Plc	40 30	41 90	41 90	+ 3 97
52	Buffelsfont.	49	49	49	....
118	Chase Manh.	112 90	118	118	+ 4 52
2530	Daimler Benz	2589	2577	2577	- 0 46
158	De Beers	152	. . .	. . .	....
2390	Deutsche Bank	2410	2412	2412	+ 0 08
1180	Dresdner Bank	1230	1232	1232	+ 0 16
71	Driefontein	68 25	67 50	67 50	+ 0 75
265	Du Pont Nem.	250	259 30	259 30	+ 3 72
270	Eastman Kodak	271	274	274	+ 1 11
16 50	East Rand	15 70	16 15	16 15	+ 2 87
42	Echo Bay	43 50	42 65	42 65	- 1 95
235	Electrolux	228	. . .	. . .	....
111	Ericsson	114 90	112 70	112 70	- 1 91
325	Exxon Corp.	321	322 50	322 50	+ 0 47
175	Ford Motor	178 80	182 50	182 50	+ 2 07
50	Freegold	49 60	49 20	49 20	- 0 81
20	Gencor	19 10	....	. . .	...
435	Gén. Elect.	417 80	417 50	417 50	- 0 07
181	Gén. Motors	186	189 10	189 10	+ 1 67
350	Gén. Belgique	356	...	....	. . .
92	Gd. Métropol.	91 05	90 10	90 10	- 1 04
52	Guinness	56 10	56 70	56 70	+ 1 07
22	Hanson PLC	21 10	21 20	21 20	+ 0 47
32	Harmony Gold	32 60	32 80	32 80	+ 0 61
330	Hewlett Packard	328	337 40	337 40	+ 3 50
41	Hitachi	40 15	40 35	40 35	+ 0 50
860	Hoechst	843	859	859	+ 1 90
84	Homestake	87	87	87	. . .
120	I.C.I.	124 90	125	125	+ 0 08
515	I.B.M.	495 10	501	501	+ 1 19
320	I.T.T.	318 40	315 30	315 30	- 0 97
190	Ito Yokado	190	186 50	186 50	- 1 84
63	Matsushita	64 50	64 20	64 20	- 0 47
3 65	Maxwell	3 65	....	....	...
230	Mc Donald's	236 50	235 50	235 50	- 0 42
846	Merck	850	863	863	+ 1 53
515	Minnesota M.	500	501	501	+ 0 20
53	Mitsubishi	50 80	50 60	50 80	...
365	Mobil corp.	350	346 60	346 60	- 0 97
345	Morgan J.P.	330	335 40	335 40	+ 1 64
34700	Nestlé	35000	....	.	...
129	Norsk Hydro	127	127	127	..
114	OFSIL	109	110 90	110 90	+ 1 74
1790	Pétrofina	1796	1785	1785	- 0 56
420	Philip Morris	424	419 50	419 50	- 1 06
96	Philips	94 90	93 50	93 50	- 1 48
56	Placer Dome	54 75	54 50	54 50	- 0 46
540	Procter Gamble	550	553	553	+ 0 55
164	Quilmès	195	198 10	198 10	+ 1 59
32	Randfontein	30 60	30	30	- 1 96
345	Rhone Poul. Rorer	347	355 30	355 30	+ 2 39
450	Royal Dutch	437 30	439 60	440	+ 0 62
50	R.T.Z.	51	50 50	50 50	- 0 98
1 32	Saat.& Saatchi	1 37	1 37	1 37	....
38	St Helena	37 90	....	....	...
345	Schlumberger	323 90	327	327	+ 0 96
47	Shell transp.	46	46 30	46 30	+ 0 65
2210	Siemens	2252	2252	2252	..
485	Siemens Nixdorf	410 10	416 10	416 10	+ 1 46
186	Sony	189 70	188 90	188 90	- 0 42
82	Sumitomo Bank	82 30	81 75	81 75	- 0 67
205	T.D.K.	203 50	203 70	203 70	+ 0 10
54	Telefonica	53 70	53 10	53 10	- 0 94
29	Toshiba	27 75	27 85	27 85	+ 0 36
550	Unilever	562	564	564	+ 0 36
280	Unz.Techn.	277	274 80	274 80	- 0 79
380	Vaal Reefs	360	362 40	362 40	+ 0 67
1110	Volkswagen	1185	1179	1179	- 0 51
385	Volvo	358 70	357 10	357 10	- 0 45
1290	Wagons lits	1299	....	...	....
220	West. Deep.	208 10	..	....	. ..
385	Xerox Corp.	416 10	434	434	+ 4 30
124	Yamanouchi	123	123 30	123 30	+ 0 24
1 65	Zambia Cop.	1 66	1 65	1 65	....

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8% 77	124	8 20
Emp.Etat 9,8% 78	...	5 56
10,80% 79/94	..	4 54
Emp.Etat 13,4% 83		1 68
Emp.Etat 12,2% 84	101 31	4
Emp.Etat 11% 85	.	10 51
10,26% mars 86		9 25
OAT 10% 5/2000	...	6 94
OAT 9,9% 12/1997	..	1 46
OAT 9,8% 1/1996	..	0 16
PTT 11,2% 85	106 25	1 98
CFF 10,30% 86	. .	0 40
CFF 10,25% nov 90	..	9 15
CNA 10 % 1979	102 15	8 65
CNB Bques 5000F	..	0 85
CNB Paribas 5000F	.	0 85
CNB Suez 5000F	.	0 85
CNE 11,5% 85	100 70	6 98
CNI 1/82 5000F		0 85
CNT 9 % 86	...	6 72
CRH 10,90% déc.85	107 85	0 99
CHARB FCE 3% 100		..
CNCA		
Cerus	.	
Alcatel 6 % janv 89	...	
Ly. Eaux cv 6.5%	.	.
Thoms. cv 9,2% 86	850	. .

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ste fin.)	940	945
Applications Hydr.	1545	
Arbel	378	380
Bains C.Monaco	1102	1145
B Hypoth Europ.	382	
B.N.P Intercont.	338	335
Beghin-Say (C I)	480	480
Bénédictine	3020	.
Bidermann Internat.	469	.
Blanzy Ouest	2200	.
B.T.P.	64 50	64
Cambodge	910	
Carbone Lorraine	480	475
Casa Podan	9 30	9 30
C.E.G.F (Frigor)	505	
Centenaire Blanzy	400	.
Cerabati	78	
Champex Ny	104	.
CIC (CIP)	209	210

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
C.I.M.	1285	..
C.I.T.R.A.M. (B)	1910	
Cogifi	365	361
Comiphos	700	
Cie Industrielle	6450	...
Cpt Lyon Alemand	368	375
Concorde	681	
Constr.Mét.Prov.	29 80	
Crédit Gén.Ind.	147	..
Cr Universel (Cie)	390	
Darblay	655	..
Degremont	1700	
Delmas Vieljeux	3750	...
Didot Bottin	1239	
Docks Fr. R. Picardie	1172	.
Eaux Bassin Vichy	2499	.
Eaux Vittel	931	.
Ecia	241	. .
Electro-Banque	380	.
Ent. Mag. Paris	4200	.
Erax (ex Eternit)	1680	1685
Finalens	251 10	
F.I.P.P.	85	..
F.N.A.C.	1700	1785
Foncière (Cie)	520	
Foncières Euris	358	
Fonc.Lyonnaise	585	.
Foncina	490	
Fougerolle	768	765
France I.A.R.D.	700	
France SA (La)	1904	1900
From. Paul-Renard	2500	
Gaumont	710	
Genefim	320	320
Gévelot	498	. .
G.F.C.	339 90	340
Groupe Victoire	1450	
G.T.I (Transport)	258	
Immobail	325	325
Immobanque	670	680
Im.Marseillaise	5300	.
Immofice	420	430
Invest.(Ste Cie.)	3300	.
Lambert Frères	267 50	.
Lille Bonnières	1280	
Locafinancière	470	.
Louis Vuitton	751	751
Louvre	2750	2780
Lucia	1100	
Machines Bull	44 90	
Mag.Uniprix	161 60	
Magnant	750	.
Métal Déployé	422	
Mors	74 50	73 90
Navigation (Nle)	212	
Optorg	235	230
Oréal (CI)	370	362
Origny-Desvroise	699	..

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Palais Nouveauté	1070	.
Paluel Marmont	650	. .
Parfinance	160	
Paris France	257 50	
Paris Orléans	210	. .
Parthena Invest	285 20	
Pathé Cinéma	638	
Piper Heidsieck	1300	1433 d
Porcher	450	..
Promodès (CI)	1400	
Publicis	700	710
Rochefortaise	105	.
Rosario	188 10	189
Rougier	240	.
S.A.C.E.R.	385 10	. .
S.A.F.A.A.	246	
S.A.F.I.C Alcan	240	
Saga	355	
Saint Dominique (F)	110	115
Salins du Midi	605	605
Savoisienne M.	160	
S.C.A.C.	745	
Senelle	386	380
S.Etud.Part. (M)	139	.
Silic	565	556
Siview	146	145
S.I.P.H.	171 10	
S.M.C.I.	81	80 65d
Sofal	570	.
Soffo	265 10	
Sofical	1225	1203
Sofiram (ex Satam)	68	.
Sofragi	2325	2335
Soudure Autogène	852	860
Sovabail	372	.
Srenz	600	
Taittinger	3000	3000
Testut-Aequitas	720	288 20o
Tour Eiffel	236	
Ufiner	1150	
Vicat	420	424
Viniprix	1518	
Virax	98	
Maroc Sté Brasserie	250	

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G	730	.
Akzo Nv Sico	410	...
Alcan Aluminium	106 10	. .
American Brands	249 20	
Arbed	590	. . .
Asturienne Mines	129	..
Banco Popular Espa.	610	. . .
B Reglements Int.	19500	. . .
Can Pacifique	82 60	. .
Chrysler Corp	75 50	. .
C.I.R.	8 40	. . .
Commerzbank	868	..
Dow Chemical	295	..
Fiat	21 25	..
GBL (Brux Lamb)	520	. .
Gevaert	986	.
Glaxo Holdings Ltd.	90	.
Goodyear Tire	313	..
Grace and Co (WR)	225	..
Honeywell Inc	327	360 d
Johannesburg	85 10	.
Koninklijke Pakhoed	135	....
Kubota	25 50	
Midland Bank	19	..
Noranda Mines	85	.
Olivetti priv	8 90	...
Pfizer Inc	392	
Ricoh	23 80	.
Robeco	294 70	..
Rodamco NV	161 50	.
Rolinco	297	
Sapem	5 90	
Sema Group	18	
SKF Aktiebolaget	90	
Tenneco Inc.	186 50	. . .
Thorn Electrical	79	
Toray Ind	26	.
West Rand Cons	8 80	

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	315	.
Calophos	94 80	.
C.G.H Cogenhor	10 45	.
Coparex	650	.
Drouot Assurances	385	
Europ. Accum.	101	91 15o
Europ Soutres Ind	20	.
Gachot S.A	69	.
Guy Degrenne	430	.
Lecteurs du Monde	175	192 80d
Nicolas	1250	. .
Paternelle RO	1410	
Parnop Percier	350	
Quadrant	22	.
Rorento N.V	215 70	
St-Gobain-Emballage	2000	
S.E.P.R.	905	899 d
S.P.R. act. B	294 50	.
Waterman	900	. .

SICAV (sélection) 4/2

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Action	213 98	208 25
Agepargne	786 13	752 28
Amén-gan	8074 18	7763 63
Ampla	258257 30	258257 30
Amplitude	640 77	622 11
Arbitrages Court.T.	6987 66	6987 66
Associc	1067 09	1067 09
Atout Futur	394 19	384 56
Aurecic	1245 53	1209 25
Avenir Alizes	1756 29	1720 87
Axa Capital	167 37	160 16
Axa Court Terme	7681 70	7681 70
Axa Europe	131 12	125 47
Axa Investments	118 04	112 96
Axa NPI	124 95	119 57
Axa Première	118 44	118 09
Axa Sélection	148 47	142 08
Axa Valeurs PER	124 91	119 53
Cadence 1	1027 65	1027 65
Cadence 2	1028 50	1028 50
Cadence 3	1027 94	1027 94
Capamonétaire	6114 76	6108 65
Capobliq	6304 53	6180 91
Captacic	1282 67	1263 71
Corexis	1291 80	1260 29
Comptavalor	3403 89	3398 79
Convertimmo	354 20	347 25
Credinter	477 26	463 36
Crédit Mutuel Capital	1255 47	1230 85
Cred Mut Ep Cour T.	651 64	651 64•
Dasse	1290 04	1258 58
Drouot France	842 05	805 79
Drouot Investiss.	980 26	938 05
Drouot Sécurité	250 93	240 12
Ecocic	1058 73	1027 89
Ecupar	135 39	129 56
Ecureuil Capitalisation	2519 57	2494 62
Ecureuil Géovaleurs	2268 92	2220 31
Ecureuil Invest.	427 91	415 45
Ecureuil Monepremiere	64936 64	64936 64
Ecureuil Monétaire	38241 25	38241 25
Ecureuil Trésorerie	2360 75	2360 75
Ecureuil Trimestr.	2048 39	2028 11
Elicash	2 706242	2 706242
Energia	267 09	254 98
Eparcic	3487 33	3487 33
Eparcourt-Sicav	4523 31	4512 03
Epargne Associat.	26390 10	26167 67
Epargne Capital	10507 68	10403 84
Epargne Croissance	1749 69	1702 86
Epargne Industrie	95 10	92 55
Epargne J	67505 02	67505 02
Epargne Long Terme	200 61	195 24
Epargne Monde	1269 07	1235 10
Epargne Obligat.	205 23	199 74
Epargne Première	14133 31	14028 10
Epargne Quatre	1100 57	1071 11
Epargne-Unie	1332 98	1300 47
Epargne Valeurs	454 71	442 54
Eufi Cash capi.	8101 51	8101 51•
Eufinvest capi.	648 86	629 96•
Eurocic Leaders	1090	1058 25
Eurodyn	1196 50	1167 32
Euro Gan	6321 63	6078 68
Europe Nouvelle	551 61	526 50•
Fonsicav	13950 91	13950 91
France-gan	9815 41	9437 89
France Garantie	278 45	276 90
France Index Sicav	110 24	107 01
France Obligations	488 66	483 82
Francic	455 07	441 82

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic Pierre	106 43	103 33
Francic-Régions	1222 79	1187 17
Fructi-Associations	34 29	34 29
Fructi-Capi	40 93	40 33
Fructidor	241 18	237 62
Fructifrance	883 67	862 12
Gestilion	14426 60	14353 83
Gest.Associations	171 66	167 90
Horizon	1219 37	1183 85
HLM Monétaire	13492 40	13492 40
Interépar	110834 39	107608 20
Interoblig	13788 83	13518 46
Intersélection Fce	515 20	505 10
Japacic	161 76	157 05•
Jeunepargne	279 50	275 37
Latitude	2188 07	2184 79
Leumi C.T.	12192 27	12192 27
Leumi L.T.	6838 32	6639 15
Lion Association	11032 13	11032 13
Lion Institution	28902 04	28829 97
Lionplus	958 11	937 36
Lion Trésor	2246 15	2223 91
Lion 20 000	25504 90	25504 90
Livret Bourse Inv.	558 21	541 95
Livret Portefeuil.	727 43	706 24
Méditerranée	184 76	176 80
Mensuel CIC	10058 02	9957 44
Monecic	5414 68	5414 68
Monedem	65846 87	65846 87
Mone.J	70525 89	70525 89
Monévalor	79498 19	79498 19
Mutualité dépôts	13125 06	13098 85
Mutuelle Unie Sél.	143 28	137 09
Natio Court Terme	275306 00	275306
Natio-Epargne	17265 47	17094 52
Natio-Ep. Ret.	124 88	121 55
Natio Epargn.Trésor	7628 44	7613 21
Natio-Imm.	1124 54	1094 44
Natio-Inter	1394 54	1357 22
Natio-Monétaire	24801 89	24801 89
Natio-Patrimoine	1363 55	1317 32
Natio-Placements	67972 38	67972 38
Natio-Revenus	1048 49	1038 11
Natio Sécurité	11726 31	11726 31
Natio-Valeurs	869 33	846 06
Nippon-Gan	5553 38	5339 79
Nord Sud Dévelop.	1545 99	1542 90
Obli-Associations	150 47	148 98
Oblicic-Mondial	2600 72	2562 28
Oblicic-Régions	1066 08	1050 33
Oblifutur	2793 72	2725 58
Oblig. très cati	173 91	171 34
Obilion	1349 85	1336 48
Oblisécurité Sicav	12498 85	12498 85
Oraction	1035 59	1010 33
Orvalor	7003 19	6865 87
Paribas Capitalisation	1476 56	1454 74
Paribas Opportunités	131 16	125 81
Paribas Patrimoine	587 04	583 11
Patrimoine Retraite	217 80	213 53
Pervalor	602 49	590 68
Placement A	1406 50	1378 92•
Placement J	7015 99	7001 99•
Placement M	64851 84	64722 40•
Placement Nord	989 55	970 15•
Plénitude	131 07	127 66
Poste Croissance	21147 42	21126 29
Poste Gestion	63710 79	63710 79
Première Oblig.	11165 82	11154 87
Prévoy. Ecureuil	117 26	116 10
Prvi'Associations	28581 87	28581 87

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Proficius	992 73	968 52
Quartz	133 22	129 97
Réalvalor	831 61	815 30
Rentacic	159 65	157 49
Revenus Trimestr.	5400 35	5346 88
Revenu-Vert	1137 12	1120 32
St Honoré Bio-Alim.	985 19	940 52•
St Honoré Bons du Tr.	10893 46	10839 26•
St Honoré Global	236 50	225 78•
St Honoré Invest.	771 92	738 92•
St Honoré Mat Plac.	199	189 98•
St Honoré Pacifique	586 89	560 28•
St Honoré PME	519 90	496 32•
St Honoré Réal	14502 84	14445 06•
St Honoré Services	454 44	436 96•
Sécuricic	1693 49	1693 49
Sécuri-Gan	12440 91	12196 97
Sécuritaux	1350 94	1350 94
Sicasden	721 39	710 73
Sicav Associations	1792 07	1792 07
SFI-CNP Assur	674 65	656
S.G. Fr. opportunités	1140 36	1118
Sicav 5.000	433 99	422 37
S.I. Est	1423 82	1362 51
Silvafrance	672 18	654 19
Sivam	416 55	405 40
Sivarente	220 05	215 74
Siviator	446 64	434 69
S.N.I.	1211 71	1176 42
Sogefrance	1065 14	1044 25
Sogépargne	310 76	304 67
Sogevar	1066 63	1045 72
Soginter	1309 35	1283 68
Soleil Investissements	613 54	589 94
Solstice	2150 59	2146 23
State Street Act. Eur.	10405 91	10054 02•
State Street Act. Frce	10374 26	10072 10•
State Street Emer. Mkt	11802 38	11234 97•
Stratégie Actions	809 67	778 63
Stratégie Rendement	1373 33	1330 19
Technocic	1074 71	1043 41
Techno-Gan	5942 88	5714 31
Thésora	646 95	640 54
Trésoplus	149 74	143 29
Trésor Plus	1258 64	1246 18
Trésor Réal	13907 24	13907 24•
Trésoricic	125635 95	125635 95
Trilion	5202 55	5135 78
UAP Investissements	448 64	432 42
UAP Actions France	601 19	579 48
UAP Act. Select.	643 86	620 69
UAP Aedificandi	580 63	559 84
UAP Altefi	213 68	205 86
UAP Alto Sicav	188 34	182 28
UAP Moyen Terme	136 18	131 26
UAP Première Cat.	11362 04	10951 38
Uni-Associations	119 86	119 86
Uni-Foncier	1263 75	1232 93
Unifrance	585 69	571 40
Uni-Garantie	1259 50	1237 23
Uni Régions	1348 45	1316 56
Univar	230 21	230 21
Univers Actions	1256 83	1226 18
Univers-Obligations	1852 90	1807 71
Valorg	1998	1996
Valrem	51688 39	51660 56

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 5/2	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 447	.. ..	5 200	5 700
Ecu	6 959	.. ...	... ...	... ..
Allemagne (100 dm)	340 790	.. ..	330	350
Belgique (100 F)	16 549	.. ..	16 050	17 050
Pays-Bas (100 fl)	302 710	. ..	291	311
Italie (1000 lires)	4 534	... ..	4 250	4 750
Danemark (100 krd)	87 920	... ..	83	91
Gde.Bretagne (1 L)	9 785	. ..	9 400	10 200
Grèce (100 drachmes)	2 948	... ..	2 600	3 300
Suisse (100 f)	381 720	. ...	371	391
Suède (100 krs)	93 820	.	89	97
Norvège (100 k)	86 890	...	82	90
Autriche (100 sch)	48 440	. ..	46 900	49 900
Espagne (100 pes)	5 412	.....	5 100	5 650
Portugal (100 esc)	3 958	..	3 500	4 300
Canada (1 $ can)	4 629	.. .	4 450	4 850
Japon (100 yens)	4 316	. ...	4 200	4 400

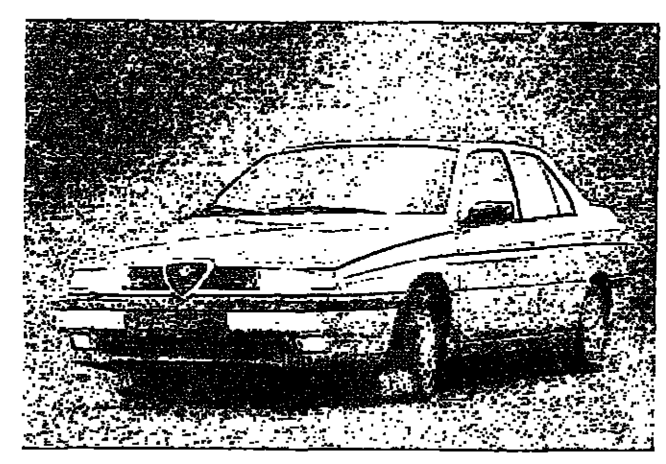
Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 5/2
Or fin (kilo en barre)	62400	..
Or fin (en lingot)	62950	..
Napoléon (20f)	361	.. .
Pièce Fr (10 f)	415	..
Pièce Suisse (20 f)	353	. .
Pièce Latine (20 f)	360	.....
Souverain	447	.. .
Pièce 20 dollars	2055	.
Pièce 10 dollars	1100	.
Pièce 5 dollars	611 25	.
Pièce 50 pesos	2315	
Pièce 10 florins	370	..

AGENDA

AUTOMOBILE

Alfa Romeo 155 : un certain retour



L'arrivée sur les marchés européens de la nouvelle Alfa Romeo, baptisée 155, marquera à la fin de ce mois un certain retour à la tradition de la marque italienne, qui s'est toujours voulue sportive. Les impératifs de la conjoncture ont au fil des ans quelque peu contrarié la vocation historique de la firme. La 155 n'y échappe pas tout à fait, puisque Fiat a, en quelque sorte, prêté la base de la Dedra de Lancia et plus d'un détail de la 164 pour aboutir à cette nouvelle berline, classée «moyenne-supérieure». Toutefois, tant la ligne de la 155 que son comportement routier dû à des motorisations musclées au-dessus du moteur de base (1 773 cm³), qui donne 129 chevaux à 6 000 tours, incitent à se souvenir du passé.

Outre le 1,8 litre, il y a le 1 995 cm³ déjà connu (tous deux des quatre-cylindres) et surtout le six-cylindres en V (à 60°), qui, avec ses 166 chevaux, donne à cette voiture de 4,4 m de long des moyens appréciables. Tous les groupes agissent sur les roues avant, – autre nouveauté, – et la répartition du poids (60 % sur l'avant pour 40 % sur l'arrière) explique peut-être l'apparition de coups de raquette sur mauvais revêtements quand les places arrière ne sont pas occupées. Il s'agit là du seul véritable défaut de la voiture, qui revient bien en ligne après virage et dont la direction assistée garde une précision imperturbable en quelque situation que ce soit. Les suspensions à roues indépendantes, tant à l'avant qu'à l'arrière, n'y sont pas étrangères. Une version à transmission permanente sur les quatre roues est disponible dès le lancement de cette nouvelle gamme. Pour des raisons d'encombrement, c'est le quatre-cylindres de 2 litres qui a été choisi pour l'animer. Côté finition, il reste encore des progrès à faire, mais un effort a été entrepris par la firme italienne pour gommer les plus visibles négligences, qui avaient, un temps, découragé même les inconditionnels du trèfle.

C. L.

► Prix : 155, 1,8 litre, 114 000 F environ ; 2 litres (avec ABS en série), 140 000 F environ ; V 6 : 167 000 F environ ; 155, 4 X 4 : 190 000 F environ.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5710

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								■	
II						■			
III									
IV						■			
V			■				■		
VI									
VII		■		■				■	
VIII							■		
IX						■			
X			■		■				
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Apporte l'oubli. – II. Telle une variété de poire. Peut rouler pour nous. – III. Espèce de fouine. – IV. Avait de l'inspiration. Montre que l'on n'a rien apporté de nouveau. – V. Note. Peut causer la ruine. Qui n'est donc plus à découvrir. – VI. Artiste campagnard. – VII. Porte-charge. – VIII. Des gens qui se sont mis au vert. Article. – IX. Fit son apparition dans le Trégorrois. Pas des mille et des cents. – X. Adverbe. Grâce à lui, c'est du tout cuit. – XI. Moyens d'éclaircir.

VERTICALEMENT

1. Leurs aiguilles ne sont adaptées qu'à certains tissus. – 2. Annonce une sortie prochaine. Un repas. – 3. Passa la brosse à reluire. Se montre très clair. – 4. Mieux vaut s'en passer que l'avoir à l'œil ! Porteur de laine. – 5. Retarde une arrivée d'eau. – 6. Prend le large (inversé). Symbole. – 7. Allaient dans l'escarcelle. Préfixe. La petite bête qui monte. – 8. On est frappé avant d'y entrer. Pas à nous. – 9. Passent avant les autres.

Solution du problème n° 5709

Horizontalement

I. Boursiers. – II. Ailier. Eu. – III. Fée. Lords. – IV. Milieu. – V. Uranes. Ch. – VI. Este. – VII. Lampe. Air. – VIII. Laitue. Oc. – IX. Mi. Venu. – X. Réel. – XI. Bas. Issue.

Verticalement

1. Bafouille. – 2. Oie. Aa. Râ. – 3. Uléma. Mimes. – 4. Ri. Ineptie. – 5. Selle. Eu. L. I. – 6. Iroise. E.V. – 7. Ré. Sa. Ers. – 8. Réduction. – 9. Sus ! Hercule.

GUY BROUTY

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat directeur de la rédaction
Jacques Guiu directeur de la gestion
Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Jacques Amalric
Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40-65-25-25
Télécopieur 49-60-30-10

PARIS EN VISITES

JEUDI 6 FÉVRIER

« Quelques pages d'histoire de Paris dans les collections du Musée Carnavalet », 11 heures, 23, rue de Sévigné (Approche de l'art).

« Le palais du Luxembourg, siège du Sénat », 14 h 15, 20, rue de Tournon (M.-C. Lasnier).

« L'Opéra Garnier et son Musée », 14 h 30, dans le hall (D. Bouchard).

« Historique Montsouris et ses cités d'artistes. Le temps de Le Corbusier », 14 h 30, métro Cité-Universitaire (M. Peyrat).

« La peinture du dix-huitième siècle au Louvre, de Watteau à Fragonard », 14 h 30, place du Palais-Royal, devant les grilles du Conseil d'Etat (Arts et caetera).

« L'œuvre de Rodin et de Camille Claudel au Musée Rodin », 14 h 30, 77, rue de Varenne (D. Fleuriot).

« L'Observatoire de Paris, en compagnie d'un astronome », 14 h 30, entrée, 61, boulevard de l'Observatoire (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Moyen Age. Tapisseries des cours d'amour en l'hôtel de Cluny. Evolution des techniques de tissage. Etude symbolique des fonds mille-fleurs et des perspectives », 14 h 30, 6, place Paul-Painlevé (I. Hauller).

« La crypte et l'église Saint-Sulpice », 14 h 30, en bas des marches de l'église (S. Rojon-Kern).

« La maison de Balzac », 15 heures, 47, rue Raynouard (Paris et son histoire).

□ **L'exposition sur les fouilles de Bercy est prolongée.** – Les Parisiens ont désormais jusqu'au 1er mars inclus pour aller voir l'exposition sur les fouilles de Bercy (*le Monde* du 28 janvier), à la mairie du douzième arrondissement, 130, avenue Daumesnil. Ouvert tous les jours de 9 heures à 18 heures. Entrée gratuite.

CONFÉRENCES

Eglise, 10, rue de l'Annonciation, 17 h 30 : « L'inspiration d'Albert Roussel » (Conférence, suivie de la messe *in memoriam* pour le trentième anniversaire de la mort de Mme Roussel). Entrée libre (Le Souvenir musical).

Temple de l'Etoile, 54, avenue de la Grande-Armée, 20 h 30 : « La peur du vide : la nostalgie des valeurs », avec S. Breton et G. Bortoli (Eglise réformée de l'Etoile).

60, boulevard Latour-Maubourg, 20 h 30 : « Mères et fils. La guerre d'amour », avec Guy Corneau (Centre Séphira).

CARNET DU Monde

Naissances

– Paris, Besne, Fontenay-le-Comte.

M. et Mme Anthony DEBRAY,
M. Dominique MOREAU,

sont heureux de faire part de la naissance de leur petite-fille,

Sophie,

le 25 janvier 1992, à Paris,

chez Thierry et Frédérique
DEBRAY-MOREAU.

Décès

– Mme Jean-Pierre Chapelle,
M. et Mme Jean-Paul Jacquin,
et leurs enfants,
M. et Mme André Chapelle,
et leurs enfants,
Mlle Claire Chapelle et M. Pierre Carteaud,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

M. Jean-Pierre CHAPELLE,
professeur honoraire
de l'université de Paris-Sud,

survenu, le 28 janvier 1992, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale à Saint-Cloud, le 31 janvier.

5, rue Pasteur,
92210 Saint-Cloud.

– Mme Marcelle Feugereux,
son épouse,
Jérôme et Anne,
ses enfants,
Karine, Côme, Camille et Matyas,
ses petits-enfants,
Sa famille, ses amis,
font part du décès de

Jean FEUGEREUX,
peintre et graveur,
président de l'ADAGP,
président de Fra-Angelico,

survenu le 3 février 1992, dans sa soixante-neuvième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 6 février, à 15 heures, à l'église de Prasville (Eure-et-Loir).

Ni fleurs ni couronnes.

Le Presbytère,
28150 Prasville.

Né le 25 septembre 1923, au cœur de la Beauce, Jean Feugereux y consacra ses peintures et aquarelles, ses gravures au burin ou ses écrits, et déploya une immense activité pour les autres. Elève de Renefer, il devient professeur, puis directeur de l'enseignement de l'Ecole ABC en 1975. Président du Salon de Boulogne-Billancourt (1950-1956), puis membre de divers comités de Salons parisiens, il est l'un des fondateurs, en 1954, du Salon Comparaisons. Il illustra les auteurs qu'il aimait et qui partagèrent sa passion de la Beauce (*la Terre*, de Zola, *la Farine du Diable* et *la Beauce*, de Paul Vialar). Son attachement à Péguy s'est dévoilé à travers deux expositions (« La route de Péguy », 1961, et « La dernière marche de Péguy », en 1963, au Musée de Chartres). Les dernières années, Jean Feugereux se consacre encore plus à la communauté des artistes, en tant que président, depuis 1975, de l'Association Fra-Angelico d'aide médico-sociale aux artistes, et président, depuis 1989, de l'ADAGP, Société des auteurs dans les arts graphiques et plastiques, société qui réunit, au plan international, quelque neuf mille artistes plasticiens. Il venait de faire paraître deux livres, illustrés et écrits par lui, aux éditions Nanga. Il était membre d'honneur de la Maison des artistes et venait de recevoir le Prix du conseil général d'Eure-et-Loir.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94

– Le conseil d'administration de l'ADAGP,
Le directeur général,
Et le personnel de la société,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Jean FEUGEREUX,
président de la Société des auteurs
dans les arts graphiques et plastiques,
ADAGP.

– Mme Jean Hamburger, née Catherine Deschamps,
son épouse,
Et la famille Hamburger,
ont la tristesse d'annoncer le décès du

professeur Jean HAMBURGER,
de l'Académie française,
président de l'Académie des sciences,
grand officier de la Légion d'honneur,
grand-croix de l'ordre national
du Mérite,
commandeur de l'ordre
des Arts et Lettres,

survenu le 1er février 1992, à Paris.

Selon sa volonté, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Jean Hamburger,
directrice de la Maison de la recherche,
Le président et les membres du conseil d'administration,
Le président et les membres du conseil scientifique de la Fondation pour la recherche médicale,
ont la douleur d'annoncer la disparition, le 1er février, à Paris, de leur vice-président et fondateur, le

professeur Jean HAMBURGER.

Fondation pour la recherche médicale,
54, rue de Varenne,
75007 Paris.

– Le vice-président, les secrétaires perpétuels et tous les membres de l'Académie des sciences,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Jean HAMBURGER,
membre de l'Académie,
président depuis le 1er janvier 1991.

Son dynamisme, son activité, sa foi dans la vocation de l'Académie se sont encore magnifiquement exprimés dans son dernier discours du 13 janvier. Ses confrères ne pourront oublier le président prestigieux à qui allait toute leur admiration.

– Les membres de l'Académie française,
ont la tristesse de faire part de la disparition de leur confrère, le

professeur Jean HAMBURGER,

décédé à l'âge de quatre-vingt-deux ans, le 1er février 1992, à Paris.

Selon sa volonté, ses obsèques ont eu lieu le mardi 4 février, dans la plus stricte intimité.

– Les médecins et les chercheurs de l'hôpital Necker,
ont la tristesse d'annoncer le décès du

professeur Jean HAMBURGER,
de l'Académie française,
président de l'Académie des sciences,

survenu le 1er février 1992, à Paris.

(Le Monde du 5 février.)

– Le Père provincial, les communautés jésuites de la région lyonnaise,
M. et Mme Louis Helly,
Leurs enfants, leurs petits-enfants, leurs arrière-petits-enfants et les familles alliées,
recommandent à votre prière

le Père Charles HELLY, S.J.,

rappelé à Dieu, à Francheville, le 3 février 1992, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

La messe de funérailles aura lieu le jeudi 6 février, à 14 h 45, dans la chapelle des Pères jésuites, 18, rue Sala, Lyon-2e.

– Le conseil d'administration,
Le directeur,
Le personnel de la Majo des Charpennes,
font part du décès du

Père Charles HELLY,
fondateur et ancien directeur du Foyer.

La cérémonie religieuse aura lieu à la chapelle des Pères jésuites, 18, rue Sala, à Lyon, le jeudi 6 février 1992, à 14 h 45.

– Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès de

**Mme de LALLEMANT
de LIOCOURT,**

survenu le 2 février 1992.

Les obsèques ont eu lieu à Saint-Malo.

– Hélène de Lusignan,
Constance de Lusignan,
Isabelle et Yves Pepin,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Vladimir de LUSIGNAN,

survenu le 28 janvier 1992, en son domicile, à Clamart (Hauts-de-Seine), à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église cathédrale Saint-Alexandre-Newsky, 12, rue Daru, Paris-8e, le vendredi 7 février 1992, à 13 h 45.

L'inhumation aura lieu au cimetière communal de Clamart, dans le caveau de famille.

4, villa Andrée,
92140 Clamart.

– M. et Mme José Triboulet,
M. et Mme Christian Moussou,
ses enfants,
M. et Mme Jean-Jacques Triboulet
et leur fille Sonia,
Brigitte Triboulet
et Jean-Philippe Jallasgeas,
Frédéric Moussou
et Alexandra Dutka
et leur fille Lorraine,
Christophe Moussou
et Patricia Ferreux,
Stéphane Moussou,
ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
M. et Mme Pierre Sauvain,
leurs enfants et petits-enfants,
Son beau-frère,
Sa belle-sœur,
Ses neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

Raymond MARTIN,
sculpteur,
membre de l'Institut,

survenu le 3 février 1992, dans sa quatre-vingt-deuxième année, à Maisons-Laffitte (Yvelines).

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 6 février, à 14 heures, en l'église Sainte-Germaine de Cachan (Val-de-Marne), sa paroisse, suivie de l'inhumation au cimetière de Gentilly, dans le caveau de famille.

[Raymond Martin était l'auteur de l'Hommage au général Leclerc, installé à Paris, porte d'Orléans. Ancien élève de l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts de Paris, il avait également réalisé des sculptures à la mémoire du maréchal Foch ou du général Mangin et avait créé la statue équestre du président Bourguiba à Sfax (Tunisie).]

– Le président et les personnels de l'université Jean-Monnet de Saint-Etienne,
font part avec tristesse du décès de

M. Pierre MIFSUD,
professeur agrégé d'économie,
directeur du Creuset,
ancien directeur de la faculté de droit
et sciences économiques,
ancien vice-président de l'université.

– M. Jacques Roux et Mme, née Boget,
ses parents,
Mme Françoise Pouchoulin-Roux
et ses enfants,
M. Jean-Paul Roux,
M. et Mme Dominique Roux
et leurs enfants,
M. et Mme Michel Roux
et leur fille,
Ses frères et sœurs,
ont la douleur de faire part du décès de

Jacqueline ROUX,

survenu le 1er février 1992, dans sa soixantième année.

Les obsèques auront lieu vendredi 7 février, à 15 heures, en l'église de Vernosc-lès-Annonay (Ardèche), dans l'intimité familiale.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

18, rue Marie-Anne du Boccage,
44000 Nantes.
« La Vigie », 169, avenue de Fabron,
06200 Nice.

– M. Georges Coutant,
Mlle Alice Schérer,
M. et Mme André Schérer
et leurs enfants,
M. et Mme Jean Schérer
et leurs enfants,
M. et Mme Jacques Coutant
et leurs enfants,
M. et Mme Michel Braconnier
et leur fille,
Ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Marc SCHÉRER,
née Odette Lesage,

survenu à Paris, le mardi 28 janvier 1992.

Une messe sera célébrée le jeudi 6 février, en l'église Saint-Pierre-de-Montrouge, Paris-14e, à 8 h 30.

L'inhumation aura lieu à Tanger.

Ils vous demandent d'associer

Marc
(décédé le 30 mars 1980)

et Odette
dans vos pensées.

– Les Editions ouvrières
ont la tristesse de faire part du décès subit de

André VILLETTE,
ancien directeur général,

survenu le 2 février 1992.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 6 février, à 10 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Merci, à Fresnes (face à la mairie).

André Villette est né le 22 octobre 1917, à Pithiviers. Membre de la JOC dès 1932, il y restera jusqu'en 1948, participant à Lyon à l'équipe clandestine de *Témoignage chrétien*. Entré en mai 1948 aux Editions ouvrières, il y sera directeur littéraire puis directeur financier jusqu'en 1982. On lui doit, entre autres, ainsi qu'à Roger Cartayrade, la décision de soutenir en 1958 le projet de Jean Maitron du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier*. Il fut également maire de Fresnes de 1965 à 1985 et vice-président du conseil général du Val-de-Marne.

– Mme Michèle Vuaillat,
son épouse,
Philippe et Martine Vuaillat,
Anne-Françoise et Hervé de Froment,
ses enfants,
Faustine, Marie, Noémie,
Fanny et Zoé,
André et Karine,
ses petits-enfants,
Ses sœur, beau-frère, belle-sœur,
Ses neveux et nièces,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. René VUAILLAT,
croix de guerre 1939-1945,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 3 février 1992, à l'âge de soixante-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 6 février, à 14 h 15, en l'église Saint-Nicolas-Saint-Marc de Ville-d'Avray (Hauts-de-Seine).

Condoléances sur registres.

Ni fleurs ni couronnes.

69, rue Corot,
92410 Ville-d'Avray.

Remerciements

– Les familles Mimoune-Gerber, affligées par la disparition subite de leur cher et regretté

Yacine MIMOUNE,
docteur en médecine,
ophtalmologiste de l'université
de Strasbourg,
assistant de recherches cliniques
aux laboratoires Marion Merrell Dow
(Strasbourg),

ont ressenti un grand réconfort par les nombreux témoignages de sympathie.

67650 Dambach-la-Ville (Bas-Rhin).

Messes anniversaires

– Pour le quatrième anniversaire du rappel à Dieu du

Père Joseph WRESINSKI,
fondateur du mouvement
ATD quart-monde,

une messe sera célébrée par le cardinal Lustiger, le dimanche 9 février, à 18 h 30, à Notre-Dame de Paris.

Anniversaires

– Saint-Raphaël.

Marie ALIPRANDI,
épouse Francis MISSA,
inspecteur général honoraire
de la Radiodiffusion
télévision française,

nous a quittés pour toujours en février 1989.

« Ayez pitié de ceux qui s'aimaient et qui ont été séparés. »

– Il y a un an, le 5 février 1991, disparaissait

Blaise CALAME.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont aimé.

– Il y a seize ans disparaissait

Cletta MAYER.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue et aimée.

Soutenances de thèses

– La Sorbonne, Paris-IV, mercredi 12 février 1992, à 14 h 30, salle Louis-Liard. Azzedine Guellouz : « La méthode historique de l'abbé Raynal » (doctorat d'Etat).

– Université F.-Rabelais (Tours), le samedi 8 février 1992, à 14 h 30, salle des Actes, Patrick Brasart : « L'éloquence révolutionnaire (1789-1794) : appréciation critique et statut littéraire d'un délibératif moderne (1789-1814) ».

JOURNAL OFFICIEL

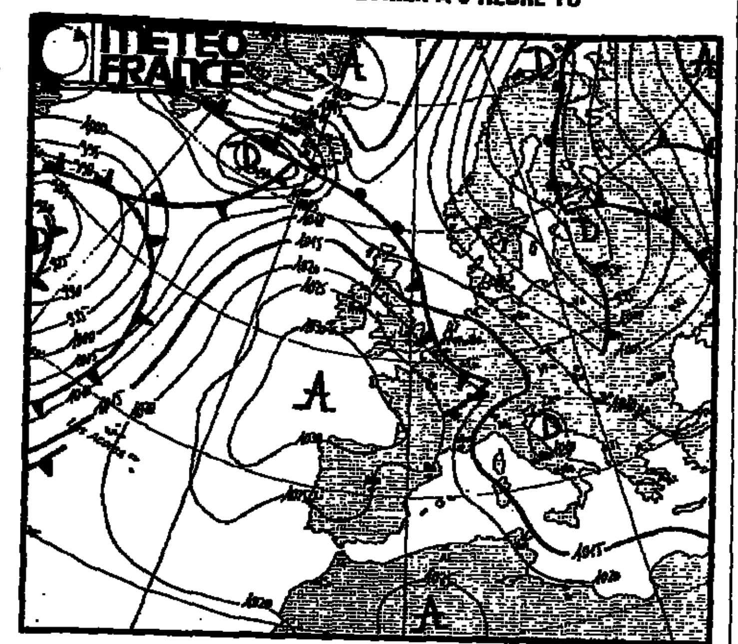
Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 3 et mardi 4 février 1992 :

DES AVIS

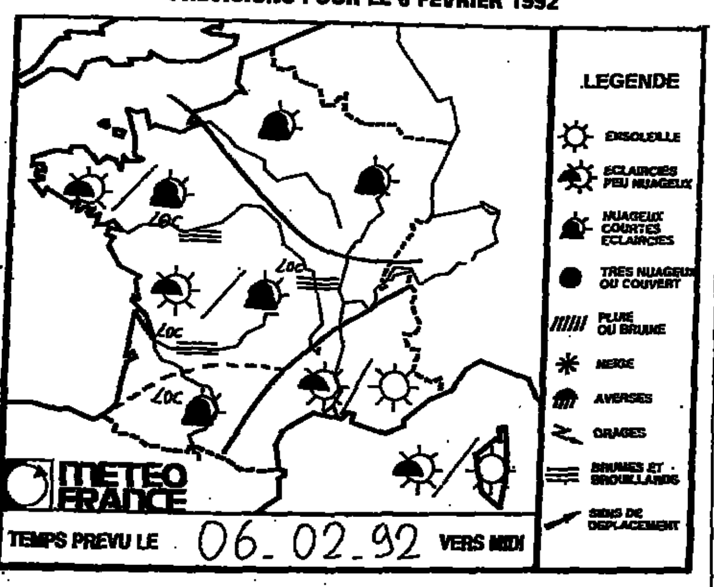
De vacance de postes hospitaliers.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5 FÉVRIER A 0 HEURE TU



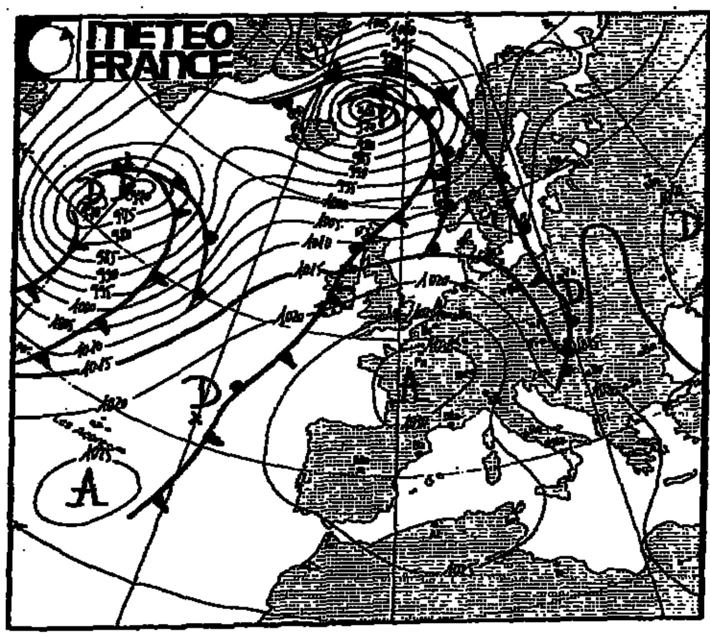
PRÉVISIONS POUR LE 6 FÉVRIER 1992



Jeudi 6 février : éclaircies à l'ouest, nuages à l'est. – Au lever du jour, les brumes ou brouillards présents de la Bretagne au Centre jusqu'au Sud-Ouest laisseront la place à de belles éclaircies l'après-midi. Les nuages resteront nombreux sur les Pyrénées. Du Nord-Pas-de-Calais à l'Ile-de-France jusqu'au Nord-Est, le ciel sera chargé de nuages toute la journée, avec de rares éclaircies. Sur la Franche-Comté, les Alpes du Nord et le Massif Central, la matinée sera grise, mais l'après-midi, le soleil fera de belles apparitions. Du Languedoc-Roussillon jusqu'au Sud-Est et à la Corse, le temps sera bien ensoleillé toute la journée.

Les températures matinales seront en baisse, variant de 2 à 6 degrés en général, jusqu'à 8 à 10 sur le pourtour de la Méditerranée. L'après-midi, le thermomètre indiquera 8 à 12 degrés sur l'Ouest, 5 à 7 degrés à l'Est, jusqu'à 14 à 17 degrés sur le pourtour méditerranéen.

PRÉVISIONS POUR LE 7 FÉVRIER 1992 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 5-2-92

Valeurs extrêmes relevées entre le 4-2-1992 à 18 heures TU et le 5-2-1992 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	14	2	D
BIARRITZ	11	8	C
BORDEAUX	12	8	C
BOURGES	8	7	P
BREST	10	8	C
CAEN	11	7	C
CHERBOURG	11	6	C
CLERMONT-FER.	9	7	C
DIJON	8	7	C
GRENOBLE	7	2	D
LILLE	9	6	C
LIMOGES	6	5	C
LYON, BRON	7	3	P
MARSEILLE	13	8	D
NANCY	8	6	P
NANTES	11	6	C
NICE	13	5	D
PARIS-MONTS.	10	9	C
PAU	10	4	C
PERPIGNAN	12	10	D
RENNES	11	8	C
ST-ETIENNE	8	5	P
STRASBOURG	7	2	P
TOULOUSE	10	7	C
TOURS	9	8	C
POINTE-A-PITRE	31	18	N
ÉTRANGER			
ALGER	17	1	D
AMSTERDAM	6	2	D
ATHÈNES	13	4	C
BANGKOK	33	24	D
BARCELONE	14	4	D
BELGRADE	8	0	C
BERLIN	4	1	C
BRUXELLES	8	3	C
COPENHAGUE	5	1	N
DAKAR	26	20	D
DJERBA	15	10	D
GENEVE	5	2	P
HONGKONG	23	17	N
ISTANBUL	6	4	N
JÉRUSALEM	3	– 2	O
LE CAIRE	15	9	N
LISBONNE	18	8	D
LONDRES	13	7	C
LOS ANGELES	24	12	N
LUXEMBOURG	7	2	B
MADRID	20	– 1	D
MARRAKECH	21	12	C
MEXICO	20	7	D
MILAN	15	– 4	D
MONTRÉAL	– 8	– 16	*
MOSCOU	– 4	– 6	C
NAIROBI	–	–	–
NEW-DELHI	19	12	N
NEW-YORK	5	– 1	C
OSLO	1	– 9	D
PALMA-DE-MAJ.	17	– 1	N
PÉKIN	5	– 5	D
RIO-DE-JANEIRO	29	22	N
ROME	15	1	N
SINGAPOUR	32	24	C
STOCKHOLM	0	– 5	D
SYDNEY	26	19	C
TOKYO	11	4	C
TUNIS	17	12	N
VARSOVIE	2	0	N
VENISE	8	– 1	D
VIENNE	5	2	N

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

« Messieurs les journalistes »

IL fallait bien que cela arrive. Et tant mieux. Ce divorce qui, depuis des mois, couve entre le pouvoir et le quatrième pouvoir, entre les politiques et les médias, a, cette fois, éclaté publiquement. Et pas n'importe où. Au sommet, à l'Elysée. Ce ne fut, de ce point de vue, pas un entretien entre le président de la République et les présentateurs des deux plus grands journaux télévisés du pays. Mais un affrontement entre le premier des Français et *« messieurs les journalistes »*.

M. François Mitterrand est excédé par la presse. Et il l'a dit de façon si nette, si exaspérée qu'on ne peut désormais évacuer le débat. La question ainsi posée brutalement de la responsabilité des médias dans le pourrissement du climat mérite une autre réponse que le réflexe corporatiste. Ou que cette simple riposte qui consisterait à estimer qu'un pouvoir en difficulté s'acharne à casser le thermomètre médiatique dans le vain espoir de nier ses propres difficultés ou de gommer ses fautes et ses erreurs.

Le problème n'est pas simple. La presse est-elle, elle-même, malade de ces affaires au point d'en perdre, dans la quête de la vérité, de préférence exclusive, le sens de la mesure, de la justice, de la vérité même ? Est-elle si enivrée de ce pouvoir qu'elle se découvre, et qui est précisément de mettre le pouvoir à genoux, qu'elle en oublie d'accorder, comme c'est sa fonction, leur juste valeur aux événements ? Ou fait-elle son métier correctement, aussi déplaisants soient le moment pour le faire et la réalité des choses ?

En tout cas cet entretien entre le président de la République et deux journalistes fut réellement déplaisant pour tout professionnel des médias. Dans la forme d'abord quand, à l'exaspération permanente, aux admonestations de l'un – *« cadrez un peu vos questions, laissez-moi parler, depuis six jours vous ne parlez que de cela, ne m'interrompez pas »* – répondait la précipitation, le chevauchement des questions des autres comme saisis par le sentiment de la curée.

Et sur le fond, surtout, lorsque M. François Mitterrand dans l'évocation de l'affaire ou de « l'erreur » Habache en vint à des mots très durs : *« campagne de presse obsédante, amour du sensationnel généralement falsifié, soufflé qu'on fait monter, manière dont vous traitez l'opinion »*. Fausses, ces accusations seraient inadmissibles. Vraies, elles deviendraient cruelles.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 5 février

TF 1

20.50 Variétés : Sacrée soirée.

Hommage à Mike Brant.
22.45 Magazine : En quête de vérité. Les enfants abandonnés et l'adoption en France.
23.50 Magazine : Télévitrine.
0.20 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.50 Téléfilm : L'Eté de tous les chagrins. *Un jeune garçon, orphelin pour cause de guerre.*
22.15 Magazine : Sauve qui veut. L'eau : boire et déboires.
23.25 Magazine : Musiques au cœur. Spécial James Bowman.
0.40 Journal et Météo.

FR 3

20.40 Magazine : La Marche du siècle. De quoi souffre la France ?
22.20 Journal et Météo.
22.40 Mercredi en France. Programme des télévisions régionales.
23.35 Magazine : Traverses. Chroniques de France. Mozart en Gascogne (2ᵉ partie).
0.30 Musique : Mélomanuit.

CANAL PLUS

21.00 Cinéma : Cookie. ■ Film américain de Susan Seidelman (1989). Avec Peter Falk, Dianne Wiest, Emily Lloyd.
22.30 Flash d'informations.
22.35 Court métrage : Albert.
22.50 Cinéma : Netchaïev est de retour. ■ Film français de Jacques Deray (1990). Avec Yves Montand, Vincent Lindon, Miou-Miou.
0.40 Cinéma : L'Amour à l'envers. □ Film américain de Howard Deutch (1987) (v.o.).
2.10 Documentaire : L'Enfance sous les verrous.

LA 5

20.45 Histoires vraies. A corps et à cris. *Des révélations lourdes de conséquences.*
22.30 Débat : Le Suicide.
0.00 Journal de la nuit.

M 6

20.30 Surprise-partie.
20.40 Téléfilm : Dans l'enfer d'Alcatraz.
23.55 Magazine : Vénus.
0.25 Six minutes d'informations.

LA SEPT

21.00 Documentaire : ▶ **La Vie RFA.**
22.20 Cinéma d'animation : Sterne.
22.35 Cinéma : Palombella rossa. ■■ Film italien de Nanni Moretti (1989).
0.00 Court métrage : Le Coup du berger.

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. L'écriture japonaise : construction de la pensée.
21.30 Correspondances.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Rencontre avec le Père Bordes, recteur du sanctuaire de Lourdes.
22.40 Les Nuits magnétiques. Paul Nizon, un portrait pas à pas.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 22 février 1991 à la Radio de Francfort) : Concerto pour piano et orchestre en fa mineur op. 21, de Chopin ; Symphonie nᵒ 6 en si mineur Op. 74, de Tchaïkovski ; Prélude et mort d'Isolde, de Wagner, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Francfort, dir. : Eliahu Inbal ; Maria Tipo, piano.
22.45 Espace libre.
23.10 Ainsi la nuit... Par Roubina Saikkhanian. Quatre lieder op. 2, de Berg ; Trio pour clarinette, violoncelle et piano en ré mineur op. 3, de Zemlinsky ; Canzonette anglaise, de Haydn ; Trauermusik, de Hindemith.
0.30 Dépêche-notes.
0.35 L'Heure bleue.

Jeudi 6 février

TF 1

13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.30 Feuilleton : Côte Ouest.
15.30 Les Enquêtes de Remington Steele.
16.20 Série : Tribunal.
16.40 Club Dorothée.
17.30 Série : 21 Jump Street.
18.20 Jeu : Une famille en or.
18.50 Feuilleton : Santa Barbara.
19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
19.45 Divertissement : Le Bébête Show.
19.50 Tirage du Tac-O-Tac.
20.00 Journal, Tiercé, Météo, Loto sportif et Tapis vert.
20.50 Documentaire : Sa Majesté, la reine Elisabeth II.
22.30 Magazine : Le Droit de savoir.
23.35 Le Débat.
0.05 Journal, Météo et Bourse.

A2

13.45 Les Enquêtes du commissaire Maigret.
15.15 Tiercé, en direct de Vincennes.
15.30 Variétés : La Chance aux chansons.
16.25 Jeu : Des chiffres et des lettres.
16.45 Magazine : Défendez-vous.
17.00 Magazine : Giga.
18.05 Série : Mac Gyver.
18.55 Le Journal olympique.
19.00 Jeu : Question de charme.
19.35 Divertissement : La Caméra indiscrète.
19.59 Journal, Journal du trot et Météo.
20.45 INC.
20.50 Magazine : Envoyé spécial. Les Coulisses d'Albertville ; Les Enfants de Ceausescu ; La Voiture de l'an 2000.
22.10 Cinéma : L'Etau. ■ Film américain d'Alfred Hitchcock (1969).
0.30 Magazine : Merci et encore Bravo.
1.30 1. 2. 3. Théâtre.
1.35 Journal et Météo.

FR 3

13.40 Feuilleton : Viva Mexico.
14.30 Magazine : Le Choix. Les JO.
15.30 Série : La Grande Vallée.
16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer.
18.00 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information.
20.00 Un livre, un jour.
20.10 Divertissement : La Classe.
20.40 INC.
20.45 La Dernière Séance.
20.50 1ᵉʳ film : Prince Vaillant. ■■ ▶ Film américain de Henry Hathaway (1954).
22.35 Dessins animés : Tex Avery.
23.00 Journal et Météo.
23.20 2ᵉ film : Le Mystère de la plage perdue. ■■ Film américain de John Sturges (1950).
0.55 Musique : Mélomanuit.

CANAL PLUS

13.35 Cinéma : Crimes et Délits. ■■■ Film américain de Woody Allen (1990).
15.15 Magazine : 24 heures.
16.15 Téléfilm : Mon bel amour.
18.00 Canaille peluche.

— *En clair jusqu'à 20.35* —

18.50 Le Top.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.31 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : Un compagnon de longue date. ■ Film américain de Norman Rene (1989).
22.10 Flash d'informations.
22.15 Court métrage : Chasse gardée.
22.40 Cinéma : Tango et Cash. ■ Film américain d'Andrei Konchalovski (1989). Avec Sylvester Stallone.
0.20 Cinéma : Fascination australienne. Film américain classé X, de Jim Travis (1990).

LA 5

13.20 Série : L'Inspecteur Derrick.
14.25 Série : Bergerac.
15.25 Série : Simon et Simon.
16.15 Série : Shérif, fais-moi peur.
17.05 Youpi ! L'école est finie.
18.15 Série : Star Trek.
19.05 Série : La loi est la loi.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Téléfilm : SOS Top Model. *Deux détectives mènent l'enquête. Un seul indice : une jambe tatouée...*
22.30 Cinéma : Tendres cousines. □ Film français de David Hamilton (1980).
0.00 Journal de la nuit.

M 6

13.30 Série : L'Ami des bêtes.
14.15 Téléfilm : L'Héritière du Glendora.
16.45 Jeu : Zygomusic.
17.15 Musique : Zygomachine.
17.35 Vic Daniels, flic à Los Angeles.
18.05 Série : Drôles de dames.
19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.50 Météo des neiges.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby Show.
20.30 Météo.
20.40 Téléfilm : Les Cravates léopard. *Des cadres peu dynamiques en stage de survie.*
22.25 Météo des neiges.
22.30 Cinéma : Un drôle de paroissien. ■ Film français de Jean-Pierre Mocky (1963).
23.55 Météo des neiges.
0.00 Six minutes d'informations.

LA SEPT

16.30 Magazine : Cinéma de poche.
17.30 Téléfilm : Luigi's Paradise.
19.00 Documentaire : Lignes de vie.
20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
21.00 Magazine : Mégamix.
21.55 Magazine : Avis de tempête.
22.55 Concert : Alpha Blondy.
23.20 Concert : Les Voix du succès.

FRANCE-CULTURE

20.30 Ghelderode fantastique. 4. L'aube sinistre d'après la fête.
21.30 Profils perdus. Ilya Ehrenbourg.
22.40 Les Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 25 juin 1991 lors du Festival de Charonne) : London Trio nᵒ 3, de Haydn ; Kho Lo pour flûte et clarinette, de Scelsi ; Les Contes de fées pour clarinette, alto et piano, de Schumann ; Quatorze façons de décrire la pluie, de Eisler ; Episode Second Ohne Worte, de Jolas ; Le Pierrot lunaire Op.21, de Schoenberg, par Dominique Feret, Philippe Pouvereau, violons, Jean-Baptiste Brunier, Benoît Marin, altos, David Simpson, violoncelle, Annick Minck, piano, Laurence Cabel, harpe, Xavier Aragau, flûte, Stéphane Part, hautbois, Jean-Max Dussert, clarinette, Magali Cazal, basson, Paul Minck, cor.
23.10 Ainsi la nuit... Par Roubina Saidkhanian. Ariettes oubliées, de Debussy ; Pièces pour luth, de Mouton ; Les Amours de Ronsard, de Bertrand ; Ronsard à son âme, Miroirs, de Ravel.
0.30 Dépêche-notes.
0.35 L'Heure bleue.

Le Monde

Les déclarations de M. Mitterrand à TF 1 et Antenne 2

M. Bush a donné un accord tardif au projet de conférence des puissances nucléaires en Europe

« George Bush m'a enfin donné son accord pour une réunion des puissances nucléaires en Europe », a dit M. Mitterrand dans son intervention télévisée. Ce projet de rencontre à quatre (Etats-Unis, URSS, France et Grande-Bretagne) avait été avancé par le président français le 11 septembre 1991. Mal accueilli à l'époque à Washington, qui préférait tenir ce genre de discussion au sein de l'OTAN, il a en effet reçu l'accord *« de principe »* de M. Bush lors de l'entretien que les deux présidents ont eu vendredi dernier à New-York (la participation de la France à la conférence de Washington sur l'aide à l'ancienne URSS, une initiative critiquée par Paris, n'a peut-être pas été étrangère à cet échange de bons procédés).

La date de cette conférence n'a pas été fixée, pas plus que la composition, puisque entre-temps, l'URSS s'est effondrée et que quatre Républiques ont hérité de son arsenal nucléaire. Enfin, le niveau de participation ne sera pas très élevé, en tout cas aux yeux des Américains, qui parlent de *« vice-ministres »* et ont délégué pour les représenter M. Reginald Bartholomew, sous-secrétaire d'Etat pour les affaires de sécurité internationale.

Français et Américains sont néanmoins d'accord sur l'objectif : il s'agit, selon le département d'Etat, *« d'évoquer les sujets d'inquiétude communs en ce qui concerne les forces nucléaires de l'ex-URSS »*, et, pour M. Dumas, qui parlait mardi devant l'Institut des hautes études de défense nationale, de *« maintenir la stabilité de la dissuasion, de s'assurer qu'aucune incertitude n'existe sur la localisation, la sécurité physique et le contrôle des armes nucléaires »*.

« Des centaines de Tchernobyl »

Une tâche en effet urgente, si l'on en juge par les révélations de plusieurs spécialistes dans la presse de Moscou. Ainsi M. Boris Gorbatchev, qui a été pendant vingt-cinq ans responsable d'une unité de construction des ogives nucléaires et thermonucléaires, expliquait mardi 4 février dans la *Komsomolskaïa Pravda* que l'arsenal nucléaire de l'ex-URSS est dans un état *« catastrophique »* et que *« nous pouvons nous attendre à des centaines de petits et grands Tchernobyl »*. Pour ce spécialiste, *« une erreur* [de manipulation] *peut déclencher un détonateur, très imparfait sur les vieux modèles, et causer une puissante explosion. Elle ne produira pas une réaction nucléaire en chaîne, mais provoquera la dissémination de morceaux de matériaux radio-actifs sur tout le territoire »*.

De même M. Viktor Mikhaïlov, vice-ministre chargé des armements au ministère russe de l'industrie nucléaire, a déclaré au correspondant du *Washington Post* que les ogives nucléaires de l'armée, stratégiques ou tactiques, sont tellement nombreuses qu'elles *« débordent par les fenêtres des entrepôts »*. Le chiffre de vingt-sept mille généralement avancé est à son avis une *« hypothèse basse »* qu'il serait plus exact de majorer *« de 15 % à 20 % »*. Selon tous ces spécialistes, il sera impossible de parvenir aux niveaux de réduction proposés par M. Eltsine et de tenir les délais avancés sans une assistance technique et financière de l'Occident.

Dans tous les cas, le risque d'une attaque nucléaire est bel et bien exclu. Le Pentagone, qui estimait jusqu'à présent disposer de deux semaines pour réagir en cas de mouvements de troupes soviétiques vers l'Europe, calcule qu'il a désormais plusieurs années devant lui, a déclaré mardi le chef d'état-major interarmes Colin Powell. Celui-ci estime maintenant que l'éventualité d'une telle menace peut prendre *« des années, des décennies, une génération peut-être »*.

ISRAËL : à Hébron, en Cisjordanie

Un Palestinien mort en prison aurait été torturé

JERUSALEM

de notre correspondant

Moustapha Akaoui, militant présumé du Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), le mouvement dirigé par M. Georges Habache, est mort mardi 4 février, dans une cellule de la prison militaire d'Hébron, en Cisjordanie. Selon le Comité israélien contre la torture, *« il y a de fortes présomptions »* que cet homme *« ait été torturé »*.

Arrêté le 22 janvier, lors d'un vaste coup de filet des militaires dans les territoires occupés – qui avait abouti à l'arrestation d'au moins soixante-dix Palestiniens –, Moustapha Akaoui, 33 ans, commerçant de Jérusalem-Est, avait été condamné en 1985 à dix mois de prison pour activités militantes au sein du FPLP. Selon Me Léa Tsemel, son avocat, le détenu avait été présenté lundi au tribunal militaire d'Hébron et, *« de manière inhabituelle »*, le juge aurait refusé de prolonger de trente jours la détention, comme le demandait la police.

Après avoir entendu les plaintes du prisonnier, affirme Me Tsemel, le magistrat n'aurait infligé qu'une semaine de détention supplémentaire. L'avocat affirme encore que le juge a ordonné un examen médical immédiat du détenu qui se serait plaint de brutalités subies au cours de ses interrogatoires.

Selon les informations publiées dans le dernier rapport annuel d'Amnesty International, *« les mauvais traitements sont systématiques lors des interrogatoires »* de prisonniers palestiniens. *« Des pratiques de tortures »* auraient également été signalées, *« les sévices évoqués comprenant passages à tabac, port forcé de cagoule faite de linge sale, écrasement des testicules, privation de sommeil, etc.. »*.

Me Tsemel a rappelé qu'aux termes des règlements en vigueur dans les territoires occupés, elle n'a pas été autorisée à rencontrer son client, ni même à lui adresser la parole lors de son audition. *« Une chose est sûre,* a-t-elle déclaré au *Monde, lundi après-midi, Moustapha, même s'il ne paraissait pas au meilleur de sa forme, était encore en vie »*. Dimanche dernier, soit deux jours avant la mort de l'intéressé, la Cour suprême israélienne avait rejeté la demande introduite par Me Tsemel pour faire transférer son client dans une prison de Jérusalem, c'est-à-dire, depuis l'annexion de la ville, en 1967, par Israël, sous une juridiction plus... *« normale »*.

Dans les territoires occupés, nous a encore précisé Léa Tsemel, *« un détenu peut être interrogé dix-huit jours d'affilée sans possibilité d'accès à un magistrat, tandis que ce délai, en Israël même, est limité à... quinze jours »*. Interrogées mercredi matin, les autorités militaires israéliennes ont fait savoir que l'affaire ne les concernait pas, la détention et les interrogatoires de détenus palestiniens, dans les territoires, étant de la responsabilité du Shin Bet, le service de sécurité intérieure.

La famille du décédé, qui n'avait pas encore été autorisée à voir le cadavre, mercredi matin, a demandé une autopsie pratiquée par un étranger. Un médecin de Boston a été contacté pour cet examen, qui devrait avoir lieu jeudi ou vendredi.

PATRICE CLAUDE

□ **La Knesset confirme la date du 23 juin pour les élections.** – Le Parlement israélien (Knesset) a adopté, mardi 4 février, une loi portant sur sa dissolution et l'organisation d'élections anticipées le 23 juin. Le texte a été adopté à l'unanimité. Il a été présenté par le chef du groupe parlementaire travailliste et par un député du Likoud au pouvoir pour confirmer l'accord conclu la semaine dernière entre les deux partis. – *(AFP.)*

En Flandre

Enlèvement du fils d'un important industriel belge

BRUXELLES

de notre correspondant

On était sans nouvelles, mercredi matin 5 février, du jeune Anthony De Clerck, enlevé la veille à Belsele, en Flandre, et appartenant à une riche famille belge d'industriels du textile. Agé de douze ans, l'enfant se rendait à l'école avec ses deux frères et deux camarades, conduits en voiture par leur mère, quand deux hommes cagoulés et armés obligèrent la conductrice à s'arrêter. Le véhicule des ravisseurs a été retrouvé peu après. Selon la police, aucune demande de rançon n'était parvenue à la famille mercredi matin. L'hypothèse du rapt crapuleux ne fait cependant guère de doute.

La famille De Clerck est à la tête du groupe textile Beaulieu, implanté en Belgique, en Allemagne et en France. Parti de rien, Roger, le fondateur du groupe et le grand-père d'Anthony, a aujourd'hui soixante-sept ans.

En 1990, la famille dut se soumettre aux investigations de la justice à la suite de présomptions de fraude fiscale. Des perquisitions avaient été opérées au domicile des De Clerck et dans leurs entreprises. La Commission des Communautés européennes avait estimé en 1990 que des aides publiques accordées au groupe n'étaient pas conformes à la réglementation des Douze. Un conseiller de l'actuel ministre des affaires étrangères, M. Mark Eyskens, naguère ministre de l'économie, avait été inculpé de corruption passive en raison de ses relations avec le groupe.

J. de la G.

□ **La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris instruira un dossier concernant le sénateur Robert Calmejane.** – La chambre criminelle de la Cour de cassation vient de désigner la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris pour l'instruction d'un dossier dans lequel M. Robert Calmejane, sénateur (RPR) de Seine-Saint-Denis et maire de Villemomble, est *« susceptible d'être inculpé »*. M. Calmejane est soupçonné d'avoir favorisé, dans l'exercice de ses fonctions de maire, la SEPUR (Société d'entretien et de propreté urbaine) lors de l'attribution, en 1989, d'un marché de 7 millions de francs. Le 15 novembre dernier, le PDG de cette entreprise, M. Hervé Matuszewski, avait été inculpé de corruption, abus de biens sociaux, faux et usage de faux, dans cette affaire. M. Calmejane est également soupçonné d'avoir bénéficié, en septembre 1991, d'un voyage en Thaïlande en compagnie de sa fille, M. Matuszewski et sa compagne, facturé 170 000 francs à l'entreprise de M. Matuszewski.

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

La mort met sa laine

UN bébé blanc tétant un téton black, un curé embrassant une bonne sœur sur la bouche, un nouveau-né sanguinolant cordon ombilical au vent, ça vous dit quoi ? Une écharpe 80 % acrylique ? Un survêt en coton ? Un tricot à col roulé ? Non, hein ! Ça vous fait plutôt penser à un nom... Comment déjà... Oui, c'est ça, Benetton. Que faire pour qu'on en parle ? Un scandale. Et c'est reparti ! Gros ramdam à New-York, Londres et bientôt Paris rapport à sa nouvelle campagne : maintenant, c'est à la mort de mettre sa petite laine.

Deux photos, celle d'un jeune homme atteint du sida agonisant dans les bras de son père, celle d'un soldat brandissant une kalachnikov d'une main, de l'autre un fémur humain, devraient pousser, la semaine prochaine, le bouchon encore plus fort, encore plus loin. Au point de faire reculer un certain nombre de magazines dont *Elle*, qui donnera sur deux pages blanches les raisons de cette non-publication. Manque à gagner pour le journal. Tout à gagner pour le champion de la publicité rédactionnelle. D'après *Stratégie*, ses ventes ont augmenté de 10 % l'an dernier.

Normal. Suffit qu'une pub prenne le départ de la course aux infos, pour arriver première au poteau, portée, poussée, par tous ceux, dont moi, qui ne veulent pas être les derniers à accrocher le grelot. En l'occurrence, il ne s'agit pas de vendre des pulls, les boutiques sont là pour ça, il s'agit de vendre une griffe. En égratignant les tabous.

Il ne nous trouvera jamais assez frileux, ce marchand de chandails. Tel qu'il est parti, je le vois très bien nous donner la chair de poule en étalant à longueur de pages, de murs, d'arrière de bus et d'écrans, des nonagénaires ou des paraplégiques en train de s'envoyer en l'air, des prématurés grimaçant dans des couveuses privées de courant, ou encore des tortionnaires couteau plongé dans les yeux de leurs victimes.

Ça vous choque ? Faut pas ! Il est plein de bons sentiments, m'sieur Benetton. Qui aime bien châtie... Pour battre monnaie, avouez que c'est encore le meilleur moyen !

□ **Le docteur Rossignol autorisé à exercer à nouveau.** – La chambre d'accusation de la cour d'appel de Toulouse a levé, mardi 4 février, l'interdiction d'exercer imposée depuis près de deux mois à l'urologue Georges Rossignol, accusé d'avoir pratiqué des interventions chirurgicales abusives. Il avait été inculpé, le 11 décembre 1991, ainsi que son confrère Pierre Léandri, de faux, usage de faux, escroquerie, coups et blessures volontaires avec préméditation ayant entraîné une mutilation (*le Monde* daté 15-16 décembre 1991). Le juge d'instruction, M. Alain Billaud, avait assorti cette inculpation, pour le seul docteur Rossignol, d'une interdiction d'exercer. Le chirurgien avait été placé en détention le 20 décembre, avant d'être remis en liberté le 14 janvier.

□ **Annulations à l'Opéra-Bastille.** – La mezzo-soprano Teresa Berganza étant souffrante, l'Opéra de Paris a annoncé le 4 février que le récital de la cantatrice prévu le mercredi 5 février était annulé. L'Opéra a décidé de renoncer, pour des raisons techniques consécutives à la modification de calendrier de la première de *Lady Macbeth de Mensk*, de Chostakovitch, au concert de musique de chambre prévu le 6 février dans son Amphithéâtre. Une nouvelle date sera fixée ultérieurement pour ce concert. Les billets vendus pour le récital de Teresa Berganza sont remboursés aux guichets du théâtre ou par correspondance.

SOMMAIRE

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 5 février 1992 a été tiré à 506 783 exemplaires.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 5 février

Doute

A l'image des séances précédentes, la Bourse était toujours hésitante mercredi matin 5 février. L'indice CAC 40, après s'être timidement apprécié de 0,36 % à l'ouverture, revenait à + 0,15 % en fin de matinée. Du côté des hausses figuraient la CSEE, MMB et Sogénal. En baisse on notait SFIM, Finextel et les Galeries Lafayette.

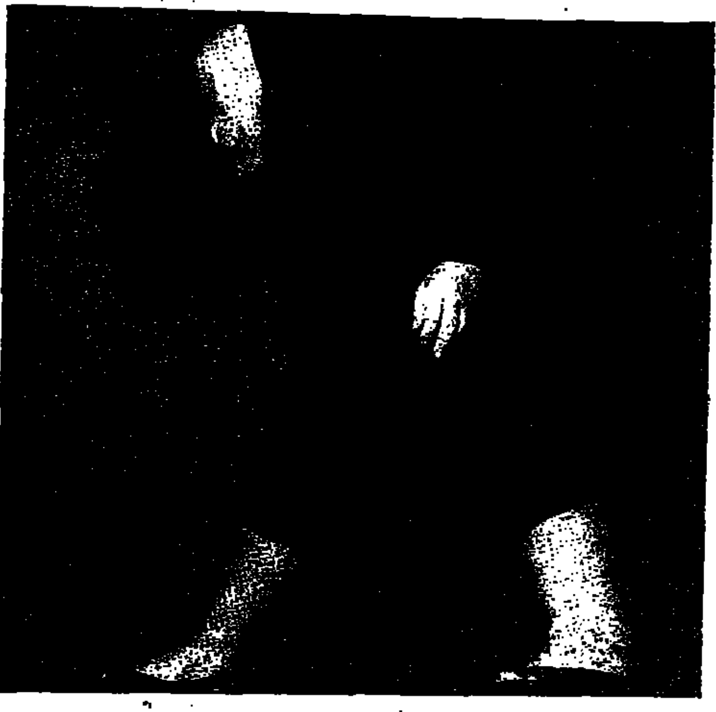
Le Monde

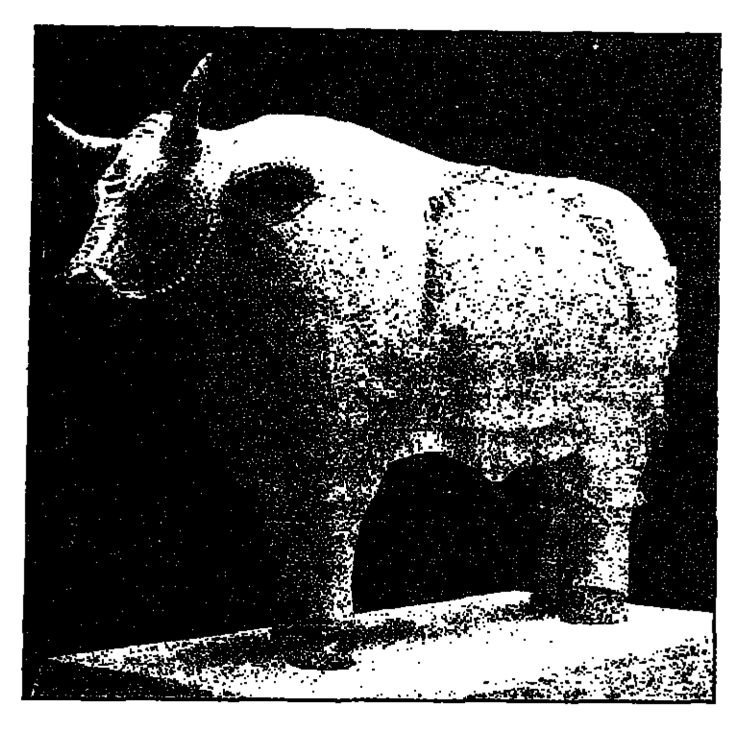
ARTS • SPECTACLES

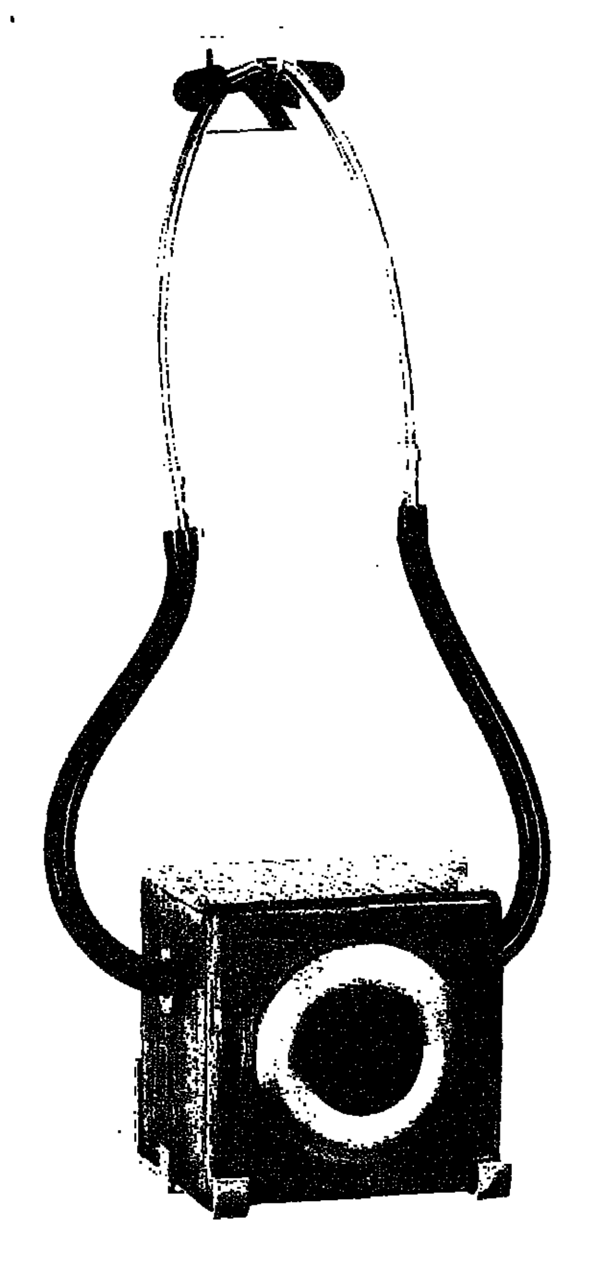
On se presse au chevet de la culture. Mais qui se soucie véritablement du sort de ceux qui « font », qui sont la culture, les artistes ? Il ne fait pas bon avoir envie de peindre. Au moins au cœur des villes où sévit la spéculation immobilière. Restent deux solutions : le squatt – incertain, voire dangereux – ou l'exil en banlieue *(lire page suivante l'article de Philippe Dagen)*. Ou encore les écoles d'art, comme celles qu'ont fréquentées la plupart des vingt et un jeunes artistes présentés jusqu'au 15 mars par les « Ateliers 92 » du Musée d'art moderne de la Ville de Paris. L'occasion de découvrir des talents au moment où un marché de l'art frileux ne parie pas volontiers sur une hypothétique relève.



Ci-contre :
Sad Song, Jean-Baptiste Bruant.
Ci-dessous, de gauche à droite :
Mai 1987, Annick Volle.
Belle d'un jour, 1991, Anne Ferrer.
Objet pour communiquer avec soi-même, 1991, Philippe Ramette.







« ATELIERS 92 » AU MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS

Premiers pas, premières œuvres

ILS sont vingt et un, ils ont vingt-cinq ou trente ans, tous sont plus ou moins passés par une école d'art, celle de la Villa Arson, à Nice, ou celle de Pontus Hulten, à Paris. Ils n'ont pratiquement jamais exposé. On les découvre dans une nouvelle série d'« Ateliers ».

Lorsque la formule des Ateliers a été proposée, il y a dix ans, par Suzanne Pagé, qui dirigeait alors l'ARC – elle est aujourd'hui la grande patronne du Musée d'art moderne de l'avenue du Président-Wilson, – il y avait comme une urgence. Nos voisins ne niaient-ils pas volontiers toute création en France, alors que sous diverses étiquettes, « trans », « néo » ou « post » quelque chose, ils balançaient à tours de bras de nouveaux talents sur la scène artistique internationale ? L'exposition « Ateliers 81-82 », où figuraient Alberola, Combas, Di Rosa, ou Boisrond, tentait de faire savoir que, dans l'Hexagone, on pouvait compter sur une nouvelle génération d'artistes ne manquant pas de tonus et pratiquant, pour la plupart, une peinture débridée, avec ou sans images.

On connaît la suite : autour de quelques vedettes, dix années de promotion à tout va du jeune artiste, jeté sur le marché comme une valeur en soi, avec la bénédiction et le coup de pouce des institutions et des pouvoirs publics, qui, sans le vouloir forcément, ont accéléré le processus de reconnaissance immédiate. Il y avait là de quoi tournebouler cette génération, d'ailleurs pressée de réussir. (Suzanne Pagé ne faisait-elle pas déjà allusion à *« la contamination latente et galopante du show-business dont ils font l'objet »*). Et il fallait garder la tête froide pour ne pas imiter Schnabel ou Basquiat ou pour ne pas se perdre dans les courants passagers – du néo-géo et du tableau-sculpture-meuble à la pub et l'objet, – une fois consommé le besoin de peinture. L'air était vicié. Tout le monde le savait. La dernière Biennale de Venise le montrait dans sa section Aperto, à forte proportion d'artistes astucieux, ficelant, en bon professionnels, des mixtures susceptibles de faire de l'effet le temps d'une confrontation-monstre.

Au cours de ces années de grande confusion, il y eut d'autres séries d'Ateliers, moins spectaculaires que la première, mais qui témoignaient toujours de l'éclectisme ambiant et, de l'une à l'autre, révelaient des petits glissements en écho assourdi des produits lancés. En 1984, le ton des œuvres y était moins péremptoire, le sens des démarches plus diffus, et l'artiste comme installé dans sa propre survie, déjà. Les Ateliers 86 faisaient émerger des peintres juteux, des abstractions et figurations lourdes, à relents expressionnistes. Ce qui ne surprenait pas, le choix, pour une fois, ayant été confié à une personnalité extérieur au musée, Rudi Fuchs, qui n'a jamais caché ses goûts, ni d'ailleurs sa méconnaissance du terrain français. En 1988, on y remarquait comme une raideur technologique, conforme aux coups de froid un peu partout enregistrés sur l'échelle du goût. En 1990, il n'y a pas eu d'exposition.

Et maintenant, que voit-on ? Peut-être pas grand-chose de nouveau, mais tout de même quelques signes non déplaisants d'une plus grande distance que les artistes fraîchement sortis de l'école – ils viennent tous aujourd'hui d'une école d'art – mettraient entre leur travail et un plan de carrière, entre eux et les leçons d'atelier (entendre par-là le discours conceptuel). La crise pourrait leur être bénéfique, et le besoin ressenti partout d'un peu plus d'authenticité pourrait les amener à chercher à se poser sans vouloir à tout crin s'imposer. Cela dit, on peut penser que le repli sur son petit monde intérieur relève encore d'une stratégie, et que la modestie, le ton nettement moins assuré des démarches, après tout, est encore une façon de réajuster le tir selon les nouveaux besoins du marché. Ils sont malins, ces jeunes, et savent jouer de rien ou pas grand-chose. Et même en rajouter dans la maladresse et la fragilité, comme Jean-Luc Blanc avec ses petites figurations quotidiennes, ou Claude Closky avec ses cahiers gribouillés.

Donc, de la timidité un rien confondante parfois, et de l'intimité, et du petit secret mâtiné d'émotion, volontiers dosé d'humour sinon de poésie, il y a. Mais pas seulement. De l'insolence aussi, par exemple chez Pierre-Jean Serres, qui traite de la condition de l'artiste sur le mode de la BD (en mettant deux chiens sur le trottoir pour poser leur crotte et parler de galeries) et de l'art en ramenant la peinture abstraite à des tableaux couverts de paillettes. Ou encore de la dérision chez Hugues Reip, qui transforme en tas de plâtre les montagnes peintes par d'éminents aînés, par exemple celle en forme d'aigle de Magritte, et produit, parallèlement, de maigres dessins brodés.

Dans le genre travaux d'aiguilles, mais cette fois à grande échelle, les bœufs suspendus d'Anne Ferrer font d'emblée leur effet. Il y en a neuf, en dentelle, passementerie, velours et satin, éventrés, personnalisés au-dedans comme au-dehors. L'un est corseté comme une vamp, l'autre est couvert de plumes, un autre crache une floppée de gants de caoutchouc, quand un quatrième semble abriter un tabernacle. Ni Rembrandt, ni Soutine ne se remettraient de ce travail drôle, plutôt décapant, sur le masculin-féminin, qui n'incite tout de même pas à crier au génie.

Un rien spectaculaires, mais un peu creuses, deux autres installations sont proposées. Ce sont des pièces où l'on entre, pour découvrir, dans le noir de l'une, comment Jean-Baptiste Bruant cherche à se débarrasser des mauvais rêves qui lui collent à la peau. Dans l'autre, Laurent Faulon traite de clichés en invitant les messieurs à aller vers un paysage de montagne et les dames vers la mer des Tropiques. Celui-ci n'a pas grand-chose à voir avec celui-là, de même que les propositions les plus conséquentes, surprenantes ou attachantes de la cuvée, celles de Thierry Mouillé, Philippe Ramette et Annick Volle, n'ont pas grand-chose à voir entre elles, et pas grand-chose à voir avec la peinture, assez désespérante et peu représentée. Aussi peut-on se demander si, de ce côté-là, rien n'émerge vraiment ou si la sélection reflète bien ce qui se fait dans les ateliers.

Thierry Mouillé colle des oreillers en plâtre au revers de consoles de verres échelonnées comme des pièces de Donald Judd, et balance une bonne dose d'opacité et de présence dans les champs de l'art minimal et conceptuel. Philippe Ramette fabrique d'inquiétantes prothèses en cuivre avec antennes et circuit électrique, qui tiennent de la machine célibataire et de la chaise électrique. Annick Volle a pris deux ans pour photographier le malaise, le déséquilibre, la recherche de soi d'une femme obèse. On retiendra plus que tous les autres ce travail-là. Il résume peut-être, au fond, ce qui passe parfois confusément à travers la production de beaucoup de jeunes artistes exposés : un mal être dans sa peau, son corps, une quête plus difficile que jamais d'identité. Par les temps qui courent, on peut comprendre.

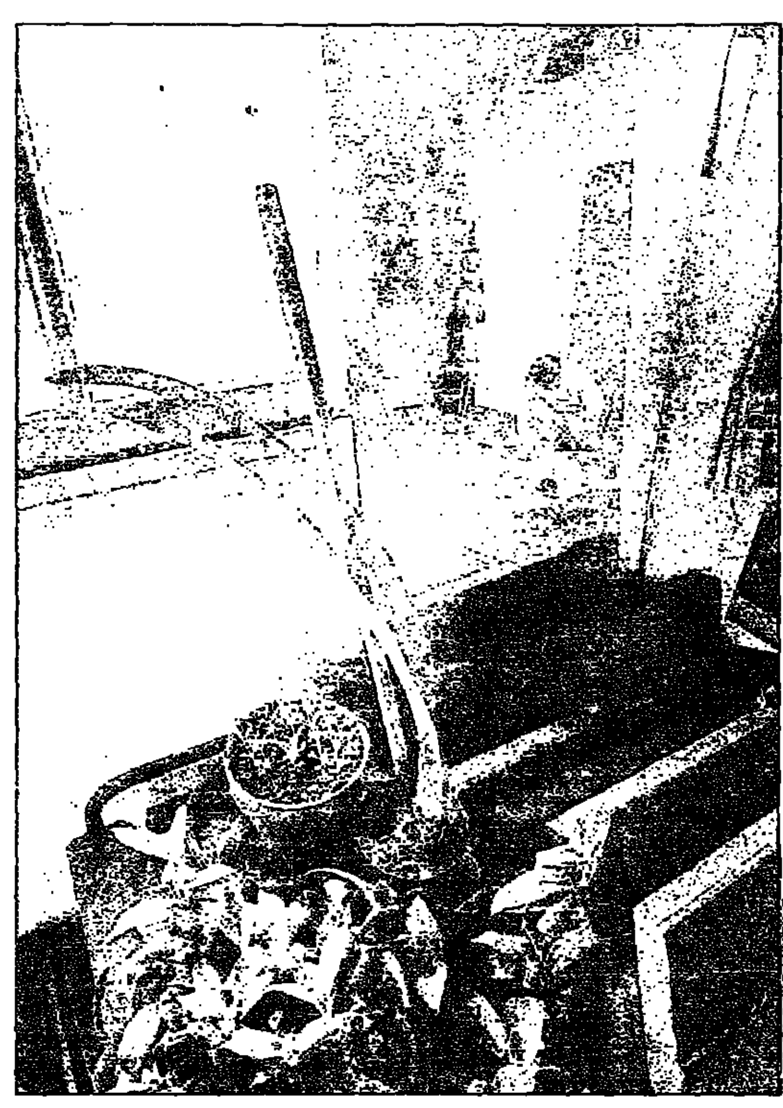
GENEVIÈVE BREERETTE

★ « Ateliers 92 », Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson. Jusqu'au 15 mars. Par ailleurs, le Salon 1992 de la jeune peinture aura lieu à Paris du 13 au 23 février au Grand Palais.

Lire pages 33 à 40 la sélection des rendez-vous de la semaine.

OU ET COMMENT PEINDRE QUAND ON A TRENTE ANS

Les souffrances du jeune artiste



PATRICK BARD/EDITING

Ci-contre : « Ateliers sur cour » à Montreuil. Ci-dessous : « Hôpital Ephémère » à Paris.



Tandis que le marché de l'art connaît des soubresauts tels qu'on hésite même à présenter les œuvres d'artistes reconnus, les jeunes peintres connaissent des difficultés croissantes à, simplement, exercer leur art. Où s'installer dans des villes que la spéculation travaille à cœur ? Les ateliers sont souvent le refuge d'experts ès entregent, les squats finissent parfois dans les flammes d'incendies bienvenus. Et, quand bien même on peint, où et comment montrer son travail ?

DRAC, FRAC, FNAC, CNAC : nul ne l'ignore, l'art contemporain bénéficie depuis dix ans d'une attention de plus en plus soutenue de la part des institutions. Des sommes considérables ont été consacrées à des achats d'œuvres, à la rénovation des musées et à la création de lieux d'expositions. Pour essayer de remédier à l'inertie du Centre Pompidou, le Jeu de paume a été transformé en « Kunsthalle » à la française. Conseillers, inspecteurs, conservateurs, commissaires, tout un monde d'experts et d'organisateurs d'expositions s'est développé, aussi bien à Paris, autour de la délégation générale aux arts plastiques, que dans les principales villes de province. L'Ecole nationale supérieure des beaux-arts s'est largement et vivement modernisée, et la Ville de Paris a lancé un concours d'architectes pour bâtir la sienne. Il ne manque pas non plus de revues spécialisées, chamarrées de publicités en couleurs.

Comble de bonheur, le marché s'est emparé à partir du milieu des années 80 de l'art contemporain, et l'on a vu quelques jeunes peintres, le New-Yorkais Basquiat ou le Français Combas, propulsés par la spéculation et la mode vers des cotes de nature à décourager le simple amateur d'art. Nombre de galeristes ont tiré avantage de ce gonflement des prix – ils en ont profité pour emménager dans des galeries plus vastes, plus propres, plus théâtrales. Michel et Liliane Durand-Dessert se sont établis sur plusieurs étages rue de Lappe, Yvon Lambert s'est agrandi et ennobli en quittant le réduit du Grenier-Saint-Lazare, et Daniel Templon s'en est allé dans les beaux quartiers, du côté de la haute couture et des ambassades. L'épisode suivant a été moins heureux : le marché de l'art contemporain tombe en quenouille depuis deux ans. Les cotes brillantes s'érodent, quand elles ne s'effondrent pas, faute de collectionneurs. Dans les galeries et les foires, les sujets de conversation ont changé. On n'y parle plus enchères et plus-values, mais faillites dissimulées et emprunts impossibles à rembourser. La formule du jour est : *« On fait le gros dos. »* Autrement dit, plus d'initiatives, plus de risques, plus de nouveautés. Les valeurs « sûres », artistes confirmés, « maréchaux » de l'histoire contemporaine, ont seules encore quelques charmes, et les calendriers d'accrochage deviennent en conséquence de plus en plus conventionnels. Pas d'aventures, surtout pas d'aventures !

Résultat : alors que l'art contemporain sort à peine de l'âge de l'euphorie, il ne fait pas bon être un « jeune artiste » – un artiste de trente ou trente-cinq ans – à Paris aujourd'hui. L'audacieux qui s'y risque s'engage dans un labyrinthe épuisant.

Il lui faut à l'évidence un atelier. Oui, mais trouver un atelier à Paris aujourd'hui, pour un artiste encore peu connu, incapable de verser un loyer lourd, relève du haut fait. Il lui faut d'abord de quoi payer, c'est-à-dire d'ordinaire un emploi stable qui dure jusqu'au moment où ses œuvres nourriront enfin leur auteur. Cette précaution prise, il lui faut chercher un local. Sans doute l'artiste peut-il s'adresser aux administrations publiques qui ont en charge des ateliers, à commencer par la Ville de Paris qui gère un « parc » important réparti aussi bien dans les XIVe et XVe arrondissements que dans le quartier de La Villette. Il s'entendra répondre que les listes d'attente sont si longues qu'une décennie de patience est, en la matière, un délai très raisonnable. Et d'ici là ? D'ici là, il reste deux solutions : soit la location d'un petit espace, plus ou moins salubre, dans l'un des derniers quartiers de la capitale qui ne soient pas encore ravagés par la rénovation spéculative, soit, illégal et donc dangereux, le squat.

Un petit espace qu'il convient d'ordinaire de nettoyer et de blanchir ? A Montparnasse, rue Campagne-Première, rue Boissonnade ou boulevard Arago. Cité fleurie ? Autant n'y pas songer. Ces adresses sont devenues historiques et, peu à peu, graphistes, publicitaires et architectes, aux ressources financières mieux assurées, y prennent la place des derniers héritiers de la légende de Montparnasse. A la Bastille, alors, à la Bastille qui était le point de ralliement des peintres et des sculpteurs il y a dix ans ? Les immeubles de la rue du Faubourg-Saint-Antoine et de la rue de la Roquette sont complets désormais, et leurs premiers occupants ne se rangent plus dans la catégorie des « jeunes artistes ». Une association, le Génie de la Bastille, a assuré leur défense et leur promotion. D'autres, tel le Cercle des artistes plasticiens, proposent désormais aux curieux de nouveautés des voyages organisés dans les ateliers, « accompagnés par une artiste parisienne »...

Il faut donc aller ailleurs. Un temps, ce fut aux environs de la rue Saint-Maur et de celle du Faubourg-du-Temple, au bas de Belleville. Il s'y trouvait d'anciennes imprimeries, des fabriques de textile et d'artisanats de précision dont l'émigration, ou la décadence, libérait des espaces de belle qualité. Louis Cane et Hélène Delprat, pour citer deux peintres fort différents, y avaient leur atelier. La seconde – signe des temps – s'est installée désormais du côté d'Argenteuil. Elle a rejoint ainsi ces artistes qui, à l'exemple de beaucoup de Parisiens, ont été contraints de chercher à Asnières, à Ivry, à Montreuil – « Ateliers sur cour », – à Gennevilliers ou plus loin encore en banlieue des espaces plus grands pour des loyers raisonnables. Certaines municipalités – par exemple, celles de Châtenay-Malabry, Aubervilliers ou Issy-les-Moulineaux – ont pris conscience du phénomène et prévoient des équipements pour accueillir ces nouveaux venus. Ceux qui tiennent à rester dans les limites du périphérique observent avec inquiétude les progrès de la « rénovation » immobilière. Les uns après les autres, les édifices anciens sont détruits et remplacés par des immeubles d'habitation « modernes », ou « postmodernes », avec angles biseautés et façades en quart de cercle. L'insalubrité et l'insécurité tiennent lieu de bonne raison à ces métamorphoses brutales.

Alors où ? Dans le XIIIe peut-être, où le Frigo, quai de la Gare – des entrepôts désaffectés le long des voies ferrées – est devenu une citadelle de l'art, un peu à la manière de ces colossales usines de Brooklyn où logent bien des débutants new-yorkais. Dans les XVIIe et XVIIIe arrondissements peut-être aussi, de part et d'autre de l'avenue de Saint-Ouen, aux stations de métro Guy-Môquet et Brochant. C'est là, cité Saint-Ouen, rue Berzelius, rue Carpeaux, qu'il faut se rendre pour découvrir, dans les endroits les plus saugrenus, une boutique vidée de ses présentoirs, un garage désaffecté, les peintres qui, peut-être, susciteront les engouements d'après-demain, quand la mélancolie et le scepticisme ne seront plus de rigueur. C'est là aussi, dans l'hôpital Bretonneau, concédé pour quelques années par l'Assistance publique et rebaptisé ironiquement Hôpital Ephémère, que s'est rassemblée une communauté très cosmopolite d'artistes où se côtoient sereinement Américains, Brésiliens et Français.

Les pavillons, les salles d'opération, les crèches, jusqu'au réfectoire de l'hôpital sentent désormais la térébenthine, et non plus l'éther. Mais où iront les « éphémères » quand commenceront les travaux prévus ? Dans quelque autre havre incertain ? Pour l'heure, Bretonneau abrite plusieurs des expatriés du quai de Seine. Là-bas, le long du bassin de La Villette, deux entrepôts monumentaux avaient été transformés en nouveau Bateau-Lavoir. L'un d'eux a brûlé il y a deux ans : dans l'incendie, certains ont perdu la totalité de leur œuvre et n'ont trouvé d'autre refuge que l'Hôpital Ephémère – qu'ils devront donc bientôt abandonner. La Mairie de Paris, qui projette d'édifier son école des beaux-arts à l'emplacement du bâtiment détruit, envisage également d'utiliser l'entrepôt resté debout pour son école. Ses occupants devront, à leur tour, plier bagage. Croit-on que ce soit là les meilleures conditions pour mener à bien une démarche artistique ?

Ultime solution : le squat « artistique », celui qui s'efforce de ne prêter à aucune équivoque et de prouver la pureté de ses intentions en interdisant son entrée aux trafiquants et dealers qui affectionnent ces résidences « sauvages ». Mais le squat, si bien intentionné soit-il, a des ennemis redoutables : administrations, propriétaires légitimes, huissiers et inspecteurs. L'exemple très récent du couvent des Récollets est édifiant : dans ce monument, propriété du ministère de l'équipement, s'était établi un groupe d'artistes, les « Anges des Récollets », qui n'avaient d'autre projet que de transformer le couvent en un centre d'art, qui aurait été le seul du Xe arrondissement. Le ministère de l'équipement était résolument opposé à cette idée, qui l'aurait empêché de vendre le bâtiment. Or il se trouve que, dans la nuit du 25 au 26 janvier, un incendie a pris dans les combles du couvent, ce qui a permis justement de procéder à l'expulsion des squatters... Voilà de quoi décourager ceux qui voudraient tenter l'expérience.

Imaginons néanmoins que certains aient surmonté cette difficulté. Dans un squat, un silo à blé aménagé, une boulangerie abandonnée ou l'échoppe d'un tapissier à la retraite, un artiste exécute des œuvres, toiles, sculptures, assemblages. Il prétend les exposer. Exposer, oui, mais où ? Dans les salons ? La plupart ont perdu leur lustre, figurer dans certains d'entre eux serait même plutôt compromettant. Le système des salons, si vigoureux, si efficace il y a cent ans, au beau temps où Seurat exposait aux Indépendants, s'est décomposé au fil du siècle, en dépit d'un sursaut après 1945. Il n'en reste que le souvenir et des regrets, que ravive chaque visite au Grand Palais. Seul le Salon de Montrouge conserve un peu d'autorité, mais pas assez pour que ses lauréats soient sollicités par les galeristes.

Les voilà nommés : les galeristes. D'eux, de leurs goûts, de leurs calculs, de leurs moyens, dépend toute carrière. Eux seuls peuvent décider de l'indispensable exposition personnelle qui susciterait les premiers achats. Après, tout serait possible : les foires et, bien vite, les musées d'art contemporain. Pour les séduire, on a vu des artistes essayer les manœuvres les plus obliques, solliciter recommandations et bonnes volontés, se montrer partout et visiter les galeries leur album de diapositives sous le bras. Démarches pénibles, voire humiliantes, dont la plupart se dispenseraient bien volontiers.

De quoi dépend alors la décision du marchand ? De mille considérations, l'esthétique l'emportant rarement sur le commerce. L'un d'eux, accusé de n'exposer sur son stand de la FIAC que des artistes illustres, eut cette réponse : *« Un jeune ? Mais un jeune, ça ne me paierait même pas la location de mon stand ! »* Le même n'a du reste pas pris le risque de présenter un inconnu depuis des années. Ce serait peu dire que la tendance actuelle, toute de frémissements et d'inquiétudes, accentue cette pusillanimité. Qui oserait dépenser pour un jeune peintre alors que ses aînés ne font plus recette ? Une habitude parisienne vient aggraver ce phénomène, celle d'exposer de préférence un artiste étranger, déjà reconnu par le circuit international, plutôt que de défendre un autochtone.

Complexe d'infériorité ? Souvenir cuisant de ces années où, à l'inverse, rien de ce qui était américain ou allemand ne trouvait grâce aux yeux des marchands parisiens ? Il y a sans doute de cela mais aussi une simple paresse, le goût de la facilité qui conseille de ne s'intéresser qu'à des œuvres déjà filtrées par le travail d'autres personnes. A New-York, à Berlin, à Bruxelles, il n'en va pas de même. On a vu Ileana Sonnabend, Pola Cooper, Michael Werner ou Albert Baronian prendre le risque de proposer à leurs collectionneurs habituels des noms et des œuvres jusque-là inédits. On serait en peine d'en dire de même de leurs confrères français bien établis qui préfèrent consolider leur réputation en exposant des signatures illustres plutôt que de se lancer dans une politique prospective.

Par chance, cette règle souffre des exceptions. La plus ancienne est celle de Lucien Durand, qui n'a cessé depuis des dizaines d'années d'offrir leurs premières expositions à des peintres à peine sortis de l'école. En dehors de lui et de quelques autres, trop peu nombreux, il n'y a guère que les galeristes débutants qui exposent les artistes débutants, à l'étroit, dans des espaces pas plus grands que les ateliers de ces derniers, dans le Marais, rue Charlot, rue Chapon et aux environs de la Bastille, rue Keller. A défaut de vernissages luxueux, de dîners de cent couverts dans un restaurant estimé et de communiqués de presse lyriques, ils se défendent à coup de ferveur et d'énergie. C'est là, à l'occasion d'accrochages de groupes ou de rétrospectives minuscules, qu'il faut aller chercher les talents et les gloires de la prochaine décennie avant qu'ils ne s'en aillent à leur tour rejoindre le contingent des artistes arrivés qui ne consentent plus à montrer leurs œuvres que sous des lambris. Caricature ? Réminiscence de la bohème la plus éculée ? Non, hélas ! L'histoire, fâcheusement, bégaie.

Les jours d'inquiétude, les novices fervents peuvent se rassurer au souvenir de ce qui est advenu à Paris, il y a un peu plus de quatre-vingts ans. Un tout jeune marchand, dans sa galerie exiguë et ascétique, renonça malgré son désir à exposer Henri Matisse, parce qu'il était – déjà – trop cher pour lui. Il choisit donc de défendre des inconnus qui peignaient dans des galetas mal chauffés de Montmartre. Ces inconnus firent confiance à cet autre inconnu. Les premiers se nommaient Derain, Braque et Picasso ; le second Daniel-Henry Kahnweiler. On connaît la suite.

PHILIPPE DAGEN

TROIS EXPOSITIONS A LYON

William Klein, l'outsider

Enfant terrible de la photographie, William Klein a créé dans le New-York des années 50 un style percutant et iconoclaste : têtes sciemment « coupées », objectif placé sous le nez du spectateur, manipulations dans la chambre noire. Du grand angle à l'*open flash*, la jeune génération a beaucoup copié le style Klein.

LYON
de notre envoyé spécial

AU PREMIER gamin, William Klein a dit de jouer au dur. Au second, de prendre l'air angélique. Ce pistolet braqué sur l'objectif, cette photo devenue icône, intitulée *Gun 1, 103e rue*, prise à New-York en 1954, a fait le tour du monde, pour appartenir aujourd'hui à l'histoire de la photographie. Tout Klein est dans ce double regard, audacieuse transposition de l'autoportrait. Sa personnalité d'abord, entre agressivité et douceur, tourbillon et timidité; sa conception de la photographie aussi, affirmée dans ce cliché de jeunesse et déjà de maturité, pourtant, qui sert de fil conducteur à un livre – également historique – dont le titre parodie un spot publicitaire : *Life is Good and Good for You in New York* (La vie est bonne et bonne pour toi à New-York).

Il y a un miracle Klein. Celui d'avoir découvert la photographie tout en écrivant un chapitre important de son histoire. Le style Klein est parfaitement en place dès *New York*, avant d'être décliné avec talent dans trois autres ouvrages : *Rome, Moscou, Tokyo.* Faut-il qu'il soit sincère ce premier « reportage » pour que le jeune « Bill » le boucle en quelques mois, imaginant la construction du livre dans sa tête, ici la couverture, là les ouvertures de chapitre et ailleurs les doubles pages. Un livre aussi « vulgaire » qu'un des trois millions d'exemplaires du *Daily News*, le quotidien new-yorkais qui a inspiré le photographe. Un livre implacable pour l'Amérique, au point que son pays va ignorer son auteur pendant plus de vingt ans avant de rattraper le temps perdu, au début des années 80, en multipliant enfin rétrospectives et publications. Un livre d'images incompréhensibles au premier abord et qui prenaient le contre-pied de ce qui se faisait au début des années 50.

Que voit-on ? *« Un ogre qui bouffe par les yeux »*, comme l'a écrit Alain Bergala dans les *Cahiers du cinéma* : personnages qui se bousculent, tassés à coups de grand angle; têtes coupées par le cadre, bras qui pénètrent dans le champ, mains qui cognent l'objectif; enseignes à donner la nausée, personnages qui se reflètent dans les vitrines, New-York comme une poubelle déjetée; un photographe qui bouscule, interpelle, agresse, séduit, avance son appareil sous le nez des gens; images de complicité; clichés manipulés à la chambre noire, avec des taches d'un noir épais et des blancs éblouissants au ferricyanure, détails agrandis et granuleux; photos floues, bougées avec des coups de flash sur les visages; maquette dense, étouffante, où les images se bousculent, se superposent, comme les personnages à l'intérieur du cadre; mots écrits sur les photos, comme *« Be glad »* (soyez heureux) dans la bouche d'une femme; légendes qui swinguent autant que le cadre : *« J'ai besoin. Partout », « Pas de photo. Harlem », « Happy Days Bar », « Priez. Dieu en a marre du péché ».* Et des chapitres aux titres singuliers comme *« Extases », « Pistolets » « Message vital »*. Publié en France en 1956 – le photographe vit à Paris depuis plus de quarante ans, – le *New York* de William Klein est un message aussi vital que *les Américains* de Robert Frank, publié également à Paris deux ans plus tard.

En regard de l'imagerie dominante des années 50, William Klein passait pour un hérétique et un manipulateur. En intervenant sur le cadre, dans les rues de Harlem comme dans sa chambre noire, il s'opposait à cette supercherie toujours tenace qui veut que le photographe soit le témoin d'un monde dont il fixe sur papier des représentations fidèles. « Bill » Klein n'a jamais cru à cette *« prétendue objectivité »*. Bien au contraire, il s'amuse à brouiller les cartes du réel : *« Dansez pour moi ! », « Regardez vers le ciel ! »*, hurlait-il à des gamins de Brooklyn. Klein a également rompu avec les compositions classiques, aux images bien léchées : *« Le peintre André Lhote, chez qui j'étudiais après la guerre, nous parlait du nombre d'or dans la composition. Ça me bassinait »*, explique le photographe qui fait ici implicitement référence à Henri Cartier-Bresson. « HCB » a également étudié chez André Lhote, mais c'est bien le seul point commun entre les deux photographes. Tout les oppose : HCB incarne l'objectif 50 mm, le retrait de l'opérateur, la composition géométrique, « l'instant décisif », la tradition du reportage, une vision humaniste du monde et des tirages doux et gris. Klein incarne l'objectif 28 mm, la présence du photographe, un cadrage plus percutant, une vision anti-sentimentale du monde et des tirages contrastés.

La confrontation est passionnante car elle oppose deux visions de la représentation : pendant que Cartier-Bresson donnait un ordre au monde avec ses cadrages rigoureux, Bill Klein s'est évertué à prendre des images *« aussi incompréhensibles que la vie »*. Dans un entretien – jamais publié – avec le photographe Franck Horvat, en 1989, Klein faisait référence à HCB : *« Je choisis souvent, sur la feuille de contact, des photos où il y a dix personnes qui ne me regardent pas et une qui me regarde. C'est même un leitmotiv. A un moment, je le faisais parce que j'en avais marre de cette situation à la Cartier-Bresson. »* L'instant décisif ? *« J'ai dit quelque part que tous les instants sont décisifs. »* William Klein ne critique pas Cartier-Bresson, il se place sur un autre terrain, tourne résolument le dos au reportage, et se transforme, dans la droite ligne de ses études de peinture, en *« fou de modernité »*.

Né en 1928 à New-York d'une famille d'origine hongroise, le jeune William Klein passe ses après-midis à l'académie de billard et au Musée d'art moderne où il découvre les photos de Walker Evans et les documents sociaux de la Farm Security Administration. Il veut devenir peintre à Paris, suit des cours de sociologie à la Sorbonne et atterrit dans l'atelier de Fernand Léger à l'aube des années 50 : *« C'était un des seuls peintres modernes en France; je me suis également jeté sur le Bauhaus, Moholy-Nagy, la nouvelle vision, Mondrian. Léger nous parlait des peintres primitifs italiens comme Cima Bue et Masaccio, du Quattrocento mais aussi de peintures murales monumentales : on était malades de modernité. On disait que la créativité n'était plus dans les galeries mais dans la rue. Ça me bottait ! »* C'est ainsi qu'il fera référence à Piero della Francesca, pour expliquer ses curieuses *« fresques au 1/125e de seconde »*, comme ces quatre visages réunis sur le même cliché, comme collés en autant de regards qui convergent mais s'ignorent.



« Four Heads », New-York, 1955.

Fort de son apprentissage parisien, le peintre William Klein, qui venait d'exposer ses œuvres géométriques abstraites à Bruxelles et Milan, est retourné en 1954 à New-York où il a « écrit » un journal photographique avec cet objectif si particulier qu'est le grand angle : *« J'ai eu le coup de foudre pour l'objectif 28 mm. Il représente la vision « normale » de l'œil. J'étais si frustré de ne pouvoir capter tous les signes que je ressentais à New-York. Mais si j'avais pu en mettre plus, je l'aurais fait. »* C'est ainsi qu'on a trop vite parlé de *« barbare en photographie »* à propos de ce jeune homme à l'œil glouton mais à la culture solide, et qui savait parfaitement ce qu'il voulait dire et montrer au point d'avoir sous-titré son *New York* avec trois mots qui définissent sa conception de la photographie : *« Trance, Witness, Revels »*. « Trance » comme transe, chance et hasard ; « witness » comme témoin, témoignage; « revels » comme révélation et fête. *« J'ai toujours accepté des photos par accident, tenté de longues expositions sans lumière, conservé des détails flous ou surexposés. Tout le monde crachait sur le flash dans les années 50. Alors je l'utilisais. Mon but, c'était de faire le contraire de tout ce qui se faisait à l'époque pour produire un livre dada. »*

Ce livre sur New-York traduit également la relation d'amour-haine entre Klein et son pays. *« Mes photos new-yorkaises sont d'un antiaméricanisme primaire, secondaire, tertiaire et quaternaire »*, affirme le photographe, qui précisait à Frank Horvat : *« La société américaine a transformé les gens en zombies, je déteste ce qu'elle en a fait, je déteste l'égoïsme américain, l'idéologie américaine dans la pub et la politique, les Reagan, les MacDonald, Wall Street, toute cette civilisation de gâchis et d'ersatz, ça me fait gerber. C'est bien cet empoisonnement de l'esprit et du corps que j'ai voulu démontrer dans mon livre. Mais, en même temps, je sais qu'on peut développer un goût pour tout ça, un goût pour la merde, et, moi aussi, j'ai un peu ce goût. »*

Ce goût-dégoût, William Klein se l'est également forgé à travers un courant littéraire en vogue dans les États-Unis des années 50, intitulé Muckraking (*« remuer la merde »*). C'est donc un New-York *« destroyed »* que décrit le photographe, tout en reconnaissant qu'il n'aurait jamais pu appliquer sa « méthode » dans un autre pays : *« Je me suis promené dans les rues de New-York avec une caméra et un panneau où j'avais écrit* « Smile ! » *Et les gens me souriaient. J'ai fait la même chose à Paris, on m'a regardé avec hostilité, comme si je voulais vendre une brosse à dent d'occasion. »* L'Amérique a mis beaucoup de temps à pardonner l'outrage. Élu par la Photokina de 1963 parmi les trente plus importants photographes de l'Histoire, William Klein est resté complètement ignoré par l'establishment photographique américain jusqu'à la fin des années 70 où son nom viendra – enfin – s'aligner aux côtés de Robert Frank, Diane Arbus, Lee Friedlander et Gary Winogrand.

Plus vraiment Américain, mais pas Français, n'ayant jamais appartenu à une école ou une agence, réputé pour son indépendance mais aussi pour son soi-disant *« mauvais caractère »*, tout cela n'a pas arrangé les affaires de l'*« enfant terrible »* de la photographie. Surtout, il a abandonné la photo très tôt, en 1964, pour se consacrer au cinéma. Il a bien réalisé quatre livres importants en neuf ans mais ça ne fait pas très sérieux pour atteindre le panthéon des photographes. En 1981, au moment où l'Amérique lui a enfin ouvert les bras, il a organisé une conférence de presse pour dénoncer la mauvaise impression des images de sa monographie réalisée par son éditeur américain Aperture, qui attaquera en diffamation le photographe pour 2 millions de dollars. Les éditeurs redoutent ce touche-à-tout : il veut réaliser la mise en pages de ses livres, il excelle dans la photo de mode (*Vogue*), il a tourné plus de deux cent cinquante films



« Gun 1, 103e rue », New-York, 1954.

publicitaires (Renault, Fiat, Dim...), il a réalisé des documentaires remarqués (*Cassius le grand, Mode in France*) et quelques longs-métrages formidables (*Qui êtes-vous Polly Maggoo ? M. Freedom, le Couple témoin*).

William Klein n'a jamais été un reporter, préférant l'édition à la presse, et quand le reportage l'aurait amusé, peu de journaux sont venus lui passer des commandes. Son style, si décrié il y a trente-cinq ans, a pourtant été copié, plagié par toute une génération de photojournalistes – consciemment ou non – à partir de la fin des années 70, au point de devenir un nouveau conformisme dans les magazines, notamment les flous au premier plan, les images décadrées, tremblées, les visages coupés, l'appareil penché, l'emploi du grand angle et de *l'open flash* qui donne une image si étrange, à la fois bougée et très nette. Tout cela fait sourire William Klein. Il est d'ailleurs depuis longtemps plongé dans de nouvelles recherches cinéma et photo, et affectionne surtout de bousculer les idées reçues en rappelant qu'il a autant utilisé le téléobjectif que le grand angle, la couleur que le noir et blanc, la géométrie que les images coup de poing. Cherchant à définir ses films, une institution américaine avait titré un de ses catalogues : *« William Klein, l'outsider du cinéma »*. Outsider. La définition colle également au photographe.

MICHEL GUERRIN

★ Rétrospective à la galerie Le Réverbère 2, 38, rue Burdeau, 69001 Lyon, tél. : 72-00-06-72, jusqu'au 29 février. « Autour de la mode », Intercolor, Hall de l'image, 16, rue Etienne-Rognon, 69007 Lyon, tél. : 72-72-46-38, jusqu'au 29 février. « Close Up », FNAC de la Part-Dieu, tél. : 78-71-87-00, jusqu'au 29 février. Actuellement épuisé, le numéro 20 de la collection « Photo-Poche » consacré à William Klein (éditions Centre national de la photographie)

Réverbère, dix ans

« On a toujours envie d'aider des gens aussi passionnés. » Comme beaucoup de photographes qui ont défilé au Réverbère, William Klein était d'abord sceptique, mais il a vite été convaincu par l'enthousiasme de Catherine Derioz et Jacques Damez, qui présentent actuellement son exposition pour les dix ans de leur galerie à Lyon. L'anniversaire du Réverbère avait fort bien débuté en septembre dernier avec la présentation du travail d'Arièle Bonzon, qui restera comme une des meilleures expositions de l'année 1991. Il s'achève avec « Bill » Klein, un auteur plus confirmé.

En dix ans, Le Réverbère 2 a défendu la création contemporaine en présentant les travaux de Jan Saudek, Denis Roche, Bernard Descamps, Jacques Damez, Dieter Appelt, Wynn Bullock, Robert Doisneau, Tom Drahos, Gilbert Fastenaekens, Franco Fontana, Xavier Lambours, Christian Vogt, Toni Catany, etc. Un dosage cohérent entre plasticiens et photographes du réel.

Chaque année, Le Réverbère 2 présente cinq expositions dans son espace élégant (300 mètres carrés) du quartier de la Croix-Rousse, une vingtaine d'expositions « hors les murs » et organise séminaires, conférences mais aussi visites commentées, afin de sensibiliser le public à la photographie. Avec cette action, mais surtout des choix esthétiques rigoureux et souvent courageux, Le Réverbère est devenu la meilleure galerie photo française en région.

M. G.

RENCONTRE AVEC BRUNO BOËGLIN, METTEUR EN SCÈNE DE « ROBERTO ZUCCO »

Koltès, dernières nouvelles

Après la polémique suscitée par l'annulation. à Chambéry. des représentations de *Roberto Zucco*, l'ultime œuvre de Bernard-Marie Koltès, les spectateurs parisiens vont pouvoir juger des qualités de cette pièce tragique et belle. Elle est mise en scène par Bruno Boëglin, l'un des personnages les plus indépendants et les plus attachants de la scène française. Zucco, Koltès, le théâtre, Bruno Boëglin ou le parcours d'un honnête homme.

JAMAIS Bruno Boëglin n'avait imaginé la tempête qui allait déferler sur les représentations de la dernière pièce de Bernard-Marie Koltès, Roberto Zucco. *librement inspirée de l'épopée sanglante du tueur Roberto Succo. Créée en Allemagne en 1990 dans une mise en scène de Peter Stein. l'œuvre a, partout où elle a été jouée. suscité un même intérêt, relevant non du scandale mais tout simplement du théâtre. Quelles que soient les appréciations portées ici ou là sur les choix de mise en scène. tous ceux qui ont déjà lu, vu ou entendu la pièce ont unanimement jugé qu'une nouvelle fois, Koltès avait écrit une œuvre majeure.*

Roberto Zucco. *apologie du trajet épouvantable d'un tueur. apologie du crime? La reprise à Paris de la mise en scène de Bruno Boëglin. après sa création au TNP de Villeurbanne et une tournée française entachée d'une incroyable – et injustifiable – annulation des représentations à la Maison de la culture de Chambéry-Savoie* (le Monde *des 9. 10 et 12-13 janvier dernier). fera justice de cette accusation. Dans la tradition des grands auteurs dramatiques, Bernard-Marie Koltès s'est emparé d'une figure tragique. aperçue par hasard, pour s'interroger sur la violence d'un environnement aujourd'hui impitoyable. sur la dislocation des comportements soumis à cette violence et, au-delà. à la vanité d'existences vouées à être brisées. Bruno Boëglin, qui raconte ici « son » Roberto Succo, auquel le comédien polonais Jerzy Radziwilowicz prête ses traits. se souvient de sa rencontre avec Koltès et de ses débuts à Lyon.*


BRIGITTE ENGUERAND

Jerzy Radziwilowicz et Myriam Boyer.


MICHEL SARTI/ENGUERAND

Bruno Boëglin.

LA RENCONTRE AVEC ZUCCO

«Au premier tableau. rien n'est joué. On apprend simplement que Zucco s'est évadé de prison alors qu'il venait d'être arrêté parce qu'il avait tué son père. Tout commence au deuxième tableau, une des scènes les plus importantes de la pièce. Zucco va rejoindre sa maman et il lui demande un peu de tendresse ou, au moins, de ne pas le renvoyer. La mère hésite beaucoup entre l'affection qu'elle a pour son fils, l'horreur de ce qu'il vient de faire et une certaine difficulté qu'elle a à se situer par rapport au quartier où elle vit et au regard des autres. Elle dit à son fils : *«On va te regarder de travers. Même les chiens te regarderont de travers.»* Et finalement elle décide d'abandonner son fils. de ne plus le reconnaître. Elle lui dit des choses absolument horribles . Elle ne les lui dit pas facilement. c'est même très difficile pour elle. Mais elle lui dit tout simplement qu'elle aurait dû le foutre à la poubelle dès qu'elle a accouché de lui. Elle lui dit qu'elle l'oublie, qu'elle l'a oublié, qu'il n'est plus son fils.

» Pour Roberto. c'est terrible. Il est «répudié», oublié par sa mère, mis de côté. A partir de là. il ne sait plus comment se comporter dans la vie. Il fait pourtant une belle rencontre avec une jeune fille. la Gamine. il a un moment de grand bonheur. Elle lui demande qui il est. ce qu'il fait dans la vie. Il invente. Il dit : *«Je suis un tueur»*, parce qu'il pense que ça fait plaisir à la Gamine. Plus tard. il rencontre un vieux monsieur qui est comme lui, qui a déraillé. Il passe une nuit blanche car il s'est involontairement perdu dans une station de métro. Le vieux lui parle un peu de lui. Roberto est en confiance et lui dit. parce qu'il veut faire plaisir au monsieur comme à la gamine, qu'il est étudiant en linguistique à la Sorbonne, *«invisible parmi les invisibles»* ... Calme. Pacifique. *«Et la Sorbonne,* lui dit-il. *ce n'est pas n'importe quelle université de voyous.»*

» Il finit par rencontrer une «dame élégante» et son fils. Il la prend en otage. A la fin de la prise d'otage. il obtient les clés d'une voiture qu'il voulait. une Porsche. il arrête de menacer le fils. il emmène la femme avec lui pour se couvrir un peu, on ne sait en fait pas très bien pourquoi. Au dernier moment. une des personnes qui est là. obnubilée par l'enfant qui était menacé. dit. juste avant qu'il ne parte : *«Merci. mon dieu. l'enfant est sauvé»*. Et ce con de Zucco l'entend. Et se dit – c'est toujours un problème de comportement : *«Merde. j'ai oublié de faire quelque chose. je ne suis pas l'image de ce que ces gens veulent que je sois.»* C'est-à-dire un fumier, un fou. un tueur, un assassin. Il réfléchit. Il ne sait pas très bien ce qui manque. Il comprend subitement ce que vient de dire la femme. Il revient sur ses pas et tue l'enfant.

» Ensuite vient une très belle séquence. Zucco ne sait plus quoi faire de son otage. Au début de la scène, il lui dit. pour la première fois. son nom. Et le répète. Quand elle lui demande pourquoi il répète son nom, il répond : *«Parce que j'ai peur de l'oublier. Parce que je suis en train de l'oublier.»* Comme elle est tombée amoureuse de Roberto. elle lui propose de partir avec lui : *«Je serais votre mémoire.»* Il ne l'emmène pas. Deux tableaux plus tard, Roberto se fait arrêter par la police. On lui demande : *«Qui êtes-vous?»* Il a oublié son nom. Il ne répond pas normalement : *«Je m'appelle Roberto Zucco»*. Il dit : *«Je suis le meurtrier de mon père, de ma mère, d'un inspecteur de police et d'un enfant : je suis un tueur»*. Il ne sait plus qui il est.

» On ne peut pas dire que Bernard-Marie Koltès ait voulu répondre à ces questions que l'on se pose quand on est enfant, ou un peu naïf : pourquoi un tueur est-il un tueur? Ce n'est pas la question de la pièce, pas du tout. Mais il montre ce qui se passe dans une famille quand surgit quelqu'un comme Zucco. Alors. toutes les familles se cassent. A croire qu'elles ne tenaient pas bien debout. La famille de Zucco est décimée dès le deuxième tableau. Après, il croise la famille de la Gamine. Et révèle tout à l'intérieur. Une troisième famille va exploser, celle de la Dame élégante. Que ce soit par la mort de l'enfant et par son destin à elle qui, c'est certain, ne rejoindra jamais son mari.»

LA RENCONTRE AVEC KOLTÈS

«J'ai rencontré Koltès il y a quinze ans. On était plus jeunes. C'était en 1976. J'avais réuni une dizaine de comédiennes et de comédiens pour travailler en improvisation sur l'œuvre du romancier américain Jerome David Salinger. Parmi eux, il y avait Josiane Stoléru. qui connaissait Bernard et qui a voulu que je le rencontre. Nous avions besoin d'un écrivain pour mener à bien notre projet. Il a donc suivi toutes les improvisations autour de Salinger qui ont donné lieu à un petit spectacle. où il n'est pas intervenu. *Lectures américaines, impressions d'acteurs.* On lui a dit alors : *«On te donne 20 000 francs et tu écris ce que tu veux. bien entendu, à partir de ce que tu as vu et entendu.»* Il est revenu quelques mois après avec cette pièce qu'il a appelé *Salinger*. Et qui parlait déjà de la famille, terriblement. Elle était un peu maladroite mais c'était un monument, vraiment un monument. Il y avait neuf. dix monologues de dix pages. incroyables! Toutes les relations entre les gens, on les retrouve après. dans ses autres pièces. Tout est là dans *Salinger*. Après. je l'ai un peu perdu de vue, on s'est croisés quelques fois.

» Je lui suis aussi reconnaissant d'une autre chose : la découverte d'un fabuleux pays d'Amérique du Sud qui s'appelle le Nicaragua. Il y était allé à l'invitation d'un ami, un an avant le triomphe de la révolution sandiniste. en juillet 1979. Sans savoir du tout ce que c'était que ce pays. Il s'est retrouvé dans le dernier avion avant que les frontières ne soient bloquées. Ils étaient huit dans l'avion. La révolution avait déjà embrasé la ville. Les somozistes lui ont demandé ce qu'il faisait là. Ils l'ont interrogé. mis tout nu, puis en résidence surveillée à l'Intercontinental. Il avait mille balles en poche et calculé qu'il pouvait tenir cinq jours. Dès le lendemain, il est sorti dans la rue et a été pris en charge par une famille nicaraguayenne. Il est resté là-bas un mois. Il a écrit des pages que l'on retrouve dans *Prologue*, des pages merveilleuses. Puis il est passé au Guatemala. où il a écrit des nouvelles.

» Après son récit, je suis allé plusieurs fois au Nicaragua et j'ai écrit une trilogie qui s'appelait *Noticias del Caribe*. Ça m'a donné aussi l'envie de réaliser un film sur Augusto Cesar Sandino. Que je veux absolument faire. Un western. Trop peu de gens connaissent Sandino. un sang-mêlé, une sorte de métis mi-nicaraguayen, mi-indien qui dans les années 30 a lutté six ans et a réussi à foutre les Américains hors du Nicaragua. C'est une très belle histoire, celle d'un individu et celle des luttes incroyables que cet individu a menées. Et c'est un western. Je veux faire un western.»

LA RENCONTRE AVEC LE THÉATRE

«J'ai commencé à faire du théâtre dans le cadre imbécile mais opportun d'une maison des jeunes et de la culture, une MJC de quartier, de voyous, car dans les années 60 le quartier de Gerland est un quartier de voyous. Un quartier de terrains vagues, de marais, où il y avait des guerres de bandes. la MJC, où je faisais du judo, était un ramassis d'émigrés italiens, espagnols, c'était incroyable. Un sympathique ghetto. Mille fois plus sympathique que ne le sont aujourd'hui les grands ensembles. Tous les Italiens avaient leur petite maison, c'était très beau.

» Entre une activité de moto-club, de culturisme et de danse. j'ai fondé une petite compagnie de théâtre. J'y ai fait tous les métiers. Je suis peut-être le seul metteur en scène qui ait été élu par sa troupe, la Compagnie de la Mouche. Après deux ans de créations collectives, on en a eu marre et on a fait des élections pour choisir un décorateur, un metteur en scène. J'ai été élu à une voix près. On était dix et j'ai voté pour moi, c'était horrible, mais j'ai été élu. C'est de l'anecdote aujourd'hui mais, à l'époque, c'était très important. Je me souviens de cette époque comme d'une très belle époque. Tandis que Planchon faisait sa *Mise en pièces du Cid*, nous, on faisait *la Mise en pièces de Ionesco* au moment où il entrait à l'Académie française...

» Il y a entre le TNP et moi des rapports qui, par l'intermédiaire de mon père, datent de 1958, quand Planchon l'a appelé au moment du passage du Théâtre des Marronniers au Théâtre de la Cité de Villeurbanne. Quand on a dix ans, qu'on débarque de Châlons-sur-Marne à Lyon et que le premier spectacle que l'on voit est de Planchon, ça marque. Les gens du TNP, que ce soit Planchon, Jean Bouise. Robert Gilbert, venaient voir ce que le fils de leur copain Jean-Marie faisait... J'ai avec eux un rapport naturel même s'il est étrange. Et, avec les moyens conjugués du TNP, du Théâtre de la Ville, de ma compagnie, le Novo-Théâtre, on a réuni une belle équipe pour *Zucco*.»

Propos recueillis par
OLIVIER SCHMITT

★ Théâtre de la Ville. Du mardi au samedi, à 20 h 30 . Matinée le dimanche à 15 heures. Jusqu'au 29 février. Tél. : 42-74-22-77. Le texte la pièce est paru aux Editions de Minuit. 128 Pages. 49F.

Il était une voix

Le 22 novembre 1988, Bernard-Marie Koltès s'entretenait de son travail avec Lucien Attoun sur les ondes de France-Culture. Cet entretien, intitulé « Juste avant la nuit », sera rediffusé le samedi 8 février prochain de 20 h 45 à 22 h 30 dans la cadre d'une série d'émissions consacrées à l'auteur dramatique disparu. Le 8 février, de 14 heures à 15 h 30, France-Culture propose un « Portrait éclaté » qui sera esquissé par quinze professionnels qui ont travaillé avec lui ou pour lui – des metteurs en scène (Bruno Boëglin, Patrice Chéreau...), des acteurs (Michel Piccoli, Richard Fontana...).

Le dimanche 9 février sera plus particulièrement consacré à *Roberto Zucco*. A 14 heures, présentation de la pièce par Bruno Boëglin avec la participation de Peter Stein qui l'a créée en allemand à Berlin en 1990; à 14 h 10, rediffusion de la « dramatique » – le texte intégral de la pièce – réalisée en studio par Catherine Lemire, servie par une très belle distribution emmenée par Jean-Michel Dupuis, Anouk Grinberg, Hélène Vincent... Enfin, à 15 h 50, France-Culture diffusera un « Parcours sensible » tracé par Bruno Boëglin, Patrice Chéreau, Yves Ferry, Hubert Gignoux et Claude Stratz, une émission enregistrée le 1er février au Théâtre de la Ville en présence de plusieurs centaines d'auditeurs qui pouvaient intervenir dans la discussion.Nous publions ici un court extrait de l'entretien de Bernard-Marie Koltès avec Lucien Attoun consacré à *Roberto Zucco* :

« Quelle est votre plus belle pièce?

– Celle que je suis en train d'écrire. Elle s'appelle* Roberto Zucco. *C'est le fameux meurtrier qui a tué toute une série de personnes et qui s'est suicidé dans sa cellule. De la même manière qu'il avait tué son père.

– Vous voulez dire que c'est un parcours exemplaire?

– Sublime, absolument sublime. C'est l'histoire de Samson, trahi par une femme – car il y a une Dalila dans l'affaire, – c'est l'histoire de Goliath. Quand on me dira que je fais l'éloge du meurtrier ou des choses comme ça, parce qu'on va me le dire. je dirais que c'est un tueur exemplaire dans la mesure où je pense qu'il ressemble à tout le monde. dans la mesure où il suffit d'un tout petit déclic pour tuer. Simplement, il n'a pas tué pour une rayure à sa voiture... Il a tué pour rien. rien, sans raison. Comme ça, un petit déclic, un déraillement, comme un train qui déraille. Je trouve que c'est une trajectoire incroyable. mythique. Le fait de tuer son père et de se suicider, c'est mythique, c'est un trajet « classique », grec. Il y a un truc esthétique, plus que ça, tragique, une tragédie sans motif comme toutes les tragédies. le destin...

– Vous avez quand même une certaine fascination pour la mort, pour la tragédie...

– J'ai une fascination pour les destins tragiques. Tous les grands destins sont tragiques. »

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

CINEMA

Tous les films nouveaux

Esquizo

de Ricardo Bofill,
avec la collaboration du Taller d'Arquitectura, Agathe Menguelle, Anna Bofill, Antonio Malonda, Antonio Moragas, Carlos Ruiz de La Prada.
Espagnol (1 h 20).

Film expérimental réalisé dans la clandestinité et sous le franquisme finissant par Ricardo Bofill, jeune Catalan qui a depuis choisi l'architecture. Influences : le Living Theatre, Godard, Laing et autres antipsychiatres.

VO : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

For the Boys

de Mark Rydell,
avec Bette Midler, James Caan, George Segal, Patrick O'Neal, Christopher Rydell, Arye Gross.
Américain (2 h 20).

Mélo musical de grande ampleur (on va du Japon au Vietnam en passant par la Corée, sur les traces de musiciens aux armées) qui possède une grâce rédemptrice : Bette Midler y chante.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, dolby, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, dolby, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, dolby, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, handicapés, dolby, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79).
VF : Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette bis, dolby, 13e (47-07-55-88) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, dolby, 18e (45-22-46-01).

Frankie & Johnny

de Garry Marshall,
avec Al Pacino, Michelle Pfeiffer, Hector Elizondo, Kate Nelligan.
Américain (1 h 58).

Il fait cuire des hamburgers, elle les sert en salle. La vie n'a pas fait de cadeaux à Johnny (Al Pacino) et Frankie (Michelle Pfeiffer), sauf de les faire se rencontrer dans une comédie sentimentale hollywoodienne à l'ancienne. Derrière la caméra, Garry Marshall travaille dur (et efficacement) pour se faire pardonner *Pretty Woman.*

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, 1er (45-08-57-57) ; U. G. C. Danton, dolby, 6e (42-25-10-30) ; George V, THX, dolby, 8e (45-62-41-46) ; U. G. C. Biarritz, dolby, 8e (45-62-20-40) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Sept Parnassiens, dolby, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).
VF : Rex, 2e (42-36-83-93) ; U. G. C. Montparnasse, dolby, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, handicapés, dolby, 9e (47-42-56-31) ; U. G. C. Gobelins, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; U. G. C. Convention, dolby, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II, handicapés, dolby, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96).

L'Otage de l'Europe

de Jerzy Kawalerowicz,
avec Roland Blanche, Vernon Dobtcheff, Jean Barney, Jay Benedict, François Berleand.
Franco-polonais (1 h 50).

A Sainte-Hélène, le face-à-face entre Napoléon, qui règne sur une cour dérisoire sans avoir renoncé à ses vastes projets, et son geôlier anglais acharné à l'humilier offre au grand réalisateur polonais l'occasion d'une méditation ironique sur le pouvoir politique.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36).

La Voix

de Pierre Granier-Deferre,
avec Nathalie Baye, Sami Frey, Laura Morante.
Français (1 h 26).

Le passé, ses fantômes. Dans le rôle du spectre, Laura Morante, qui revient hanter le beau Sami Frey. Après *Une étrange affaire*, Nathalie Baye joue à nouveau les victimes dans un film de Pierre Granier-Deferre.

Forum Horizon, handicapés, 1er (45-08-57-57) ; Rex, handicapés, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Hautefeuille, handicapés, 6e (46-33-79-38) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette bis, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

Reprises

Hamlet

de Laurence Olivier,
avec Laurence Olivier, Eileen Herlie, Basil Sydney, Norman Wooland, Felix Aylmer, Terence Morgan.
Britannique, 1948, noir et blanc, copie neuve (2 h 35).

Nouvelle manifestation de la vieille hostilité australo-britannique : la ressortie du *Hamlet* de Laurence Olivier, sans doute pour faire de la peine au très méritant Mel Gibson.

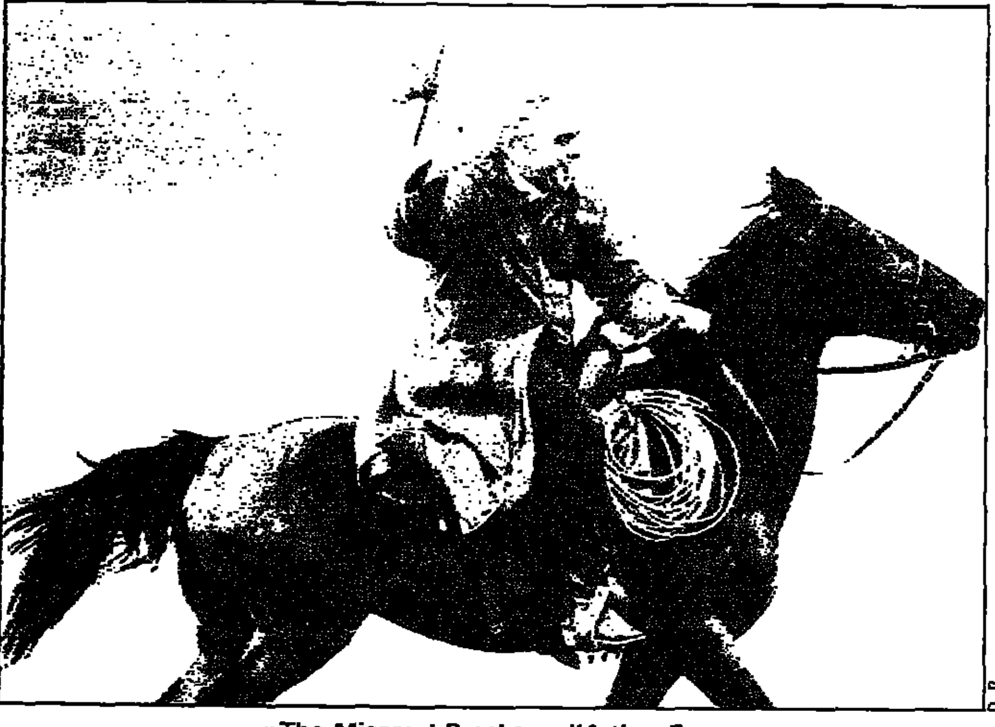
VO : Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), handicapés, 5e (43-54-15-04).

The Missouri Breaks

de Arthur Penn,
avec Marlon Brando, Jack Nicholson, Randy Quaid, Kathleen Llyod, Frederic Forrest, Hary Dean Stanton.
Américain, 1970 (2 h 06).

Le film est resté dans l'histoire comme un grand western raté. Malgré ou à cause de la concentration de monstres sacrés au mètre carré. Pour paraphraser une réplique classique du genre : « *Ce film n'est pas assez grand pour nous deux.* »

VO : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).



« The Missouri Breaks », d'Arthur Penn

D.R.

Sélection

L'Amant

de Jean-Jacques Annaud,
avec Jane March, Tony Leung, Frédérique Meininger, Arnaud Giovaninetti, Melvil Poupaud.
Franco-britannique (1 h 52).

Jean-Jacques Annaud déploie tous les fastes d'une superproduction et toutes les ressources de sa parfaite maîtrise du cinéma pour donner sa vision, sensuelle, exotique et attendrie, du roman de Marguerite Duras.

VO : Forum Horizon, handicapés, THX, dolby, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38) ; U. G. C. Danton, dolby, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (47-20-76-23) ; Max Linder Panorama, THX, dolby, 9e (48-24-88-88) ; La Bastille, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Kinopanorama, handicapés, dolby, 15e (43-06-50-50) ; U. G. C. Maillot, 17e (40-68-00-16).
VF : Gaumont Opéra, dolby, 2e (47-42-60-33) ; Bretagne, dolby, 6e (42-22-57-97) ; Saint-Lazare-Pasquier, handicapés, dolby, 8e (43-87-35-43) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67) ; U. G. C. Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, handicapés, dolby, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, dolby, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96).

L'Annonce faite à Marie

d'Alain Cuny,
avec Roberto Benavente, Chrisrelle Challab, Alain Cuny, Ulrika Jonsson, Jean des Ligneris.
Franco-canadien (1 h 31).

Du poème théâtral de Claudel, Alain Cuny fait un film surprenant de justesse et d'émotion, en trouvant les images précises et la mélodie émouvante des mots qui transforment cette histoire d'amour et de mort au Moyen Age en parabole universelle.

Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).

Le Ciel de Paris

de Michel Bena,
avec Sandrine Bonnaire, Marc Fourastier, Paul Blain, Evelyne Bouix, Tanya Lopert, Armand Delcampe.
Français (1 h 25).

Michel Bena a réinventé le triangle amoureux en organisant ce léger, troublant et émouvant chassé-croisé entre deux garçons et une fille, dynamisé par un récit inventif et curieux de tout.

Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

Conte d'hiver

d'Eric Rohmer,
avec Charlotte Véry, Frédéric Van Den Driessche, Michel Voletti, Hervé Furic, Ava Loraschi, Christiane Desbois.
Français (1 h 54).

Eric Rohmer retrouve la veine de ses « Contes moraux » pour cette histoire de quête du véritable amour perdu, comme le paradis du même nom, par une jeune fille d'aujourd'hui. Une merveille d'intelligence, de cruauté et de lucidité tendre, où la philosophie et l'étude de mœurs, le merveilleux et le quotidien, la simplicité des moyens et la complexité des idées font bon ménage.

Forum Horizon, handicapés, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, handicapés, 2e (47-42-72-52) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, handicapés, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

Il Maestro

de Manon Hansel,
avec Malcolm Mac Dowell, Charles Aznavour, Andréa Ferréol, Francis Lemaire
Franco-belge (1 h 30).

Adaptée d'une nouvelle de Mario Soldati, la troublante histoire d'un grand chef d'orchestre qui, obligé de se cacher sous une humble identité durant l'Occupation, avait cohabité avec un type sans envergure qui se faisait passer... pour un grand chef d'orchestre, et qu'il avait fini par humilier, gardant de douloureuses séquelles de son acte.

VO : Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26).

JFK

d'Oliver Stone,
avec Kevin Costner, Tommy Lee Jones, Laurie Metcalf, Gary Oldman, Michael Rooker, Jay O. Sanders.
Américain (3 h 10).

Trois heures de manipulations frénétiques, de mauvaise foi virtuose. Cette semaine on attirera l'attention sur le sort infâme fait à Sissy Spacek dans le rôle de Mme Garrison/Costner : le rôle est écrit comme une publicité pour détergent ménager.

VO : Forum Horizon, handicapés, dolby, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Les Halles, dolby, 1er (40-26-12-12) ; Action Rive Gauche, dolby, 5e (43-29-44-40) ; U. G. C. Odéon, dolby, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08) ; U. G. C. Normandie, dolby, 8e (45-63-16-16) ; U. G. C. Opéra, dolby, 9e (45-74-95-40) ; La Bastille, handicapés, dolby, 11e (43-07-48-60) ; Miramar, dolby, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79) ; U. G. C. Maillot, dolby, 17e (40-68-00-16).
VF : Rex, dolby, 2e (42-36-83-93) ; U. G. C. Montparnasse, dolby, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67) ; U. G. C. Lyon Bastille, dolby, 12e (43-43-01-59) ; U. G. C. Gobelins, dolby, 13e (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, handicapés, dolby, 14e (43-27-84-50) ; U. G. C. Convention, dolby, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96).

La Maison du sourire

de Marco Ferreri,
avec Ingrid Thulin, Dado Ruspoli, Vincenzo Cannavale, Francesca Antonelli, Caterina Casini, Elisabeth Kaza.
Italien (1 h 33).

Le regard ironique et terriblement attentif de Ferreri se pose sur la vieillesse avec cette histoire d'amour entre deux personnes âgées.

VO : Ciné Beaubourg, handicapés, 3e (42-71-52-36) ; U. G. C. Biarritz, 8e (45-62-20-40).

Paris s'éveille

d'Olivier Assayas,
avec Judith Godrèche, Jean-Pierre Léaud, Thomas Langmann, Martin Lamotte, Ounie Lecomte.
Français (1 h 35).

Paris ne s'éveille qu'aux dernières images de jeu somnambulique et pourtant d'une admirable acuité, où s'affrontent et se conjuguent les espoirs et les peurs d'un homme mûr, de son fils et d'une jeune fille.

Républic Cinémas, 11e (48-05-51-33).

Le Pas suspendu de la cigogne

de Theo Angelopoulos,
avec Marcello Mastroianni, Jeanne Moreau, Gregory Karr.
Franco-grec-suisse-italien (2 h 20)

La grâce éblouissante d'un cinéma parfait au service d'une très nécessaire et très subtile réflexion sur les blessures qu'infligent les frontières aux hommes, aux esprits, aux peuples, et sur l'espoir qui brille encore, peut-être, au-delà.

VO : Reflet Logos I, handicapés, 5e (43-54-42-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

Le Passager

d'Abbas Kiarostami,
avec Masoud Zand, Hassan Darabi
Iranien, noir et blanc (1 h 12)

Premier film d'un cinéaste majeur récemment découvert, *le Passager* conte la très simple histoire d'un gamin fou de football, et c'est une merveille de simplicité, de cruauté et de beauté.

VO : Utopia, 5e (43-26-84-65).

Le Petit Homme

de Jodie Foster,
avec Jodie Foster, Dianne Wiest, Adam Hann-Byrd, Harry Connick Jr., David Pierce, Gina Debi Mazar.
Américain (1 h 39).

Pour ses débuts de réalisatrice, la comédienne Jodie Foster réussit un très délicat portrait de jeune garçon, sur le thème difficile de l'enfant prodige, autour duquel deux femmes s'affrontent.

VO : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, dolby, 2e (47-42-60-33) ; U. G. C. Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (47-20-76-23) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (47-07-55-88) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Bienvenüe Montparnasse, dolby, 15e (45-44-25-02).
VF : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Miramar, dolby, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, handicapés, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler II, 18e (45-22-47-94).

Talons aiguilles

de Pedro Almodovar,
avec Victoria Abril, Marisa Paredes, Miguel Bose.
Espagnol (1 h 53).

Une mère pétulante et pétrifiante, sa fille introvertie, un ou deux cadavres et

➡

Box-office Paris

Peu de nouveaux films, beaucoup de spectateurs. Il serait simpliste d'établir une relation de cause à effet, mais, après la longue déprime, fin 1991/début 1992, l'embellie de la mi-janvier se poursuit grâce à une poignée de titres « porteurs » : pour la première fois depuis belle lurette, deux films dépassent largement la barre des 100 000 entrées, un film d'auteur trouve d'emblée son public, et deux des meilleures réalisations récentes poursuivent une excellente carrière.

Le « carton » de la semaine est réalisé par *JFK*, avec 140 000 spectateurs, chiffre considérable dans trente-six salles et avec seulement trois séances quotidiennes. Mais *l'Amant* conserve la tête du classement, avec près de 160 000 en deuxième semaine – dans quarante-huit salles et avec cinq séances par jour – soit plus de 350 000 entrées en quinze jours.

A une échelle plus modeste, le *Conte d'hiver*, d'Eric Rohmer, autre sortie réussie de la semaine (on n'en dira pas autant de *la Maison du sourire* et d'*Il Maestro*), obtient un réjouissant 25 000 sur dix écrans. Et *Talons aiguilles* poursuit son bonhomme de chemin avec 60 000 spectateurs en troisième semaine, qui lui permettent d'approcher les 220 000 au total. Tandis que l'inépuisable *Tous les matins du monde* reste plein d'espoir avec encore près de 30 000 amateurs en septième semaine, qui permettent au film d'Alain Corneau de passer le cap des 450 000.

Au total, le déficit creusé depuis le 1er janvier par rapport à la période correspondante de l'an dernier est désormais comblé, avec 3,3 millions de spectateurs dans les salles parisiennes en cinq semaines de 1992.

➡

un juge transformiste sont les héros de cette comédie baroque qui est aussi comédie intimiste et très délicat drame sentimental, où Almodovar démontre une extraordinaire maîtrise du mélange des genres au service d'une grande sincérité.

VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, handicapés, dolby, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; U. G. C. Rotonde, dolby, 6e (45-74-94-94) ; U. G. C. Odéon, dolby, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08) ; U. G. C. Biarritz, dolby, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, dolby, 11e (43-57-90-81) ; U. G. C. Gobelins, handicapés, dolby, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; U. G. C. Maillot, dolby, 17e (40-68-00-16).
VF : Rex, 2e (42-36-83-93) ; U. G. C. Montparnasse, handicapés, dolby, 6e (45-74-94-94) ; U. G. C. Opéra, dolby, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, dolby, 12e (43-43-04-67) ; U. G. C. Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; U. G. C. Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

RECTIFICATIF

Deux erreurs se sont glissées dans nos articles sur le film *JFK*, d'Oliver Stone (« le Monde Arts et Spectacles », daté 30 janvier). Dans la critique du film, on évoque bien sûr les *« assassinats* de Bob (et non de Ted) *Kennedy et Martin Luther King »*. D'autre part, dans l'interview du réalisateur il fallait lire que le rapport de la commission Warren avait été rédigé *« par des gens directement concernés par l'affaire, en particulier Allan* (et non John Foster, frère du précédent et secrétaire d'État sous Eisenhower) *Dulles que Kennedy avait renvoyé de la direction de la CIA »*.

Tous les matins du monde

d'Alain Corneau,
avec Jean-Pierre Marielle, Gérard Depardieu, Anne Brochet, Guillaume Depardieu, Caroline Sihol, Carole Richert.
Français (1 h 54).

Entre le très austère Monsieur de Sainte-Colombe et le très brillant Marin Marais, son élève, l'affrontement des tempéraments se résout dans une même quête de la musique, traduite en images superbes par Alain Corneau, magnifiquement incarnée par des comédiens au meilleur d'eux-mêmes.

Forum Orient Express, handicapés, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; U. G. C. Danton, dolby, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43) ; U. G. C. Biarritz, dolby, 8e (45-62-20-40) ; U. G. C. Gobelins, dolby, 13e (45-61-94-95) ; Mistral, handicapés, dolby, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, handicapés, 15e (45-75-79-79) ; U. G. C. Convention, 15e (45-74-93-40) ; U. G. C. Maillot, handicapés, 17e (40-68-00-16) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96).

Festivals

La Bulgarie à l'Entrepôt

L'Entrepôt poursuit son exploration du cinéma des pays de l'Est. Le cycle « East Side Story » passe, cette fois, par la Bulgarie, nation où le cinéma n'est plus qu'un parent pauvre, comparé, par exemple, au formidable dynamisme du théâtre. Six films récents sont présentés, dont *Moi, la comtesse*, l'une des rares œuvres bulgares diffusées en France, mais aussi *Margarit et Margarita*, de Nikolaï Volev, *Promenades avec l'ange*, d'Ivan Pavlov, ou *le Silence*, de Dimiter Petkov. La projection sera suivie d'un débat avec le réalisateur (le 5 février, à 20 heures).

Du 5 au 18 février. 7-9, rue Maurice-de-Pressensé, 75014 Paris. Tél. : 45-40-78-38.

Théâtre et cinéma à Evreux

Pour la quatrième fois, les rencontres de la scène et l'écran d'Evreux entendent favoriser et promouvoir les relations entre théâtre et cinéma. Une programmation panachée, donc : une journée spéciale est consacrée à Jerzy Skolimowski, qui vient présenter son dernier film : *Thirty Door Key* (le 9) d'après *Ferdydurke*, puis un festival Ingmar Bergman. Jacques Bonnafé crée un spectacle autour d'Arthur Rimbaud (le 10), Brigitte Jaques présente *Elvire-Jouvet 40*, créé à l'Athénée et adapté à la télévision avec brio par Benoît Jacquot (le 13). Après Jacques Lassalle, la carte blanche de l'année est offerte à Gildas Bourdet (le 16). Et, en cadeau d'ouverture, le Soir des courts métrages et la projection des *Ailes du désir*, de Wim Wenders, présenté par Henri Alekan, honoré à Evreux par une exposition sur cinquante ans de sa carrière, de ses lumières.

Du 6 au 16 février. Théâtre d'Evreux, place Charles-de-Gaulle. Tél. : 32-31-52-28.

La sélection « Cinéma » a été établie par Bénédicte Mathieu et Thomas Sotinel.

THEATRE

Spectacles nouveaux

Entretiens avec Pierre Corneille

d'après Pierre Corneille,
mise en scène
de Brigitte Jaques,
avec François Regnault et Emmanuel Demarcy-Motta.

En complément à la présentation de *la Place royale*, cette conversation de Corneille avec un très jeune homme pour une tentative de biographie du poète.

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. A partir du 5 février. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 48-34-67-67. De 70 F à 120 F.

Médor, la Croisière oubliée

de Roger Vitrac,
mise en scène
de Samuel Bonnafil,
avec Michel Toty, Pascal Batigne, Guillaume Edé, Raymonde Heudeline, Arnault Lecarpentier, Marion Maret, Françoise Miquélis, Sylvie Ollivier, Jean-Claude Penchenat, Hélène Philippe, Geneviève Rey-Penchenat, Marc Shapira, en alternance Bruno Urbain et Alain Villard.

Un vaudeville façon Vitrac qui a pour cadre un paquebot et pour héros... un chien. Pour thème ? L'amour.

Théâtre du Campagnol, 254, av. de la Division-Leclerc, 92000 Châtenay-Malabry. A partir du 11 février. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 46-61-33-33. De 60 F à 120 F.

Le Misanthrope

de Molière,
mise en scène
de Francis Huster,
avec Robert Hirsch, Francis Huster, Danièle Lebrun, Robert Manuel, Jacques Spiesser, Cristiana Reali, Estelle Skornik, François Berland, Maurice Boyer, Xavier Florent, Jean Gosselin, Philippe Foulon, Ramon de Herrera, Dominique Probst et Michel Sanvoisin.

A l'heure où nous mettons sous presse, il est encore trop tôt pour savoir quoi que ce soit de cette nouvelle production signée Francis Huster. Cet acteur nous a habitués à la douche écossaise, capable de donner le meilleur comme... Quel Alceste sera-t-il ? Sa Célimène, Cristiana Reali, est une très jeune fille inconnue au bataillon. En revanche, Danièle Lebrun dans Arsinoé, c'est évidemment un choix divertissant.

Marigny, carré Marigny, 8e. A partir du 7 février. Les mardi, mercredi, jeudi et samedi à 21 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-56-04-41. De 60 F à 250 F.

La Mouette

d'Anton Tchekhov,
mise en scène
de Philippe Sireuil,
avec François Bartels, Véronique Biefnot, Nicole Colchat, Sylvie Debrun, Patrick Descamps, Janine Godinas, Christian Léonard, Christian Maillet, Nicolas Rossier, Claude Thébert, Olivier Thomas, Agnès Dubois et Claude Bourseaux.

Retour à Paris du codirecteur du Théâtre Varia de Bruxelles avec le *capo lavoro* de Tchekhov. Nina est interprétée par une très bonne jeune actrice, Sylvie Debrun, Treplev le poète est confié à Nicolas Rossier. Valeurs sûres.

Les Gémeaux, 49, av. Clemenceau, 92000 Sceaux. A partir du 6 février. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 46-61-36-67. De 60 F à 110 F.

Roberto Zucco

de Bernard-Marie Koltès,
mise en scène
de Bruno Boëglin,
avec Jerzy Radziwilowicz, Hélène Surgère, Judith Henry, Christiane Cohendy, Philippe Faure, Guy Naigeon, Gilette Barbier, Hubert Gignoux, Myriam Boyer, Joachim Latarjet, François Sinapi, Firmine Richard, Sophie Barboyon, Roméo Escala, Henri-Louis Villard, Patrice Goubier, Daniel Pouthier et Jean Martin.

La pièce ultime de Bernard-Marie Koltès dans les mains d'un metteur en scène atypique et passionnant. Après qu'un maire, celui de Chambéry, n'eut pas pris les dispositions pour sa représentation en Savoie, une certaine incertitude a plané sur les représentations parisiennes, qui paraissent maintenant assurées. C'est presque, aujourd'hui, un devoir civique d'aller entendre la voix d'un de nos poètes, trop tôt, beaucoup trop tôt disparu, dans les voix d'interprètes remarquables. *(Lire l'entretien avec Bruno Boëglin page 32.)*

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4e. A partir du 5 février. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. De 90 F à 130 F.

Ruy Blas

de Victor Hugo,
mise en scène
de Georges Wilson,
avec Lambert Wilson, Jean-Claude Drouot, Etienne Chicot, Georges Riquier, Jean-Pierre Moreux, Eugène Berthier, Jean-Claude Balard, Jean-Michel Meunier, Michel Armin, Luc Delhumeau, Jacques Marchand, Florence Darel, Josiane Levêque, Laurence Griveau, Jane Villenet, Marc Kalfayan, Frédéric Mouthon et Pablo Vidal.

Le retour du tandem Wilson, père et fils : la solide expérience d'un vieux routier des scènes françaises alliée au charme toujours intact d'un interprète qui, s'il est plus à l'aise au cinéma ou au music-hall, vieillit bien au théâtre. Et l'un des chefs-d'œuvre d'Hugo qui, au-delà de la chute de la Maison d'Autriche, s'interroge sur le crépuscule des puissants.

Bouffes-du-Nord, 37 *bis*, bd de la Chapelle, 10e. A partir du 7 février. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 46-07-34-50. De 60 F à 130 F.

Le Vieil Hiver Fragile forêt

de Roger Planchon,
mise en scène
de l'auteur,
avec Maurice Barrier, Marco Bisson, Eva Darlan, Philippe Delaigue, Colette Dompietrini, Jean-Pol Dubois, Vincent Garanger, Michèle Goddet, Gérard Guillaumat, Laure Marsac, Roger Planchon, Aurélien Recoing, Régis Royer et Véronique Silver.

Ce diptyque fut l'un des évènements les plus passionnants de la saison dernière, lors de sa création au TNP de Villeurbanne. Deux textes de Roger Planchon écrits il y a plus de dix ans et d'une étonnante prescience. Ils décrivent, en deux temps, la guerre et ses enjeux, la guerre et ses lâchetés – comme ces boucliers humains, aperçus l'an passé sur les écrans de télévision, que Planchon avait imaginés sans les connaître,– la guerre et ses passions... Une mise en scène violente, à un degré rare sur les planches, et des interprètes prêts à tout et qui font tout bien. Immanquable.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20e. A partir du 5 février. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-66-43-60. De 110 F à 220 F.

W comme Gombrowicz

d'après Witold Gombrowicz,
mise en scène
de Jean Gillibert,
avec Claude Bernhardt et Dominique Deluze (pianiste).

Entrez dans les méandres oniriques, fantastiques de l'écrivain polonais le plus doué du siècle. Humour et provocation, investigations fulgurantes de l'inconscient à la Pirandello, colères à la Genet. Par un acteur et un piano.

Collège néerlandais, 61, bd Jourdan-Cité universitaire, 14e. A partir du 11 février. Du mardi au samedi à 21 heures. Tél. : 40-78-50-00. 40 F et 80 F.

Paris

A présent, adieu

de Heinrich von Kleist,
mise en scène
d'Yveline Nadard
et Micheline Zederman,
avec Fernando Becerril, Olivia Kryger, Dominique Péju, Marie Réséda, Max Twangue et Martine Vinet.

Toute la poésie d'un auteur, si lucide qu'il ne pouvait plus vivre, délicatement transmise par une équipe qui a la foi.

Fondation Deutsch-de-la-Meurthe, 37, bd Jourdan, 14e. Du mardi au samedi à 20 h 45. Tél. : 40-78-81-93. Durée : 1 h 30. 60 F et 90 F.

Archaos

De plus en plus nombreux, de plus en plus bruyants, de plus en plus brillants, les Archaos version longue et grand spectacle. Le cirque mécanique pop-rock de la décennie.

Sous chapiteau, 97, quai de la Gare, 13e. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 15 heures, le dimanche à 17 heures. Tél. : 40-02-61-18. De 100 F à 150 F.

C'était hier

de Harold Pinter,
mise en scène
de Sami Frey,
avec Carole Bouquet, Sami Frey et Christine Boisson.

Pinter façon blues. Une mise en scène de Sami Frey à sa propre gloire qui permet tout de même à Christine Boisson de briller à son habitude – plus lune noire que soleil d'été – tandis que Carole Bouquet reste un peu sur le bord de la route. Mais les non-dits d'un des grands textes du dramaturge anglais n'en finissent pas d'inquiéter et, par instants, de fasciner.

Hébertot, 78 *bis*, bd des Batignolles, 17e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-87-23-23. De 100 F à 220 F.

Chambre 108

de Gérald Aubert,
mise en scène
de Georges Werler,
avec Etienne Bierry, Olivier Granier et Frédérique Tirmont.

Le savoir-faire « Poche Montparnasse ». Du théâtre d'aujourd'hui pour un public d'aujourd'hui. Souffrances physiques (la scène est dans un hôpital) et dureté de vivre.

Poche-Montparnasse, 75, bd du Montparnasse, 6e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-48-92-97. Durée : 1 h 35. De 100 F à 160 F.

Chambres

de Philippe Minyana,
mise en scène
de Hans Peter Cloos,
avec Catherine Jacob, Mona Heftre et Natalia Dontcheva.

Des filles de Sochaux racontent leur existence écrasée. Elles pourraient être d'ailleurs, de partout. La vigueur et la rage réconfortantes de trois comédiennes magnifiques.

Paris-Villette, 211, av. Jean-Jaurès, 19e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 42-02-02-68. Durée : 1 h 45. 90 F et 120 F.

➡

DE LA SEMAINE

➡

Chutes

de Gregory Morton,
mise en scène
de Claude Régy,
avec Olivier Bonnefoy, Laurence Camby, Christine Fersen, Axel Bogoulssavsky, Marc Bodnar, Oleg Yankovski, Moussa Théophile Sowié, Félicité Wouassi, Daniel Jeanneteau, Sanvi Panou, Martine Maximin, Marc François, Graham Valentine, Cyrille Gaudin et Nichan Moumdjian.

Le nouveau requiem de notre metteur en scène le plus solennel. Il décrit cette fois les *sans-abri* de Londres et démonte les mécanismes froids de l'exclusion.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-00-59. De 40 F à 100 F.

Cuisine et dépendances

d'Agnès Jaoui
et Jean-Pierre Bacri,
mise en scène
de Stephan Meldegg,
avec Zabou, Jean-Pierre Bacri, Agnès Jaoui et Sam Karmann.

La dernière pièce de Jean-Pierre Bacri, cosignée par Agnès Jaoui, créée en septembre au La Bruyère et reprise ici pour cause de succès. Dans la cuisine d'un appartement où commencent de vieillir et de s'embourgeoiser de vieux copains post-soixante-huitards, petits règlements de comptes et grandes désillusions sur le ton de la comédie. Zabou en pleine forme.

Montparnasse, 31, rue de la Gaîté, 14e. Du mardi au vendredi à 21 heures, le samedi à 18 h 30 et 21 h 15. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. Durée : 1 h 40. De 90 F à 200 F.

Déjeuner chez Ludwig W.

de Thomas Bernhard,
mise en scène
de Jacques Rosner,
avec Françoise Brion, Judith Magre et Andrzej Seweryn.

L'une des pièces les mieux ficelées du vieux misanthrope de Vienne dans une mise en scène plutôt simple qui met bien en valeur un trio d'acteurs bourrés de mauvaises intentions, condition nécessaire à une approche raisonnable de Thomas Bernhard.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 20e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-66-43-60. De 110 F à 220 F.

El Perro

de Farid Chopel,
mise en scène
de l'auteur,
avec Farid Chopel.

Farid Chopel, après des années de théâtre privé, en a eu assez des sautes d'humeur du show-biz et a décidé de se réfugier *dans un « bon », un « vrai » théâtre.* Seul en scène, il recentre donc son travail. A vérifier.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-31-11-45. 95 F et 125 F.

Elle et moi...

mise en scène
de Michèle Goddet.

Le rendez-vous régulier des amateurs d'humour juif façon Boujenah : tendre évidemment, impertinent aussi, mais qui *n'a pas toujours la méchanceté* qu'on voudrait.

Gymnase Marie-Bell, 38, bd Bonne-Nouvelle, 10e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-46-79-79. De 80 F à 200 F.

Grand-Peur et misère du IIIe Reich

de Bertolt Brecht,
mise en scène
de Jean-François Prévand,
avec Sarah Sanders, Rémy Kirch, Gérard Maro et Jean-François Prévand.

Brecht revisité par la bande à « Voltaire's Folies ». Beaucoup de rythme, de la musique et, impeccablement restituée, la parole antifasciste d'un de nos poètes les plus considérables.

Comédie de Paris, 42, rue Fontaine, 9e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-81-00-11. De 120 F à 240 F.

Iphigénie

de Jean Racine,
mise en scène
de Yannis Kokkos,
avec Dominique Rozan, Martine Chevallier, Jean-Yves Dubois, Jean-François Rémi, Nathalie Nerval, Michel Favory, Sylvia Bergé, Valérie Dréville, Loïc Brabant et Isabelle Gardien.

On aurait pu rêver avec Yannis Kokkos d'une distribution plus solide, plus éclatante pour cette *Iphigénie* exigeante et minimaliste dans sa mise en scène. A voir plus qu'à écouter.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1er. Les lundi, mercredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 195 F.

John & Mary

de Pascal Rambert,
mise en scène
de l'auteur,
avec Bernard Ballet, Ahmed Belbachir, Nicole Dogue, Eric Doye, Dominique Frot, Fabienne Luchetti, Hugues Quester, Dominique Reymond, Béatrice de Roaldes, Narmé Kaveh et Nilou Kaveh.

Un spectacle « moderne » pour « jeunes gens modernes » écrit et réalisé par un « jeune homme moderne ». Bref, si *John and Mary* affirme être une tragédie, c'est plus le nouvel exercice de style d'un auteur qui n'en manque pas, même s'il est encore par moments excessivement *brouillon, et d'un metteur en scène* – le même – arrivé à maturité. Un décor parmi les plus beaux de la saison pour un affrontement sombre de personnages en quête d'eux-mêmes.

Théâtre des Amandiers, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 46-14-70-00. Durée : 3 h 20. De 95 F à 125 F.

Mademoiselle Rose ou le Langage des fleurs

de Federico Garcia Lorca,
mise en scène
Michel Cerda,
avec Michèle Oppenot, Paule Annen, André Cellier, Catherine Vinatier, Geoffroy Guerrier, Bernard Cherbœuf, Catherine Oudin, Louisa Cheref, Valérie Beaugier, Sylvie Pascaud, Nathalie Villeneuve, Martine Thinières, Christine Guenon et Gérard Patrelle.

Un auteur difficile et passionnant, relu par un jeune metteur en scène qui a pris une assurance tous risques en engageant l'excellente Michèle Oppenot.

Théâtre, 3, rue Sadi-Carnot, 92000 Châtillon. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 45. Tél. : 46-57-22-11. Durée : 1 h 45. De 50 F à 90 F.

Maître Puntila et son valet Matti

de Bertolt Brecht,
mise en scène
de Marcel Maréchal,
avec Pierre Arditi, Marcel Maréchal, Annie Le Youdec, Angelo Bardi, Richard Guedj, Fabienne Perineau, Jean-Paul Bordes, Anna Kupfer, Michel Demiautte, Michèle Grellier, Claire Mirande, Olivier Picq, Mathias Maréchal, Luce Mélite, Jacques Angéniol, Mama Prassinos, Serge Pauthe et Nicolas Lartigue.

C'est l'histoire d'un maître qui devient humain quand il est ivre – Brecht s'était inspiré des *Lumières de la ville*, de Charlie Chaplin – et d'un valet ambitieux qui comprend juste à temps que jamais l'eau et l'huile ne peuvent se mélanger. L'un des spectacles les plus réussis, les plus *drôles et les plus denses* de Marcel Maréchal.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 16e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 3 heures. De 50 F à 140 F.

« Chambres », mise en scène de Hans Peter Cloos, au Théâtre Paris-Villette.

MARC ENGUERAND

Noces à Tipasa ; le vent à Djemila ; Retour à Tipasa

d'Albert Camus,
mise en scène
de Baki Bouzama,
avec Cécilia Hornus.

A mesure que notre incompréhension – voire nos frayeurs, – s'accroît devant la montée des nationalismes et des intégrismes arabo-musulmans, à mesure qu'à notre « frontière sud », l'Algérie, la tension monte, Camus, le plus algérien des *Français, est relu par beaucoup de professionnels* du théâtre. Chahine à la Comédie-Française et Baki Bouzama à Beaubourg en compagnie d'une actrice solide.

Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, 2e. Les lundi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 16 heures. Tél. : 42-74-42-19. De 65 F à 85 F.

La Nuit des rois

de William Shakespeare,
mise en scène
de Charles Tordjman,
avec Cécile Backès, Christine Brücher, Jacques Brücher, Philippe Fretun, Jean-Claude Leguay, Bernard Levy, Catherine Maignan, Daniel Martin, Yves Nadot, François Rodinson, Laurent Vacher et Serge Valletti.

Pour la première fois, le metteur en scène lorrain s'attaque à Shakespeare. Par l'un de ses plus beaux textes, l'un des plus énigmatiques et sulfureux aussi. Au-delà des travestissements, une quête identitaire troublante.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 49-80-18-88. 90 F et 110 F.

Opéra équestre

de Bartabas,
mise en scène
de l'auteur.

Joutes vocales et équestres Nord-Sud menées d'une main ferme par le désormais célèbre – et *indispensable* – *Bartabas.*

Théâtre équestre Zingaro, 176, av. Jean-Jaurès, 93000 Aubervilliers. Du jeudi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 h 30. Tél. : 48-04-38-48. Durée : 2 h 30. De 110 F à 210 F.

La Parole politique en jeu

de Didier Bezace,
Michel Dezoteux
et Christophe Guichet,
avec Jean-Marie Galley, Lucie Philippe, Christophe Guichet, David Quertigniez, Nathalie Willame, Lofti Yahya, Jean-Michel Vovk, Philippe Adrien, Jean-Louis Benoît, Didier Bezace et Paul Minthe.

Après *les Vœux du président* qui ont réjoui les familiers de l'Aquarium autour de Noël, la bande de Didier Bezace et *Jean-Louis Benoît* élargie à Michel Dezoteux et Philippe Adrien continue son exploration – Oh! combien nécessaire – de la parole politique et en dénonce, mine de rien, les tics qui sont autant de manifestations inquiétantes de sa faiblesse.

Cartoucherie-Théâtre de l'Aquarium, route du Champ-de-Manœuvre, 12e. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 43-74-99-61. De 43 F à 61 F.

Phèdre

de Jean Racine,
mise en scène
de Jean-Marie Villégier,
avec Natacha Amal, Marc Zammit, Denis Manuel, Cyril Haouzi, Olivier Werner, Karine Fellous, Geneviève Esménard, Agnès Proust et Dominique Marcas.

Une production à la fois séduisante et décevante du grand ouvrage de Racine. Une fois de plus, la vision de Jean-Marie Villégier, heureux père d'*Atys*, est belle, raffinée, lumineuse. Mais, du côté des interprètes, plus de griefs que de satisfecit.

Théâtre de l'Est parisien, 159, av. Gambetta, 20e. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le jeudi à 19 heures, le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-64-80-80. Durée : 2 heures. 80 F et 130 F.

Pièce montée

de Pierre Palmade,
mise en scène
de Blandine Harmelin,
avec Jacqueline Maillan.

Pour les fans de Jacqueline Maillan, ce *divertissement écrit par l'un des jeunes* auteurs comiques les plus intéressants. Certes, on ne rit pas à chaque instant, mais la Maillan s'élevant une nouvelle fois au-dessus des pochades où on veut trop souvent l'enfermer, c'est un de ces moments qu'il faut saluer et applaudir.

Comédie des Champs-Elysées, 15, av. Montaigne, 8e. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-20-08-24. De 100 F à 250 F.

La Place Royale

de Pierre Corneille,
mise en scène
de Brigitte Jaques,
avec Philippe Demarle, Marianne Basler, Marie-Armelle Deguy, Eric Génovèse, Pierre Lacan et Eric Petitjean.

Dans un décor austère et réaliste de café d'aujourd'hui, l'histoire d'un garçon pas simple, Alidor, qui fait enlever de nuit la fille qui l'aime. De jeunes acteurs souvent remarquables pour ce texte injustement méconnu d'un *Corneille extralucide.*

Théâtre de la Commune, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aubervilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 48-34-67-67. De 70 F à 120 F.

Quinzaine des auteurs contemporains (six pièces)

de Lorraine Levy,
Olivier Taffin
et Jean-Louis Bourdon,
avec Roland Amstutz, Catherine Corringer, Michelle Ernou, Bérangère Dautun, Cécile Brune et Valérie Dreville.

Comme tous les ans à pareille époque, la Société des auteurs propose en lecture les dernières pièces de ses poulains préférés. *Cette semaine, il faudrait entendre* en priorité le nouveau texte d'Yvane Daoudi (8 et 14 février) et celui d'Olivier Dutaillis, servis tous deux par d'excellents acteurs.

Théâtre national de l'Odéon (petite salle), 1, place Paul-Claudel, 6e. Du mardi au vendredi à 18 h 30. Matinée, jeudi, vendredi et samedi à 15 heures. Tél. : 43-25-70-32.

Un soir au bout du monde

de Tom Novembre
et CharlÉlie Couture,
mise en scène
de Pierre-Loup Rajot,
avec Tom Novembre et Jerry Lipkins (au piano).

Onze voyageurs, onze voyages *imaginés* par les deux frères, Tom Novembre et CharlÉlie Couture et mis en scène par un jeune homme sensible.

Théâtre Grévin, 10, bd Montmartre, 9e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 42-46-84-47. De 120 F à 160 F.

La Veuve

de Pierre Corneille,
mise en scène
de Christian Rist,
avec Jean-Yves Berteloot, Patricia Dinev, Didier Lafaye, Thibault de Montalembert, Chantal Neuwirth, Denis Podalydès, Andréa Retz-Rouyet, Friedericke Laval, Claire Ruppli, Pierre-Yves Boutrand, Olivier Broche et Emmanuel Quatra.

Une distribution éclatante emmenée par un acteur qui retrouve enfin la place qu'il mérite, Jean-Yves Berteloot (l'une des gloires de la troupe dispersée de la Salamandre) et où s'illustre particulièrement l'excellente Chantal Neuwirth. Une comédie de Corneille à laquelle Christian Rist, expert du répertoire classique, a redonné un lustre qu'on ne lui connaissait pas.

Athénée-Louis-Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9e. Le mardi à 19 heures, du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 47-42-67-27. Durée : 2 h 30. De 65 F à 130 F.

Vie et mort du roi Jean

de William Shakespeare,
mise en scène
de Bernard Sobel.

Une pièce très rarement montée du maître parmi les maîtres. On s'en étonne à la vue du spectacle concocté par Bernard Sobel qui, s'il ne trouve pas toujours les solutions à la mise en scène de cette fresque qui oppose les Français et les Anglais dans un Moyen Age finissant, nous propose pourtant une nouvelle fois un *moment de théâtre à méditer.* Dans un décor splendide de Nicky Rieti et des costumes du même, incroyablement réussis.

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Gennevilliers. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. 80 F et 110 F.

Le Voyage en Italie, le Bout de la nuit, le Champ de betteraves

de Philippe Caubère,
mise en scène
de l'auteur,
avec Philippe Caubère.

Nouveau triptyque du marathonien transfuge du Théâtre du Soleil. Trouvera-t-il la force et le talent de justifier ces nouveaux volets pour une autobiographie déjà largement commentée lors des spectacles *précédents?*

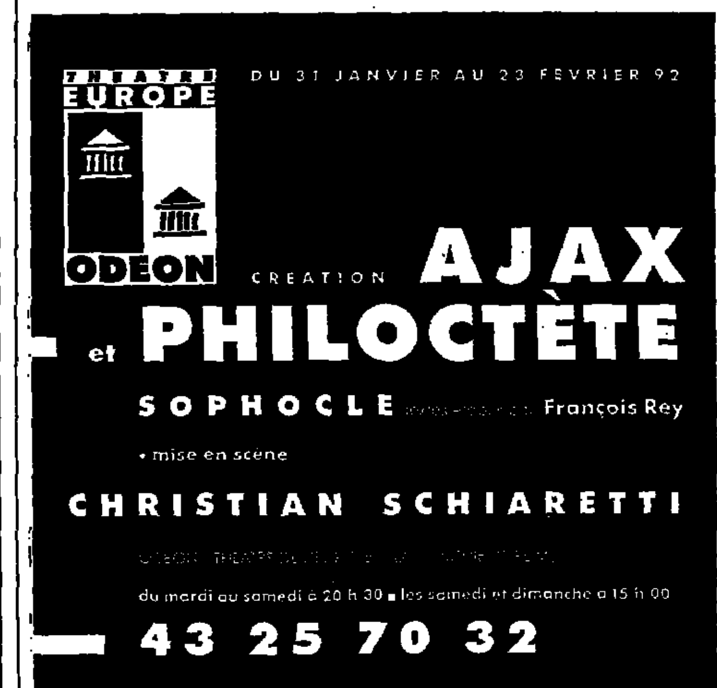
Renaissance, 20, bd Saint-Martin, 10e. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 42-08-18-50. Durée : 2 h 30. De 70 F à 180 F.

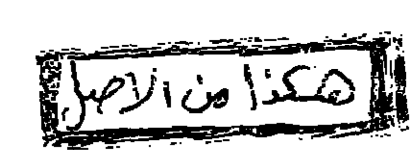
➡











Régions

Bordeaux

Arlequin, serviteur de deux maîtres

de Carlo Goldoni,
mise en scène
de Jean-Louis Thamin,
avec Nelly Alard, Pascal Barouk, Thierry Belnet, Eric Bougnon, Nathalie Dauchez, Eric Dignac, Yves Gourvil, Marc Planceon, Vincent Solignac et Pascal Vannson.

Une farandole de rêve dans les très beaux décors de Rudy Sabounghi menée par l'Arlequin sauvage d'un jeune acteur peu connu sorti de la Rue Blanche, Thierry Belnet.

Centre dramatique national, 3, pl. Pierre-Renaudel, 33000 Bordeaux. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Tél. : 56-91-99-44. *Dernière représentation le 8 février.*

Dijon

Aztèques

de Michel Azama,
mise en scène
d'Alain Mergnat,
avec Alain Payen, Max Roire, Asil Raïs, Michèle Foucher, Jacques Ville, Lionnel Astier, Jean-Jacques Chep, Christian Pageault, Robert Pagès, Didier Grebot, Analia Perego et Christophe Arnulf.

La nouvelle grande production du centre dramatique national de Bourgogne, l'occasion de créer – courageusement – la dernière pièce d'un auteur contemporain. Michel Azama, dont le texte vient de paraître aux Editions théâtrales (94 pages ; 88 F). C'est le directeur du parvis Saint-Jean qui mène ce récit d'une « *désillusion immense* » comme l'écrit l'auteur en préface.

Théâtre du parvis Saint-Jean, rue Monge, 21000 Dijon. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 80-30-12-12. 90 F et 100 F.

Clermont-Ferrand

Comédies barbares

de Ramon del Valle-Inclan,
mise en scène
de Jorge Lavelli,
avec Michel Aumont, Maria Casarès, Denise Gence, Claude Aufaure, Philippe Blancher, Christian Bouillette, Jean-Quentin Châtelain, Maurice Chevit, Monique Couturier, Luc-Antoine Diquero, Ivan Gonzales Jairo, Jean-Claude Jay, Philippe Joiris, Graciela Juares, Isabel Karajan, Maria Laborit, Paula de Oliveira et Sarah Quentin.

En tournée, le dyptique espagnol de Jorge Lavelli, événement du dernier Festival d'Avignon où s'illustrent deux grandes dames de la scène, Denise Gence et Maria Casarès. Une mise en scène foraine, rapide, violente même, du plus français de tous les immigrés.

Maison des Congrès de Clermont-Ferrand., 63000 Clermont-Ferrand. Le mardi à 19 h 30. Tél. : 73-36-56-88.

Lille

Folie ordinaire d'une fille de Cham

de Julius Amédé Laou,
mise en scène
de Daniel Mesguich,
avec Jenny Alpha, Sylvie Laporte et Catherine Rougelin.

La dernière mise en scène du directeur du centre dramatique de Lille servie par trois interprètes d'exception dont l'immense actrice noire Jenny Alpha.

La Métaphore, 4, place du Général-de-Gaulle, 59000 Lille. Du mardi au samedi à 20 h 45. Tél. : 20-40-10-20. 85 F et 110 F.

La sélection « théâtre » a été établie par Olivier Schmitt

MUSIQUE

Classique

Mercredi 5 février

Ravel

Rapsodie espagnole

Barber

Concerto pour violon et orchestre

Tchaïkovski

Symphonie nº 4

Anne Akiko-Meyers (violon),
Orchestre de Paris,
Semyon Bychkov (direction).

Retour de Los Angeles. Semyon Bychkov retrouve son orchestre en grève. Si le concert du 5 a été annulé, celui du 6 est maintenu. Anne Akiko-Meyers, jeune violoniste nord-américaine de vingt-deux ans est un ex-enfant prodige passée par la Juilliard School.

Salle Pleyel, 20 h 30 (+ le 6). Tél. : 45-63-88-73. De 50 F à 230 F.

Rossini

Giovanna d'Arco
La Regata veneziana
Huit Mélodies

Teresa Berganza (mezzo-soprano),
Juan Antonio Alvares Parejo (piano).

La plus française des chanteuses espagnoles dans une grande cantate pour mezzo et piano, enregistrée il y a peu par l'une de ses héritières potentielles (Cecilia Bartoli, chez Decca) et quelques mélodies de Rossini. Une leçon de style.

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 44-73-13-00. De 40 F à 220 F.

Dohnanyi

Sérénade op. 10

Haydn

Concertos pour violon et orchestre nºs 1 et 4

Tchaïkovski

Sextuor pour cordes « Souvenirs de Florence » op. 70

Mayako Sone (clavecin),
Dmitry Sitkovetsky (violon et direction),
New European Strings.

Après des débuts remarqués, cet été, au Festival de La Roque-d'Anthéron, les New European Strings de Dmitry Sitkovetsky investissent l'Auditorium du Louvre pour deux concerts au cours desquels ils jouent, entre autres, la transcription du *Sextuor « Souvenir de Florence »* de Tchaïkovski et la *Sérénade* de Dohnanyi, soit deux de leurs « tubes ».

Auditorium du Louvre, 20 h 30. Tél. : 40-20-52-29. 160 F.

Jeudi 6

Duphly
Balbastre
Royer
A.-L. Couperin
W. F. Bach

Pièces pour clavecin

Gustav Leonhardt (clavecin).

Si l'on peut parfois s'interroger sur les lectures alambiquées, « pleine d'embarras », de François Couperin par le claveciniste, il n'est que de s'incliner lorsqu'il joue Duphly et Balbastre, deux compositeurs dont l'œuvre a accompagné les derniers rebonds des sautereaux.

Musée Carnavalet, 21 heures (+ le 7). Tél. : 45-20-42-09. 240 F.

Nielsen

Petite Suite pour cordes

Grieg

Concerto pour piano et orchestre

Sibelius

Symphonie nº 4

Aldo Ciccolini (piano),
Orchestre national de France,
Kenneth Montgomery (direction).

Aldo, comme l'appelait affectueusement ses élèves du Conservatoire de Paris, se lance dans le *Concerto* de Grieg. La sévérité sénatoriale de son jeu, la texture granitique de sa sonorité devraient requinquer ce numéro de piano trop larmoyant sous d'autres doigts.

Maison de Radio-France, 20 h 30. Tél. : 42-30-15-16. 105 F.

Fauré

Cantique de Jean Racine
Messe basse pour trois voix de femmes et orgue

Liszt

Psaume 137
Inno a Maria Vergine

Poulenc

Quatre Motets pour le temps de Noël
Quatre Motets pour un temps de pénitence
Salve Regina

Agnès Mellon (soprano),
Bénédicte Trotereau (violon),
Pascale Schmitt (harpe),
Guy Morançon (orgue),
La Chapelle royale,
Philippe Herreweghe (direction).

Données la semaine dernière à Saintes par les mêmes interprètes, ces œuvres de musique religieuse sont loin des éclats cuivrés, de tant de requiems et de messes composées pour les ors des salles de concert.

Eglise Notre-Dame des Blancs-Manteaux, 20 h 30. 120 F.

Brahms

Quatuor pour piano et cordes nº 1

Fauré

Quatuor pour piano et cordes nº 1

Dominique Merlet (piano),
Trio à cordes de Paris.

Les interprètes réunis ce soir ne sont pas de ceux qui comptent sur l'inspiration « divine » du concert pour faire passer leur conviction. Décidément placé sous le signe de la fête, ce programme s'achève par le *Premier Quatuor avec piano* de Fauré, l'une des rares œuvres euphorisantes du compositeur.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 90 F à 160 F.

Vendredi 7

Beethoven

Sonate pour piano nº 1

Bartok

Elégie nº 2

Chopin

Quatre Mazurkas

Liszt

Csardas macabre
Jeux d'eaux à la Villa d'Este
Sunt lachrimae rerum

Zoltan Kocsis (piano).

Zoltan Kocsis fait une curieuse carrière en France. Quelques récitals en province, des apparitions régulières au Théâtre de la Ville, ses disques lui ont assuré une réputation enviable de chef de file du renouveau du piano hongrois. Mais pourquoi diable ne joue-t-il jamais avec orchestre en France ? Le 8 (même lieu, même heure), il joue la *Sonate « Pathetique »* de Beethoven, les *Bagatelles op. 6* de Bartok et la *Polonaise-Fantaisie* de Chopin.

Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

Beethoven

Concerto pour piano et orchestre nº 3

Bruckner

Symphonie nº 3

Jean-Philippe Collard (piano),
Orchestre philharmonique de Radio-France,
Marek Janowski (direction).

Après Catherine Collard et Jean-Marc Luisada, Marek Janowski invite Jean-Philippe Collard pour jouer Beethoven. L'ex-jeune premier du piano français a mûri, ses doigts se sont arrondis. Son clavier chante davantage qu'autrefois. Le *Troisième Concerto* (le plus parfait de la série ?) doit être fait pour lui.

Opéra de la Bastille, 20 heures. Tél. : 44-73-13-00. De 80 F à 220 F.

Bach-Busoni

Cinq Préludes de chorals

Prokofiev-Chiu

Suite du Lieutenant Kijé, extraits

Wagner-Liszt

La Mort d'Isolde

Rossini- Liszt

Ouverture de Guillaume Tell

Frédéric Chiu (piano).

Dandy du piano mutin et virtuose, interprète acrobatique des transcriptions et paraphrases les plus démentes, inspiré et rebondissant des sonates de Prokofiev, Frédéric Chiu se présente au Châtelet dans un programme qui fait grimacer les puristes et fera courir les amateurs de sensations fortes.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 12 h 45. Tél. : 40-28-28-40. 40 F.

Dimanche 9

Byrd
F. Couperin

Pièces pour clavecin

Bach

L'Art de la fugue, extraits

Davitt Moroney (clavecin).

Un programme plus rêveur que virtuose – encore que jouer *l'Art de la fugue* ne soit pas de tout repos. Davitt Moroney est de ces interprètes « baroques » chez lesquels la science (il est également musicologue) n'étouffe jamais la sensibilité.

Théâtre Grévin, 11 heures. Tél. : 43-58-75-10. De 90 F à 200 F.

Webern

Cinq mouvements pour quatuor à cordes op. 5

Schoenberg

Quatuor à cordes nº 1

Zemlinsky

Quatuor à cordes nº 2

Quatuor Arditti.

En deux concerts, le Quatuor Arditti se livre à une exploration de pièces composées par le père fondateur (Schoenberg), le fils fidèle (Webern), le fils prodigue (Berg) et le cousin germain (Zemlinsky) de la grande famille de l'école de Vienne. Au programme du 10 février (même lieu, même heure) *Langsamer Satz pour quatuor à cordes* de Webern, la *Suite lyrique* de Berg et le *Quatuor à cordes nº 4* de Schoenberg.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Verdi

Quatuor à cordes

Mozart

Quatuor à cordes nº 23

Quatuor Hagen.

Composé en 1873, un an avant le *Requiem*, deux ans après *Aïda*, quatorze ans avant *Otello*, le *Quatuor* de Verdi n'est certes pas son oeuvre la plus significative. Mais il est si rarement donné qu'il serait dommage de ne pas aller écouter l'une de ses rares pièces instrumentales « pures ».

Théâtre des Champs-Elysées, 11 heures. Tél. : 47-20-36-37. 90 F.

Mozart

Symphonie salzbourgeoise

Beethoven

Quatuor à cordes op. 59 nº 1 « Rassoumovsky »

Boucourechliev

Miroir nº 2, cinq pièces pour quatuor à cordes, création

Quatuor Ysaye.

C'est au cours du Concours de quatuors à cordes d'Evian qu'André Boucourechliev, convaincu par une interprétation de ses *Archipel II*, travaillée par les Ysaye sans qu'ils sollicitent ses conseils, a décidé de leur écrire ce *Miroir II, cinq pièces pour quatuor à cordes*. Est-ce en hommage à ce grand exégète de Beethoven qu'ils ont inscrit l'un des *Rassoumovsky* à leur programme ?

Salle Gaveau, 11 heures. Tél. : 49-53-05-07. De 75 F à 90 F.

Lundi 10

Beethoven

Sonate pour piano et violon nº 1

Prokofiev

Sonate pour violon et piano nº 1

Brahms

Sonate pour piano et violon nº 3

Gil Shaham (violon),
Gerhard Oppitz (piano).

Ceux qui ont entendu ces disques le savent : Gil Shaham est un violoniste parfait. Moitié Perlman, moitié Heifetz. Ceux qui ne le connaissent pas ont de moins en moins d'excuses.

Théâtre de la Ville, 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

Mardi 11

Bach

La Passion selon saint Jean

Anngeer Stumphius (soprano),
James Bowman (alto),
Nico Van der Meel,
Christoph Pregardien (ténors),
Kristinn Sigmundsson (baryton-basse),
Peter Kooy (basse),
Jelle Draijer (baryton),
Orchestre du XVIIIe siècle,
Frans Brüggen (direction).

Une affiche comme celle-ci, dans une œuvre comme celle-là reviendrait à annoncer *le Chevalier à la rose* de Strauss par Carlos Kleiber. La *Saint Jean* est-elle plus belle que la *Saint Matthieu ?* La question est oiseuse ; sa moindre monumentalité lui donne peut-être plus d'humanité.

Opéra de Paris. Palais Garnier, 19 h 30. Tél. : 47-42-53-71. De 30 F à 290 F.

Roussel

Le Festin de l'araignée

Britten

Les Illuminations
Lachrymae, reflections on a song of Dowland, version pour alto et piano, version orchestre à cordes

Prokofiev

Symphonie « Classique »

Lynne Dawson (soprano),
Serge Souffiard (alto),
Ensemble orchestral de Paris,
Armin Jordan (direction).

Un programme Roussel, Britten, Prokofiev admirablement composé qui fête le retour du (autrefois) célèbre *Festin de l'araignée* dont l'orchestration arachnéenne, forcément arachnéenne, sollicite trente-deux exécutants. La *Symphonie classique* de Prokofiev est une « pochade » qui ne laisse pas les cordes toucher terre. En guise de « trou normand », deux pièces de Britten inspirées l'une par Rimbaud, l'autre par Dowland. Deux chefs-d'œuvre popularisés l'un par Peter Pears (Decca), l'autre dans sa version originale pour alto et piano, par Yuri Bashmet et Sviatoslav Richter (import *JVC*).

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 195 F.

Liszt

Trois Sonnets de Pétrarque

Schubert

Wanderer Fantaisie

Chopin

Trois Nocturnes

Albèniz

Iberia, Cahier nº 4

Rafaël Orozco (piano).

Voilà un répertoire qui vous classent un pianiste ! Virtuose, Orozco ? Inspiré. Son enregistrement récent de la *Sonate* de Liszt (Auvidis) est aussi rigoureusement constuite que librement déclamée. Il a cette individualité que l'on admire chez les grands anciens.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-05-07. De 110 F à 200 F.

Bach-Busoni, Brahms, Beethoven *(Opus 110)* : Andreï Vieru, pianiste roumain de trente-quatre ans, dans un répertoire impressionnant, à sa mesure (mercredi 12, Gaveau, 20 h 30).

DE LA SEMAINE

Régions

Bourg-Saint-Maurice

Schubert

Fantaisie pour piano à quatre mains

Debussy

Sonate pour violoncelle et piano nº 1

Franck

Quintette pour piano et cordes

Quatuor Parisii,
Philippe Cassard,
Michel Dalberto (piano),
Marc Coppey (violoncelle).

Coup d'envoi du programme musical des Arcs pour les Jeux olympiques, ce concert de musique de chambre est l'archétype de ce que cette station de sports d'hivers musicale propose à ses résidents depuis vingt ans maintenant : la réunion d'excellents musiciens, qui a défaut d'être (déjà) des stars sont unis par le même désir de bien faire, de mieux faire. Le 11 (même lieu, même heure), Philippe Cassard, Igance Jang, Régis Pasquier, Marc Copeey, Roland Pidoux et Romain Guyot se frotteront au *Trio pour piano, violon et violoncelle nº 7* de Haydn et au *Quatuor pour la fin des temps* de Messiaen. Deux œuvres majeures du répertoire de la musique de chambre.

Le 9. Espace musical Robert-Blanc. Les Arcs 1800, 19 h 30. 150 F.

Cannes

Bach-Busoni

Chaconne

Chopin

Nocturne op. 48 nº 1
Fantaisie op. 49

Moussorgski

Tableaux d'une exposition

Lovro Pogorelich (piano).

Le jeune frère d'Ivo Pogorelich, Lovro, est également pianiste. Il a remporté de nombreux prix en Yougoslavie, y a beaucoup donné de concerts, enregistré pour la radio et la télévision. En avril 1988, il a fait ses débuts londoniens, au Queen Elisabeth Hall, avec le *Concerto* de Schumann. L'année suivante, il s'est produit à Zurich. En 1991, ce fut au tour de la télévision allemande de le faire débuter dans ce pays. Le voici à Cannes, invité d'un nouveau festival dont le programme a débuté le 3 février par un concert Wagner, Liszt (soliste Gabriel Tacchino), Rimski-Korsakov par l'Orchestre de Monte-Carlo (direction Lawrence Foster) et s'achève le 7 février par la venue de l'Orchestre national de France.

Le 6. Palais des Festivals, 20 h 30. Tél. : 93-39-01-01. De 130 F à 250 F.

Le Mans

Cherubini

Quatuor à cordes op. 33

Chostakovitch

Quatuor à cordes nº 7

Dvorak

Quatuor à cordes nº 10

Quatuor Vermeer.

Le Quatuor Vermeer enregistre actuellement (Harmonia Mundi), une intégrale des quatuors de Beethoven qui fera date face à celles des Vegh (Auvidis), des Juilliard (première version Sony) et celle des Berg (EMI). Aussi « expressif » que les Hongrois, « solide » que les Américains, virtuose que les Autrichiens, le Quatuor Vermeer est, bien qu'il ne soit pas aussi réputé (en France tout au moins) que ces formations illustres, est sans doute le plus fascinant de tous.

Le 6. Palais des congrès et de la culture, 21 heures. Tél. : 43-24-22-44. 140 F.

Lyon

Busoni

Turandot

Franz Hawlata,
Thomas Mohr (basses),
Stefan Dahlberg,
Bruce Brewer (ténors),
Andrejz Dobber (baryton),
Karen Huffstodt (soprano),
Hélène Perraguin (mezzo-soprano),
Orchestre et chœur de l'Opéra de Lyon,
Kent Nagano (direction),
Henry Akina (mise en scène).

Présenté au Festival de Montpellier cet été, *Turandot*, de Busoni, a ravi ses auditeurs. Allusive, référentielle, la musique du compositeur italien est admirablement écrite pour les voix et réserve quelques jolies surprises. Le livret est d'une finesse, d'une bizarrerie drôlatiques parfois. Karen Huffstodt campait l'héroïne avec une insolence vocale stupéfiante, une présence physique qui laisse augurer du meilleur puisque cette fois-ci, cet opéra est mis en scène.

Le 5, 19 h 30 ; les 7 et 11, 20 h 30 ; le 9, 17 heures. Auditorium Maurice-Ravel. Tél. : 78-60-37-13. De 135 F à 220 F.

Jazz

Art Farmer Alain Jean-Marie Wayne Dockery

Son exceptionnellement contrôlé (suave, velouté, feutré, comme on voudra), expression à part (même si l'on songe à Chet ou à Miles), Art Farmer vaut surtout pour le « sens » qu'il donne aux ballades, aux tempos médium et à la mélodie. Lieu idéal pour faire découvrir le jazz. Au piano : Alain Jean-Marie – inestimable.

Du 5 au 8. La Villa, 22 heures. Tél. : 43-26-60-00.

Le Passage du Nord-Ouest

John Surman (mer. 22 h),
le Claude Barthélemy Sextet (jeu. 22 h),
Tchangodei Trio (lun., mar., mer., 22 h).

Le passage du Nord-Ouest est une des salles (clubs, boîtes, café-ciné) les plus récentes. Dans ces notes, on est sensible au désir supposé du public, au charme possible du lieu (rencontres, duos divers, soirées à conclure en beauté, grande dérive urbaine) et à la programmation : celle du Passage est intelligente, pas ringarde pour un rond, ouverte. John Surman est un des meilleurs clarinettistes européens, il maîtrise bien les synthétiseurs, il aime les climats planants (le 5) ; « Barthé », Claude Barthélemy est le plus fou des guitaristes actuels, celui qui porte le plus de musique ; Tchangodei est une énigme, Africain de Lyon, il joue du piano comme Charles Juliet compose des poèmes, avec l'évidence du mystère (c'est *le Monde* qui a signalé le premier son existence, il y a une dizaine d'années).

Du 5 au 11 Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Tete Montoliu en solo

Même génération que Martial Solal, technique comparable, savoir venu de loin, idée profonde et tamisée du jazz, Tete Montoliu est catalan, aveugle, pianiste. Pourquoi faut-il qu'en jazz on donne toutes ces précisions ? Parce qu'elles comptent. Tete Montoliu à Paris, c'est une occasion, une chance (et aussi une joie). Pour tous publics, amateurs de clubs confortables, chercheurs d'idées élégantes.

Le 7. Alligators, 22 heures. Tél. : 42-84-11-27.

Jean-Marie Brière Franck Cassenti

Cassenti cinéaste a su construire une Œuvre autour du jazz. Certaines pièces sont très belles. Cassenti bassiste met toute son énergie en jeu. Pour la rétrospective de son Œuvre de cinéaste, un concert de vieux complices sera donné au Dunois : en particulier, Jean-Marie Brière, saxophoniste qui a traversé les steppes du free pour retrouver les lois de Rollins (lui-même, d'ailleurs...).

Les 7 et 8. Dunois, 20 h 30. Tél. : 45-84-72-00.

Rock

Buzzcocks Smashing Pumpkins

Deux têtes d'affiche : pour les vieux (plus de trente ans), Buzzcocks, le visage humain, souffrant du punk rock, surgi de Manchester (une ville qui existait bien avant l'apparition des Happy Mondays) à la fin des années 70. Et avant, un groupe qui a pris pour nom celui d'un passe-temps bien innocent, l'écrasage de potirons, et qui a intitulé son premier album *Gish*, c'est à dire le bruit que fait un potiron qu'on écrase. On parlait il y a peu de la distance qui se creuse entre le rock et la vraie vie...

Le 5. Elysée-Montmartre, 19 h 30. 120 F.

Blegvad Brothers

Annoncés ici-même et par erreur le même soir que Kevin Coyne, les frères Blegvad finiront en fait la soirée entamée par John Greaves. Peter Blegvad a joué avec Anton Fier au sein des Golden Palominos et produit l'an passé un bien joli disque, *King Strut And Other Stories*.

Le 8. Passage du Nord-Ouest, 23 heures. Tél. : 47-70-81-47.

John Greaves

Parfait excentrique anglais, John Greaves vient à Paris jouer en un endroit particulièrement hospitalier pour les gens de son espèce, Le passage du Nord-Ouest. Accompagné de quelques routiers des chemins de traverses (dont Pip Pyle, batteur de Canterbury), il fera le point de ses dernières pérégrinations.

Le 8. Passage du Nord-Ouest, 21 h 30. Tél. : 47-70-81-47.

Borghesia Les Tétines noires

Dans un esprit œcuménique voici donc l'annonce d'un double concert où l'on assistera à la performance des Tetines noires (rock lourdement référencé Artaud, Rimbaud) et à celle de Borghesia, rockers industriels slovènes qui, il y a quelque temps, manifestaient encore une complaisance coupable envers l'imagerie totalitaire des années 30.

Le 11. Espace Omano, 19 h 30.

Tournées

Sons of the Desert

Groupe anarchique anglais, mais d'inspiration assez nettement celtique, qui, ces derniers temps, a introduit un peu de discipline dans sa profusion d'idées. Du coup, les Sons of the Desert lorgnent vers les cabarets continentaux autant que vers les pubs perdus dans la lande sans oublier cette débauche d'énergie propre aux enfants du punk.

Le 7 février, Amiens, la Lune des pirates, 21 heures, 70 F et 80 F. Le 8, Théâtre de Beauvais, 20 h 30, 60 F (1re partie : les Jekyls).

Chris Whitley

Aux dernières nouvelles, Chris Whitley aurait modifié la composition de son groupe. Raison supplémentaire pour se rendre à ces concerts au cours desquels le chanteur et ses nouveaux acolytes rendront peut-être enfin justice à des chansons plus que méritantes.

Le 7 février, Marseille, L'Espace Julien, 21 heures, 118 F. Le 8, Montpellier, Le Rockstore, 20 heures, 120 F. Le 9, Toulouse, Le Bikini, 20 h 30, 98 F. Le 11, Paris, La Cigale, 20 heures, 120 F. Le 12, Le Mans, Palais des Congrès, 20 h 30, 70 F. Le 13, Lille, L'Aéronef, 19 h 30, 60 F et 80 F.

Lou Reed

Il a juré qu'il ne jouerait pas un morceau antérieur à l'album *New York* (1989). Il a depuis longtemps renoncé aux pompes du rock'n'roll et fusillera du regard les impertinents qui réclameront *Sweet Jane*. Et pourtant, il y a de bonnes chances pour que les concerts de Lou Reed comptent parmi les meilleurs de la saison.

Les 8 et 9 février, Lyon, Le Transbordeur (complet).

Fabulous Thunderbirds

De la formation originale, il ne reste que Kim Wilson, le chanteur, qui ressemble vaguement à Coluche, version texane. Sans Jimmie Vaughan, guitariste, frère de Stevie Ray, les Thunderbirds ne sont plus tout à fait fabuleux, mais ils ont encore des tonnes de blues gras à revendre.

Le 7 février, Toulouse, Le Pied, 20 heures. Le 8, Montpellier, Salle Victoire, 21 heures, 70 F. Le 10, Clermont-Ferrand, Maison du Peuple, 20 heures. Le 12, Grenoble, le Summum, 20 h 30, 75 F. Le 13, Besançon, salle Montjoye, 20 h 30, 100 F.

Festival

Rock Voisin

Habile jeu de mot franco-québécois dissimulant une initiative de nos amis d'outre-Quiévrain. C'est-à-dire un panorama en trois soirées du rock de Wallonie et de Bruxelles avec des connus (Jo Lemaire et Odieu, le 6) et des moins connus, pop (Little Egypt), folk (Perry Rose) ou rock à faire peur (la Muerte).

Du 6 au 8 février à 20 heures, Centre Wallonie Bruxelles, 46, rue Quincampoix, Paris-4e. Tél. : 42-71-26-16. 70 F.

Chanson

Claude Nougaro

Dix doigts pour le piano, une voix pour le solo. Nougaro se pose à l'Olympia après un an de tournée dans la France des quatre coins. Puis repartira. Toujours avec Maurice Vander pour compagnon de ring.

Les 5, 6, 7, 8 et 11, 20 h 30 ; le 9, 17 heures. Olympia. Tél. : 47-42-25-49. De 140 F à 180 F.

Bill Deraime

Bluesman au charme français. Bill Deraime fait à l'ancienne mode de jolies mélodies à la guitare, raconte grands malheurs et petits bonheurs à la manière de nos idoles américaines

Les 5 et 6. Petit Journal Montparnasse, 21 heures. Tél. : 43-21-56-70.

Higelin

Higelin, les cinq Zap Mama (le Zaïre de Bruxelles), un harmoniciste japonais, une saxophoniste trouvée dans le métro, un percussionniste brésilien et une bande de musiciens complices lancent des défis sous le grand plafond rond du Rex. Il est bavard ? Tant pis. Il est cabotin, il chante en râclant la voix, et alors ? Higelin mène son monde sans ennui pendant trois heures et demie. Qu'importe les défauts puisqu'il ose.

Les 5, 6, 7, 8 et 11, 20 h 30 ; le 9, 17 h 30. Au Grand Rex. Tél. : 40-35-63-00. Location Fnac, Virgin, Billetel. De 140 F à 170 F.

L'Opéra du pauvre

L'œuvre de Léo Ferré, écrite en 1956, enregistrée en 1983, fut montée par Roland Petit sous forme d'un ballet qui scandalisa l'auteur. Le metteur en scène Frank Ramon convaincra Ferré de lui confier son unique opéra trente ans plus tard. Après une première-embryon en 1989, *l'Opéra du pauvre* prend son envol en banlieue parisienne.

Le 8. Stains. Théâtre Paul-Eluard, 21 heures. Tél. : 48-21-61-05. 80 F.

Richard Desjardins

Superbe découverte des Francofolies de Montréal. Cet auteur-compositeur québécois, qui a roulé sa bosse sur tout le continent américain, est enfin sorti du placard des chansons à textes. Les siens sont superbes, et les mélodies tranchantes qui les accompagnent font de cet homme solitaire devant son piano la grande révélation de la chanson années 90.

Le 11. Théâtre de la Ville, 18 heures. Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

Tournées

Bernard Lavilliers

Passage en revue d'une carrière déjà bien remplie, de Caruaru (Brésil) à Manille. Baroudeur toujours, frimeur de classe internationale, chanteur parvenu à maturation, Lavilliers domine les salles (petites) avec l'âme d'un fils prodigue. Mais le retour n'a pas toujours la fraîcheur et le punch prévus.

Le 7 février, Tremblay-en-France, Centre culturel Aragon, 21 heures, de 90 F à 150 F. Les 11 et 12, Lyon, Transbordeur, 20 h 30, 155 F.

Musiques du monde

Monica Passos

Pétillante, incongrue, abusive, cette Brésilienne installée à Paris a su capter avec une voix de diva-rockeuse les nouvelles tendances de la musique de son pays. Surprenant et drôle.

Les 5, 6, 7, 8, 10 et 11. Café de la Danse, 20 h 30. Tél. : 42-97-41-65. De 100 F à 120 F.

Idir

Le plus subtil des chanteurs kabyles, qui vient de ressortir un album mémoire, et a enfin accepté son sort de musicien, à notre plus grande joie. Ni folklorique, ni opportuniste, Idir viendra avec une danseuse (pas du ventre) et ses chansons élégantes, hymnes à une démocratisation intelligente d'un pays sous la menace totalitaire.

Les 7 et 8. New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Tournées

Geoffrey Oryema

Geoffrey l'Ougandais se laisse manger à la sauce de la world-music avec la curiosité d'un débutant, qu'il n'est pas. Solitaire en scène, comme toujours, avec sa *sanza* et sa voix grave, mais cette fois avec à ses côtés un guitariste (l'Uruguayen Pajaro Canzani), talentueux, mais bien trop débordant. Il n'empêche qu'Oryema sait maîtriser le mélange, qu'il est une valeur montante, et que l'expérience vaut d'être vécue.

Le 7 février, Rouen, Trianon. Le 8, Chartres, Forum de la Madeleine, 21 heures, 60 F.

> La sélection « Classique » a été établie par Alain Lompech.
> « Jazz » : Francis Marmande.
> « Rock » : Thomas Sotinel.
> « Musiques du monde » et « Chanson » : Véronique Mortaigne.

DANSE

Compagnie Régine Chopinot

Saint-Georges

Le monde délirant de la sculpture romane, minutieusement recréé par Chopinot : d'étonnantes images, sur d'envoûtantes musiques médiévales. La chorégraphe couperait un petit quart d'heure vers la fin, le spectacle ne s'en porterait pas plus mal, nous non plus.

Grande Halle de La Villette, jusqu'au 8 février, 21 heures. Tél. : 40-03-39-03. 120 F.

Mireille Nègre

Danser pour la paix

Une très belle danseuse, qui, presque au sommet de la hiérarchie du Ballet de l'Opéra de Paris, a choisi d'entrer au Carmel, où elle a passé dix ans. Elle revient à la danse comme à une autre forme de prière ; à Moscou, déjà, trois mille spectateurs lui ont fait une ovation. Dans ce spectacle au titre suffisamment explicite, elle propose deux créations.

Unesco, le 5 février, 20 h 30. Tél. : 42-40-54-67. 120 F.

Ballet de l'Opéra de Kiev

La Belle au Bois dormant (1)
Casse-Noisette (2)

La désintégration de l'empire soviétique peut aussi nous réserver des surprises dans le domaine chorégraphique. On ne jurait jusqu'ici que par le Bolchoï de Moscou et le Kirov de Leningrad (pardon, de Saint-Pétersbourg), le moins qu'on puisse dire est qu'ils ne semblent pas aujourd'hui en grande forme. Et si l'Ukraine reprenait le flambeau ?

Palais des Congrès (1), les 7, 11 et 12 février à 20 heures, le 16 à 15 heures. (2) Les 8, 13 et 14, à 20 h 30, le 9 à 15 heures. Tél. : 40-68-00-06. De 120 F à 240 F.

Grenoble

Compagnie Ultima Vez/ Wim Vandekeybus

Immer das selbe Gelogen

En quoi sont-ils faits, les danseurs de Vandekeybus, qui se jettent sur le sol avec une incroyable violence et rebondissent aussitôt ? Et que ne savent-ils pas faire, puisqu'on les voit, par exemple, jongler avec des œufs ? Un spectacle époustouflant d'énergie et de drôlerie, qui vient d'enthousiasmer le Théâtre de la Ville à Paris.

Le Cargo, 5 et 6 février, 20 h 30. Tél. : 76-51-33-71.

Lyon

Compagnie Dominique Bagouet

Necesito

Neuf touristes assez farfelus se promènent dans les jardins de l'Alhambra, à Grenade, et se racontent leur petite Espagne à eux. Le charme volatil, la légèreté et l'humour de Bagouet, un ravissement.

Le Transbordeur, les 5, 6 et 7 février à 20 h 30. Tél. : 78-93-08-33. 100 F.

Vaulx-en-Velin

Compagnie Maryse Delente

Giselle ou le mensonge romantique

Un grand classique revisité par une chorégraphe contemporaine, et pas des moins attachantes, c'est toujours alléchant. Malheur au jeune homme, dit la légende, qui se trouve sur la route des Willis, fantômes des fiancées mortes avant le jour de leur noces : elles l'entourent de leur désir frénétique, et il doit danser avec elles jusqu'à la mort. « *De cette légende*, dit Maryse Delente, *je ne retiendrai que le désir frénétique et l'immatérialité...* »

Centre culturel Charlie-Chaplin, les 11, 14, 15, 18, 21 et 22 février à 20 h 30, les 12, 13, 19 et 20 à 19 h 30, le 16 à 15 h 30. Tél. : 72-04-37-03. 70 F.

> La sélection « Danse » a été établie par : Sylvie de Nussac

ARTS

Paris

Ateliers 92

Quoi de neuf, si neuf il y a, du côté de la jeune génération opérant en France? Avec ses vingt et un artistes triés sur le volet (des écoles d'art), « Ateliers 92 » peut en partie répondre à la question. En réservant deux ou trois bonnes surprises.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 15 mars. 15 F.

Marcel Broodthaers

Ce Belge, homme de lettres, plutôt poète que peintre, avec un penchant très fort pour Mallarmé, aura un autre penchant : Duchamp. Et c'est sous le double signe des objets (moules, œufs, pots...) et des mots qu'il faut placer son œuvre très originale, qu'il a livrée sous la forme d'un musée critiquant le musée d'art. Une rétrospective.

Galeries nationales du Jeu de Paume, place de la Concorde, Paris 8e. Tél. : 42-60-69-69. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 19 heures, mardi jusqu'à 21 h 30. Films de Jef Cornelis, Broodthaers et Lawrence Weiner. Jusqu'au 1er mars. 30 F.

Larry Clark

C'est la première exposition en France de ce photographe que New-York a élevé au rang de mythe. Qui, dans les années 60, a tenu une chronique de la jeunesse à travers la drogue, l'alcool, la délinquance, les hippies, le rock'n'roll, la vie communautaire et la prostitution : et partagé la vie de ceux qu'ils photographiait au point de basculer dans la délinquance et de faire de la prison.

Espace photographique de Paris, nouveau Forum des Halles, place Carrée - 4 à 8, Grande Galerie, Paris 1er. Tél. : 40-26-87-12. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, samedi, dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 22 mars. 10 F. Galerie Urbi et Orbi, 48, rue de Turenne (2e étage, escalier B) Paris 3e. Tél. : 42-74-56-36. Tous les jours sauf dimanche et lundi, de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 15 mars.

Diables d'HLM

Préparée par le Conseil d'architecture de la Seine-Saint-Denis, cette exposition est l'occasion de prendre la mesure d'un des problèmes les plus cruciaux de l'habitat contemporain. Faut-il casser les HLM pourris légués conjointement par la crise du logement, la légèreté des architectes, l'indifférence des fonctionnaires et le cynisme intéressé de quelques autres ? Ou faut-il s'efforcer, et à quel prix, de sauver cet héritage d'un urbanisme cruel ? On verra ici que le béton n'est d'ailleurs pas le seul à relever d'une réhabilitation.

Maison de l'architecture, 7, rue de Chaillot, Paris 16e. Tél. : 40-70-01-65. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 13 heures à 18 heures, samedi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 28 février.

Alberto Giacometti

Revoir, ou découvrir, le sculpteur, le dessinateur, le peintre et son vertige face à la figure humaine, qui lui échappe, qu'il tente d'approcher, de cerner. Une grande rétrospective réunissant plus de trois cents œuvres depuis les essais de jeunesse, à Stampa, jusqu'aux portraits d'Annette ou de Diego.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Sam. et dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 15 mars. 40 F.

René Lalique

Orfèvre, ciseleur, émailleur, dessinateur, sculpteur et surtout verrier. René Lalique, cette figure majeure de l'Art nouveau, fut un grand explorateur de matériaux, qu'il a pliés à ses caprices stylistiques. Naturellement ! A signaler, en prime, une réunion de cent vases de sa période Art déco, galerie Doria (4, rue Bourbon-le-Château, 75006).

Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris 1er. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, dimanche de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 avril. 30 F.

Les Dubuffet de Dubuffet

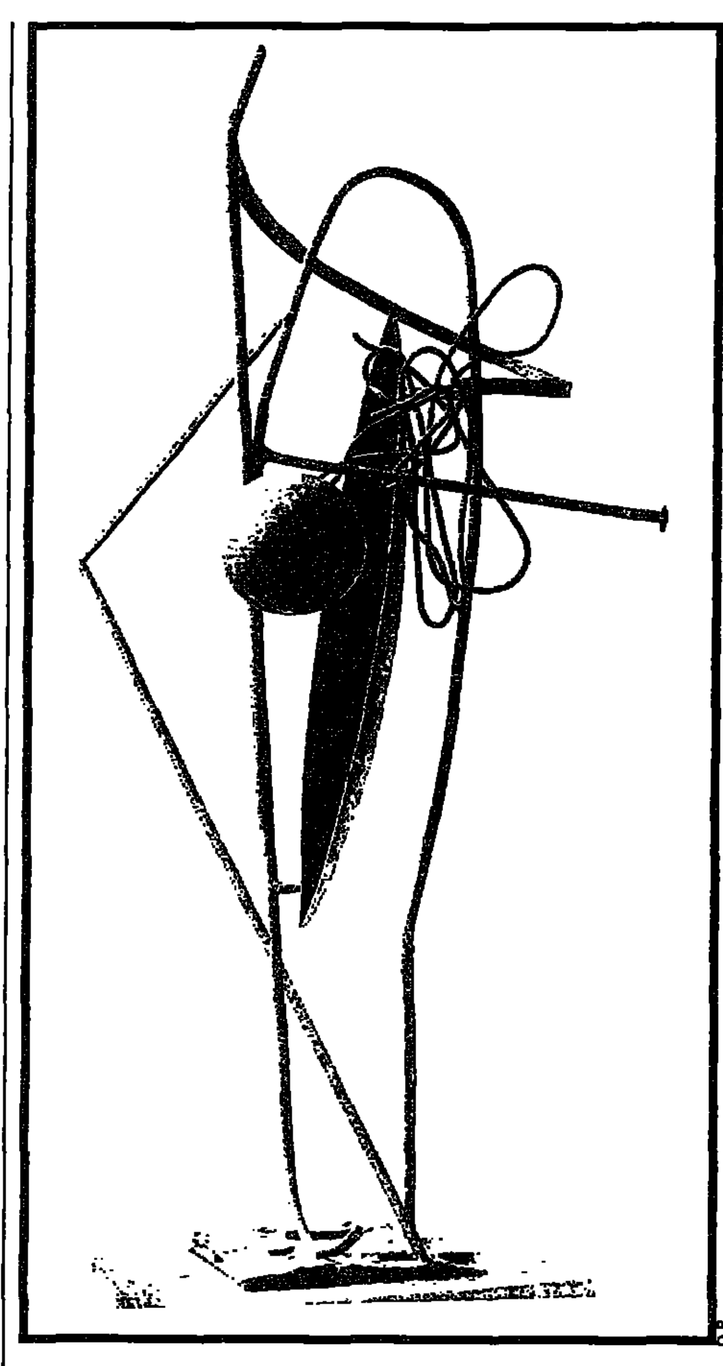
C'est au Musée des arts décoratifs qu'eut lieu, grâce à François Mathey, la première rétrospective Dubuffet. Le peintre, en remerciement et par amitié, fit au musée, en 1967, une importante donation. Celle-ci y est présentée en permanence, mais partiellement. L'accrochage d'aujourd'hui permet de la voir tout entière.

Musée des arts décoratifs - Palais du Louvre, pavillon de Marsan, 107, rue de Rivoli, Paris 1er. Tél. : 42-60-32-14. Tous les jours sauf lundi et mardi de 12 h 30 à 18 heures, dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 29 mars. 20 F.

Paris des fortifs au périf

Une exposition-clé pour comprendre les enjeux actuels de la capitale. Où commence et où finit Paris? Le périphérique a-t-il définitivement enfermé la ville, ou y aura-t-il un jour un vingt et unième arrondissement La Porte Maillot, héritière des octrois de Ledoux, eux-mêmes successeurs de la porte Saint-Martin, etc.... aura-t-elle l'architecture qu'elle mérite, ou faut-il chercher dans l'Arche de la Défense, voire au-delà, le nouveau seuil de Paris? Voilà quelques-unes des nombreuses questions que nous rencontrerons au Pavillon de l'Arsenal.

Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, Paris 4e. Tél. : 42-76-33-97. Tous les jours sauf lundi de 10 h 30 à 18 h 30, dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 26 avril.



D.R.

Bronze de Hans Hartung, 1938, exposé à la Galerie de France.

L'architecture moderne de Raili et Reima Pietila

On connaît peu ou prou Aalto. L'œuvre de Reima Pietila est en revanche à peu près inconnue du public français, parce que trop finlandaise, peut-être, ou trop empreinte d'un expressionnisme qui nous reste assez étranger. L'exposition est aussi l'occasion de découvrir l'Institut finlandais, qui a ouvert il y a un an ses portes au cœur du Quartier latin, et qui fait preuve d'un dynamisme de renne.

Institut finlandais, 60, rue des Ecoles, Paris 6e. Tél. : 40-51-89-09. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, mardi, jeudi jusqu'à 20 heures. Jusqu'au 15 février.

François Morellet

François Morellet a toujours adoré dessiner des projets réalisables ou fous, tirer des lignes, calculer, chiffrer, géométriser en y laissant une bonne part d'accidentel. Particulièrement abondants en un temps où l'artiste faisait de l'art son second métier, nombre de ces travaux avaient été oubliés dans des fonds de tiroirs. Les voici exposés.

Centre Georges-Pompidou, cabinet d'art graphique, 4e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 24 mars.

Photographie et sculpture

D'Hippolyte Bayard aux icônes modernes de Georges Rousse et Pascal Kern, sous forme de statuette, bas-relief, buste, installation ou corps humain, qu'il s'agisse d'organiser des effets de lumière, d'agencer l'espace, de valoriser la matière ou de décalquer le réel, la sculpture décline ses facettes et acquiert une autre dimension par l'image fixe.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h 45 à 17 heures. Jusqu'au 6 avril. 25 F (entrée du musée).

Claude Rutault

Depuis 1973 et sa première *Toile tendue sur châssis, peinte de la même couleur que le mur sur lequel elle est accrochée*, le parcours d'un artiste qui pose encore et toujours la question du non-peint. Pour compléter le tableau, le musée de Grenoble l'expose aussi.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 12 avril. 16 F.

Robert Ryman

Des tableaux que l'on dit blancs, dont le potentiel coloré et la picturalité ne sauraient échapper à qui les regarde longuement. Sur les murs blancs d'un nouvel espace pour l'art contemporain, dont le cinéaste Claude Berri est le patron. Pas mal pour un début.

Renn Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille, Paris 7e. Tél. : 42-60-22-99. Tous les jours sauf dimanche, lundi, mardi de 12 heures à 17 heures, samedi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 30 juin.

Galeries

John Batho

Batho ne photographie pas en couleurs, il photographie la couleur. Récurrence des bâches et paravents de Deauville, les « Parasols » et « Nageuses » l'incitent à approfondir ses recherches entreprises il y a sept ans. Plus abstraite, la série « Papiers » est l'objet d'un apurement des formes qui convie à prendre et à toucher.

Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix, Paris 4e. Tél. : 42-72-35-47. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 13 février.

Delfino

De ses sculptures d'il y a vingt ans – lorsqu'il chargeait à mort ses fantasmes en résine époxy noire – à aujourd'hui, c'est presque le jour et la nuit. Le jour n'étant d'ailleurs pas forçement du côté des œuvres récentes, petites et grandes compositions à géométries variables et tout naturellement faussées.

Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-Callot, Paris 6e. Tél. : 43-54-78-41. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 27 février.

La lumière et la ville

Se coucher tard nuit, dit le poète Devos. Pourtant c'est tard, la nuit, que la ville d'aujourd'hui révèle ses richesses architecturales et urbaines, ses espaces. C'est aussi le moment où les plus vives distorsions surgissent entre les rêves suggérés et les pauvretés, les solitudes qui viennent s'y brûler. Evidemment l'exposition prête plutôt aux riches.

Espace Art Défense - Art 4, 15, place de la Défense, la Défense, 92200. Tél. : 49-00-15-96. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 11 mars.

Nunzio, Pizzi Cannella, Tirelli

Nunzio propose des reliefs muraux associant le bois et le plomb. Pizzi Cannella peint des apparitions. Tirelli donne dans le corps céleste. Les trois sont nés au milieu des années 50, travaillent à Rome, et n'ont pratiquement jamais exposé en France.

Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts, Paris 6e. Tél. : 43-54-10-98. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 14 mars.

Ulrich Rückriem

Les dernières stèles, les derniers blocs en granit ou en dolomite d'un sculpteur à qui la pierre suffit. Et il le dit, et il le montre avec force tout en faisant simple, opérant dans ses ateliers à ciel ouvert : deux ou trois carrières d'Allemagne, de Bretagne, d'Irlande, arrêtant le travail là où généralement un artiste l'entreprend.

Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris 11e. Tél. : 48-06-92-23. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 22 février.

Seuphor

Si on reconnaît en lui l'écrivain, le poète et le critique ayant pris fait et cause pour l'abstraction dure et pure, dans les parages de Mondrian, on oublie souvent que Michel Seuphor, lui aussi, s'est plu a tirer des lignes. Et si le « dessin à lacunes » n'est pas une invention de lui, il y a mis quelque poésie qui le sort de l'exercice façon Bauhaus.

Galerie Denise René, 196, bd Saint-Germain, Paris 7e. Tél. : 42-22-77-57. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 28 février.

Rencontre Hans Hartung et Julio Gonzalez

Des dessins en quantité, des peintures et des sculptures de tout format y sont réunis, qui illustrent les rencontres et les échanges amusés, pendant vingt ans, entre le sculpteur espagnol et le peintre allemand, qui furent liés familialement. Un musée n'aurait pas mieux fait.

Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie, Paris 4e. Tél. : 42-74-38-00. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures et lundi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 mars.

Régions

Calais

Hannah Höch

En 1912, Hannah Höch est à Berlin ; en 1915, elle y rencontre Raoul Hausmann ; et dès 1917-1918, elle réalise, dans la mouvance de Dada, des collages abstraits à base de dentelles et de feuilles de patrons de mode, puis ses premiers photomontages ironiques à souhait en regard de la société et du sort réservé en particulier à la femme-artiste.

Musée des beaux-arts et de la dentelle, 25, rue de Richelieu, 62100. Tél. : 21-46-62-00. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 h 30. Jusqu'au 17 février.

Grenoble

Sarkis

« Scènes de nuit, scènes de jour », en douze pièces ou « chambres » réalisées par Sarkis depuis la fin des années 60, et qui sont pour la première fois réunies. L'artiste, qui compte parmi les plus singuliers de sa génération, y développe son idée de la création comme projection de son univers mental. Qu'il traite sur le mode métaphorique, à coups de projecteurs.

Centre national d'art contemporain, 155, cours Berriat, 38000. Tél. : 76-21-95-84. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 février.

Nîmes

Jean Degottex

Comment, au milieu des années 50, Jean Degottex s'arracha à l'abstraction lyrique, prit l'exemple des calligraphes, se nourrit surtout de philosophie extrême-orientale, canalisa son geste pictural, voulut le Vide. Ces années (une décennie) de recherche autour du langage de l'écriture sont évoquées à Nîmes en une cinquantaine de peintures et quinze dessins.

Musée des beaux-arts, rue Cité-Foulc, 30033. Tél. : 66-76-73-47. Tous les jours de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures, dimanche et lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 22 mars.

Strasbourg

Giuseppe Penone

Cet excellent artiste italien, issu d'Arte Povera, expose à l'Ancienne Douane quelque cinq cents « dessins » réalisés depuis vingt ans : traces, empreintes, frottages et autres procédés, sur papier, tissu, ardoise... Une main qui a de belles façons d'absorber les choses de la nature.

Ancienne Douane, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000. Tél. : 88-32-48-95. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 février.

Villeneuve-d'Ascq

Yvon Lambert collectionne

Yvon Lambert a été un des premiers à défendre les artistes conceptuels et minimalistes : Carl André, Sol LeWitt, Robert Ryman notamment ; et à exposer le Land Art, et Buren, et Toroni, et Dezeuze, et bien d'autres, dont Combas et Barcelo ; et à aimer très fort l'œuvre de Cy Twombly. Sa collection personnelle, présentée simultanément au musée de Villeneuve-d'Ascq et au musée de Tourcoing, est à l'image des engagements du galeriste.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-46. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 avril.

La sélection « Arts » a été réalisée par Geneviève Breerette
« Architecture » : Frédéric Edelmann.

DISQUES

Classique

Girolamo Arrigo

Madrigaux

On connaît Arrigo en France pour *Orden*, action de théâtre musical comme on en concevait en 1969, puis pour *Addio Garibaldi*, scandale anticlérical qui marqua le Festival d'automne. Arrigo est devenu depuis longtemps l'homme de la musique à l'Opéra de Palerme. Mais si *la Mort de Casanova*, qui fut représentée à Genève, attestait dans les années 80 la permanence de sa verve créative, ainsi que sa foi dans le grand opéra, la France s'est prise peu à peu à oublier cet ancien élève de Max Deutsch. Son grand tort aurait-il été de s'être dégagé de l'emprise sérielle puis, en Italie, de celle du Parti communiste, tout en revendiquant comme paternité musicale celle du grand Verdi ?

Ecrits pour ensemble vocal a cappella, comme l'étaient déjà ses *Epigrammes*, les *Madrigaux sur des poèmes de Michel-Ange* valent à la nationalité de ses excellents interprètes, les membres de l'Ensemble vocal Michel Tranchant, de paraître chez Erato, sous le patronage de Radio France. L'auteur raconte à leur propos qu'il a passé de longues heures quand il était étudiant à recopier les motets de Palestrina. L'impression laissée par ce disque singulier est en effet d'entendre de la polyphonie Renaissance d'une horizontalité généralisée : une superposition de voix émancipées l'une de l'autre et qui auraient échappé, par une sorte d'aberration de l'Histoire, à l'attraction de l'harmonie horizontale et de la tonalité qui existaient déjà au temps de Palestrina. Donc, une musique plus « archaïque » que sa référence, ou une musique plus « actuelle » qu'elle par son atonalisme. Le genre de paradoxes temporels qu'affectionne Arrigo, lui qui se dit lui-même *« moderne et non contemporain »*.

1 CD Erato 2292-45623-2.

A. R.

Palmarès de l'année Edition 92

Œuvres intégrales de Vivaldi, Bach, Mozart, Haydn, Beethoven, Schubert, Chopin, Brahms, Berlioz, Liszt, Strauss, Janacek, Messiaen – Extraits d'œuvres de Monteverdi, Mozart, Schubert, Beethoven, Liszt, Moussorgski, Honegger.

Par The English Concert, Kenneth Gilbert, John Eliot Gardiner, le Quatuor Amadeus, Maria Joao Pirès, Herbert von Karajan, Wilhelm Kempff, Fritz Wunderlich, Kryztian Zimerman, Jean-Marc Luisada, Ferenc Fricsay, Anne-Sophie von Otter, Lilya Zilberstein, James Levine, Maurizio Pollini, Rudolf Firkusny, Gidon Kremer, Martha Argerich, Karl Böhm, Cheryl Studer, Claudio Abbado, Leonard Bernstein, Seiji Ozawa, etc.

Ne pas se fier au sous-titre du coffret : cette édition 92 regroupe des enregistrements publiés en 1991. Ils ont en commun d'avoir été couverts de prix par les revues spécialisées. Ce coffret joliment présenté est vendu en offre spéciale. Une aubaine pour le mélomane : la variété des genres retenus, qui couvrent près de trois siècles de l'histoire de la musique, le dispute à la qualité des interprétations presques toutes données intégralement (un seul disque compact d'extraits). Placées dans le changeur automatique d'un autoradio, ces six heures de musique apporteront de la fantaisie au voyageur.

1 coffret de 5 CD Deutsche Grammophon 435 808-2.

A. Lo.


Girolamo Arrigo.

Country

Garth Brooks

Ropin'the Wind

C'est l'homme qui empêche Michael Jackson de s'installer au sommet des hit-parades. Depuis la sortie de *Ropin'the Wind* (en français, « Prendre le vent au lasso ») aux Etats-Unis, il y a quatre mois, Garth Brooks en a vendu cinq millions d'exemplaires. Cette résurgence de la musique country ne peut surprendre que par ses proportions. Malgré ses replis cycliques sur sa base de Nashville, le genre est vivace, assez pour sortir de son lit de temps en temps et ramener dans les foyers américains les archétypes de la campagne telle que la rêvent les Etats-Unis.

Très bien entouré (musiciens de Nashville à la virtuosité confondante de discrétion), s'approvisionnant en chansons chez les meilleurs fournisseurs (et mettant lui-même la main à la pâte), Garth Brooks est un jeune homme lisse, comme sa voix parfaitement contrôlée, tellement contrôlée que sa retenue, sa virtuosité, ressemblent parfois à du détachement. Il recycle les mythes du country, celui du *redneck* exilé dans la grande ville (*Alabama Clay*, tellement conformiste que l'on dirait une parodie comme en commet de temps en temps Randy Newman) ou le drame familial au foyer d'un routier (*Papa Loved Mama*, qui se termine sur ces deux vers inoubliables : *« Mama's in the graveyard/Papa's in the pen »* – « Maman est au cimetière/Papa est en taule »).

Parce que les frontières entre genres sont poreuses, Brooks reprend *Shameless*, de Billy Joel, avec des chœurs gospels, par moments les guitares prennent le large, se croyant sans doute sur un disque rock. Mais *Ropin'the Wind* reste un disque country par son attachement au quotidien des banlieues et des petites villes, son respect de la discipline du son et, surtout, par ce sens du péché qui plane au-dessus de toutes ces histoires, qu'elles parlent d'adultère ou de rodéo.

Capitol/EMI CDP 7 98468 2.

Emmylou Harris and the Nash Ramblers

At the Ryman

Le Ryman Theater de Nashville compte parmi les lieux saints de la country music avec le Grand Ole Opry. Emmylou Harris y a enregistré un long disque avec les Nash Ramblers. Cet assemblage de virtuoses (parmi lesquels deux vétérans de la scène country rock, Al Perkins et Sam Bush) garantit une tenue musicale irréprochable.

Et, de fait, les clients ne pourront rendre ce disque pour cause de « pains » : pas un poil ne dépasse, pas un nœud de bandana à refaire. Mais à force de rigueur, à force de vouloir se tenir au texte musical, la voix d'Emmylou Harris, le jeu du groupe, se font géométriques, secs, désincarnés. Ce qui pourrait à la rigueur convenir au *Clavier bien tempéré.*

Reprise/WEA 7599-26664-2.

T. S.

Rock

Kat Onoma

Billy the Kid

Jack Spicer fut un poète méconnu de la côte Ouest des Etats-Unis. Kat Onoma est un groupe de rock français et intellectuel (comme dans « qui réfléchit »). D'une série de textes qui tournent autour de la légende de Billy the Kid, le groupe a fait un disque.

Les textes dépouillés évoquent le fantôme de Dylan, qui fut Alias, complice de Billy, dans le film de Peckinpah. Mais ce n'est qu'un spectre, la manière dont Spicer isole les mots prend le contrepied des déferlements paroxystiques de l'auteur de *From A Buick 6*. La musique, un rock à l'américaine dense et introverti, est assez proche de celle que Lou Reed pratique ces temps-ci.

On a rarement affaire à du rock français aussi sûr de lui, de sa direction. Peut-être parce que Kat Onoma s'appuie sur une parole, ne bricole pas ses riffs et ses mélodies pour coller un yaourt plus ou moins euphonique. Sûrement parce que *Billy the Kid* est un concept album qui repose sur un vrai concept (sortie le 17 février).

FNAC Music 592 042.

T. S.

Jazz

Tom Harrell

Sail Away

A part *Yesterdays*, de Jérôme Kern, et un morceau du pianiste Kenny Werner – c'est l'usage de faire cette fleur à un *sideman*, question de reconnaissance et de droits d'auteur, – Tom Harrell ne présente ici que ses propres compositions. Le trompettiste le plus mystérieux et le plus évident de toute la décennie a plus que cette force d'expression qui laisse dans une sorte d'état de sidération. Il a aussi une musique personnelle, un univers à lui où les marques suffisent à déplacer l'univers des autres : le nôtre. Parfois, une phrase longue, sinueuse, tranche, paraît ne pas devoir finir. *Sail Away* a été enregistré aux Alligators le 26 avril 1991. Tom Harrell adresse des remerciements à son trio (avec Kenny Werner, Paul Imm et André Ceccarelli) parce qu'ils *« se consacrent sans compromission à la musique »*. Tout est dit.

1 CD. Musidisc 500252.

Gil Evans/ Lee Konitz

Anti-héroes an Heroes

Il s'agit là de quinze pièces enregistrées à Greene Street, New York City, les 11 et 12 janvier 1980. Mingus, Ellington, Wayne Shorter, Gershwin, Chopin, Antonio Carlos Jobim en sont – avec les interprètes Gil Evans (piano) et Lee Konitz (alto et soprano) – les références d'auteurs. Chaque pièce échappe, bien entendu, à l'interprétation tout en étant rendue à sa pureté par le génie propre des deux musiciens, par celui de la musique improvisée et par celui, enfin, de la rencontre : l'amitié, le face-à-face, le duo, le double jeu... *Anti-heroes et heroes* est un des moments les plus heureux, les plus graves de la musique contemporaine. C'est exactement l'inconnue du jazz, son point aveugle. Si les gens écoutaient ces quinze pièces de toutes leurs oreilles au lieu de désirer acheter le dimanche des disques qu'ils n'entendent plus, on n'en serait pas là.

2 CD. Verve 511622-2. Distribution Polygram.

F. M.

Chanson

Sttellla

Manneken Pis Not War (Faisez la mouche, pas la guêpe)

Le goût pour les jeux de mots affligeants est assez irrégulièrement réparti dans la population. On a même signalé des cas d'allergie, ce qui classe le disque du duo belge dans la catégorie des produits potentiellement dangereux.

Jusqu'ici, Jean-Luc et Mimi Fonck produisaient leurs chansonnettes avec des bouts de ficelle ou, plus précisément, avec les synthétiseurs rudimentaires que l'on trouve dans les rayons jouets aux alentours de Noël. *Manneken Pis Not War* est paré des atours d'un vrai disque rock, batterie et guitares hurlantes comme sur *Les bananes sont jaunes* (*« mais les petits pois sont rouges »*). Par son ampleur, cette accumulation de calembours navrants suffirait à faire de ce disque un objet hors du commun. En prime (une petite prime, certes), les Fonck arrivent à force de niaiserie à une certaine élégance comme ce haïku consacré au fils de l'homme invisible (qui n'a *« jamais vu son père »*).

Boucherie 512009 2 distribution Island/Polygram.

T. S.

HELLER, GODOWSKY, ROPARTZ, REGER, SZYMANOWSKI...

Les petits maîtres font les pianistes remarquables

QUE font les autres à accumuler les intégrales de Mozart et de Beethoven ? Honnêtement, comment chasser ce faux problème quand on commence à mettre le nez dans une production discographique certes marginale, certes vouée à la réhabilitation de compositeurs de seconde zone, mais d'une singularité que l'on retient dans la banalité ambiante ?

Commençons tout en bas de l'échelle de Richter de nos coups de cœur. Stephen Heller, qu'ont admiré Schumann et Berlioz, qui fit partie de la bande de contestataires des Compagnons de David dans sa période allemande, et de la bohème parisienne pendant les quelque quarante dernières années de sa très longue vie (1813-1888), Heller qui était dans le jury quand Debussy passa son prix de piano au Conservatoire, composa beaucoup, évolua si peu qu'on le classerait volontiers, avec son maître Czerny, ou avec Moscheles, dans ce vaste corps professoral qui démoule des études à la chaîne. Paraphrases (sur des thèmes de Schubert, de Weber), variations sur un thème déjà varié – et tellement mieux ! – par Beethoven, préludes, études caractéristiques, tout cela *« est très fin et se mange sans faim »*, comme le dit cette ordure de Père Noël. Tout est ici, on le sent bien, beaucoup plus difficile à jouer qu'intéressant à écouter. Il est vrai que Catherine Joly ouvre pour ce bouquet de virtuosité fluide les vannes d'un jeu aussi tiède que privé de mousse.

Les paraphrases de Godowsky sont d'un autre intérêt, d'une autre complexité. Les toiles d'araignées de ce contrepoint aussi serré que tarabiscoté passent rageusement d'une main à l'autre. Leur ultime cruauté est qu'elles exigent de l'exécutant, sans cesse au bord du gouffre, autant d'humour que d'aristocratique désinvolture. Rian De Waal, pianiste néerlandais spécialiste des ascensions risquées, grimpe presque sans souffrance (apparente) jusqu'à la quarante-quatrième variation de cette *Passacaille* sur le thème d'introduction de *l'Inachevée* de Schubert, qui tenta Horowitz, mais dont le pianiste américain ne vint jamais à bout, dit-on. Succèdent au monstrueux massif les contrées à peine plus paisibles de trois mélodies de Schubert transcrites pour le clavier (virtuosité proprement jubilatoire d'*Ungeduld*) et quelques autres petites choses gratinées dont on vous laisse la surprise. De Waal a l'intrépidité. Il n'a pas toujours le chic. Mais les équilibristes ont tout de même le droit de grimacer.

Onze lignes à son sujet dans le recueil d'articles réuni par Actes Sud lors de la récente Biennale de la musique française de Lyon (1). Rien sur lui dans la jolie étude de Beauvois sur César Franck et son école (2). Le Breton Guy Ropartz, comme Chausson et Duparc, n'a jamais tout à fait renié l'héritage wagnérien. Comme Déodat de Séverac, il composa une œuvre terrienne et odorante. Et puis, il admirait fanatiquement, comme toute la bande, le père Franck : l'*Ouverture, Variations et Final* que vient d'enregistrer Françoise Thinat dans un disque-rétrospective (avec les *Musiques au jardin* et un nocturne) sonnent tantôt comme les *Variations symphoniques*, tantôt comme *Prélude, choral et fugue* du papa. Elève d'Yvonne Lefébure, Françoise Thinat doit, elle, à sa maman ses basses de cathédrale, ses attaques profondes et une façon de surmonter quelques failles techniques par un surcroît de souplesse et d'expressivité. Superbe, surprenante musique au demeurant.

Enfin vient, dans un grand son d'éternuement, Jerzy Sterczynski, pianiste polonais de trente-quatre ans, jeu impressionnant, tout de puissance carrée, fait pour les grands cycles brahmsiens, les Bach-Busoni, la grosse cavalerie allemande. Magnifique, donc, dans les monumentales *Variations sur un thème de Telemann*, de Max Reger, dont on comprend qu'on ait pu à une certaine époque éprise d'ordre les placer sur un piédestal. Szymanowski – autre Polonais – pensait encore plus à Liszt qu'à Debussy quand il composa son Opus 10, *Variations sur un thème folklorique polonais*. Le jeune autochtone en donne une exécution professorale, pas vraiment aérée, mais d'une autorité sans appel.

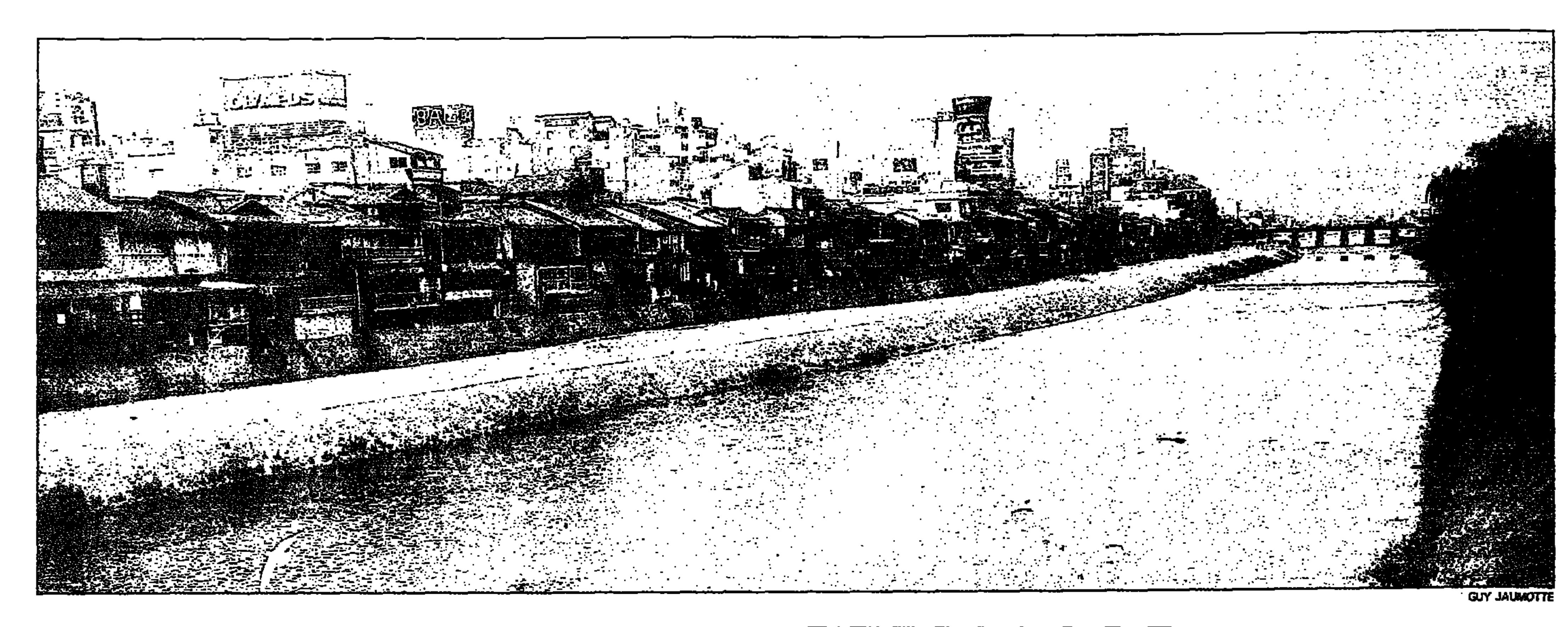
ANNE REY

(1) *Cent quarante ans de musique française (1789-1939)*, actes des colloques de la Biennale de la musique française, Lyon, 1991. Actes Sud, 128 F.

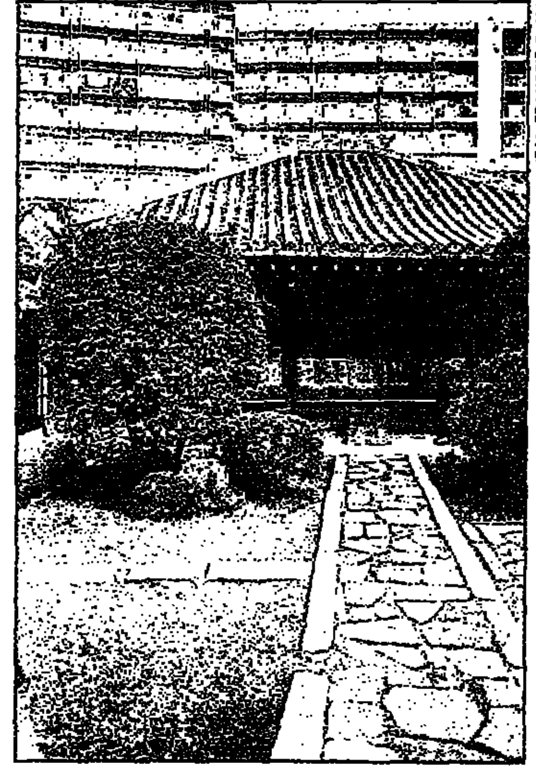
(2) *Prélude, aria et final avec César Franck, cinquante ans de musique française (1830-1880)*, par Jean-Léon Beauvois, Presse universitaires de Grenoble, 1990, 120 F.

★ Stephen Heller : 1 CD Accord 201 592. Leopold Godowsky : 1 CD Hyperion A 66 496. Guy Ropartz : 1 CD Arion ARN 68 184. Max Reger, Karol Szymanowski : 1 CD Le Chant du Monde LDC 278 1070.

PATRIMOINE



GUY JAUMOTTE



JEAN-FRANÇOIS GATE

Kyoto, trahie par ses bonzes

L'ancienne capitale impériale, dont Rudyard Kipling écrivait qu'elle était « la perle de l'Orient » croule aujourd'hui sous le nombre des touristes et le poids de la spéculation foncière. On ne compte plus les outrages irréparables qu'elle a déjà subis et les menaces qui pèsent sur les restes de sa glorieuse harmonie. Qui arrêtera les promoteurs, venus de Tokyo, qui ont fait de Kyoto le terrain de leurs nouvelles conquêtes ?

KYOTO

de notre envoyé spécial

COMME Venise s'enfonçant dans ses eaux, Kyoto, l'ancienne capitale impériale, disparaît progressivement sous le béton. Il y a vingt ans, Kyoto n'était déjà plus une ville où, comme à Florence, on entrait de plain-pied dans l'Histoire. Sa beauté était un archipel : des jardins de temples discrets – la ville en compte plus d'un millier – aux ruelles de quartiers oubliés.

Aujourd'hui, le patrimoine de la grande tradition – temples ou monastères célèbres, le palais impérial, quelques quartiers préservés – demeure certes. Mais ce qui faisait le charme attachant de cette ville dont Kipling disait qu'elle était la *« perle de l'Orient »* disparaît : ses vieilles maisons, ses quartiers d'artisans. Là aussi était son patrimoine, peut-être le plus extraordinaire : sa mémoire vivante.

La spéculation foncière partie de Tokyo a gagné Kyoto et les promoteurs, non contents de rendre méconnaissables des quartiers entiers – tel que Nishijin, le quartier des artisans de la soie, – ravagent aujourd'hui une autre des beautés de la ville : son site.

Au creux d'une cuvette, Kyoto, construite au huitième siècle sur le modèle en damier de Xi'an – l'ancienne capitale impériale chinoise connue pour son armée de terre cuite, – était une ville basse où les habitants pouvaient jouir du spectacle des petites montagnes qui la cernent, excepté au sud. De nombreux édifices de Kyoto jouaient d'ailleurs de la technique esthétique japonaise d' *« emprunt au paysage »* (*shakkei*) qui consiste à intégrer la construction humaine dans son environnement naturel, le bâtiment ou le jardin s'inscrivant sur l'arrière-fond d'une colline ou d'une forêt.

Ce troisième plan n'est pas seulement un décor, mais une partie intégrante de l'effet esthétique, donnant au jardin par exemple sa profondeur. Dans une ville géométrique où l'on s'oriente d'après les points cardinaux, ces butées visuelles étaient aussi des repaires topologiques.

La bataille que suscite la reconstruction du Kyoto Hôtel, dans le centre de la ville, est révélatrice d'une prise de conscience encore trébuchante des dégâts irréparables dont a souffert la ville, et qu'elle s'apprête encore à subir. La question de la hauteur du nouvel hôtel (60 mètres) est au centre d'une controverse entre les promoteurs et l'association bouddhiste, opposée à un projet qui risque d'endommager davantage l'esthétique d'ensemble de la ville.

La bataille, depuis la semaine dernière, a pris une dimension quasi internationale : le ministre de l'économie et des finances français, M. Pierre Bérégovoy, en visite au Japon, s'étant fait le porte-parole des moines auprès du premier ministre Miyazawa, inaugurant ce qu'un confrère a nommé le *« droit d'ingérence écologique »*.

En novembre, les grands temples de Kyoto avaient menacé d'interdire l'entrée de leurs sites aux clients du Kyoto Hôtel. La direction de celui-ci sembla alors prête à réduire de 10 mètres la hauteur du futur bâtiment. Trois jours plus tard, elle revenait sur sa décision, invoquant le coût d'une telle modification. Les bonzes menacent à nouveau de fermer les temples aux clients de l'hôtel : les touristes japonais affectionnant les voyages organisés, cette menace peut avoir des effets dissuasifs sur les agents de voyage.

Capitale impériale du Japon pendant mille deux cents ans (de 794 à 1868), Kyoto a souffert par la suite d'un fort déclin économique. Epargnée par les bombardements américains, l'ancienne capitale demeure la cité historique par excellence, la *« ville-âme »* visitée chaque année par quarante millions de touristes.

L'affaire du Kyoto Hôtel se double d'une autre : la reconstruction de la gare qui, elle aussi, dépassera les normes de hauteur du quartier, *« à titre exceptionnel et parce qu'il s'agit d'un édifice à usage public »*, fait-on valoir à la mairie. Il existe assurément à Kyoto des règlements de protection du patrimoine culturel, des zones protégées, telles que les monts environnants, et des quartiers où les normes de construction sont strictes (1).

Ces règlements, souvent élaborés sous la pression des associations d'habitants – notamment après qu'ait été construite, au début des années 60, une monstrueuse tour de 113 mètres dominant la ville, – ont une efficacité limitée. A la dégradation par une construction anarchique s'ajoute la pollution des étangs des jardins, comme celle du célèbre lac Biwa, voisin, dont les rives sont par ailleurs dévastées par les constructions.

D'exceptions en dérogations, on s'oriente aujourd'hui vers une remise en cause de fait des normes de hauteur (45 mètres dans certains quartiers, 60 mètres dans d'autres). La dégradation prend de telles proportions qu'une partie de la population commence à s'émouvoir.

Une association de citoyens opposés aux bâtiments de grande hauteur s'est créée en 1989. Elle regroupe une trentaine d'organisations de quartier, sous la présidence de l'architecte Uzuo Nishiyama, professeur honoraire à l'université de Kyoto. L'association, préoccupée par le surgissement de nouveaux immeubles, exige une « charte d'urbanisme ». C'est la première fois, souligne le quotidien *Asahi* dans un éditorial, que le million et demi d'habitants de Kyoto se mobilisent. La bataille des hauteurs n'est qu'un abcès de fixation, symptôme d'une gangrène beaucoup plus sournoise qui guette Kyoto : la perte de son identité.

La défense du patrimoine se heurte au Japon à des difficultés particulières : ce pays n'accorde pas à la pérennité matérielle la même valeur que l'Occident. Le Japon ignore le culte de la ruine. Imprégné de bouddhisme, il accepte au contraire le travail du temps, la disparition physique de toute chose. L'éphémère, ferment de son esthétique, est au contraire ce qui donne sa valeur à la vie. Dès lors, ce qui se transmet est une connaissance, une technique, l'essence d'un objet plus que sa matérialité.

« Longtemps, la disparition a été symbole de renouveau, comme par exemple la reconstruction, tous les vingt ans, du sanctuaire d'Ise. Avec l'industrialisation, l'urbanisme n'a été conçu que comme synonyme de modernisation. La défense du patrimoine n'a jamais été intégrée à la planification urbaine », estime le professeur Nishiyama.

La course au développement, des soucis légitimes d'amélioration des conditions d'habitat, la lourde taxation des héritages qui oblige souvent à se dessaisir du bien immobilier (ou à rentabiliser le terrain par la construction d'un immeuble) ont concouru à la métamorphose des villes japonaises. Kyoto n'y a pas échappé. La hausse des prix de l'immobilier, alimenté par l'arrivée des capitaux de Tokyo, a aggravé le phénomène.

Selon l'architecte Toshinori Nakamura, *« les grands temples ne sont pas les seuls biens culturels de Kyoto. Il y a aussi les maisons traditionnelles* (machi-ya) *qui ont constitué des modèles pour le reste de l'architecture urbaine du pays. Dans quelques années, elles auront pratiquement disparu. Kyoto aura alors perdu l'un de ses plus grands charmes »*. Aujourd'hui, seules des familles aisées peuvent se permettre de conserver les maisons traditionnelles. Celles, populaires, des quartiers d'artisans ont disparu avec le repli de leurs activités.

Il existe des mesures destinées à la préservation de telle ou telle maison, mais non de rue, encore moins de quartier. En dépit de ces règlements, la municipalité ne contrôle pas l'effervescence des constructions, dont les styles *« baroques »* détruisent l'harmonie – ou ce qu'il en restait – de la ville. Les rives de la rivière Kamo, autrefois haut lieu culturel (où naquit le théâtre kabuki), sont un triste exemple de cette destruction : vue des terrasses des restaurants donnant sur la rivière du vieux quartier de Ponto-cho, l'autre rive offre l'affligeant spectacle des néons de quelques salles de *pachinko* (machine à sous) de la nouvelle avenue Kawabata.

Une partie des habitants, notamment les plus démunis, dénoncent l' *« égoïsme des intellectuels »* et s'opposent à une extension des quartiers préservés qui aurait pour effet de faire chuter le prix du terrain, puisqu'on ne peut pas le rentabiliser par une construction en hauteur. S'il n'y a pas de consensus parmi les habitants, le mouvement des défenseurs du patrimoine culturel de Kyoto est également loin d'être homogène. L'association du professeur Nishiyama, par exemple, tient à se démarquer de l'association bouddhiste.

Les bonzes des temples les plus connus – baptisés *« temples à touristes »* (*kanko-dera*) – se sont déconsidérés au milieu de la décennie écoulée lorsqu'ils fermèrent leurs sites pour protester contre une taxation de la municipalité destinée à la protection du patrimoine. Evoquant le principe de séparation des religions et de l'Etat exonérant d'impôt temples et sanctuaires, ils affirmaient que les visiteurs n'étaient pas des touristes mais des croyants. Une casuistique complaisante qui ne trompait personne. Le risque de ruiner le tourisme était trop grand et la ville céda.

Les moines constituent certes une force dans cette ville des temples. Au Moyen Age, ils avaient leurs propres armées et l'adage voulait qu'à s'attaquer à eux, le pouvoir ne pouvait que perdre. Aujourd'hui, les bonzes sont entrés en guerre avec le Kyoto Hôtel, mais ils n'ont pas bonne presse pour autant dans une ville foncièrement conservatrice et fermée où les langues de vipères sont légion : la rumeur veut qu'ils ne soient pas les derniers à fréquenter, en civil, les quartiers nocturnes, dépensant des fortunes dans les *« maisons de thé »*.

L'inconduite des moines est certes un thème littéraire traditionnel (des romans et pièces de théâtre d'autrefois au *Pavillon d'or* de Mishima). Mais il y a aussi des personnalités remarquables et respectées, comme l'était le moine Onishi, supérieur du temple Kiyomizu. En tout cas, les temples sont immensément riches (le Sanzen-in, célèbre pour ses érables rouges, encaisse 8 millions de yens par jour en saison) et les bonzes ne sont pas les derniers, dit-on, à s'adonner à la spéculation foncière. Leur association a d'ailleurs pour conseiller un promoteur immobilier des plus suspects.

Pour M. Nishiyama, tant qu'il n'y aura pas une réelle *« vision »* de l'urbanisation de Kyoto, le saupoudrage des réglementations ne changera rien à la destruction continue dont la ville est victime. Peu à peu, le centre de la ville se dépeuplera davantage.

La municipalité poursuit exclusivement, pour sa part, une politique d'attraction touristique. Sans une politique nationale dépassant le cadre d'une municipalité trop sensible aux pressions des promoteurs, Kyoto risque de devenir une ville-musée, sans âme, exposant, dans quelques zones réservées, ses charmes enfuis aux cohortes de touristes.

PHILIPPE PONS

(1) Lire l'article de Claire Gallian, « Système de protection du patrimoine dans la ville japonaise » dans *la Qualité de la ville, urbanité française, urbanité japonaise*, Maison franco-japonaise, 1987.